

Un rapport du  
Conseil sur  
la stratégie  
industrielle  
du Canada

# REDÉMARRER, RELANCER, REPENSER LA PROSPÉRITÉ DE TOUS LES CANADIENS

UN PLAN DE CROISSANCE AMBITIEUX  
POUR BÂTIR UNE ÉCONOMIE  
NUMÉRIQUE, DURABLE ET INNOVANTE

© Sa Majesté la Reine du chef du Canada,  
représentée par le ministre de l'Industrie, 2020

No de cat. lu44-250/2020E-PDF  
ISBN 978-0-660-36573-2

**Un rapport du  
Conseil sur  
la stratégie  
industrielle  
du Canada**

# TABLES DES MATIÈRES

<b>UN MOMENT D'AMBITION ET D'ACTION</b> .....	<b>3</b>
Message de la présidente .....	3
<b>À PROPOS DU CONSEIL</b> .....	<b>5</b>
À propos de notre rapport .....	6
<b>SOMMAIRE EXÉCUTIF</b> .....	<b>8</b>
<b>1. UN ÉVÉNEMENT SANS PRÉCÉDENT POUR L'ÉCONOMIE CANADIENNE</b> .....	<b>12</b>
La réponse à la COVID-19 a mobilisé le Canada .....	12
Avant la pandémie, le Canada était dans une position de force, mais faisait face à des défis.....	12
Les perspectives économiques du Canada demeurent incertaines .....	13
La relance sera inégale .....	14
Des populations canadiennes sont laissées pour compte .....	15
<b>2. REPENSER L'AVENIR ÉCONOMIQUE DU CANADA</b> .....	<b>17</b>
Une vision pour une économie numérique, durable et innovante.....	17
<b>3. UN PLAN D'ACTION ÉCONOMIQUE BASÉ SUR LA COLLABORATION DES CANADIENS</b> .....	<b>20</b>
Le cadre d'action et principes directeurs.....	20
 <b>REDÉMARRER : RÉTABLIR LA CONFIANCE ET ROUVRIRE LES COMMERCES DE FAÇON SÉCURITAIRE</b> .....	<b>21</b>
<b>RECOMMANDATION A : Renforcer la confiance des entreprises et des consommateurs canadiens pour mieux soutenir une réouverture de l'économie en toute sécurité</b> .....	<b>21</b>
<b>RECOMMANDATION B : Stabiliser et sécuriser les secteurs les plus touchés en appliquant des mesures ciblées</b> .....	<b>25</b>
Transporteurs aériens, aéroports et aérospatiale .....	26
Ressources de l'avenir .....	29
Tourisme, accueil et culture.....	31
 <b>RELANCER : ÉTABLIR UNE TRAJECTOIRE DE CROISSANCE INCLUSIVE</b> .....	<b>33</b>
<b>RECOMMANDATION C : Relancer la croissance en doublant les investissements dans un plan d'avenir</b> .....	<b>33</b>
Diversité, talent et innovation en matière de main-d'œuvre.....	34
Écosystème d'innovation et financement de la recherche et développement.....	38
Accès au capital pour accélérer la croissance des entreprises canadiennes.....	40

Infrastructures stratégiques – numériques et matérielles.....	43
Réglementation souple .....	46
Utilisation stratégique de l’approvisionnement.....	48



**REPENSER : CATALYSER LA CROISSANCE DU PIB POUR ATTEINDRE  
UNE CROISSANCE PLUS FORTE QU’AVANT LA COVID-19 .....** 50

**RECOMMANDATION D : Le Canada doit se donner une stratégie industrielle qui repose  
sur quatre piliers pour créer une économie numérique, durable et innovante au bénéfice  
de l’ensemble des Canadiens .....** 50

Pilier 1 : Devenir une économie numérique axée sur les données.....	53
Pilier 2 : Être le chef de file mondial sur le plan ESG dans les domaines des ressources, des énergies renouvelables et des technologies propres.....	56
Pilier 3 : Bâtir un secteur manufacturier innovant et à haute valeur ajoutée pour lequel nous pouvons être un chef de file mondial .....	59
Pilier 4 : Tirer parti de notre avantage en agroalimentaire pour nourrir la planète.....	63

**RECOMMANDATION E : Mettre en place de nouveaux partenariats avec le secteur privé  
et des investissements reposant sur un cadre budgétaire et financier solide.....** 66

Maintenir un cadre financier solide et rigoureux.....	67
Mettre en place de nouveaux partenariats avec le secteur privé.....	69

**4. CONCLUSION : UN APPEL À L’ACTION AFIN D’OBTENIR  
DES RÉSULTATS CONCRETS POUR LES CANADIENS.....** 71

**5. ÉCLAIRAGE SECTORIEL : RÉFLEXIONS APPROFONDIES SUR LES DIFFÉRENTS SECTEURS .....** 76

**LISTE DES ACRONYMES UTILISÉS .....** 108

**ANNEXE A : RÉSUMÉ DES RECOMMANDATIONS DU CONSEIL.....** 109

**ANNEXE B : PARTICIPATION DES INTERVENANTS ET DU PUBLIC.....** 123

**ANNEXE C : LISTE DES INTERVENANTS.....** 125

**ANNEXE D : RAPPORTS, ARTICLES ET AUTRES DOCUMENTS SOUMIS AU CONSEIL.....** 132

**ANNEXE E : CONSEIL SUR LA STRATÉGIE INDUSTRIELLE – MEMBRES .....** 139

**ANNEXE F : LA FEUILLE DE ROUTE DU CONSEIL.....** 140

# UN MOMENT D'AMBITION ET D'ACTION

## Message de la présidente

L'année 2020 marquera l'histoire. La crise de la COVID-19 a frappé brutalement. Notre vie personnelle, notre vie professionnelle, nos habitudes, nos certitudes ont été ébranlées. Pour protéger la vie humaine, les gouvernements ont dû prendre des mesures exceptionnelles ayant des répercussions importantes sur l'économie, comme l'imposition de confinement et l'introduction des contrôles aux frontières. Le coup de frein sur l'économie mondiale a entraîné une chute vertigineuse du PIB. Au Canada, dans les premiers mois de la pandémie, la dégringolade du PIB a été de 18 %, du jamais vu.

Les gouvernements et les banques centrales à travers le monde sont intervenus de façon massive afin de contenir les effets dévastateurs de la crise. Le gouvernement du Canada est intervenu, débloquent dans de courts délais des sommes records pour limiter les impacts sur les personnes, les familles, les entreprises. C'est dans ce contexte inédit que le Conseil sur la stratégie industrielle (le Conseil) a débuté ses travaux en juin 2020 avec le mandat de déterminer la portée et la gravité des conséquences de la COVID-19 sur les industries, aider le gouvernement à faire le point sur les pressions qui touchent des secteurs en particulier, et recevoir les commentaires formulés par le milieu des affaires sur les conséquences de la pandémie.

Je tiens à remercier le ministre de l'Innovation, des Sciences et de l'Industrie et le gouvernement du Canada pour sa confiance. C'est un privilège de présider ce Conseil. Je tiens aussi à féliciter chaleureusement les neuf membres pour leur engagement exceptionnel et à remercier le secrétariat du Conseil, qui fait partie d'Innovation, Sciences et Développement économique Canada, et les fonctionnaires pour leur coopération et leur soutien dévoués. Notre mandat est large et exigeant.

Nous avons amorcé nos travaux avec un sentiment d'urgence et la volonté de consulter les Canadiens d'un bout à l'autre du pays et de tous les secteurs de l'économie pour avoir une vision claire de la situation. J'ai eu le privilège de participer à près d'une centaine de réunions avec un nombre considérable de dirigeants d'entreprises, d'associations, de collèges et universités, de régions, de communautés autochtones, d'organismes communautaires et de groupes de jeunes. Ils nous ont fait part en toute honnêteté et avec générosité de leurs besoins, parfois même de leur détresse; ils nous ont aussi dit qu'ils étaient résolus à aider le Canada à se rétablir.

Vous nous avez inspirés. Vous nous avez motivés. Vos espoirs et vos préoccupations ont guidé notre réflexion et nos recommandations; nous avons saisi l'urgence de la situation. Dès le mois de juillet, et de façon continue, nous avons présenté le contenu de nos échanges aux décideurs du gouvernement et, au cours des semaines suivantes, nous avons vu le gouvernement faire des annonces et confirmer des engagements qui faisaient écho à vos préoccupations.

Nous avons établi des objectifs clairs dès le départ : nous voulions être ambitieux, audacieux et tournés vers l'action. Cette démarche a inspiré un plan d'action à trois volets, intitulé **Redémarrer**, **Relancer** et **Repenser**, qui comprend cinq recommandations principales.

Dans le volet **Redémarrer**, nous répondons directement aux préoccupations soulevées dans le cadre de nos consultations. Il faut aider les familles, protéger les emplois et maintenir les entreprises à flot. Il s'agit de préserver le tissu économique et social et de tenir bon, alors que d'autres vagues de l'épidémie sont toujours possibles, et de redonner confiance aux Canadiens.

En protégeant notre tissu économique et social, nous nous plaçons en position de 🏠 **Relancer** l'économie. Nous reconstituons nos forces. Nous pallions nos lacunes, mises en lumière par la crise. Nous ciblons les programmes gouvernementaux les plus efficaces et nous redoublons d'efforts pour développer notre main-d'œuvre, améliorer nos infrastructures, renforcer nos écosystèmes d'innovation et faciliter l'accès au capital. Ce sont les caractéristiques de base des économies prospères. Parallèlement, nous modernisons notre réglementation trop lourde pour la rendre plus souple et nous misons de façon stratégique sur les capacités d'approvisionnement du gouvernement pour renforcer des secteurs clés. Nous offrons ainsi des occasions aux petites et moyennes entreprises (PME) innovantes de se faire valoir et nous mettons le savoir-faire local sous les projecteurs.

Ces mesures transversales et structurantes nous donnent l'élan pour 🌐 **Repenser** notre économie et pour nourrir de nouvelles ambitions. La crise transforme le monde. Des tendances s'accroissent, comme la lutte contre les changements climatiques, la numérisation et l'intelligence artificielle (IA), tandis que d'autres se dessineront dans la nouvelle géopolitique du monde post-COVID-19. De nouveaux défis et de nouvelles opportunités se présenteront. Le Canada doit se préparer, miser sur ses forces et viser le sommet dans des secteurs prometteurs comme le numérique et les données; les ressources, l'énergie renouvelable et les technologies propres; la fabrication à haute valeur ajoutée et l'agroalimentaire. Le Canada doit élaborer une véritable stratégie industrielle post-pandémique, qu'il doit mettre en œuvre avec un plan d'investissement et de croissance ambitieux. Ce sera un précédent. Toutefois, vu l'ampleur de la crise, nous croyons fortement qu'il s'agit de la réponse appropriée. Donnons-nous comme objectif que les entreprises canadiennes soient des chefs de file à l'échelle mondiale dans les secteurs où nous avons des atouts pour réussir.

Ce plan d'investissement et de croissance permettra de solutionner nos défis en matière de compétitivité, de productivité et de durabilité; il nous positionnera comme des leaders dans le monde de demain. Ce plan doit reposer sur un cadre financier solide et rigoureux comprenant des paramètres appropriés pour rassurer les Canadiens et les marchés quant au plan du gouvernement en matière de discipline financière à long terme. Ce plan est l'incarnation d'une ambition et d'une manière de faire. Nous voulons que les entreprises canadiennes soient reconnues pour leur conscience éthique et pour leurs valeurs. Elles doivent adopter les principes ESG et être responsables sur les plans environnemental, social et de la gouvernance.

C'est en collaborant que nous mettrons ce plan en œuvre. Les trois volets, 🔄 **Redémarrer**, 🏠 **Relancer**, 🌐 **Repenser**, appellent à créer de nouveaux partenariats avec les secteurs public et privé afin de canaliser les investissements et unir les efforts des différents gouvernements au Canada, dans le respect des compétences de chacun.

« Collaborer dans le cadre d'un partenariat renouvelé à l'échelle du Canada », tel est le souhait le plus fréquemment exprimé par les participants à nos consultations. L'heure est grave : il faut plus que de bonnes intentions. Nous devons agir ensemble. Cette crise appelle les Canadiens à se solidariser. Bâtissons ensemble un avenir prometteur pour assurer la prospérité de tous.



**Monique F. Leroux**

Présidente, Conseil sur la stratégie industrielle  
Octobre 2020

# À PROPOS DU CONSEIL

Mis sur pied le 8 mai 2020 par le ministre de l'Innovation, des Sciences et de l'Industrie, le Conseil sur la stratégie industrielle a réuni des chefs d'entreprise d'expérience afin de travailler en partenariat avec le gouvernement du Canada pour approfondir notre compréhension des répercussions générales et sectorielles de la COVID-19 sur les industries et proposer des voies de relance.

Le Conseil est basé sur les Tables sectorielles de stratégies économiques qui sont soutenues par Innovation, Sciences et Développement économique Canada. Ce nouveau modèle de collaboration entre l'industrie et le gouvernement a été lancé en octobre 2017 afin de contribuer à transformer les forces économiques canadiennes en avantages mondiaux. Les Tables représentaient les six secteurs (fabrication de pointe, agroalimentaire, technologies propres, industries numériques, sciences biologiques et la santé et ressources de l'avenir) que le Conseil consultatif en matière de croissance économique avait cernés en raison de leur grande incidence sur le potentiel de croissance du Canada. Le rapport des Tables sectorielles de stratégies économiques, publié en septembre 2018, présentait des recommandations sur la compétitivité du régime fiscal, la réforme en matière de réglementation et le soutien aux exportations. Ces recommandations se sont traduites par des annonces stratégiques lors de l'Énoncé économique de novembre 2018. Le budget de 2019 a renforcé le soutien fourni aux Tables sectorielles de stratégies

économiques et ajouté une septième table pour le tourisme et l'accueil.

Afin de répondre aux défis et aux pressions particulières causées par la COVID-19, le gouvernement a mis sur pied le Conseil sur la stratégie industrielle et ajouté deux nouvelles tables représentant les secteurs du commerce de détail et du transport durement touchés par la pandémie. Les neuf secteurs représentés par le Conseil sur la stratégie industrielle forment ensemble environ la moitié du PIB du Canada.

Le Conseil est présidé par Monique F. Leroux, ancienne présidente et chef de la direction du Mouvement Desjardins et vice-présidente du conseil de Gestion Fiera Inc., et composé des neuf présidents des Tables sectorielles de stratégies économiques : fabrication de pointe (Rhonda Barnet), agroalimentaire (Murad Al-Katib), technologies propres (Karen Hamberg), industries numériques (John Baker), sciences biologiques et santé (Karimah Es Sabar), ressources de l'avenir (Mark Little), commerce de détail (Paviter Binning), tourisme et accueil (Ben Cowan-Dewar) et transport (Sylvie Vachon). Mona Nemer, conseillère scientifique en chef du Canada, et Simon Kennedy, sous-ministre d'Innovation, Sciences et Développement économique Canada, en sont membres d'office. L'annexe E présente une liste complète des membres du Conseil et de leurs organisations.

## CITATION DU CONSEIL :

« En tant que Canadiens et dirigeants d'entreprise, c'est un honneur d'avoir la chance de servir notre pays et de représenter nos secteurs économiques respectifs. Tout au long de nos consultations, nous avons été inspirés par la vision et les idées que les Canadiens nous ont présentées pour donner forme à la relance économique. C'est un immense privilège de présenter nos idées et de formuler des conseils sur la meilleure façon d'intervenir.

Nous devons prendre des mesures immédiates, ciblées et axées sur le risque pour répondre à cette pandémie historique; nous sommes absolument convaincus que nous avons une occasion unique de prendre des mesures urgentes pour faire face à la situation et mieux rebâtir. Chacun de nous peut témoigner de la volonté du secteur privé de collaborer avec le gouvernement afin de lancer des initiatives transformatrices qui vont préparer la réussite économique du Canada et améliorer la qualité de vie à long terme de tous les Canadiens. »

## À propos de notre rapport

Ce rapport présente d'abord le contexte de nos travaux, soit notre évaluation de la situation économique au Canada à la lumière des événements survenus depuis le début de la pandémie. Dans ce cadre, nous nous sommes mis au défi de réfléchir aux problèmes les plus importants que nous pourrions régler afin d'avoir un maximum d'effet sur notre croissance économique et la qualité de vie des Canadiens.

Nous avons parlé à des centaines de dirigeants et leaders de l'ensemble des secteurs économiques et de toutes les régions du Canada, incluant des dirigeants d'entreprise, des associations, des collèges et universités, des communautés autochtones, des organismes communautaires, des groupes de jeunes, entre autres, afin de nous aider à comprendre les répercussions de la COVID-19. Nous avons été touchés par les conséquences que la pandémie a eues sur les Canadiens et par les difficultés qu'ils doivent surmonter. Tout au long de nos consultations, on nous a fait part d'excellentes idées, de grandes idées au potentiel transformateur, qui justifiaient une discussion plus approfondie. Nous les présentons dans ce rapport.

Nous avons également élaboré des scénarios de relance, à partir desquels nous avons bâti un cadre pour stimuler l'économie, en réalisant les bons investissements stratégiques et en adaptant les politiques. Au fil de nos discussions, nous avons acquis la conviction que le Canada devait se donner une stratégie industrielle globale et renouvelée. Pendant que nous travaillions ensemble, à l'échelle des secteurs, à mettre au point nos recommandations, il est devenu évident que dans certains domaines, chaque secteur pouvait profiter des travaux menés dans d'autres pour se rétablir plus rapidement (p. ex., les répercussions transversales du numérique, du développement des compétences et du renforcement de l'innovation). Ce rapport présente aussi ces leviers transversaux de développement.

Le défi que nous nous sommes lancé a donné lieu à un plan complet qui inclut cinq recommandations clés afin de bâtir une économie numérique, durable et innovante pour tous les Canadiens. Ce plan audacieux et ambitieux vise à accélérer notre relance et notre croissance. Il s'agit également d'un plan responsable, qui met à profit les partenariats et les investissements des secteurs privé et public. Il réunit les mesures que nous devons prendre en tant que pays, de façon cohérente et dans un esprit de responsabilité partagée. Ces mesures se présentent comme un tout bien orchestré et non comme un menu à la pièce.

L'esprit de nos recommandations se fonde sur notre conviction que cette crise est l'occasion d'apporter un changement transformateur. Il est vrai que le Canada, avant la crise, se trouvait dans une position relativement bonne; mais il est vrai aussi qu'il se heurtait déjà et depuis longtemps à des défis au chapitre de la productivité, des investissements en capital, de la recherche et développement, de la commercialisation, de la numérisation et du commerce, entre autres. La crise a exacerbé ces faiblesses à l'échelle canadienne, elle a aussi accéléré plusieurs changements déjà amorcés sur le plan mondial. Une nouvelle géopolitique prend forme. La lutte contre les changements climatiques va marquer la reprise. Partout les pays du monde réalignent leurs politiques et leurs stratégies économiques. Ces pressions nous imposent d'agir rapidement et de concentrer nos efforts dans ces secteurs où nous avons un avantage concurrentiel ou des atouts stratégiques qui peuvent assurer notre avenir.

Le Conseil croit que la mise en œuvre de ses recommandations transformera le pays et fera du Canada un acteur de premier plan sur l'échiquier mondial. **Si nous unissons nos forces avec la volonté inébranlable de donner le meilleur de nous-mêmes, nous serons pour le monde un exemple inspirant, nous offrirons des solutions canadiennes à des défis planétaires et nous générerons une prospérité pour tous les Canadiens.**



## Membres du Conseil sur la stratégie industrielle



**Murad Al-Katib**  
Secteur de l'agroalimentaire



**John Baker**  
Secteur des industries numériques



**Rhonda Barnett**  
Secteur de la fabrication de pointe



**Paviter Binning**  
Secteur du commerce de détail



**Ben Cowan-Dewar**  
Secteur du tourisme et de l'accueil



**Karimah Es Sabar**  
Secteur de la santé et des biosciences



**Karen Hamberg**  
Secteur des technologies propres



**Mark Little**  
Secteur des ressources de l'avenir



**Sylvie Vachon**  
Secteur du transport

---

## Remerciements

Le Conseil tient à remercier ses membres d'office, la conseillère scientifique en chef, Mona Nemer, et le sous-ministre, Simon Kennedy, pour leurs précieuses contributions à ses travaux. Nous remercions également pour sa collaboration professionnelle et soutenue toute l'équipe du Secrétariat d'Innovation, Sciences et Développement économique Canada.

# SOMMAIRE EXÉCUTIF

## Le Conseil

Le Conseil sur la stratégie industrielle a été créé afin d'évaluer les répercussions de la COVID-19 sur l'économie canadienne et déterminer la portée et la gravité des conséquences sur les industries, aider le gouvernement à faire le point sur les pressions qui touchent des secteurs en particulier, et recevoir les commentaires formulés par le milieu des affaires sur les conséquences de la pandémie. Nous nous sommes mis au défi d'aller au-delà de ce mandat et de trouver des façons de générer une prospérité et une richesse accrues pour les Canadiens. Nos travaux se fondent sur de vastes consultations menées auprès de représentants de plus de mille entreprises, associations, représentants des milieux de l'enseignement supérieur, organismes communautaires, communautés autochtones et groupes de jeunes de tous les secteurs et d'un bout à l'autre du pays. Notre rapport est imprégné de leurs suggestions, de leurs inquiétudes et de leurs espoirs. Nous tenons à les remercier pour leurs précieuses contributions.

Le Conseil a également évalué la situation économique mondiale. Nous présentons des recommandations ancrées dans le contexte canadien, qui prennent en compte une nouvelle géopolitique mondiale post-COVID-19 et qui brossent un portrait ambitieux des opportunités que le Canada pourrait saisir afin de devenir un chef de file dans certains des secteurs très prometteurs.

## Le choc

Au cours de la décennie qui a suivi la dernière récession, le Canada affichait l'une des croissances économiques les plus élevées parmi les pays membres du G7. Malgré ce rendement enviable, l'économie canadienne carburait à un niveau inférieur à son véritable potentiel. Le Canada demeurerait aux prises avec des obstacles historiques persistants, particulièrement en matière de productivité, d'investissement privé, de commerce et d'infrastructure matérielle et numérique.

Quand la crise sanitaire a éclaté, le gouvernement a pris les mesures nécessaires pour protéger des vies humaines, mettant à l'arrêt de larges domaines d'activité. Les lacunes de notre économie ont pu amplifier le choc dans certains secteurs, mais même des entreprises parmi les plus importantes et les mieux gérées du Canada ont été frappées de plein fouet par l'effondrement de leurs activités. Au cours des premiers mois de la pandémie, le PIB réel du Canada a connu son repli le plus important et le plus marqué depuis qu'on a commencé à consigner de telles données, en 1961, avec une baisse de 18 %.

## Principales conclusions

La crise a eu des répercussions inégales sur l'économie. Les secteurs les plus durement touchés (le tourisme et l'accueil, le transport aérien, le commerce de détail, l'aérospatiale et le secteur pétrolier et gazier) seront aussi les plus difficiles à rebâtir. Certains groupes d'entreprises, particulièrement les entreprises dirigées par des femmes, par des Autochtones ou par des minorités visibles, ont été frappés plus durement. La relance sera elle aussi inégale, et elle sera longue. Le PIB ne devrait pas retrouver son niveau d'avant la pandémie avant 2022, voire 2024 dans certains secteurs.

Entre-temps, la relance dépendra de la gestion efficace des risques liés à la santé publique et de notre capacité de résister aux nouvelles vagues de la pandémie jusqu'à ce qu'un vaccin soit créé et administré à la population.

Plusieurs annonces récentes, notamment les changements apportés aux subventions salariales, la Subvention d'urgence du Canada pour le loyer (anciennement l'Aide d'urgence du Canada pour le loyer commercial) et la Prestation canadienne d'urgence (qui a été transférée à l'assurance-emploi) sont en accord avec la vision du Conseil. Le choc causé par la pandémie donnera lieu à de nouvelles priorités mondiales et le Canada doit s'y préparer.

## Un plan d'action en trois volets et cinq recommandations

Le Conseil propose un plan d'action ambitieux et transformateur en trois volets : **Redémarrer**, **Relancer**, **Repenser**. Ces trois volets interreliés sont présentés sous la forme d'un continuum d'intervention qui nous permet de gérer l'urgence, de rebâtir nos forces et de nous tourner vers l'avenir afin de générer une prospérité à long terme pour tous les Canadiens.

Les différents volets de ce plan doivent être déployés de pair avec d'autres domaines d'investissement clés, notamment les soins de santé et le secteur connexe des biosciences.

### Redémarrer

- Redonner confiance aux Canadiens en maintenant les mesures de soutien à l'emploi et au revenu, et en gérant les risques à la santé pour pouvoir redémarrer un maximum d'activités en toute sécurité.** Le niveau de confiance des entreprises et des consommateurs canadiens demeure inférieur à ce qu'il était avant la pandémie, ce qui constitue en soi un obstacle à la relance. La pandémie a créé une nouvelle réalité avec laquelle nous devons apprendre à vivre jusqu'à ce qu'un vaccin soit mis au point et administré à la population. Le gouvernement doit chercher à renforcer la confiance des entreprises et des consommateurs canadiens.
- Stabiliser les secteurs les plus durement touchés et fournir une aide qui répond aux besoins de divers secteurs afin de protéger des centaines de milliers d'emplois et d'entreprises.** Le Conseil est convaincu que l'investissement requis pour protéger les secteurs les plus durement touchés est considérablement inférieur aux coûts financiers et humains associés aux répercussions sur le tissu économique et social de régions et de secteurs entiers au Canada.

### Relancer

En protégeant son tissu économique et social, le Canada se place dans une position qui permet la relance. Il devra déployer des efforts pour rivaliser, étant donné que tous les pays du monde se préparent pour la suite des choses. Les priorités du Canada sont bien connues.

**Investir dans les forces du Canada afin de pallier les faiblesses de l'économie qui ont été exacerbées par la crise.** Au fil des ans, un certain nombre de rapports ont mis en évidence les faiblesses structurelles de l'économie canadienne.

- Le Conseil recommande au gouvernement de simplifier ses programmes, d'éliminer ceux qui sont inefficaces et de renforcer ceux qui contribuent réellement à consolider des facteurs clés de la réussite économique. Le Canada doit former et attirer les meilleurs talents, renforcer son écosystème d'innovation, accélérer la numérisation et atténuer les risques liés aux projets novateurs. Il faut repérer et combler les lacunes dans la chaîne de financement, et adapter les rôles des sociétés d'État à vocation, s'il y a lieu.

Parallèlement, le Canada doit agir sans tarder pour combler son retard en matière d'infrastructures matérielles et technologiques. Nous devons aussi moderniser notre réglementation trop lourde. Et nous devons tirer parti de manière stratégique du pouvoir d'achat du gouvernement afin de renforcer des secteurs clés, en offrant à des entreprises canadiennes innovantes, y compris des PME, des occasions de se faire valoir tout en mettant notre savoir-faire sous les projecteurs.

Ces propositions ne sont aucunement nouvelles; elles sont toutefois plus pertinentes que jamais. Ce sont les bases du succès des économies les plus performantes.

## Repenser

En protégeant son tissu économique et social et en renforçant les bases de son économie, le Canada créera les conditions requises pour repenser la façon dont il génère de la richesse et la place qu'il cherche à occuper dans le monde. Le choc causé par la pandémie accélère certaines tendances et façonne une nouvelle géopolitique mondiale. De nombreuses possibilités naîtront, mais la compétition sera féroce. Le Canada doit miser sur ses forces fondamentales et se fixer de nouvelles ambitions.

4. **Élaborer une stratégie industrielle canadienne afin de garantir que nos industries phares aideront les Canadiens à prospérer dans le monde post-COVID-19.** Le Conseil recommande au gouvernement de doter le Canada d'une stratégie industrielle ambitieuse, qui réunit tous les chefs de file du pays dans de nouveaux partenariats. Le Conseil croit que la gravité de la crise, qui a touché l'ensemble des régions, des secteurs et des collectivités, justifie une intervention concertée à plusieurs niveaux.

Aux quatre coins du monde, de nombreux pays, dont la France, l'Allemagne, la Corée du Sud et l'Union européenne, élaborent des stratégies à grande échelle afin de prospérer dans un nouveau monde. Le Canada ne peut pas traîner de la patte et lutter contre cette crise sans précédent en recourant à des approches conventionnelles.

Le Canada doit élaborer une stratégie industrielle basée sur quatre piliers :

- **Pilier 1 : Devenir une économie numérique et axée sur les données;**
- **Pilier 2 : Être le chef de file mondial sur les plans environnemental, social et de gouvernance (ESG) dans les domaines des ressources, de l'énergie renouvelable et des technologies propres;**

- **Pilier 3 : Bâtir un secteur de la fabrication novateur à haute valeur ajoutée pour lequel nous pouvons être un chef de file mondial;**
- **Pilier 4 : Tirer parti de nos atouts dans l'agroalimentaire pour nourrir la planète.**

Cette stratégie industrielle entraînera dans son sillage pratiquement tous les secteurs de l'économie et pourrait paver la voie à une génération de prospérité et au renouvellement du leadership du Canada à l'échelle mondiale. La nouvelle stratégie industrielle devrait également établir des partenariats renouvelés avec le secteur privé ainsi que des investissements ancrés dans un cadre financier solide et rigoureux.

Il faudra collaborer afin de mettre en œuvre ce plan d'action.

5. **Faire du défi posé par la crise de la COVID-19 l'occasion de renforcer notre solidarité et de créer de nouveaux partenariats entre les secteurs public et privé (afin de canaliser les investissements) et entre les gouvernements au sein de la fédération pour mettre en commun nos forces, tout en respectant les compétences de chacun.**

## Des retombées économiques prometteuses

- Les investissements publics et privés réalisés dans le cadre de notre approche  **Redémarrer**,  **Relancer**,  **Repenser** pourraient permettre au Canada de rebondir solidement.
- Selon les estimations de haut niveau et préliminaires du Conseil, des capitaux privés de 110 à 140 milliards de dollars jumelés à des investissements publics de 105 à 145 milliards de dollars pourraient générer une croissance annuelle supplémentaire à long terme du PIB de 0,8 % à 1,1 % d'ici 2030 et par la suite.
  - Les volets  **Redémarrer** et  **Relancer** de notre plan pourraient ajouter de 100 à 155 milliards de dollars à notre PIB d'ici 2030.

- La composante  **Repenser**, c'est-à-dire la nouvelle stratégie industrielle, pourrait quant à elle ajouter de 235 à 310 milliards de dollars à notre PIB en 2030.

Ce plan d'action complet devra reposer sur un cadre financier solide et rigoureux, comprenant des paramètres appropriés pour rassurer les Canadiens et les marchés quant aux orientations à long terme du gouvernement en matière de discipline financière. Ce plan d'action incarne à la fois une ambition et une attitude. Bref, c'est une façon d'agir.

## Un mécanisme de mise en œuvre

Ce plan en trois volets, axé sur l'investissement et la croissance apportera des changements considérables. Il faudra obtenir un soutien élargi et collaborer étroitement pour le mettre en œuvre. Ces travaux devront être menés au moyen d'un mécanisme de mise en œuvre qui surveillera la progression des projets, assurera un suivi des investissements et adaptera les mesures, le cas échéant, à la lumière des commentaires formulés sur le terrain. Le Conseil et les Tables sectorielles de stratégies économiques pourraient être le point de convergence de la mise en œuvre du plan.

## Inspiré par les principes ESG

Notre plan incarne des valeurs et des principes d'action. Nous croyons au rôle du gouvernement en tant qu'acteur économique stratégique, tout comme

nous croyons en celui de l'entreprise en tant que membre actif et présent au sein des communautés. Cette notion se reflète dans le respect des principes ESG par les entreprises; ces principes les appellent à avoir une conduite responsable en ce qui concerne les questions environnementales, sociales et de saine gouvernance. Nous voulons que les entreprises canadiennes soient reconnues pour leur conscience éthique et leurs valeurs. Cette position éthique doit guider notre façon de faire des affaires et de générer de la richesse au profit de tous les Canadiens.

## Accélérer la transformation numérique

La pandémie a accéléré la transformation numérique qui était amorcée. Nous devons intensifier ce mouvement et investir maintenant pour bâtir des entreprises de calibre mondial à la fine pointe de la technologie et inspirer les secteurs traditionnels à adopter eux aussi les technologies numériques.

## Assurer la prospérité de tous

Le Canada est un pays au formidable potentiel. Les membres du Conseil sont convaincus que le Canada dispose des ressources, du talent, du savoir et du génie requis pour réussir dans le monde post-COVID-19. Cette crise doit nous réunir et nous mobiliser afin d'assurer notre prospérité et devenir un chef de file dans ce nouveau monde.

# 1. UN ÉVÉNEMENT SANS PRÉCÉDENT POUR L'ÉCONOMIE CANADIENNE

## La réponse à la COVID-19 a mobilisé le Canada

La pandémie a eu des effets dévastateurs sur notre vie quotidienne, notre santé et nos collectivités. Les Canadiens ont eu pour consigne de rester à la maison; plusieurs entreprises non essentielles ont fermé leurs portes. Tous les gouvernements ont ordonné la distanciation physique entraînant la suspension des activités de nombreuses entreprises ou une transition accélérée vers le télétravail. *L'intervention était nécessaire, mais elle a été coûteuse.* Pour amortir le choc, le gouvernement du Canada a déployé des programmes d'aide financière essentiels et un soutien à la liquidité dans des délais records.

Les mesures d'intervention, jumelées à la grave détérioration des perspectives économiques, ont eu un lourd impact. Au cours du printemps 2020, le PIB réel du Canada a connu son repli économique le plus important et le plus soudain depuis qu'on a commencé à consigner les données trimestrielles, en 1961, soit une baisse de 18 % comparativement à la période précédant la COVID-19. Le Canada devrait accuser un déficit de 343,2 milliards de dollars en 2020-2021, bien au-delà des prévisions antérieures à la pandémie de 34,4 milliards de dollars. On prévoit que la dette globale augmentera à 48 % du PIB en 2021-2022, en hausse par rapport à son niveau de 31 % du PIB en 2019-2020<sup>1</sup>.

## Les Canadiens sont rentrés au pays afin de relever le défi ensemble

Nos transporteurs aériens ont volé aux quatre coins du globe pour ramener les Canadiens à la maison. Nos fabricants se sont retournés rapidement afin de produire localement des fournitures médicales et de l'équipement de protection individuelle (EPI). Les travailleurs des services essentiels dans tous les secteurs de l'économie se sont présentés tous les jours pour servir leurs concitoyens. En plus de déployer des mesures de soutien économique, les gouvernements ont investi dans la recherche pour le développement d'un vaccin et la mise au point de traitements efficaces, et ont constitué des réserves d'équipement pour renforcer la capacité de réponse à l'épidémie.

L'ampleur des mesures de soutien et la rapidité de leur déploiement ont été appréciées; 88 % des Canadiens approuvent l'intervention des autorités et appuient les mesures de santé publique rigoureuses, reconnaissant qu'il faut atténuer les risques pour la santé<sup>2</sup>.

## Avant la pandémie, le Canada était dans une position de force, mais faisait face à des défis

Le Canada rassemble des forces et atouts exceptionnels. La prospérité du pays repose sur des secteurs industriels puissants et dynamiques,

1 Directeur parlementaire du budget - [https://www.pbo-dpb.gc.ca/web/default/files/Documents/Reports/RP-2021-027-S/RP-2021-027-S\\_fr.pdf](https://www.pbo-dpb.gc.ca/web/default/files/Documents/Reports/RP-2021-027-S/RP-2021-027-S_fr.pdf) (consulté en octobre 2020)

2 Pew Research Centre - [https://www.pewresearch.org/global/2020/08/27/most-approve-of-national-response-to-covid-19-in-14-advanced-economies/?utm\\_content=buffer62eda&utm\\_medium=social&utm\\_source=twitter.com&utm\\_campaign=buffer](https://www.pewresearch.org/global/2020/08/27/most-approve-of-national-response-to-covid-19-in-14-advanced-economies/?utm_content=buffer62eda&utm_medium=social&utm_source=twitter.com&utm_campaign=buffer) (accessible en anglais seulement, consulté en octobre 2020)

des partenariats tissés à travers le monde, des connaissances scientifiques étendues, des technologies de pointe, et une abondance de ressources naturelles.

Au fil des ans, l'économie du Canada a prouvé sa résilience. Depuis la récession de 2009, le Canada affichait l'un des taux de croissance économique les plus élevés parmi les économies du G7<sup>3</sup>. Le Canada affichait le ratio dette-PIB le plus bas des pays du G7. Grâce à la création de plus d'un million d'emplois depuis 2015, le taux de chômage a atteint un creux historique, à 5,5 %<sup>4</sup>. En même temps, les salaires ont connu leur plus importante hausse en plus d'une décennie (4,5 %)<sup>5</sup>, contribuant à réduire la pauvreté à son plus bas niveau historique (9,5%) en 2019<sup>6</sup>.

La COVID-19 nous a plongés dans une autre réalité, tant au Canada qu'à l'étranger. Nous devons y faire face. Nous devons aussi nous rappeler qu'au moment où la pandémie a éclaté, nous étions déjà confrontés à des changements profonds (géopolitique mondiale, numérisation, changements climatiques). **La crise est venue intensifier ces changements.** Elle a aussi accéléré

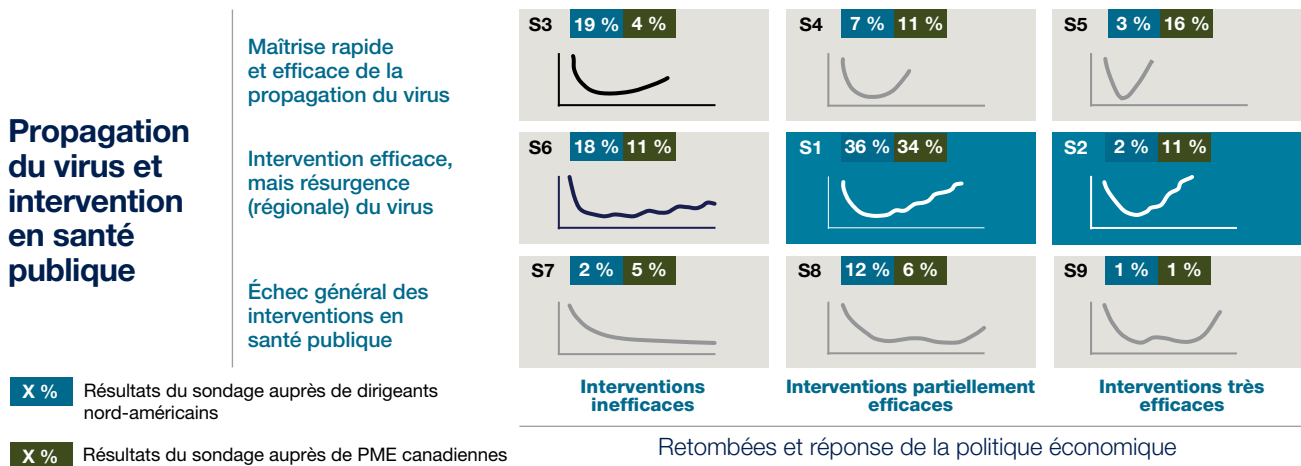
des tendances socioéconomiques déjà présentes (inégalités économiques, évolution de la demande des consommateurs, perturbations des échanges commerciaux et des approvisionnements). En outre, en toile de fond de nos travaux, un mouvement de revendication sociale contre le racisme systémique et l'inégalité s'est manifesté au Canada et à travers le monde. Ces enjeux sérieux demandent aussi de l'attention et devront influencer nos actions.

## Les perspectives économiques du Canada demeurent incertaines

Afin de mieux comprendre les répercussions de la COVID-19 sur notre économie et sur notre avenir, nous avons effectué une modélisation fondée sur des scénarios. Cette modélisation prenait en considération les conditions économiques et de santé publique possibles, ainsi qu'une analyse approfondie des neuf secteurs représentés au Conseil. Il s'agit des six secteurs à croissance

Figure 1 : Modélisation des scénarios économiques

(2020, % indique les scénarios que les dirigeants estiment être les plus probables)



Sources : Sondage auprès des cadres mondiaux réalisé par McKinsey; analyse McKinsey, en collaboration avec Oxford Economics; 31 août au 4 septembre, N=2,079, 481 en Amérique du Nord, juin-juillet auprès des petites entreprises, n=726; 1 au 5 juin, N=2,174, en Amérique du Nord

3 Ministère des Finances Canada - <https://www.canada.ca/fr/ministere-finances/services/publications/portrait-economique-budgetaire/strategie-gestion-dette-2020-2021.html> (consulté en octobre 2020)

4 Gouvernement du Canada : Budget de 2019 - <https://www.budget.gc.ca/2019/docs/plan/budget-2019-fr.pdf> (consulté en octobre 2020)

5 Financial Post - <https://financialpost.com/news/economy/newsalert-canada-loses-24200-jobs-in-july-unemployment-rises-statcan> (accessible en anglais seulement, consulté en octobre 2020)

6 Gouvernement du Canada - <https://www.canada.ca/fr/emploi-developpement-social/nouvelles/2019/03/le-canada-atteint-le-plus-faible-taux-de-pauvrete-de-lhistoire.html> (consulté en octobre 2020)

élevée représentés par les Tables sectorielles de stratégies économiques, ainsi que les secteurs du tourisme et de l'accueil, du commerce de détail, et du transport, qui ont été frappés de plein fouet par la pandémie.

Nous avons étudié neuf scénarios allant d'un échec des interventions de santé publique à un contrôle rapide et efficace du virus, ainsi que les répercussions et les interventions au chapitre des politiques économiques. Les perspectives les plus probables suggèrent une résurgence localisée du virus et une lente croissance à long terme. Il est clair qu'il sera impossible de revenir à notre vie d'avant tant qu'un vaccin sécuritaire et efficace n'aura pas été mis au point et offert à grande échelle aux Canadiens. À travers le monde, et au Canada, nous observons des efforts et une collaboration sans précédent en vue de développer un tel vaccin. Cependant, une grande incertitude subsiste quant au moment de sa découverte et sa disponibilité éventuelle.

## La relance sera inégale

La relance économique sera inégale d'un secteur à l'autre et d'un groupe démographique à l'autre et elle se produira par vagues. Il est peu probable que nous observions un retour du PIB aux niveaux antérieurs à la

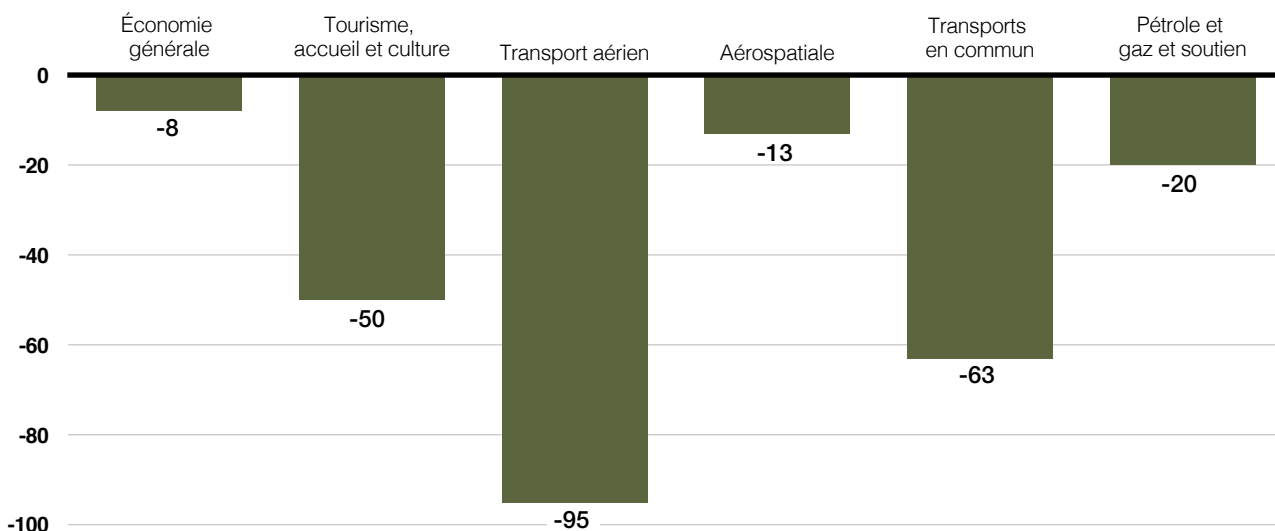
pandémie avant l'année 2022. La COVID-19 a eu des répercussions disproportionnées sur certains secteurs, ce qui s'explique en partie par l'incidence des mesures de confinement et leur capacité à adapter leurs activités.

Alors que les entreprises ont commencé à rouvrir leurs portes pendant les mois d'été, l'économie a montré quelques signes de relance. Certains secteurs ont commencé à combler l'écart, tandis que d'autres sont demeurés gravement touchés. Les industries des services ont été parmi les plus résilientes lors des perturbations économiques antérieures, mais elles ont été les plus durement touchées par la pandémie. Des secteurs comme le tourisme, l'aérospatiale et le transport aérien, et les secteurs pétrolier et gazier, ont subi les répercussions les plus négatives imputables à la crise de la COVID-19. La relance économique du Canada sera compromise si le secteur des ressources au pays ne se remet pas. En outre, même si le secteur du commerce de détail a montré des signes de relance, il a lui aussi été touché sévèrement par les mesures de confinement et demeure très fragile devant la possibilité qu'elles doivent être réintroduites.

Les répercussions économiques que nous avons constatées dans ces secteurs ont été et demeurent plus importantes que celles de la récession de 2009. Nous constatons des répercussions dans toutes les

**Figure 2 : Répercussions sur le PIB des secteurs les plus touchés**

(juin 2020, changement en % sur une base annuelle)



Source : Statistique Canada, Tableau: 36-10-0434-02 (consulté en juillet 2020)



industries, qui génèrent des effets multiplicateurs négatifs sur le PIB. Ce ne sont pas tous les domaines de l'économie qui retrouveront leur situation antérieure; les avis sur le rythme de la relance varient d'une industrie à l'autre. Plus nous tournons notre regard vers l'avenir, plus l'incertitude est grande.

## Des populations canadiennes sont laissées pour compte

La pandémie a eu des répercussions disproportionnées sur les femmes, les jeunes, les Autochtones et les nouveaux Canadiens. La raison en est qu'ils sont surreprésentés dans le commerce du détail et le tourisme, qui sont parmi les secteurs les plus durement touchés. En outre, la possibilité de faire du télétravail dans ces secteurs est faible et a limité la poursuite des activités rémunérées. Les fermetures d'écoles et de garderies ont également augmenté le poids des responsabilités des parents, mais plus encore pour les femmes, ce qui a eu une incidence négative sur leur participation au travail. Les entreprises dirigées par des Autochtones ont également été touchées de manière

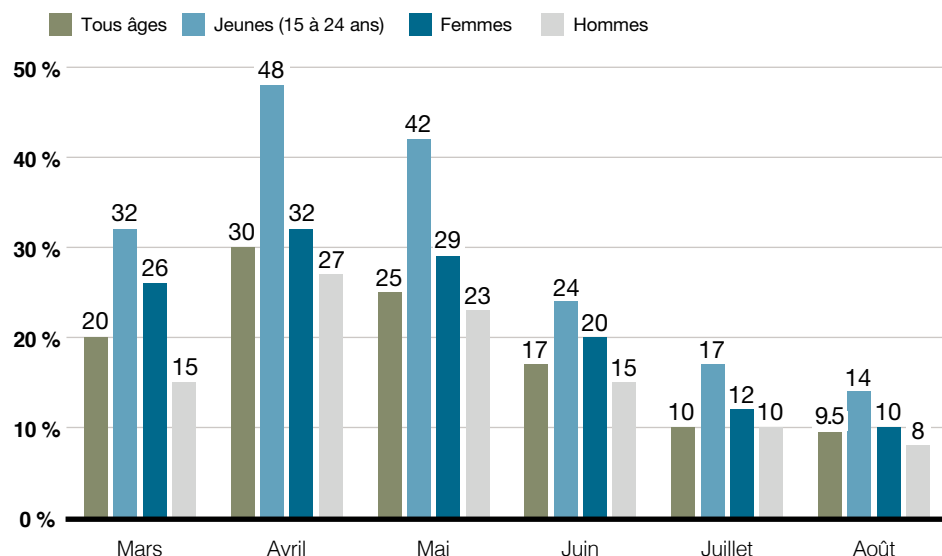
disproportionnée. Cette réalité nous rappelle que les mesures prises pour **Redémarrer**, **Relancer** et **Repenser** notre économie doivent être inclusives et offrir des possibilités permettant à tous les Canadiens de bien vivre dans cette nouvelle normalité.

« Nous aimerions que le Canada reconnaisse qu'il n'est pas encore tout à fait bâti et qu'il manque d'infrastructures pour permettre à tous les Canadiens d'accéder à des soins de santé, à l'éducation, aux services de transport aérien, à des possibilités de développement économique et à la connectivité numérique. Des fonds semblent pourtant toujours accessibles, mais on ne parvient pas à mener à bien les projets. »

– PRÉSIDENT, ASSOCIATION COMMUNAUTAIRE  
AUTOCHTONE CANADIENNE

Figure 3 : Incidence de la COVID-19 par groupes démographiques

(mars à août 2020, % des travailleurs sans emploi ou qui travaillent moins de la moitié de leurs heures habituelles, 2020, par rapport au même mois en 2019)



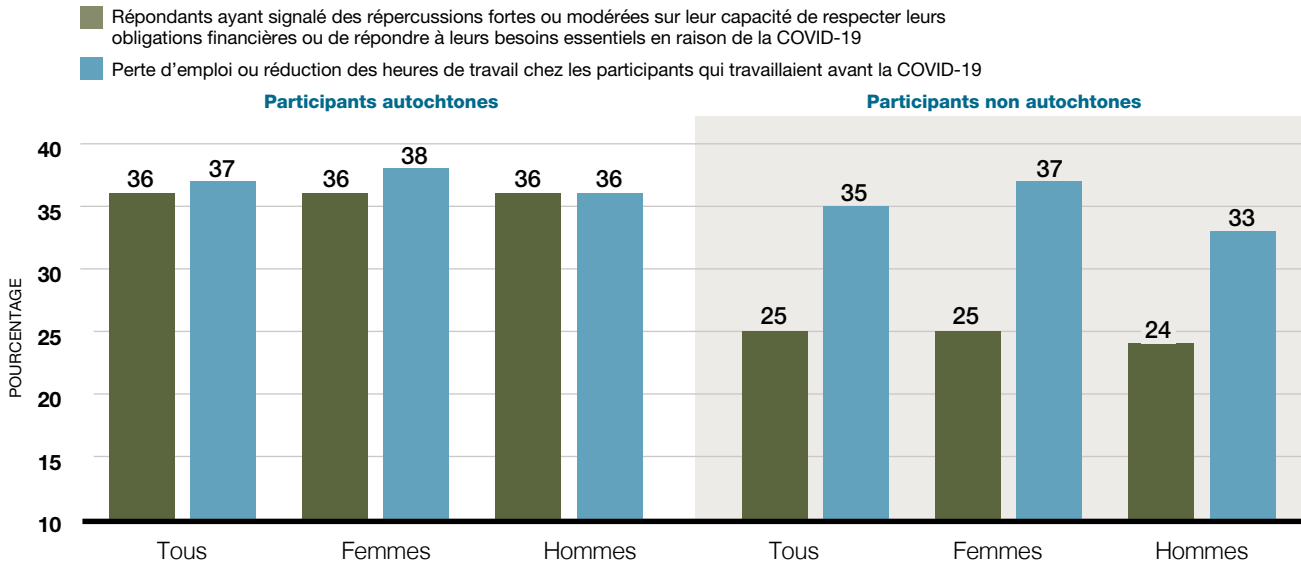
Les femmes et les jeunes sont surreprésentés dans des secteurs qui ont été touchés de manière disproportionnée, tels que le commerce de détail et le tourisme, en partie à cause des faibles possibilités de télétravail dans ces secteurs.

- Le tourisme et le commerce de détail offrent la plus faible possibilité de télétravail (~16 % et ~20 % respectivement);
- Le tourisme et le commerce de détail sont les principaux employeurs des femmes, à ~50 % chacun, et des jeunes, à ~30 % chacun.

Source : Statistique Canada, Tableau 14-10-0017-01 (consulté en juillet 2020)

**Figure 4 : Répercussions auto-déclarées de la COVID-19 sur l'emploi et les finances des participants autochtones et non autochtones**

(du 26 mai au 8 juin, 2020, % des participants)



Source : Statistique Canada, Répercussions de la COVID-19 sur les Canadiens – Confiance à l'égard des autres, 2020 (consulté en octobre 2020)

### Incidence de la COVID-19 sur le genre : une « récession féminine »

La COVID-19 a entraîné des répercussions sexospécifiques considérables et menace d'effacer des décennies de progrès au chapitre de l'égalité des genres. Les femmes ont perdu leurs moyens de subsistance dans des proportions beaucoup plus élevées que les hommes : 1,5 million de femmes au Canada ont perdu leur emploi au cours des deux premiers mois de la pandémie<sup>7</sup>. Les femmes sont surreprésentées dans les secteurs du tourisme et de l'accueil et du commerce de détail, qui ont été parmi les plus durement touchés par les fermetures et les mises à pied. Le secteur du tourisme en particulier sera l'un des plus lents à se remettre.

L'ouverture des écoles et des garderies devrait permettre un retour au travail. Toutefois, le niveau d'incertitude élevé entourant la durée et la gravité d'une deuxième vague de COVID-19, jumelé à la capacité limitée d'effectuer des dépistages et d'obtenir des résultats rapidement, a placé bon nombre de mères en emploi dans une situation insoutenable, particulièrement celles dont la tâche ne permet pas le télétravail<sup>8</sup>.

La pandémie a mis en lumière des lacunes structurelles et des inégalités constantes; il faudra porter une attention stratégique ciblée pour faciliter un retour complet sur le marché du travail. Nous visons à créer une économie numérique, durable et innovante, qui repose sur les principes de la diversité et de l'inclusion; pour y arriver, tous les Canadiens doivent pouvoir participer.

7 RBC - [https://www.rbccm.com/en/insights/story.page?dcr=templatedata/article/insights/data/2020/07/pandemic\\_threatens\\_decades\\_of\\_womens\\_labour\\_force\\_gains](https://www.rbccm.com/en/insights/story.page?dcr=templatedata/article/insights/data/2020/07/pandemic_threatens_decades_of_womens_labour_force_gains) (accessible en anglais seulement, consulté en octobre 2020)

8 University of Toronto Press - <https://www.utpjournals.press/doi/full/10.3138/cpp.2020-077> (accessible en anglais seulement, consulté en octobre 2020)

# 2. REPENSER L'AVENIR ÉCONOMIQUE DU CANADA

## Une vision pour une économie numérique, durable et innovante

Le Canada peut reconstruire en mieux et viser une économie plus forte et générant une croissance plus rapide qu'avant la pandémie. Nous voyons cette crise comme une occasion de repenser notre place sur la scène mondiale en tant que chef de file en matière d'innovation; toutefois, nous devons agir rapidement. Le secteur privé et les gouvernements sont prêts à agir. Notre relance exige de prendre des mesures concertées afin de bâtir une vision commune pour le Canada. Ensemble, en tant que membres du Conseil sur la stratégie industrielle, nous nous sommes grandement inspirés de l'expérience et des réflexions d'une vaste gamme d'intervenants pour définir cette vision.

### Consultations, dialogue et enquêtes

Notre processus consultation a compté près d'une centaine d'échanges avec des représentants de plus de 1 000 entreprises, associations d'entreprises, groupes syndicaux, organismes autochtones, collèges et universités. Nous avons eu des discussions continues avec des chefs de file profondément engagés dans l'économie du Canada; des entretiens particuliers avec des dirigeants de banques d'institutions financières, du milieu universitaire et de l'industrie du Canada; ainsi qu'une vaste gamme de groupes et d'associations de l'industrie (nationales, et en fonction des régions et des secteurs) représentant les intérêts économiques des Canadiens. Nous avons également reçu plus de 100 contributions écrites, transmises directement à la présidente par l'intermédiaire des voies ministérielles, ou par le site Web du Conseil, et nous avons mené un sondage auprès d'environ 700 PME à l'échelle des secteurs, des provinces et des territoires.

Le Conseil a mené un processus de consultation rigoureux, auquel ont participé des intervenants d'un bout à l'autre du Canada. Nous avons obtenu des points de vue sur les répercussions nationales, régionales et sectorielles de la COVID-19; recueilli des informations sur l'incidence des programmes de soutien (ce qui a fonctionné, ce qui a moins bien fonctionné et où se trouvent les lacunes à pallier). Et nous avons échangé sur des approches pour relancer les activités commerciales à court et à moyen terme.

Les propos des intervenants ont démontré que les entreprises ont vécu (et vivent) la pandémie de différentes façons. Toutefois, nonobstant ces différences, il y avait un fort consensus sur le fait que le temps était maintenant venu de se relever, de limiter les dommages sur nos secteurs les plus durement touchés, et de stimuler l'investissement dans les secteurs où nous pouvons profiter d'une croissance accélérée.

Nos efforts ne doivent pas se limiter à réparer les dommages causés par la crise, mais doivent nous amener à imaginer l'avenir et à **bâtir une économie numérique, durable et innovante pour tous les Canadiens**, une économie plus forte que celle d'avant la COVID-19.

Le temps est venu d'accroître notre compétitivité, notre capacité d'innovation et notre productivité en investissant dans des domaines fondamentaux qui créeront des synergies à travers les différents secteurs économiques. Pensons à l'impact structurant des investissements technologiques, qu'il s'agisse de commerce électronique ou de technologies de l'information et des communications (TIC). Nous devons être encore plus avancés que nous le sommes maintenant. Nous devons être à la fine pointe de la technologie. Il est essentiel d'investir dans la fabrication et la transformation à valeur ajoutée, les technologies propres et durables et la connectivité numérique afin de garantir la prospérité et la création d'emploi, tout en améliorant le rendement général de

l'économie canadienne. En outre, avec nos ressources naturelles abondantes nous pouvons être des chefs de file mondiaux et les exploiter dans le respect des principes ESG, tout en explorant de nouvelles pistes en vue de créer des produits plus durables (p. ex., la chaîne de valeur associée à l'électrification des transports) avec de nouvelles technologies propres.

Dans tous nos secteurs, nous devons attirer et encourager l'investissement, transmettre aux Canadiens les connaissances nécessaires pour occuper des emplois nouveaux et à valeur ajoutée, tirer parti de nos relations commerciales dans des chaînes d'approvisionnement renouvelées, et créer un milieu propice à l'action et à l'innovation. Notre réussite donnera jour à un Canada plus résilient et plus autosuffisant, créera davantage de champions à l'échelle nationale et mondiale, et augmentera la richesse des citoyens.

Pour y arriver, nous devons travailler avec le secteur public à élaborer des politiques qui maximisent les retombées pour notre économie et compter sur une stratégie industrielle robuste, accompagnée d'un plan d'action à long terme. Notre stratégie économique trace la voie pour y arriver : une voie **audacieuse, ambitieuse et concrète**.

Dans le cadre de nos travaux visant à définir un nouvel avenir économique pour le Canada, nous avons élaboré un ensemble de principes clés. Nos recommandations

jettent les bases d'un nouveau leadership canadien (voir la prochaine page pour les principes, les points forts, les défis et les principales tendances à l'échelle mondiale).

### **Le Conseil reconnaît que ces principes ne sont pas exhaustifs. Il y a d'autres domaines de travail importants.**

Les différents volets de notre plan doivent être déployés de pair avec d'autres domaines d'investissement clés, notamment les soins de santé et le secteur connexe des biosciences. En ces temps de pandémie, jamais ces secteurs n'ont été aussi importants. Des activités d'innovations essentielles à la croissance de l'économie de l'immatériel (p. ex., les découvertes et les brevets connexes) sont intrinsèquement liées à ces secteurs. Nous pouvons transformer les soins de santé, notre investissement le plus important, et les forces du Canada dans le domaine des biosciences, en moteurs économiques.

Si nous favorisons une attitude « Équipe Canada » et que nous mettons nos forces à l'œuvre afin d'aider le monde à relever ses défis, nous ferons rayonner le génie canadien et nous augmenterons notre prospérité.

# Les recommandations du Conseil sont guidées par les principales tendances mondiales, les forces et les défis propres au Canada et des principes directeurs



## Principales tendances

**Évolution de la dynamique mondiale** : divergence d'intérêts croissante entre les principales économies (p. ex. la Chine et les États-Unis) et montée du protectionnisme due à la COVID-19.

**Accélération des perturbations de l'industrie par les nouvelles technologies** : importance croissante de l'économie immatérielle (p. ex. données, logiciels).

**Inégalité des revenus, vulnérabilité de la main-d'œuvre et agitation sociale en hausse** : l'inégalité des revenus s'accroît pour plus de 70 % de la population mondiale avec des foyers de troubles sociaux.

**Émergence du changement climatique comme défi mondial** : les marchés de capitaux, les investissements et les préférences des consommateurs se sont orientés vers la décarbonation et la nécessité d'une économie qui résiste aux chocs climatiques.

**Perturbations majeures du commerce et des chaînes d'approvisionnement** : la COVID-19 a souligné la nécessité d'accroître la résilience, l'efficacité et la diversification des chaînes d'approvisionnement.



## Points forts

**Abondance de ressources naturelles** (eau, agriculture, énergie, sylviculture, mines).

**Système d'enseignement postsecondaire de calibre mondial** et la proportion la plus élevée d'adultes en âge de travailler (59 %) ayant obtenu un diplôme d'études post-secondaires (par rapport à la moyenne de 38 % de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE)).

**L'un des écosystèmes financiers les plus solides au monde** avec des banques et des fonds de pension bien capitalisés.

**Nation commerçante** aux frontières ouvertes avec un accès aux marchés de premier plan, dont 60 % du PIB mondial et 1,4 milliard de consommateurs.

**Solides capacités de recherche et développement** et leader dans la recherche sur l'IA (y compris dans les secteurs des hautes technologies et des biotechnologies), avec la présence de certaines des plus grandes sommités mondiales.

**Qualité de vie élevée** : filet de sécurité sociale étendu et ouverture à la diversité (multiculturalisme), qui permet d'attirer les meilleurs talents internationaux.



## Thèmes clés et mesures recommandées



## Défis

**Investissements insuffisants** dans les infrastructures matérielles, d'innovation et numériques.

**Marché intérieur fragmenté et réglementation inefficace** : manque d'agilité et obstacles interprovinciaux à la circulation des personnes, des biens et des investissements.

**Faible diversification des échanges** : dépendance excessive à l'égard du marché américain malgré les accords conclus avec de nombreux autres pays.

**Manque de transformation à valeur ajoutée** : on s'appuie sur les exportations de produits de base dont la valeur de transformation est faible.

**Difficulté à commercialiser la propriété intellectuelle et à passer à l'échelle supérieure** : les défis liés à la commercialisation de la propriété intellectuelle empêchent des entreprises canadiennes de croître et devenir des organisations de premier plan à l'échelle mondiale.

**Systèmes de soins de santé peu agiles (fragmentés ou trop centralisés)** qui complexifient la gestion des crises, et préoccupations croissantes en matière de santé mentale, exacerbées par la COVID-19.

**Création de richesse insuffisante** : les entreprises canadiennes de premier plan devraient être plus nombreuses pour soutenir l'économie et les talents à l'échelle nationale.



## Principes

**Approche « une pierre deux coups »** : priorisation des mesures de **Redémarrer** et de **Relancer** qui deviendront des atouts pour la phase **Repenser** de la stratégie. Bien exécutés, les investissements immédiats peuvent remettre l'économie sur ses rails et contribuer à son succès à long terme.

**Interventions urgentes, fondées sur les risques et axées sur les données** : interventions adaptées avec une reconnaissance des risques inhérents et variés

**Qualité de vie** : le Conseil se concentre sur les initiatives susceptibles d'avoir une incidence considérable sur la qualité de vie des Canadiens.

**Durabilité** : agir avec la conviction que la croissance sera rendue possible par un développement durable.

**Croissance inclusive** : soutenir un portefeuille d'initiatives dont les effets peuvent être ressentis par tous les Canadiens (p. ex. régions, groupes minoritaires).

**Approche de partenariat** : collaboration renouvelée entre les secteurs public et privé, ainsi qu'entre les provinces, les territoires et le gouvernement fédéral.

**Consolider les aspects qui fonctionnent** : ajuster et tirer parti des programmes gouvernementaux existants, dans la mesure du possible, y compris le Conseil consultatif sur la croissance économique et les Tables sectorielles de stratégies économiques.

# 3. UN PLAN D'ACTION ÉCONOMIQUE BASÉ SUR LA COLLABORATION DES CANADIENS

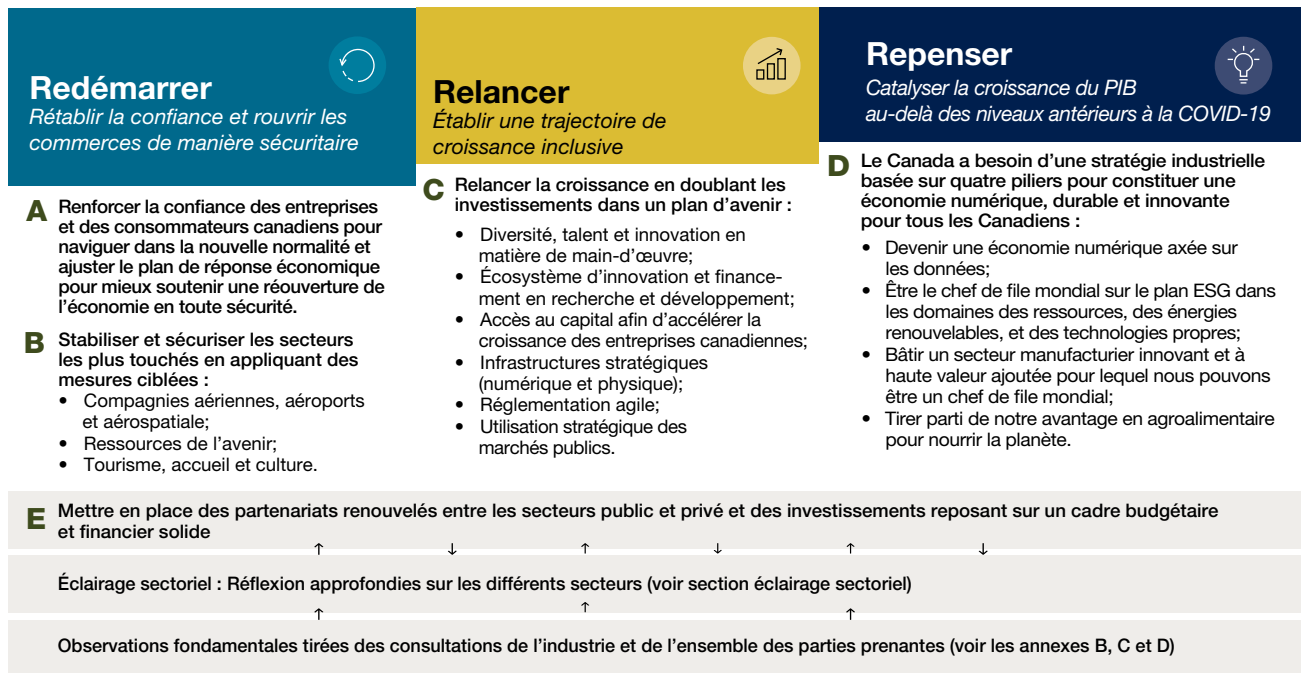
Dans la foulée de ses consultations et de ses propres délibérations au cours des quatre derniers mois, le Conseil a déterminé cinq principaux domaines d'action pour engager le Canada sur la voie d'une économie numérique, durable et innovante. C'est à travers ce cadre que nous allons détailler nos orientations pour **Redémarrer**, **Relancer** et **Repenser** l'économie du Canada.

## Le cadre d'action et principes directeurs

À l'étape **Redémarrer**, nous devons être soucieux de rétablir la confiance des Canadiens et l'activité des


commerces de manière sécuritaire en améliorant la prévisibilité et la stabilité de la situation en lien avec la pandémie. À l'étape **Relancer**, nous pouvons définir une trajectoire de croissance inclusive, avec un plan d'investissement axé sur l'avenir qui redouble les efforts dans les secteurs clés de la réussite économique. Une fois ces mesures prises, nous serons en position de **Repenser** l'économie et la croissance du PIB au-delà des niveaux pré-COVID-19, grâce à une stratégie industrielle qui soutient l'innovation et la durabilité. Tout en mettant en œuvre ce plan ambitieux, nous renouvelerons nos partenariats avec les secteurs public et privé et maximiserons nos investissements.

Figure 5 : Aperçu des recommandations





## REDÉMARRER : RÉTABLIR LA CONFIANCE ET ROUVRIRE LES COMMERCES DE FAÇON SÉCURITAIRE

Pour  **Redémarrer** l'économie, le Conseil propose une intervention à deux niveaux pour répondre à des enjeux immédiats et pressants découlant de la COVID-19 : rétablir la confiance des Canadiens et stabiliser les secteurs les plus touchés. Commençons avec le rétablissement de la confiance.

### **RECOMMANDATION A : Renforcer la confiance des entreprises et des consommateurs canadiens pour mieux soutenir une réouverture de l'économie en toute sécurité**

Le Canada doit être inébranlable dans sa lutte contre une résurgence de la COVID-19, et être tout aussi motivé dans ses efforts de relance économique. L'une des clés consiste à renforcer la confiance des consommateurs.

Les Canadiens doivent avoir confiance en l'efficacité des mesures de santé publique au moment où ils s'apprêtent à retourner sur les lieux de travail et à reprendre les activités qui soutiennent l'économie de consommation. Des économistes de premier plan ont mentionné que l'incertitude prolongée constitue l'un des obstacles les plus sérieux à la relance économique. Les mesures pouvant accroître la prévisibilité de la situation font partie des outils politiques les plus puissants dont nous disposons pour permettre une relance stable et sans reculs.

Les consommateurs canadiens ont indiqué que les mesures de précaution et de protection en place influençaient de façon déterminante le choix de visiter ou non un

commerce comme ils le faisaient avant la COVID-19. Or, les messages entourant les activités de consommation sécuritaires semblent devenir moins clairs avec le temps. Il importe donc que les consignes soient sans équivoque.

En adoptant un cadre axé sur le risque, clair et commun à l'échelle du Canada, les consommateurs pourraient se sentir mieux outillés et disposer d'une meilleure information pour comprendre les risques. Nous devons avoir une approche pédagogique et aider les entreprises et les communautés à mettre en place des protocoles de sécurité pour lutter contre la COVID-19 dans nos lieux de travail et les milieux locaux.

La confiance des consommateurs a chuté en avril à la suite des fermetures imposées pour lutter contre la COVID-19. Même si elle a remonté en juillet et qu'elle s'est maintenue ces derniers mois, les indicateurs de confiance demeurent inférieurs à leur niveau antérieur à la pandémie et, avec le temps froid qui arrive, les inquiétudes entourant la résurgence du virus sont vives. Si l'industrie et le gouvernement agissent de concert pour gérer soigneusement le risque, nous pourrions renforcer et accélérer les efforts pour rebâtir la confiance des citoyens.

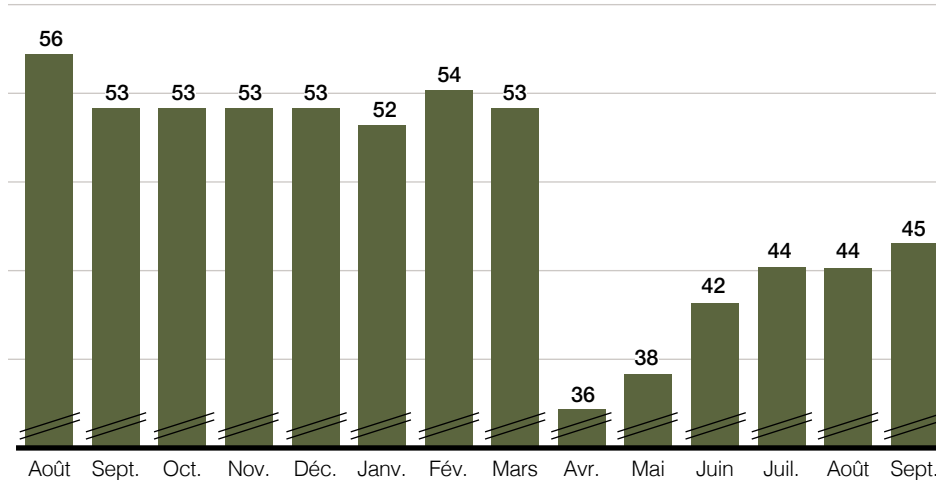
Les consultations auprès des chefs d'entreprise ont mis en lumière la nécessité d'un plan d'action cohérent offrant une voie à suivre pour reprendre l'activité économique de manière sécuritaire. Les intervenants ont apprécié la rapidité avec laquelle le gouvernement a agi. Nous avons vu par ailleurs, avec le temps, qu'il existe des façons de s'adapter à la nouvelle réalité, en collaboration avec les provinces, pour qu'un bon nombre de Canadiens puissent retourner au travail et permettre la reprise sécuritaire de l'activité commerciale en mettant en place des mesures de santé publique. Ces actions fonctionnent, à condition, évidemment, que la transmission du virus demeure sous contrôle.

« Dans les messages de santé publique, on blâme souvent les restaurants de façon injustifiée. Les restaurants ont mis en place certaines des mesures sanitaires les plus rigoureuses (recherche de contacts et distanciation, entre autres, plus que dans les autres secteurs de l'économie) et très peu de données portent à croire que les personnes qui vont au restaurant s'exposent à un danger. »

*ASSOCIATION DE DIRIGEANTS DU SECTEUR HÔTELIER*

**Figure 6 : Indice de confiance des consommateurs au Canada**

(août 2019 à septembre 2020, indice = 0-100)



**La confiance des Canadiens remonte, mais reste bien en deçà des niveaux antérieurs à la COVID-19.**

Les baisses ont été particulièrement marquées dans les secteurs où les interactions humaines sont nombreuses et où la proximité est habituellement grande, notamment, dans les secteurs du commerce de détail, du tourisme et de l'accueil, et du transport.

Source : Ipsos, Indicateurs économiques consolidés, 2020 (consulté en juin 2020)

Pour améliorer la vie des Canadiens dans cette nouvelle normalité, il faut renforcer les capacités de dépistage et de recherche de contacts afin de contenir les éclosions. À ce jour, la plupart des dépistages ont été effectués par l'entremise des systèmes de santé qui ont déployé des points de service locaux. La mise à contribution du secteur privé pourrait augmenter l'offre de dépistage et renforcer les capacités d'analyse. Ce faisant, nous pourrions mieux limiter le risque de transmission tout en accélérant la reprise de l'activité économique. Il est possible d'y arriver en augmentant et en coordonnant le dépistage entre le système de santé et l'industrie afin de réduire le risque pour les travailleurs.

Le secteur privé peut contribuer au cadre de gestion du risque et aider à renforcer la confiance. À titre d'exemple, les tests de dépistage rapide menés par les transporteurs aériens pourraient réduire le recours à la quarantaine comme principal moyen de limitation de la contagion. Les gouvernements doivent également continuer de se concentrer sur le déploiement de l'application nationale Alerte COVID pour s'assurer que les Canadiens peuvent obtenir l'information dont ils ont besoin pour prendre de meilleures décisions et se protéger. En date du 14 octobre 2020, plus de 4,38 millions de Canadiens avaient téléchargé l'application<sup>9</sup>; nous devons la promouvoir fortement pour que des millions d'autres personnes la téléchargent en nous assurant

qu'elle est disponible dans l'ensemble des provinces et des territoires.

La confiance des *consommateurs* s'améliore graduellement, grâce aux mesures de confinement et à une meilleure communication. Mais il faut aussi renforcer la confiance des *entreprises*, qui est tout aussi importante. Les entreprises ont besoin d'espoir, de perspectives positives, qui influenceront leur désir d'investissement. Il est crucial que les entreprises reçoivent l'appui dont elles ont besoin au bon moment pour ressortir de cette pandémie dans une bonne position. Cela va au-delà d'un soutien financier. Il s'agit aussi de renforcer ce sentiment d'appartenance et de solidarité que les Canadiens ont affiché dans les derniers mois afin de soutenir les entreprises locales.

L'autre élément essentiel pour restaurer la confiance, c'est de soutenir les travailleurs. Des Canadiens se trouveront dans une situation où ils devront se chercher un nouvel emploi, ou s'adapter à une nouvelle organisation en milieu de travail. Ils auront besoin de différentes formes de soutiens, dont l'aide à la requalification et l'accès à la formation, qui leur permettront de se repositionner sur le marché du travail ou dans leurs organisations. Ces points seront abordés en détail dans la recommandation C.

Nous avons déterminé cinq mesures particulières visant à renforcer la confiance en vue d'un redémarrage solide,

<sup>9</sup> Gouvernement du Canada - <https://www.canada.ca/fr/sante-publique/services/maladies/maladie-coronavirus-covid-19/alerte-covid.html> (consulté en octobre 2020)



dont certaines ont déjà fait l'objet d'un engagement du gouvernement dans le discours du Trône.

## Passer à l'action :

1. **Renforcer la coordination et le partage des meilleures pratiques avec les provinces et les territoires et adopter une approche de gestion des risques**, puisque la COVID-19 sera parmi nous pendant un certain temps (p. ex., une approche coordonnée à l'égard de l'ouverture des frontières fondée sur des principes solides de gestion du risque et le lancement de projets pilotes afin de mettre à l'essai des approches innovantes de gestion du risque).
2. **Mobiliser pleinement le secteur privé** afin de garantir que les mesures de santé publique et les innovations pertinentes sont en place pour appuyer un redémarrage sécuritaire (p. ex., s'allier à des consortiums de l'industrie pour augmenter les capacités de dépistage et réduire les délais d'analyse, pour étendre la recherche des contacts en vue d'accélérer l'activité économique et, éventuellement, pour déployer une campagne de vaccination à grande échelle).
3. Élaborer, en collaboration avec des institutions financières canadiennes et des sociétés d'État fédérales à vocation financière, **des mécanismes visant à faciliter la restructuration et le refinancement d'entreprises rentables en temps normal, qui font face à des périodes de relance prolongées**. Ainsi, les entreprises pourront sortir de la crise en ayant des modèles opérationnels plus viables.
4. **Encourager davantage la participation au marché du travail et la requalification professionnelle au fur et à mesure que les programmes d'urgence prennent fin**, en se basant sur les changements annoncés récemment (p. ex., compléter la transition de la Prestation canadienne d'urgence [PCU] à l'assurance-emploi avec des programmes de compétences axés sur l'innovation pour aider des travailleurs affectés à se réorienter

ou se requalifier – particulièrement les femmes et les Canadiens des minorités culturelles, et revoir le modèle de formation de l'assurance-emploi).

5. **Tirer parti de l'image de marque « Canada » et en faire la promotion au pays et à l'étranger, en insistant sur la valeur ajoutée et sur l'innovation** (p. ex., encourager l'achat chez nous et le soutien aux entreprises locales et lancer des campagnes de messages de santé publique à l'étranger afin de donner confiance à d'éventuels étudiants internationaux).

### ÉTUDES DE CAS : Que font d'autres pays pour favoriser la reprise des activités

- **Allemagne** : Marathon de codage « Ensemble contre le virus ». Environ 28 000 personnes ont participé à un marathon de codage informatique dirigé par le gouvernement, qui était axé sur la gestion de la pandémie; 20 innovations, comme des plateformes Web pour coordonner la logistique et trouver des offres d'emploi, un accès Web à des imprimantes 3D et une plateforme en ligne de requalification et de renforcement des compétences, ont été retenues pour financement<sup>10</sup>.
- **Autriche** : Initiative « Hôtellerie sécuritaire – Offre de tests de dépistage dans le secteur touristique ». Depuis juillet 2020, des tests de dépistage volontaires de la COVID-19 ont été offerts à 65 000 employés d'établissements d'hôtel une fois par semaine (budget : environ 150 millions d'euros en 2020)<sup>11</sup>.
- **Singapour** : Tests pour les voyageurs et subventions pour les coûts liés à la sécurité des entreprises. Depuis le 1<sup>er</sup> septembre, des visiteurs de pays sélectionnés subissent un test de dépistage à leur arrivée et n'ont pas à se mettre en quarantaine pendant deux semaines<sup>12</sup>; le gouvernement accorde aussi des subventions pour des services de nettoyage professionnel aux entreprises admissibles<sup>13</sup>.

10 Deutschland.De - <https://www.deutschland.de/en/topic/knowledge/hackathon-on-corona-wirvsvirus-brings-solutions> (accessible en anglais seulement, consulté en octobre 2020)

11 Reuters - <https://www.reuters.com/article/us-health-coronavirus-austria-tourism-idUSKBN22X1SA> (accessible en anglais seulement, consulté en octobre 2020)

12 Channel News Asia - <https://www.channelnewsasia.com/news/singapore/covid-19-rigorous-testing-air-travel-stay-home-notice-13099034> (accessible en anglais seulement, consulté en octobre 2020)

13 National Environment Agency - <https://www.nea.gov.sg/media/news/news/index/support-for-businesses-and-individuals-to-defray-third-party-professional-cleaning-and-disinfection-costs-for-premises-with-confirmed-covid-19-cases> (accessible en anglais seulement, consulté en octobre 2020)

## **Ce que nous avons entendu**

- « Notre discours doit s'éloigner des messages binaires (rester à la maison ou reprendre nos activités habituelles). Les Canadiens doivent s'adapter à un nouveau mode de vie qui durera tant qu'un vaccin n'aura pas été mis au point. »
  - Dirigeant de l'industrie
- « Pour les petites entreprises, la priorité est de prévenir une deuxième vague. Selon notre plus récent sondage, 75 % d'entre elles indiquent qu'il s'agit de la priorité ultime. »
  - Association de PME de premier plan
- « Il devrait y avoir plus de partage des meilleures pratiques entre les provinces et les organisations partout au pays. »
  - PDG d'une grande université canadienne
- « Il faut accroître les partenariats avec les secteurs public et privé afin de renforcer la capacité d'effectuer des tests, particulièrement dans les secteurs les plus touchés, où la confiance des consommateurs est cruciale (p. ex., le tourisme et l'accueil). »
  - PDG dans le secteur de l'accueil
- « Selon les analyses, le bénéficiaire moyen de la PCU gagne de 10 % à 20 % de plus comparativement à l'an dernier, et cela est particulièrement vrai pour les travailleurs à temps partiel. »
  - PDG, institution financière
- « Il est maintenant crucial de passer de l'encaissement d'une prestation inconditionnelle à la participation au revenu. »
  - Cadre d'une grande compagnie d'assurance
- « Nous comprenons que le gouvernement a agi rapidement, mais il doit quand même se rajuster. On ignore si l'échelle variable [pour la PCU] se poursuivra, mais comment pourrait-il en être ainsi si le nombre de cas augmente et que les ventes baissent? On nous demande d'en faire plus en réalisant moins de ventes. La COVID-19 se poursuivra pendant une autre année. »
  - PDG, secteur de l'accueil
- « Les fonds versés au titre de l'aide au loyer s'en vont aux propriétaires. De nombreuses entreprises mènent leurs activités comme des petites entreprises, ce qui signifie que les plafonds de revenu et les subventions pour le loyer seront importants et devraient être souples. Les subventions salariales sont elles aussi très importantes. Avec une deuxième vague, il faudra examiner les critères d'admissibilité. Les reports d'impôts, les flux de trésorerie et les liquidités suscitent aussi des inquiétudes. »
  - PDG, secteur de l'accueil
- « Les entreprises dont le loyer commercial est supérieur au plafond de 50 000 \$ devraient au moins être admissibles à une aide maximale de 50 000 \$. Cette situation a eu des répercussions dévastatrices sur nous, dans l'industrie de la restauration. La saison des terrasses tire à sa fin et nos ventes sont encore en baisse de 70 % à 80 % par rapport à leur niveau d'avant la pandémie. »
  - PDG, secteur de l'accueil

## **Incidence de la COVID-19 sur les entreprises canadiennes (sondage mené pour le compte du Conseil)**

Nous avons sondé 726 entreprises afin d'éclairer les analyses servant aux ateliers et aux discussions du Conseil et obtenir un portrait de chaque secteur en lien avec la COVID-19. Le sondage comprenait une représentation des 13 provinces et territoires, assurait une couverture étendue des secteurs industriels et rejoignait les petites, moyennes et grandes entreprises.

Le sondage couvrait des enjeux au cœur de la crise comme la confiance à l'égard de l'économie et de la survie des entreprises; les répercussions de la COVID-19 sur les entreprises; les programmes gouvernementaux; ainsi que les défis et besoins en termes d'aide aux entreprises.

Les résultats du sondage indiquent ce qui suit :

- 78 % des répondants **s'inquiétaient de la viabilité financière** de leur entreprise;
- **les entreprises des secteurs du tourisme, du commerce de détail et de la fabrication s'attendaient à subir les pertes de revenus les plus importantes** en 2020 (des baisses de 50 %, 32 % et 30 % respectivement), tandis que les petites entreprises s'attendaient à subir une baisse plus importante de leurs revenus et de leurs employés équivalents temps plein (ETP);
- **l'incidence de la COVID-19** sur les revenus et sur les ETP **est plus importante pour les entreprises dirigées par des femmes** que pour les autres (baisse des revenus prévue de 44 % pour l'année 2020); les femmes sont également plus préoccupées par la viabilité future de leurs entreprises;
- **64 % des répondants ont trouvé difficile d'obtenir du crédit**; certains secteurs s'attendaient à recourir davantage au crédit au cours des trois prochains mois;
- les entreprises qui vendent leurs produits en ligne et directement aux consommateurs devraient voir leurs revenus baisser de façon disproportionnée en 2020 (des baisses de 39 % et de 41 % respectivement).

En ce qui concerne **l'aide du gouvernement et les autres formes de soutien**, les entreprises ont indiqué ce qui suit :

- des fonds supplémentaires, des mesures qui stimulent la demande des consommateurs et des lignes directrices claires en matière de santé et sécurité du gouvernement sont les facteurs qui aideraient le plus à gérer leur entreprise pendant la crise;
- le soutien à la numérisation et à la viabilité sont des priorités nécessitant un soutien accru du gouvernement au cours des deux à cinq prochaines années.

Source : Sondage McKinsey, du 25 juin au 14 juillet 2020

### **RECOMMANDATION B : Stabiliser et sécuriser les secteurs les plus touchés en appliquant des mesures ciblées**

Les mesures générales que le gouvernement a déployées au début de la pandémie ont joué un rôle crucial pour amortir le choc et aider au redémarrage de l'économie. Même si la pandémie a eu des répercussions sur l'économie canadienne dans son ensemble, certains secteurs de l'industrie ont été particulièrement perturbés. Une analyse des impacts de la COVID-19 dans les neuf secteurs représentés par le Conseil sur

la stratégie industrielle est présentée dans la section *Éclairage sectoriel*.

Le gouvernement doit maintenant de toute urgence mettre en œuvre des mesures ciblées afin de soutenir les secteurs les plus touchés de l'économie canadienne, soit les transporteurs aériens, les aéroports et l'aérospatiale; les ressources de l'avenir (particulièrement le pétrole et le gaz); et le tourisme, l'accueil et la culture. Un soutien adapté et flexible à ces secteurs contribuera à les stabiliser, à prévenir les répercussions à long terme et à les positionner en vue d'une relance qui viendra, dans ces domaines aussi.

## Transporteurs aériens, aéroports et aérospatiale

Considérant l'immensité du territoire canadien, le transport aérien est crucial pour bâtir le pays et relier les communautés. Plus de 130 collectivités éloignées dépendent entièrement de l'avion pour recevoir des biens et services essentiels, tels des aliments et des soins de santé<sup>14</sup>. Les déplacements aériens sont également nécessaires pour la compétitivité des entreprises. Un secteur aérien efficace est un des atouts incontournables pour des secteurs aussi diversifiés que le tourisme et l'accueil, les services professionnels, l'exploitation minière, la pêche et la fabrication. Avant la COVID-19, le secteur du transport aérien se portait bien au Canada. La pandémie a toutefois entraîné une baisse drastique de la demande en raison de la fermeture des frontières et des nouveaux protocoles de voyage. Même si les déplacements aériens intérieurs se sont poursuivis dans une certaine mesure, le trafic en août 2020 affichait une baisse moyenne de 66 % par rapport aux niveaux de 2019<sup>15</sup>.

### Le secteur de l'aérospatiale du Canada est l'un des cinq plus importants au monde

Le secteur canadien de l'aérospatiale arrive au premier rang à l'échelle mondiale dans la production de simulateurs de vols civils, de turbopropulseurs et de moteurs d'hélicoptères, et au troisième rang à l'échelle mondiale en ce qui concerne la production d'avions d'affaires à réaction et d'avions régionaux<sup>16</sup>. Selon l'indice annuel de PwC, l'attractivité du secteur manufacturier aérospatial du Canada arrive au troisième rang à l'échelle mondiale, derrière les États-Unis et Singapour<sup>17</sup>. Qui plus est, en 2018, 93 % des entreprises de fabrication d'aérospatiale exportaient leurs produits, soit un taux 44 % plus élevé que la moyenne de l'industrie manufacturière<sup>18</sup>.

La chute catastrophique du transport aérien dans le monde a également généré un effet d'entraînement sur les aéroports canadiens et sur le secteur aérospatial du pays. L'aviation et l'aérospatiale sont interdépendantes; les voyageurs ont une incidence sur la demande en

appareils, laquelle stimule à son tour la demande de produits et de services en aérospatiale. Ces domaines doivent de toute urgence obtenir une aide ciblée pour éviter l'effondrement. Le secteur canadien du transport aérien est particulièrement vulnérable, puisqu'il est l'un des seuls au monde financés par l'utilisateur. La situation actuelle compromet le système dans son intégralité. De nombreux aéroports et transporteurs aériens ont dit être incapables de satisfaire à leurs obligations financières.

Le transport aérien dépendra fortement de la réouverture des frontières et de la disposition des consommateurs à recommencer à voyager. On s'emploie déjà à redonner confiance aux voyageurs et à garantir la sécurité par la mise en place de nouvelles approches pour maintenir la distanciation physique dans les avions. Les aéroports nous ont dit avoir déjà réalisé d'importants investissements de pointe en santé et en désinfection, comme l'achat de laveurs de plancher autonomes, la création de tunnels désinfectants pour les bagages, la mise en place de postes de contrôle de la qualité de l'air et l'acquisition de plateformes numériques pour surveiller les risques liés à la maladie. D'autres investissements de technologie numérique ou de systèmes de dépistage et de filtrage pour les aéroports peuvent contribuer à contrôler la propagation de la COVID-19, favoriser une augmentation de la circulation, tout en préparant les installations à mieux faire face à une autre crise sanitaire.

Une intervention gouvernementale semble incontournable et elle devra aller au-delà de l'aide d'urgence et mettre en œuvre une stratégie industrielle afin de soutenir l'aviation et la fabrication aérospatiale. Bon nombre de gouvernements étrangers ont annoncé des initiatives de soutien massif et de financement temporaire à leur secteur aérien. La France a été l'un des premiers pays à dévoiler un vaste ensemble de mesures d'aide pour l'aviation et la fabrication aérospatiale face à la COVID-19<sup>19</sup>. Les investissements réalisés par le gouvernement, en plus d'aider les transporteurs nationaux à résister aux répercussions économiques de la pandémie, définiront aussi le paysage concurrentiel mondial dans l'industrie du transport aérien pour des décennies à venir.

Si aucune mesure décisive n'est prise, le système de transport aérien du Canada pourrait ressortir affaibli de

14 Transports Canada - <https://www.canada.ca/fr/transports-canada/nouvelles/2020/08/nouvelles-mesures-pour-soutenir-le-transport-aerien-essentiel-pour-acceder-aux-collectivites-eloignees.html> (consulté en octobre 2020)

15 NAV Canada - <https://www.navcanada.ca/FR/Pages/NR-39-2020.aspx> (consulté en octobre 2020)

16 Gouvernement du Canada - [https://www.ic.gc.ca/eic/site/ad-ad.nsf/fra/h\\_ad03964.html](https://www.ic.gc.ca/eic/site/ad-ad.nsf/fra/h_ad03964.html) (consulté en octobre 2020)

17 PwC - <https://www.pwc.com/us/en/industries/industrial-products/library/aerospace-manufacturing-attractiveness-rankings.html> (accessible en anglais seulement, consulté en octobre 2020)

18 Gouvernement du Canada - <https://www.ic.gc.ca/eic/site/ad-ad.nsf/fra/ad03909.html> (consulté en octobre 2020)

19 CBC - [https://www.cbc.ca/news/business/france-aviation-industry-aid-1.5604190#:~:text=AFP%2FGetty%20Images\)-,France's%20government%20announced%20E2%82%AC15%20billion%20\(around%20%2422.7%20billion%20Cdn,airline%20Air%20France%20globally%20competitive](https://www.cbc.ca/news/business/france-aviation-industry-aid-1.5604190#:~:text=AFP%2FGetty%20Images)-,France's%20government%20announced%20E2%82%AC15%20billion%20(around%20%2422.7%20billion%20Cdn,airline%20Air%20France%20globally%20competitive)

la crise de la COVID-19. Les voyageurs aériens canadiens pourraient devoir composer avec une réduction du service, des prix plus élevés, moins de concurrence et une perte de liaisons. Les prix plus élevés des billets et la connectivité réduite placeraient les entreprises canadiennes qui dépendent du transport aérien dans une situation désavantageuse comparativement à leurs concurrents étrangers. Des intervenants du secteur nous ont dit que les transporteurs aériens internationaux appuyés par leurs gouvernements ont augmenté leur capacité de vol à destination et en provenance du Canada, tandis que la présence des transporteurs aériens canadiens a diminué<sup>20</sup>. De plus, la petite taille du marché intérieur du Canada signifie que les perspectives de croissance des principaux transporteurs canadiens sont limitées sans une présence active dans les marchés internationaux très concurrentiels.

### Les transporteurs aériens canadiens perdent leur position concurrentielle

Une analyse interne, partagée par une organisation de l'industrie lors des consultations du Conseil, a suggéré que la part des vols internationaux, à destination ou en provenance du Canada, de transporteurs aériens qui ont reçu un soutien de l'État propre au secteur est passée de 4 % en 2019 à 55 % en 2020. La part des transporteurs canadiens a diminué de 20 % au cours de la même période.

Le secteur devra aussi profiter d'investissements dans des technologies d'aviation et d'aérospatiale durable sur le plan environnemental pour demeurer concurrentiel. Un mélange d'outils politiques, incluant une aide pour les transporteurs aériens, un renouvellement du financement accordé en innovation et pour l'approvisionnement, pourraient raviver le secteur aérospatial canadien et la chaîne d'approvisionnement.

Le Canada a développé un secteur manufacturier bien diversifié dans l'aérospatiale. Le gouvernement pourrait aider au positionnement de ce secteur en vue d'une croissance future à long terme en réalisant des investissements dans les domaines de l'aviation et des technologies durables, comme la propulsion électrique hybride et les biocarburants avancés.

### ÉTUDES DE CAS : Que font d'autres pays pour soutenir leur industrie aérospatiale

- **États-Unis** : Le gouvernement a approuvé un ensemble de mesures de renflouement de 50 milliards de dollars pour les transporteurs aériens (et de 10 milliards de dollars pour les aéroports) sous la forme de subventions et de contributions pour la paye. Plus de 200 transporteurs aériens et plus de 30 aéroports devraient profiter de ce plan. Des prêts et garanties de prêt supplémentaires de 17 milliards de dollars ont été attribués aux entreprises jugées cruciales au maintien de la sécurité nationale; l'entreprise Boeing a été un bénéficiaire clé de ce financement<sup>21</sup>.
- **France** : Le gouvernement a annoncé des prêts et des garanties de prêt d'une valeur de 7,66 milliards de dollars américains afin de sauver Air France, à condition que le transporteur réduise ses émissions de CO<sub>2</sub> de moitié d'ici 2030 pour les liaisons long-courrier et moyen-courrier<sup>22</sup>. L'ensemble des mesures d'aide de 15 milliards d'euros de la France inclut une somme de 1,5 milliard d'euros pour la recherche-développement sur l'aviation écologique<sup>23</sup>.
- **Allemagne** : Le gouvernement allemand et le transporteur aérien Lufthansa se sont entendus sur un plan de renflouement de 9 millions d'euros. En vertu de ce plan, l'Allemagne acquiert une participation de 20 % dans Lufthansa, que le pays prévoit vendre d'ici 2023. L'Allemagne achètera les nouvelles actions à la valeur nominale de 2,56 d'euros l'unité, pour un total de 300 millions d'euros environ<sup>24</sup>.
- **Australie** : Le gouvernement australien versera aux transporteurs Qantas et Virgin Australia la somme maximale de 165 millions de dollars australiens pour qu'ils maintiennent les itinéraires intérieurs clés. Ce nouveau financement s'ajoute au milliard de dollars australiens environ promis précédemment au secteur de l'aviation, qui comprend 298 millions de dollars australiens pour maintenir les activités des transporteurs aériens régionaux<sup>25</sup>.

20 Conseil sur la stratégie industrielle – Consultation avec des PDG des compagnies aériennes canadiennes sur les répercussions de la COVID-19

21 CNN - <https://www.cnn.com/2020/03/27/business/airlines-bailout-outlook-coronavirus/index.html> (accessible en anglais seulement, consulté en octobre 2020)

22 Reuters - <https://www.reuters.com/article/us-health-coronavirus-france-economy-idUSKBN22B2EL> (accessible en anglais seulement, consulté en octobre 2020)

23 Financial Times - <https://www.ft.com/content/d5d30e5a-9319-4bb4-95e2-c75b16495738> (accessible en anglais seulement, consulté en octobre 2020)

24 The Guardian - <https://www.theguardian.com/business/2020/may/26/lufthansa-9bn-bailout-german-government-coronavirus-flights> (accessible en anglais seulement, consulté en octobre 2020)

25 Gouvernement australien - <https://www.infrastructure.gov.au/aviation/files/australian-airline-financial-relief-measures-faqs.pdf> (accessible en anglais seulement, consulté en octobre 2020)

## Passer à l'action :

### 1. Fournir un soutien à plus long terme

(p. ex., jusqu'au retour aux niveaux d'activités d'avant la pandémie) afin de permettre aux entreprises particulièrement touchées ou d'intérêt stratégique national de supporter leurs coûts fixes et de permettre l'amélioration de la performance environnementale des flottes, conformément à ce que font d'autres administrations concurrentielles (afin de compléter ou de remplacer des programmes existants).

### 2. Accélérer la reprise des déplacements intérieurs et internationaux

en adoptant des façons innovantes et prudentes de gérer les risques et de rebâtir la confiance (p. ex., dépistage rapide pour les visiteurs internationaux provenant d'administrations à faible risque et réduction considérable de la durée de la quarantaine).

### ***Ce que nous avons entendu***

- « Soulager le secteur de l'aviation canadienne est à la fois un enjeu critique d'infrastructure et un problème de compétitivité à l'échelle mondiale. Le Canada possède actuellement un désavantage structurel comparativement aux États-Unis et à l'Europe en raison de son modèle de financement par l'utilisateur. »
  - Cadre du secteur aérien
- « Le trafic passager aérien au Canada est en baisse de 90 % à 97 % par rapport aux niveaux d'avant la pandémie. En comparaison, dans la foulée des attentats du 11 septembre 2001 et de la crise du SRAS, la baisse la plus importante n'a été que de 26 %. Cela met vraiment en évidence le problème auquel nous sommes confrontés. »
  - Association nationale
- « Nous devons faire en sorte que les Canadiens se sentent en sécurité si nous voulons les faire monter à bord d'un vol. La situation est similaire à la crise du 11 septembre, quant au fait que des protocoles et des procédures supplémentaires devront être mis en place pour que nos voyageurs se sentent à l'aise. »
  - Association d'entreprises
- « Le soutien du gouvernement au secteur de la fabrication aérospatiale, ou son absence, envoie un signal au monde entier sur l'importance du secteur et a un impact sur l'ensemble de la chaîne d'approvisionnement. »
  - Cadre du secteur aérospatiale
- « Le Canada fait partie d'un très petit nombre de pays capables de construire des avions mais, contrairement à d'autres, il ne semble pas reconnaître cette activité comme stratégique. »
  - PDG, société aérospatiale mondiale

## Ressources de l'avenir

Les ressources de l'avenir, incluant la forêt, les mines, le pétrole et le gaz, font partie de la richesse de notre pays. Les industries qui en dépendent représentent un pilier fondamental de notre économie actuelle et une immense possibilité de croissance. Les efforts que nous déployons pour gérer les répercussions de la COVID-19 nous offrent aussi la possibilité d'agir pour veiller à tirer parti du plein potentiel de ces secteurs au profit de l'économie canadienne, maintenant et pour l'avenir. C'est pourquoi nous avons proposé des mesures afin de relever les défis immédiats auxquels ces secteurs se heurtent et nous en avons proposé d'autres pour repenser les ressources dans notre économie.

Parmi les ressources de l'avenir du Canada, le secteur pétrolier et gazier en particulier a été durement touché par la COVID-19. Ce sous-secteur, qui représente à lui seul 11 % du PIB (excluant l'investissement en capital), devait déjà composer avec une baisse de la confiance des investisseurs au Canada avant le début de la pandémie. Bien que l'investissement mondial dans les activités pétrolières et gazières en amont (p. ex., l'exploration, le forage, l'extraction) était à la hausse, les investissements étaient à la baisse au Canada. La pandémie a exacerbé le déclin au niveau des investissements. Les producteurs de pétrole ont répondu à la situation actuelle en réduisant leurs budgets de dépenses en capital, notamment pour les projets de réduction des émissions des gaz à effet de serre (GES), en annulant des investissements futurs et le développement de projets, en réduisant la production et en fermant des installations. On prévoit que les pertes d'emploi dans le secteur pétrolier et gazier seront élevées et qu'elles se poursuivront en 2021<sup>26</sup>. Cette augmentation des pertes d'emplois devrait avoir une incidence sur l'économie canadienne dans son ensemble étant donné que le secteur pétrolier et gazier est celui qui a le plus grand effet multiplicateur sur l'emploi<sup>27</sup>.

Le secteur pétrolier et gazier est aussi le principal contributeur aux échanges commerciaux du Canada<sup>28</sup>. Par conséquent, la relance dans ce secteur influence la relance économique générale du pays. Le gouvernement devra prendre des mesures de soutien à la liquidité et au crédit afin d'aider le secteur à résister et à se stabiliser à court terme. L'industrie aura aussi besoin d'appui pour entreprendre une transformation durable afin d'être viable à long terme et concurrentielle sur la scène mondiale. Avant la COVID-19, le secteur était bien placé pour jouer un rôle essentiel dans la transition vers un avenir énergétique à faibles émissions de carbone, grâce à la recherche et développement sur les solutions à faibles émissions de carbone et en fournissant au gouvernement des revenus qui seront réinvestis dans la transition vers des cibles d'émission zéro émission nette.

Par exemple, selon l'Association canadienne des producteurs pétroliers, le secteur pétrolier et gazier représente 75 % de tous les investissements en technologies propres au Canada<sup>29</sup>.

La relance du secteur dépendra de la capacité de l'industrie à atténuer les risques et à encourager les investissements en capital afin de générer une activité qui aura un effet d'entraînement sur d'autres industries. Cela signifie de fournir des incitatifs afin de relancer les dépenses pour les projets à grande échelle qui stimulent la croissance, réduisent les émissions de gaz à effet de serre et jettent les bases pour la relance de tout le domaine de l'énergie et des ressources. Ces projets comprennent le maintien de la production, la diversification dans les produits pétrochimiques, l'hydrogène, le gaz naturel liquéfié (GNL) et les technologies environnementales (p. ex., la capture, le stockage et l'utilisation du carbone).

Le secteur aura également besoin de liquidités jusqu'à la reprise de ses activités, notamment pour les entreprises de services qui pourraient ne pas avoir accès aux mesures de soutien actuelles en raison de profils

26 Mémoire au Conseil sur la stratégie industrielle - Présentation de l'Association canadienne des producteurs pétroliers (ACPP) au CSI sur les répercussions de la COVID-19

27 Statistique Canada - [Tableau de Statistique Canada : 36-10-0013-01](#) (consulté en octobre 2020)

28 Statistique Canada - [Tableau de Statistique Canada : 12-10-0121-01](#) (consulté en octobre 2020)

29 Context Energy Examined - [https://context.capp.ca/energy-matters/2019/dyk\\_oil-and-gas-is-largest-spender-on-clean-tech-in-canada#:~:text=According%20to%20a%20study%2C%20Canadian,oil%20and%20natural%20gas%20industry.&text=The%20investments%20are%20being%20used,water%20use%20and%20land%20disturbance](https://context.capp.ca/energy-matters/2019/dyk_oil-and-gas-is-largest-spender-on-clean-tech-in-canada#:~:text=According%20to%20a%20study%2C%20Canadian,oil%20and%20natural%20gas%20industry.&text=The%20investments%20are%20being%20used,water%20use%20and%20land%20disturbance) (accessible en anglais seulement, consulté en octobre 2020)

de revenus moindres et de niveaux élevés de dette. D'autres facteurs influenceront la relance pour le secteur pétrolier et gazier, dont la continuité des chaînes d'approvisionnement, l'accès aux marchés, la réglementation souple et efficace, la capacité concurrentielle mondiale et l'investissement, et l'adoption des innovations afin d'améliorer le bilan environnemental.

#### **ÉTUDE DE CAS : Que font d'autres pays pour soutenir leur secteur des ressources**

- **Norvège** : Le pays a mis en œuvre un programme d'aide liée à la COVID-19 pour le secteur pétrolier et gazier offrant aux entreprises d'importants reports d'impôt (10,8 milliards de dollars américains). Les entreprises norvégiennes touchées par la baisse des prix du pétrole ont exercé des pressions sur le gouvernement afin que des mesures supplémentaires soient adoptées, et une part plus grande de leurs revenus ont été mis à l'abri de l'impôt, permettant de sauver des emplois<sup>30</sup>.

#### **Ce que nous avons entendu**

- « Les pressions sur les liquidités ont un impact sur les investissements continus dans les projets d'extraction de pétrole et de forage qui sont déjà en cours. Ces projets ne devraient pas faire l'objet d'interruptions, car d'importantes dépenses irrécupérables seront faites. »
  - Cadre du secteur pétrolier et gazier
- « Nous constatons qu'il est difficile de dire quels seront les secteurs qui souffriront le plus, car personne n'accumule d'arriérés, en raison du report des paiements et des mesures en matière de liquidités. Au fur et à mesure que le temps passe, nous aurons davantage de données sur les secteurs et les groupes démographiques qui ont été les plus durement touchés. »
  - Entreprise d'investissement

### **Passer à l'action :**

3. **Offrir des mesures incitatives supplémentaires aux entreprises en amont** afin qu'elles maintiennent des opérations viables à long terme et relancent leurs dépenses d'investissement en tenant compte des facteurs ESG en matière de ressources, et garantir que les programmes de crédit aux entreprises en place offrent un financement provisoire aux entreprises de services jusqu'à la reprise de l'investissement.

30 Reuters - <https://ca.reuters.com/article/idUSKBN23F1NV> (accessible en anglais seulement, consulté en octobre 2020)



## Tourisme, accueil et culture

Le secteur touristique allait bien avant la pandémie : il avait généré une croissance record pendant trois années de suite et nourrissait des attentes élevées pour 2020.<sup>31</sup> La pandémie a eu un effet immédiat sur les entreprises de toutes les tailles dans ce secteur en raison de la fermeture des frontières aux voyages non essentiels et d'une baisse abrupte du transport aérien. Les restrictions de santé publique ont également limité puis interdit les grands rassemblements. La saison estivale, qui représente 60 % des revenus annuels du tourisme, a été essentiellement perdue, paralysant les exploitants, les entreprises, les hôtels et les festivals partout au pays. Par conséquent, 80 % des entreprises dans le secteur sont considérées comme étant à risque.<sup>32</sup>

Bien que l'on s'attende à un retour d'un certain niveau de dépenses de consommateurs locaux et nationaux au fur et à mesure de la réouverture de l'économie, le maintien des restrictions à l'égard des voyages et des grands rassemblements continuera d'affecter sévèrement les revenus et l'emploi à court terme. Certaines entreprises pourraient réussir à effectuer une transition vers de nouveaux modèles d'exploitation (p. ex., les ventes en ligne et la proportion accrue de la clientèle locale). Toutefois, les restrictions prolongées et les éclosions de COVID-19 poseront des défis continus pour la plupart des entreprises, notamment celles dont les revenus dépendent fortement des voyageurs saisonniers et des grands rassemblements ou celles qui offrent des produits ou des services de niche qui ne peuvent être offerts par d'autres mécanismes.

### Une dure année et un long chemin à parcourir

Les entreprises du tourisme, ainsi que d'autres PME du secteur, ont fait part de leur difficulté à garder leurs portes ouvertes. Elles ont parlé du défi que pose la PCU; du fait que la Subvention salariale d'urgence du Canada est un bon programme, mais qu'elle doit être prolongée pour couvrir les frais fixes; et de l'inaccessibilité du programme d'aide au loyer à cause des problèmes d'admissibilité et de l'implication des propriétaires...

Comme le soutien était requis d'urgence, le Conseil a transmis ces réflexions au gouvernement pendant qu'il menait ses travaux.

Les annonces faites récemment par le gouvernement mettent en évidence certains changements apportés afin d'améliorer l'aide offerte, par exemple, la transition de la PCU à l'assurance-emploi, la prolongation de la SSUC et les changements apportés au programme de soutien au loyer (maintenant appelé la Subvention d'urgence du Canada pour le loyer).

De par sa nature, l'industrie du tourisme a été touchée de façon unique par la pandémie; c'est pourquoi elle demande une attention particulière.

Dans ce contexte, les entreprises à risque auront besoin de mesures de soutien pour se réorganiser ou se transformer. Même si le gouvernement a déjà mis en place des programmes pour aider les entreprises touristiques (p. ex., les prêts consentis en vertu du Compte d'urgence pour les entreprises canadiennes [CUEC] et les reports de paiement pour les baux commerciaux et les licences d'exploitation dans les parcs nationaux, les lieux historiques et les aires marines de conservation), ces programmes d'application générale ne suffisent pas. Les économies locales qui dépendent du tourisme, et les pôles touristiques et hôteliers régionaux et locaux bénéficieraient également de toute hausse du nombre de voyages nationaux et des efforts visant à encourager l'activité dans ces collectivités.

31 Destination Canada - <https://www.destinationcanada.com/fr/news/2019-une-troisieme-annee-record-consecutive-pour-le-tourisme-au-canada> (consulté en octobre 2020)

32 Conseil sur la stratégie industrielle – Sondage auprès des petites et moyennes entreprises (juin et juillet, n=726)

### ÉTUDES DE CAS : Ce que font d'autres pays pour soutenir le secteur touristique<sup>33</sup>

- **Autriche** : Les entreprises touristiques qui avaient un prêt en vigueur avant l'écllosion de la pandémie peuvent présenter une demande de suspension de tout remboursement de prêt pour l'année 2020.
- **Nouvelle-Zélande** : Un plan de soutien à Tourism New Zealand (TNZ) a été mis en œuvre, il prévoit une campagne de promotion du tourisme intérieur et des campagnes de promotion dans des marchés étrangers ciblés.
- **Norvège** : La taxe sur la valeur ajoutée (TVA) sur le transport de passagers, l'hébergement, les événements culturels et les attractions est passée de 12 % à 8 %, jusqu'au 31 octobre 2020.

### Passer à l'action :

4. **Fournir des capitaux patients** afin de permettre aux entreprises phares dont l'image de marque est excellente et qui ont un modèle opérationnel viable à long terme (mais qui éprouvent des difficultés temporaires d'accès au capital) de surmonter cette période de faible demande et de surcapacité, particulièrement dans les petites collectivités où les répercussions peuvent être disproportionnées.
5. **Collaborer avec le secteur privé** afin de garantir l'offre d'un financement suffisant pour la restructuration et la transformation, en mobilisant le capital privé à des taux attractifs et en veillant à donner aux entrepreneurs la possibilité de transformer leur entreprise dans la foulée de la pandémie.


### Ce que nous avons entendu

- « Le secteur a besoin de capitaux patients. La priorité devrait être de sauver les entreprises que nous possédons, parce que si nous les laissons faire faillite, nous devons faire une plus grande reconstruction. »  
– PDG, entreprise touristique
- « Nous devons redémarrer le tourisme intérieur afin de stabiliser le secteur, et ensuite penser à une reprise sécuritaire des voyages internationaux. D'autres pays ont adopté des moyens novateurs pour gérer les risques, comme le dépistage obligatoire de tous les voyageurs entrant au pays et des tests hebdomadaires pour tous les travailleurs du secteur de l'accueil. »  
– PDG, entreprise touristique
- « Les entreprises touristiques et hôtelières subiront un hiver nucléaire si nous ne fournissons pas un allègement immédiat. Des entreprises seront en faillite d'ici l'automne. »  
– PDG, association de l'industrie touristique
- « Nous avons vécu une année difficile et il faudra beaucoup de temps pour nous en remettre; je crains que ce ne soit que le début. Nous ne pouvons faire des répétitions pendant que des mesures de distanciation sociale sont en vigueur. Qu'avons-nous à offrir à nos commanditaires, à nos donateurs, à nos abonnés et aux détenteurs de billets si nous ne présentons rien? »  
– Directeur, association culturelle
- « Le Fonds d'infrastructure autochtone proposé est une occasion de partenariat de financement public-privé qui amènerait les points de vue autochtones sur les marchés financiers. »  
– PDG, énergie propre

33 Source de toutes les études de cas : UNWTO – Organisation mondiale du tourisme - [https://webunwto.s3.eu-west-1.amazonaws.com/s3fs-public/2020-06/BFN\\_V4.pdf](https://webunwto.s3.eu-west-1.amazonaws.com/s3fs-public/2020-06/BFN_V4.pdf) (en anglais seulement, consulté en octobre 2020)



## RELANCER : ÉTABLIR UNE TRAJECTOIRE DE CROISSANCE INCLUSIVE

Pour  **Relancer** l'économie, nous devons nous attaquer à des défis préexistants qui ont été exacerbés par la pandémie. Ces défis ne datent pas d'hier, mais il est encore plus urgent de les relever pour assurer la croissance du Canada. Dans le cadre de son travail, le Conseil s'est penché sur bon nombre de recommandations déjà présentées au gouvernement, ainsi que sur les programmes fédéraux mis en place afin de soutenir la croissance industrielle. Nous croyons qu'il y a là des éléments essentiels pour accélérer et renforcer notre relance.

### RECOMMANDATION C : Relancer la croissance en doublant les investissements dans un plan d'avenir

Le Canada peut libérer son potentiel et bâtir une économie numérique, durable et innovante en investissant de manière stratégique et importante dans des fondations essentielles qui profitent à l'économie dans son ensemble. La clé de la compétitivité et de la croissance future du Canada réside dans notre talent, notre technologie et notre commerce, ainsi que dans un environnement propice à l'innovation et à l'ingéniosité.

Nous proposons les mesures suivantes, qui ne sont pas basées sur des secteurs en particulier, mais qui ont un effet transversal sur l'économie : développer les compétences de la main-d'œuvre, stimuler l'innovation, la commercialisation, la numérisation et la propriété intellectuelle; faciliter l'accès aux capitaux pour permettre aux entreprises à forte croissance de prendre de l'expansion; investir dans l'infrastructure commerciale stratégique pour un accès efficace aux marchés mondiaux; investir dans l'infrastructure numérique, incluant Internet haute vitesse pour les PME rurales; éliminer des obstacles réglementaires afin de déverrouiller la

croissance économique et l'investissement; et tirer parti de l'approvisionnement gouvernemental comme levier pour créer la demande et soutenir les domaines prioritaires.

Ces orientations ont émergé de nos conversations avec les leaders comme étant des jalons incontournables sur la voie de la relance. Ces domaines d'action économique se renforcent mutuellement et sont interdépendants; leur combinaison permet de stimuler la relance et de raviver la croissance. D'autres conseils du secteur privé mandatés par le gouvernement fédéral ont déjà formulé des recommandations liées à ces thèmes transversaux. Il est donc possible de tirer parti des efforts déjà en cours afin de stimuler le changement dans certains domaines. Dans le cadre de nos consultations, on a mis en évidence qu'il était important de doubler la mise dans ces thèmes horizontaux.

**LES TABLES SECTORIELLES DE STRATÉGIES ÉCONOMIQUES** ont identifié six initiatives phares dans leur rapport de septembre 2018 : *L'impératif de l'innovation et de la compétitivité : Saisir les occasions de croissance* :

1. **À nous le podium**: plus d'entreprises à forte croissance comme pierre angulaire de la prospérité du Canada;
2. **Règlementation souple** qui appuie la croissance économique;
3. **Compétences et talent** : positionner les Canadiens pour les emplois de l'avenir;
4. **Adoption de technologies** : pour stimuler l'adoption des technologies et devancer nos concurrents sur la scène internationale;
5. **Infrastructure - numérique et matérielle** : relier les Canadiens et favoriser la croissance des exportations;
6. **La marque Canada** : dire au monde entier ce que notre économie innovante peut offrir.

## ÉTUDES DE CAS : Que font d'autres pays pour préparer la croissance de leur économie

- **France** : Lancement d'un programme de liquidités et d'investissements de 15 milliards d'euros comprenant un financement réservé particulier axé sur l'avenir, y compris l'*aérospatiale écologique* et les acquisitions stratégiques<sup>34</sup>.
- **Pays-Bas** : Création d'un Fonds de croissance national de 20 milliards d'euros afin de stimuler la capacité de gains future et la prospérité du pays par le truchement d'investissements dans le développement des connaissances, l'innovation, l'infrastructure (incluant l'infrastructure matérielle, numérique et énergétique)<sup>35</sup>.
- **Allemagne** : Mesures de stimulation de 130 milliards d'euros, incluant 50 milliards d'euros pour des initiatives numériques et durables afin de créer une Allemagne soucieuse de l'avenir<sup>36</sup>.

## Diversité, talent et innovation en matière de main-d'œuvre

Dans le cadre de nos consultations auprès d'employeurs, de syndicats et d'universités, on nous a clairement dit que la pandémie avait accéléré certaines tendances en matière d'emploi, en plus de créer un nouvel ensemble de défis liés à la main-d'œuvre. Alors que certaines entreprises éprouvent de la difficulté à garder leurs travailleurs pendant la pandémie, d'autres cherchent à pourvoir les postes vacants, tandis que d'autres sont engagés dans la formation de leur main-d'œuvre pour adapter leurs modèles d'affaires au nouveau contexte ou intégrer de nouvelles technologies.

Le rythme accéléré du changement a clairement montré que les Canadiens ont besoin de pouvoir accéder en continu aux dernières formations leur permettant de s'adapter au contexte et de posséder des compétences

recherchées. Pour améliorer les systèmes de formation, il serait utile de comparer les compétences actuelles des travailleurs à celles requises pour occuper des emplois dans des secteurs plus prometteurs. Les programmes de requalification pourraient ensuite être ciblés afin de fournir les ensembles de compétences requises. Dans les cas où l'offre de requalification et de formation ne répond pas à tous les besoins, des postes pourront être pourvus par un recrutement international.

### LEVIER ÉCONOMIQUE TRANSVERSAL : une stratégie en matière de talents et de compétences

La COVID-19 a changé à tout jamais notre vision des « travailleurs essentiels ». Les chauffeurs d'autobus, les caissiers d'épicerie, les commis de commerces de détail, les camionneurs, les agriculteurs et plusieurs autres, ont rejoint les travailleurs de la santé et les premiers répondants à l'avant-scène afin de garder les Canadiens en sécurité et maintenir les activités économiques de base. Dans tous les secteurs économiques, des intervenants ont insisté sur la nécessité d'une stratégie transversale en matière de talents et de compétences. Le rythme des changements a aussi mis en évidence l'importance pour le Canada de continuer à attirer des talents de l'international et de renforcer ses programmes de formation dans les secteurs à croissance élevée.

## Diversité

Différents intervenants ont exprimé leur inquiétude face à l'augmentation des inégalités sociales et aux répercussions disproportionnées de la pandémie sur les groupes défavorisés (p. ex., les femmes, les jeunes, les nouveaux Canadiens et les Autochtones). Étant donné que les secteurs les plus touchés sont aussi parmi les principaux employeurs de ces groupes (p. ex., les jeunes, dans les secteurs du tourisme et du service), une relance plus

34 Reuters - <https://www.reuters.com/article/us-health-coronavirus-france-aerospace-idUSKBN23G0TB> (accessible en anglais seulement, consulté en octobre 2020)

35 Gouvernement des Pays-Bas - <https://www.government.nl/government/the-government-s-plans-for-2021> (accessible en anglais seulement, consulté en octobre 2020)

36 World Resources Institute - <https://www.wri.org/blog/2020/07/germany-s-covid-19-stimulus-prioritizes-low-carbon-investments> (accessible en anglais seulement, consulté en octobre 2020)

lente risque de précariser ces groupes encore davantage. Par exemple, la pandémie de COVID-19 a entraîné une baisse de la participation des femmes au marché du travail, qui a glissé à 55 % en avril, une première en 30 ans. Cette situation risque d'effacer des décennies de progrès au chapitre de l'égalité des genres<sup>37</sup>. Même si la situation s'est améliorée depuis le mois d'avril, les femmes, les jeunes et les nouveaux Canadiens accusent toujours un retard au chapitre de l'emploi.

Si nous voulons que la relance du Canada soit inclusive, nous devons améliorer le potentiel de participation à l'économie de tous les travailleurs. L'inclusivité n'est pas seulement à l'avantage des travailleurs; elle aide aussi les employeurs à prospérer. Il existe en effet une corrélation entre la diversité ethnique et des genres au sein d'une entreprise et sa rentabilité; cependant, les femmes et les minorités visibles demeurent sous-représentées<sup>38</sup>. À l'avenir, la stratégie d'innovation de la main-d'œuvre du Canada doit être fortement axée sur l'élimination de ces écarts, ainsi que sur le redéploiement des Canadiens affectés par la crise ou sous-employés dans les domaines industriels au fort potentiel de croissance et à demande élevée en talents. En éliminant les obstacles et en faisant la promotion de l'égalité des genres au travail, le Canada pourrait enregistrer une augmentation du PIB supplémentaire de 150 milliards de dollars en 2026<sup>39</sup>.

## LEVIER ÉCONOMIQUE TRANSVERSAL : agir de manière inclusive

La COVID-19 a eu une incidence négative considérable sur les entreprises et sur les communautés autochtones. Il semble que la pandémie n'a fait qu'accentuer les lacunes au chapitre de la sécurité alimentaire, des soins de santé, du service aérien dans les régions éloignées et de la connectivité numérique. Les secteurs des ressources et du tourisme et de l'accueil, qui font partie des plus grands employeurs d'Autochtones du secteur privé au Canada, ont été durement touchés par la pandémie. Des partenariats plus solides avec les secteurs des technologies propres, du numérique et de la santé et sciences biologiques, ainsi que des investissements connexes stimuleront le développement économique et contribueront à une amélioration de la santé publique.

## Innovation en matière de main-d'œuvre

Un accès plus dynamique à la formation et aux possibilités d'emploi dans les domaines où la demande est élevée contribuera à un redéploiement de la main-d'œuvre. Toutefois, malgré des améliorations importantes au cours des dernières années, le Canada continue d'accuser du retard par rapport à d'autres pays de l'OCDE en ce qui a trait à la formation de sa main-d'œuvre. Par exemple, les organisations canadiennes consacrent en moyenne 81 cents pour chaque dollar dépensé par les organisations américaines pour la formation et le perfectionnement<sup>40</sup>. En outre, le Conseil consultatif en matière de croissance économique a indiqué que les dépenses moyennes en formation des travailleurs ont chuté de plus de 40 % entre 1990 et 2010<sup>41</sup>. Or, une formation supplémentaire peut fournir

37 RBC - [https://leadershipavise.rbc.com/la-pandemie-menace-des-decennies-de-progression-des-femmes-au-sein-de-la-population-active/?\\_ga=2.128368844.1768872291.1602986106-1177375005.1600598007](https://leadershipavise.rbc.com/la-pandemie-menace-des-decennies-de-progression-des-femmes-au-sein-de-la-population-active/?_ga=2.128368844.1768872291.1602986106-1177375005.1600598007) (accessible en anglais seulement, consulté en octobre 2020)

38 McKinsey & Company - [https://www.mckinsey.com/~media/mckinsey/business%20functions/organization/our%20insights/delivering%20through%20diversity/delivering-through-diversity\\_full-report.ashx](https://www.mckinsey.com/~media/mckinsey/business%20functions/organization/our%20insights/delivering%20through%20diversity/delivering-through-diversity_full-report.ashx) (accessible en anglais seulement, consulté en octobre 2020)

39 McKinsey & Company - <https://www.mckinsey.com/featured-insights/gender-equality/the-power-of-parity-advancing-womens-equality-in-canada#> (accessible en anglais seulement, consulté en octobre 2020)

40 Le Conference Board du Canada - <https://www.conferenceboard.ca/e-library/abstract.aspx?did=9398> (accessible en anglais seulement, consulté en octobre 2020)

41 Conseil consultatif en matière de croissance économique - <https://www.budget.gc.ca/aceg-ccce/pdf/learning-nation-fra.pdf> (consulté en octobre 2020)

aux employés les compétences pour bâtir et faire grandir des entreprises d'avenir, comme dans le secteur des technologies propres.

Historiquement, les interventions les plus importantes en matière de formation ont été mises en œuvre par les provinces et les territoires, et soutenues par les programmes de transfert fédéraux. Le leadership fédéral dans le cadre d'un partenariat étroit avec les provinces et les territoires, ainsi qu'avec l'industrie, pourrait aider à réaliser une coordination améliorée dans l'offre de formation pour mieux répondre aux besoins de l'industrie, dans le respect des compétences de chacun. La collaboration doit également mener à une infrastructure de formation plus agile et à des modèles d'apprentissage numériques qui facilitent les cheminements de carrière pour les employés et développent les bassins de talents pour les employeurs.

Les programmes portant sur le marché du travail doivent offrir le soutien nécessaire aux Canadiens; toutefois, ils doivent également soutenir les employeurs. Lorsque les mesures de perfectionnement des compétences ne sont pas élaborées en collaboration avec les employeurs, le risque que les formations ne répondent pas à leurs besoins grandit. Une collaboration étroite avec l'industrie et un bon leadership gouvernemental réduiront ce risque. De plus, si un programme est reconnu comme correspondant aux besoins des employeurs, les travailleurs seront rassurés et confiants que l'investissement dans leur formation les positionnera pour décrocher des emplois de qualité.

## Talent mondial

Les entreprises qui éprouvent des difficultés à accéder à des talents pour soutenir leur croissance ont insisté sur l'importance d'attirer de manière continue des talents internationaux au Canada. Au cours de la dernière décennie, le Canada a triplé sa population d'étudiants internationaux<sup>42</sup>, et avant la COVID-19, le Canada se classait au troisième rang pour l'attraction d'étudiants internationaux (IRCC)<sup>43</sup>. Nos consultations ont mis en évidence les avantages qu'amènent les étudiants internationaux qui étudient dans des établissements postsecondaires canadiens ainsi que l'importance d'accueillir aussi des talents mondiaux expérimentés. Selon les données de 2018, la majorité des étudiants internationaux (60 %) prévoient présenter une demande en vue de devenir de nouveaux Canadiens<sup>44</sup>. Ceux qui deviennent effectivement des résidents permanents poursuivent souvent des carrières dans des domaines essentiels à la capacité d'innovation du Canada.

En plus de mettre en œuvre les programmes annoncés dans le discours du Trône, nous devrions continuer de miser sur la Stratégie en matière de compétences mondiales et le Programme des étudiants étrangers afin d'attirer les employés les plus talentueux dans des secteurs clés aux prises avec des pénuries, notamment des ingénieurs, des développeurs de logiciels et des cadres supérieurs. Même si la COVID-19 a engendré un certain niveau d'incertitude en ce qui a trait à l'avenir de l'immigration économique, ce n'est pas le moment de renoncer; la concurrence pour les meilleurs talents mondiaux demeure féroce. Le Canada devrait continuer à tirer profit de la possibilité de maintenir en poste et d'attirer des travailleurs hautement qualifiés, surtout au moment où d'autres nations envisagent ou mettent en œuvre des mesures de restriction de permis de travail.

42 The Globe and Mail - <https://www.theglobeandmail.com/canada/article-how-the-world-came-to-cape-breton-university/> (accessible en anglais seulement, consulté en octobre 2020)

43 CIC News - <https://www.cicnews.com/2020/02/642000-international-students-canada-now-ranks-3rd-globally-in-foreign-student-attraction-0213763.html#gs.ionkkd> (accessible en anglais seulement, consulté en octobre 2020)

44 Bureau canadien de l'éducation internationale - <https://cbie.ca/fr/infographique/> (consulté en octobre 2020)

## LEVIER ÉCONOMIQUE TRANSVERSAL : intégrer à l'emploi les immigrants et les nouveaux Canadiens

Au cours des dernières années, la croissance de la main-d'œuvre a été alimentée par l'immigration. L'intégration en emploi des immigrants est donc une clé de la croissance économique; toutefois, les pertes d'emploi dans ce groupe sont près du double de celles des travailleurs nés au Canada<sup>45</sup>. Les femmes, les jeunes et les nouveaux immigrants ont été les plus affectés, parce qu'ils sont surreprésentés dans les secteurs les plus durement touchés qui seront aussi plus lents à se rétablir, comme le tourisme et l'accueil, le commerce de détail et les services.

Les pénuries de main-d'œuvre sont une préoccupation constante pour les producteurs agricoles, et la pandémie a aggravé ce problème. Grâce aux efforts déployés et à l'aide financière versée aux producteurs, les arrivées de travailleurs étrangers temporaires ont atteint 85 % à 90 % de leurs niveaux de 2019 à l'été 2020<sup>46</sup>. On pourrait moderniser plus rapidement le Programme des travailleurs étrangers temporaires pour aider à solutionner les pénuries de main-d'œuvre à long terme.

Le Canada a également subi une baisse généralisée de l'immigration au cours du deuxième trimestre de 2020; les arrivées de résidents permanents ont baissé de 67 % par rapport au même trimestre en 2019<sup>47</sup>. Des niveaux d'immigration élevés aident à contrer certains effets du vieillissement rapide de la population du Canada, soutiennent la croissance des villes et l'activité des établissements d'études postsecondaires, et favorisent l'innovation en attirant les meilleurs talents.

### Passer à l'action :

1. **Étendre la portée des programmes de formation et les financer davantage** en partenariat avec les provinces et les territoires afin d'encourager un modèle et une infrastructure d'apprentissage numérique plus agiles pour répondre aux demandes futures (p. ex., soutenir le perfectionnement des compétences et la formation afin de pallier les pénuries de main-d'œuvre).
2. **Tirer parti de l'occasion de maintenir en poste et d'attirer des talents mondiaux très qualifiés**, particulièrement dans les domaines du numérique et des données, à l'heure où d'autres pays interdisent ou réduisent l'accès à des permis de travail (p. ex., embaucher de nouveaux diplômés en science, en technologie, en ingénierie et en mathématiques et des détenteurs de visa H-1B, et contribuer à l'intégration en emploi des conjoints accompagnateurs).
3. **Élaborer une stratégie nationale d'innovation en matière de main-d'œuvre** afin de créer un système d'apprentissage continu harmonisé aux besoins des entreprises, assurant ainsi que les diplômés sont bien placés pour occuper les emplois de l'avenir, tout en comblant l'écart entre les sexes et en faisant progresser l'inclusion et la diversité dans la main-d'œuvre (p. ex., les compétences requises pour la fabrication 4.0, les programmes de stage et programmes mixtes, les micro-diplômes et la souplesse en ce qui concerne l'apprentissage en ligne).

45 Conseil de l'information sur le marché du travail - <https://imic-cimt.ca/fr/les-immigrants-et-lincidence-de-la-covid-19-sur-lemploi-au-canada/> (consulté en octobre 2020)

46 Analyse menée par Agriculture et Agroalimentaire Canada sur l'arrivée des travailleurs étrangers temporaires dans le secteur de l'agriculture et de l'agroalimentaire (juillet 2020).

47 Banque Royale du Canada - [https://leadershipavise.rbc.com/le-reve-canadien-repousse-une-reprise-de-limmigration-est-peu-probable-a-court-terme/?\\_ga=2.169246945.1768872291.1602986106-1177375005.1600598007](https://leadershipavise.rbc.com/le-reve-canadien-repousse-une-reprise-de-limmigration-est-peu-probable-a-court-terme/?_ga=2.169246945.1768872291.1602986106-1177375005.1600598007) (consulté en octobre 2020)

### **Ce que nous avons entendu**

- « Un projet pilote est offert par la Chambre de commerce des États-Unis dans 30 États pour créer des ententes de collaboration entre employeurs locaux afin de regrouper les entreprises et déterminer les besoins en compétences au niveau communautaire pour soutenir l'économie locale. »
  - PDG, association nationale d'entreprises
- « Les jeunes Canadiens doivent sentir qu'ils ont un avenir au Canada et que le gouvernement s'intéresse à eux. Il est important qu'ils éprouvent ce même sentiment auprès des entreprises. »
  - Président, association nationale d'établissements d'enseignement
- « Nous avons sous-évalué des compétences essentielles (la littératie et la numératie) et nous devons investir davantage. Pour aider les travailleurs qui ont toujours des difficultés avec ces compétences, nous devons le faire en milieu de travail. »
  - Président, association de travailleurs nationale
- « La pandémie a créé des défis en ce qui concerne la formation en milieu de travail, notamment pour les programmes d'apprentissage expérientiels, et en particulier lorsque les heures d'exercice sont obligatoires pour la certification. »
  - PDG, association nationale d'établissements d'enseignement
- « Nous devons accroître l'accès à du personnel qualifié pour les entreprises canadiennes dont la croissance est la plus rapide en créant un bassin de nouveaux diplômés en STIM dans les entreprises qui stimulent la relance au Canada, et examiner la possibilité de perfectionner les compétences afin de planifier les besoins futurs en matière de main-d'œuvre. »
  - Cadre national, secteur de l'innovation
- « Je mettrais l'accent sur les employeurs et les employés. On doit avoir recours à plus de mesures incitatives pour permettre aux employeurs de maintenir les travailleurs dans leurs emplois. »
  - PDG, institution financière
- « Nous pourrions créer des centres d'excellence en TI pour réduire la congestion dans les grands centres urbains et créer des employés de grande qualité dans des plus petites collectivités. »
  - Dirigeant clé de l'industrie, technologies de l'information

## **Écosystème d'innovation et financement de la recherche et développement**

Le secteur des affaires du Canada fait face depuis longtemps à un défi en matière d'innovation, particulièrement en ce qui concerne l'exploitation de la R et D et sa capacité de valoriser la propriété intellectuelle. Cela confirme la nécessité de renforcer nos capacités en matière de commercialisation. Au cours des dernières années, le Canada a présenté un nouvel ensemble d'outils et de programmes de soutien offerts aux entreprises afin de stimuler leur croissance et renforcer leur capacité d'innovation. Bon nombre de ces mesures sont axées

sur une approche de partenariat entre le gouvernement et le secteur privé ou entre intervenants, en vue de maximiser le transfert des ressources et des connaissances, l'expansion des marchés et la commercialisation.

En discutant avec des entreprises, nous avons entendu parler de l'efficacité de bon nombre de ces programmes, comme en témoigne la surinscription dans plusieurs régions, créant un besoin pour renforcer certains programmes comme le Programme d'aide à la recherche industrielle (PARI) du Conseil national de recherches Canada (CNRC). Dans d'autres cas, on nous a plutôt parlé des limites et des lacunes précises des programmes en place, qui pourraient être modifiés pour mieux soutenir l'innovation. À titre d'exemple,



on a demandé d'éliminer les plafonds d'emploi, qui empêchent certaines entreprises de taille moyenne et grande de participer à des programmes tels que PARI.

En général, les entreprises veulent obtenir un soutien plus flexible en vue de bonifier les investissements dans des domaines comme la propriété intellectuelle, la numérisation et l'adoption de la technologie. On pourrait examiner les programmes en place, s'il y a lieu, afin d'encourager les entreprises canadiennes à investir dans « l'économie de l'immatériel », qui a le potentiel de générer une meilleure valeur à long terme (p. ex., la recherche et développement, l'informatique et les données, les opérations et services numériques, le design et les marques, et la formation de la main-d'œuvre). Les mesures incitatives pour l'investissement dans ces domaines peuvent être intégrées à l'ensemble existant de programmes d'innovation, au fur et à mesure que les travaux avancent en ce qui concerne la Stratégie en matière de propriété intellectuelle et la Charte du numérique du Canada.

### **Des programmes fédéraux fournissent un soutien aux entreprises**

Le gouvernement offre un soutien aux entreprises dès la phase précommercialisation par l'intermédiaire du Programme d'aide à la recherche industrielle (PARI); des programmes de soutien à l'expansion par les agences de développement régional (ADR) et le Service des délégués commerciaux; ainsi que du financement et du transfert de connaissances par le Fonds stratégique pour l'innovation et l'Initiative des supergrappes d'innovation.

### **La performance du Canada au chapitre de l'innovation : une préoccupation de longue date**

Selon le dernier bulletin d'innovation du Conference Board du Canada (2018), le Canada est passé du 9<sup>e</sup> au 12<sup>e</sup> rang parmi 16 pays comparables; ce glissement s'explique à la fois par les progrès des autres pays et par notre recul. Le Canada continue d'accuser un retard considérable dans la création et la valorisation de la propriété intellectuelle (PI). Il occupe le 17<sup>e</sup> rang selon le Global Innovation Index de l'Organisation mondiale de la Propriété intellectuelle, et pour les brevets liés aux technologies de l'information et des communications parmi les pays de l'OCDE (le Canada était au huitième rang de ce classement 2000 à 2012). D'autres indices indiquent que le Canada accuse un retard sur ses pairs de l'OCDE dans des domaines d'innovation comme l'adoption de la robotique (20<sup>e</sup>) et le commerce électronique (21<sup>e</sup>).

### **Passer à l'action :**

4. **Atténuer le risque des projets innovants et encourager les entreprises à se numériser et s'automatiser afin de propulser leur productivité**, particulièrement les PME et les entreprises moyennes supérieures (p. ex., miser sur les centres d'accès aux technologies, songer à confier aux supergrappes un mandat pour l'adoption de la technologie, en mettant un accent accru sur les entreprises moyennes supérieures, encourager le secteur privé à investir dans des technologies et des actifs immatériels, comme la fabrication 4.0, accroître l'adoption du numérique et la prestation de services dans les domaines des soins de santé et de l'éducation qui ont des demandes considérables à la suite de la pandémie, et investir dans des projets d'infrastructure logicielle).

5. **Continuer de renforcer la Charte numérique et la stratégie de propriété intellectuelle du Canada et bâtir un système de réglementation numérique moderne** pour mieux gérer, protéger (ce qui comprend l'application de mesures contre le vol de données) et commercialiser nos actifs (p. ex. lignes directrices sur l'utilisation des drones, éducation à la propriété intellectuelle, frais de dépôt de propriété intellectuelle pour les entreprises admissibles à la RS&DE, groupes de microbrevets).

6. **Recapitaliser, élargir et moderniser les principaux programmes gouvernementaux pour stimuler les investissements privés immédiats et à long terme dans l'innovation et la recherche et développement** (p. ex., le Fonds stratégique pour l'innovation (FIS), Technologies du développement durable Canada (TDDC), RS&DE, intégrer l'adoption de la technologie dans le mandat du PARI).

### **Ce que nous avons entendu**

- « Renforcer le programme de commercialisation en exigeant des universités et des institutions de recherche qu'elles disposent d'un plan de commercialisation comme condition préalable à l'obtention d'un financement. »
  - PDG, institution financière
- « Développer un écosystème industriel dans lequel le secteur des matériaux critiques peut prospérer, depuis la récolte des matières premières jusqu'à la fabrication de pointe et l'exportation. »
  - Dirigeant de l'industrie
- « Exploiter les outils existants (FSI, CNRC, PARI, supergrappes) pour fournir un capital stratégique aux entreprises à forte croissance. »
  - Dirigeant de l'industrie
- « J'examine les technologies propres, qui ont été désignées comme une priorité. TDDC avait un financement disponible et il est allé de l'avant avec nous. Une politique réfléchie et un déploiement de capitaux ont permis de démarrer des sociétés intéressantes. »
  - Dirigeant de l'industrie
- « Le Fonds d'infrastructure autochtone proposé est une possibilité de partenariat de financement avec les secteurs public et privé qui intégrerait les points de vue autochtones aux marchés de capitaux. »
  - PDG, énergie propre
- « Nous devons cesser de prendre une stratégie liée aux sciences ou à l'emploi pour une stratégie en matière d'innovation. Nous avons bâti ce pays en posant des gestes déterminés et en créant des institutions (chemins de fer, pensions, coopératives de crédit, coopératives agricoles, etc.); pour être ambitieux, le Canada doit de nouveau bâtir ses propres grandes institutions. »
  - Dirigeant de l'industrie, technologies de l'information

## **Accès au capital pour accélérer la croissance des entreprises canadiennes**

Pour soutenir les entreprises confrontées à une relance plus longue et plus lente, le gouvernement fédéral a agi à une vitesse inégalée en offrant des liquidités sans

précédent et du soutien en matière de capital (p. ex., le CUEC et le Crédit d'urgence pour les grands employeurs). Dans son discours du Trône, le gouvernement s'est engagé à poursuivre le programme du CUEC et à améliorer le Programme de crédit aux entreprises (PCE).

Tout au long de la pandémie, ces mesures ont été essentielles à la survie des entreprises les plus durement touchées au Canada. Cependant, les entreprises ont également besoin d'avoir accès à des capitaux pour investir dans l'innovation et les technologies durables, de nouvelles possibilités et croissance, et dans la formation pour qualifier leurs travailleurs aux exigences de la nouvelle économie numérique.

L'accès continu à des capitaux patients demeure important pour les entreprises concurrentielles dont les trajectoires de croissance sont plus robustes. L'élargissement de programmes offerts par l'intermédiaire de sociétés d'État (Banque de développement du Canada, Exportation et développement Canada, Financement agricole Canada) peut aider les entreprises non seulement à survivre, mais à prospérer dans cet environnement en évolution.

### LEVIER ÉCONOMIQUE TRANSVERSAL : accès au capital

Chaque secteur a cerné des besoins en capitaux précis pour stabiliser, rétablir ou faire croître les entreprises les plus durement touchées ou celles qui affichent le potentiel le plus élevé. Ces recommandations comprennent entre autres des soutiens ciblés à la liquidité, des capitaux patients, de nouveaux modèles de financement et la mobilisation accrue de l'investissement du secteur privé. Étant donné que l'on ignore à l'heure actuelle combien de temps durera la pandémie, notre relance économique et notre capacité de saisir les nouvelles opportunités de croissance dans les neuf secteurs demeureront définies par l'accès au capital.

L'accès au capital est une condition préalable à la croissance de toute entreprise, peu importe sa taille. Un soutien supplémentaire est requis pour soutenir les PME à croissance rapide et les entreprises moyennes supérieures qui ont le potentiel de devenir les prochains chefs de file mondiaux dans leur domaine. L'histoire a montré que lorsque ces sociétés ne sont pas en mesure d'accéder à des capitaux au Canada, elles se tournent vers des investisseurs internationaux. Des dirigeants dans le secteur financier ont estimé que tirer parti des capitaux du secteur privé en mettant sur pied un fonds de croissance de capitaux patients, renforcer notre industrie du capital de risque, et encourager l'investissement dans des entreprises canadiennes et des projets d'infrastructure aideraient les sociétés à prendre de l'expansion. Toutes ces mesures, qui ont été mentionnées au long de nos consultations, rendront notre économie plus productive et stimuleront la croissance du PIB. Bien que des améliorations ont été apportées dans l'industrie du capital de risque, la prolongation du PCE permettrait une croissance accrue.

Enfin, nous savons que la pandémie a des répercussions disproportionnées sur certains segments de la population canadienne. Il est important que l'aide atteigne les entreprises détenues par des membres de ces groupes sous-représentés et touchés plus sévèrement par la pandémie. À titre d'exemple, on estime que 91 % des entreprises détenues par des Autochtones ont subi les répercussions négatives de la COVID-19<sup>48</sup>. Les femmes entrepreneures, qui sont plus susceptibles de détenir des entreprises nouvelles et plus petites, ont été plus nombreuses à devoir mettre à pied une grande partie de leurs effectifs (plus de 80 %) que les hommes<sup>49</sup>. Pour assurer une relance économique qui fonctionne pour tous les Canadiens, il faut mettre en place des fonds ciblés en vue de soutenir l'entrepreneuriat de groupes diversifiés.

48 Canadian Council for Aboriginal Businesses (CCAB) - <https://www.ccab.com/wp-content/uploads/2020/06/COVID19-Indigenous-Business-Survey-KEY-FINDINGS-ENG.pdf> (accessible en anglais seulement, consulté en octobre 2020)

49 Portail des connaissances pour les femmes en entrepreneuriat - [https://wekh.ca/wp-content/uploads/2020/09/WEKH\\_State\\_of\\_Womens\\_Entrepreneurship\\_in\\_Canada\\_2020\\_FR.pdf](https://wekh.ca/wp-content/uploads/2020/09/WEKH_State_of_Womens_Entrepreneurship_in_Canada_2020_FR.pdf) (consulté en octobre 2020)

## Passer à l'action :

7. **Considérer confier un plus grand rôle aux sociétés d'État financières – la Banque de développement du Canada, Exportation et développement Canada et Financement agricole Canada – pour appuyer la relance de l'économie** en partenariat avec le secteur privé et conformément à la stratégie générale visant à stimuler la productivité et l'innovation :

- demander aux sociétés d'État financières d'accepter un niveau de risque plus élevé et de fournir un capital supplémentaire considérable aux entreprises canadiennes;
- mettre en place de nouveaux fonds à missions particulières afin d'aider les entreprises à prendre de l'expansion, ce qui comprend le financement des rondes plus importantes en capital de risque, qui se sont avérées difficiles à conclure au Canada;
- ordonner à ces institutions de soutenir davantage les entreprises les plus grandes et les plus concurrentielles du Canada afin de les aider à atteindre le sommet (p. ex., investissement en R et D en innovation pour la production numérique et investissement en vue d'adopter les plus récentes technologies);
- renforcer les capacités propres des secteurs clés en les orientant vers les priorités stratégiques industrielles.

8. **Veiller à pallier les lacunes d'accès au capital (p. ex., les fonds pour l'entrepreneuriat chez les femmes, les fonds de développement des communautés autochtones et les fonds de recherche en biosciences) en partenariat avec le secteur privé :**

- développer les fonds de croissance axés sur la diversité qui existent à l'heure actuelle en vue d'élargir l'accès au capital et de stimuler une croissance inclusive;

- développer les modèles de partenariat qui ont fait leurs preuves en matière de capital de croissance, incluant des mesures incitatives qui visent à mobiliser les capitaux privés et à approfondir l'expertise en investissement à l'échelle nationale (p. ex., Initiative de catalyse du capital de risque).

### **Ce que nous avons entendu**

- « Créer un fonds de croissance pour stimuler la consolidation et la création d'acteurs de premier plan. »  
– PDG, caisse de retraite
- « On a dit que le Canada jouit d'une économie de chalets, que le pays est bon pour créer des entreprises de taille moyenne, mais qu'il est incapable de prendre de l'expansion pour les transformer en entreprises concurrentielles à l'échelle internationale. Il est essentiel d'obtenir du capital de risque, de susciter la participation d'anges financiers, et de créer un écosystème adéquat pour assurer la croissance. »  
– PDG, association nationale d'entreprises
- « Notre défi pour faire des entreprises canadiennes championnes sur la scène mondiale est de prendre plus de risque au niveau du marché intermédiaire. C'est à ce niveau que les entreprises sont vendues à des acheteurs internationaux. »  
– PDG, Caisse de retraite
- « Cela me rend fou de voir des entreprises achetées à l'international parce que nous ne pouvons pas les faire évoluer. Ça peut se faire par des produits financiers. Créez un fonds auquel contribuent tous les fonds de pension. Un programme du secteur privé pour avoir une motivation de profit. »  
– PDG, caisse de retraite

# Infrastructures stratégiques – numériques et matérielles

## Infrastructures numériques

La pandémie a mis en évidence l'importance d'une infrastructure numérique fiable, sécuritaire et abordable dans l'économie, en plus des risques associés à un fossé numérique croissant au Canada. Environ 60 % des collectivités rurales n'ont pas encore accès à un service Internet haute vitesse fiable, ce qui laisse derrière des milliers d'entreprises essentielles, de consommateurs et de fournisseurs de services dont les Canadiens ont besoin<sup>50</sup>. Le Canada a une tradition de bâtisseur de grande infrastructure – notamment ce qui était, en 1885, le plus long chemin de fer au monde. Nous pouvons maintenant renforcer la position du Canada dans l'économie numérique en permettant l'accès à une connexion Internet de grande qualité à tous les Canadiens. Dans son discours du Trône, le gouvernement s'est engagé à améliorer l'accès des Canadiens à des soins de santé virtuels et à avoir recours aux technologies numériques pour rendre les services gouvernementaux plus accessibles. L'investissement dans l'infrastructure numérique améliorera la connectivité pour tous les Canadiens et permettra de mieux accéder aux services numériques. L'infrastructure numérique va bien au-delà de la connexion Internet haute vitesse; le sujet est abordé de façon plus détaillée à la recommandation D.

## Plan d'infrastructure de 10 milliards de dollars pour créer des emplois et faire croître l'économie

Le 1<sup>er</sup> octobre 2020, le gouvernement du Canada a annoncé le Plan de croissance de la Banque de l'infrastructure du Canada, incluant 10 milliards de dollars en initiatives d'infrastructure conçues pour aider les Canadiens à retourner au travail, créant environ 60 000 emplois partout au pays. Le plan permettra de connecter plus d'entreprises et de ménages canadiens à Internet haute vitesse, de renforcer l'agriculture canadienne et d'aider à bâtir une économie à faibles émissions de carbone, par l'intermédiaire des cinq initiatives suivantes :

- 2,5 milliards de dollars pour l'énergie propre afin de soutenir la production et le stockage d'énergie renouvelable et de transmettre de l'électricité propre entre les provinces, les territoires et les régions, y compris dans les collectivités nordiques et autochtones;
- 2 milliards de dollars afin de connecter environ 750 000 foyers et petites entreprises à un service à large bande dans les collectivités mal desservies;
- 2 milliards de dollars afin d'investir dans les rénovations à grande échelle d'immeubles en vue d'accroître l'efficacité énergétique et d'aider les collectivités à devenir plus durables;
- 1,5 milliard de dollars destinés à des projets d'irrigation dans le secteur agricole afin de l'aider à accroître sa production, et de renforcer la sécurité alimentaire du Canada, tout en élargissant les possibilités d'exportation;
- 1,5 milliard de dollars afin d'accélérer l'adoption d'autobus zéro émission et une infrastructure de recharge.

Ce plan fait partie de la campagne du gouvernement, lancée dans le discours du Trône, en vue de créer plus d'un million d'emplois pour reconstruire l'économie après la pandémie.

50 Gouvernement du Canada - [https://www.ic.gc.ca/eic/site/139.nsf/fra/h\\_00002.html](https://www.ic.gc.ca/eic/site/139.nsf/fra/h_00002.html) (consulté en octobre 2020)

## Passer à l'action :

9. **Mettre en œuvre plus rapidement, d'ici 2026, le plan qui vise à assurer la couverture Internet et à donner accès à une connexion Internet de grande qualité à l'ensemble des Canadiens**, en collaboration avec le secteur privé et d'autres ordres de gouvernement.

### **Ce que nous avons entendu**

- « Nous observons une énorme poussée dans la numérisation, qui s'est accélérée de cinq à dix ans. Les pays qui ne sont pas en mesure de passer au numérique vont être balayés. »  
– PDG, caisse de retraite
- « Des investissements sont également nécessaires dans l'infrastructure numérique pour la formation, par exemple des simulateurs, ou la réalité augmentée pour reproduire des laboratoires et la formation pratique. »  
– PDG, association nationale d'établissements d'enseignement
- « Nous avons toujours eu un retard de deux ou trois générations par rapport au reste du Canada en matière d'infrastructure numérique. Il est temps pour nous d'avoir des options comparables à celles des autres parties du pays. Lorsque de nouveaux projets sont entrepris, ils devraient inclure tous les Canadiens. »  
– Président, association communautaire autochtone nationale
- « Le numérique, c'est l'élément clé qui manque à la Banque de l'infrastructure du Canada. »  
– PDG, industries numériques
- « Les collectivités dans le Nord du Canada dépendent toujours d'une connectivité satellite, elles ont besoin d'une infrastructure numérique à jour. »  
– Président, association communautaire autochtone nationale

## Infrastructure matérielle

Lors de nos conversations avec des dirigeants d'entreprise, on nous a parlé des dividendes que pourrait générer l'investissement dans les infrastructures publiques pour notre croissance à long terme. Si le Canada veut obtenir une bonne valeur sur le marché pour ses ressources, être un fournisseur compétitif de produits novateurs sur les marchés mondiaux, il faut renforcer notre infrastructure de commerce. Cela comprend nos ports, nos chemins de fer et nos plaques tournantes aériennes internationales, qui relient des millions de personnes autour du monde, transportent des produits de manière efficace et qui peuvent soutenir de nouveaux emplois pour les Canadiens. On nous a encouragés à être plus ouverts aux modèles de partenariats avec les secteurs public et privé, aux projets d'infrastructure qui soutiennent la compétitivité industrielle du Canada, ainsi que ceux qui permettent de réduire les émissions de GES (p. ex., le transport en commun, les réseaux de transport numériques, la capture, le stockage et l'utilisation du carbone [CSUS] et l'irrigation à grande échelle). Le Canada n'investit pas suffisamment dans ces actifs stratégiques.

Même si d'importants projets d'infrastructures ont été promis dans tous les modes de transport, on estime que le déficit infrastructurel du Canada se chiffre à 150 milliards de dollars<sup>51</sup>. Le Canada arrive au 17<sup>e</sup> rang parmi les 36 pays membres de l'OCDE selon l'Indice de performance logistique de la Banque mondiale (2018)<sup>52</sup>. Il s'agit d'un secteur qui offre un potentiel immense pour la relance du Canada et pour *repenser* notre économie. Investir davantage dans les infrastructures pourrait nous permettre de réduire la congestion, d'accroître l'intermodalité et d'améliorer les flux commerciaux. Par exemple, le Canada a des ports en eaux profondes dans trois océans, et il est parcouru par l'important corridor du fleuve Saint-Laurent et des Grands Lacs; on pourrait mieux tirer parti de ces atouts en investissant de façon judicieuse dans les infrastructures.

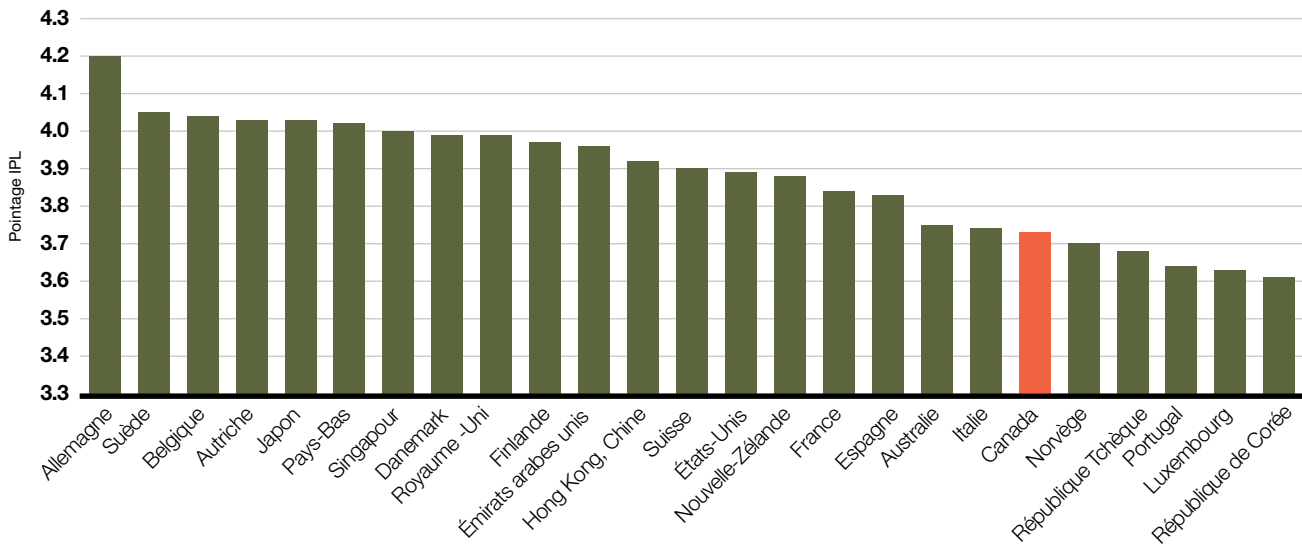
En outre, la future économie de l'agroalimentaire reposera sur des flux commerciaux mondiaux intermodaux pour les produits en vrac et sur des infrastructures

51 Conseil canadien des affaires - <https://thebusinesscouncil.ca/publications/cib-op-ed/> (accessible en anglais seulement, consulté en octobre 2020)

52 La Banque mondiale - <https://pi.worldbank.org/international/global> (accessible en anglais seulement, consulté en octobre 2020)

Figure 7 : Indice de la performance logistique de la Banque mondiale

(2018, Indice = 1-5)



Source : Banque mondiale, IPL regroupé, 2018 (consulté en septembre 2020)

pouvant répondre à l’augmentation rapide de la capacité de production de certaines denrées (par exemple, les cultures). Or, notre infrastructure actuelle crée des goulots d’étranglement et ne peut pas soutenir efficacement les demandes de pointe. En investissant de façon stratégique dans l’infrastructure de transport de passagers et de fret, et dans les corridors commerciaux, on peut mieux positionner le Canada en vue d’attirer des investissements privés et d’être concurrentiel dans l’économie de l’avenir. Il s’agit d’un défi que le gouvernement s’emploie déjà à relever.

On a également fait part au Conseil des opportunités qui existent pour développer davantage le réseau d’échanges commerciaux du Canada dans le secteur de l’énergie. Ce réseau (p. ex., transport d’électricité est-ouest et pipelines) permettrait aux provinces de fournir une énergie dans le respect des facteurs ESG, incluant une énergie verte.

#### ÉTUDES DE CAS : Comment d’autres pays investissent massivement dans les infrastructures

- **La Chine** a annoncé plus de 440 milliards de dollars en bons d’infrastructure prospectifs pour 2020, les villes et les provinces augmentant les budgets à plus de 2 000 milliards de dollars et ce, en infrastructure matérielle comme en infrastructure numérique (p. ex., 5G, infrastructure d’IA)<sup>53</sup>.
- **Le Royaume-Uni** a annoncé des dépenses d’infrastructure de 609 milliards de livres sterling de 2018 à 2028, dont 190 milliards seront investis au cours des trois prochaines années<sup>54</sup>.
- **L’Australie** a déjà engagé 180 milliards de dollars australiens en infrastructure au cours de la prochaine décennie, et des investissements supplémentaires sont prévus dans son budget fédéral d’octobre<sup>55</sup>.

53 Nikkei Asia - <https://asia.nikkei.com/Business/China-tech/China-bets-on-2tn-high-tech-infrastructure-plan-to-spark-economy> (accessible en anglais seulement, consulté en octobre 2020)

54 Infrastructure and Projects Authority - [https://assets.publishing.service.gov.uk/government/uploads/system/uploads/attachment\\_data/file/759222/CCS207\\_CCS1118987248-001\\_National\\_Infrastructure\\_and\\_Construction\\_Pipeline\\_2018\\_Accessible.pdf](https://assets.publishing.service.gov.uk/government/uploads/system/uploads/attachment_data/file/759222/CCS207_CCS1118987248-001_National_Infrastructure_and_Construction_Pipeline_2018_Accessible.pdf) (consulté en octobre 2020)

55 BNN Bloomberg - <https://www.bnnbloomberg.ca/morrison-plans-a-1-5-billion-boost-for-australian-infrastructure-1.1450303#:~:text=The%20government%20has%20already%20committed,in%20investment%2C%20Morrison%20will%20say> (accessible en anglais seulement, consulté en octobre 2020)

## Passer à l'action :

### 10. Avec l'appui de la Banque de l'infrastructure du Canada, lancer des projets bâtisseurs d'avenir :

- Définir une perspective stratégique pour les priorités en infrastructure qui augmentent le plus la productivité du pays.
- Rendre possible un bassin de projets et faciliter les investissements nécessaires en augmentant l'acceptabilité des modèles d'utilisateur-payeur.
- Encourager de façon plus proactive l'exécution de ces projets, y compris les catégories de biens non traditionnelles (p. ex., infrastructure numérique et infrastructure verte, et petits réacteurs modulaires)<sup>56</sup>.
- Créer des processus d'approbation accélérés dans tous les ordres de gouvernement en vue d'élargir la portée et d'accroître la rapidité des investissements.

### 11. Investir dans une infrastructure commerciale stratégique qui élimine les goulots d'étranglement cruciaux (p. ex., élaborer une stratégie sur les corridors pour les produits en vrac et pour les conteneurs). L'infrastructure doit être axée sur les échanges. Les chemins de fer, les routes, les ports, les aéroports, les pipelines et la capacité technologie sont prioritaires, car nous affichons des déficits infrastructurels bien documentés dans ces domaines. Nous ne pourrions pas suivre le rythme de la demande dans les marchés à croissance rapide si nous n'accélérons pas considérablement les investissements en infrastructure.

#### **Ce que nous avons entendu**

- « Nous avons tardé à exploiter pleinement les opportunités de la Banque de l'infrastructure du Canada et il faut y remédier. Nous avons désespérément besoin d'une infrastructure favorisant le commerce. »  
– PDG, institution financière
- « Nous avons besoin d'une approche axée sur les infrastructures pour stimuler le secteur des ressources naturelles du Canada et rétablir la confiance des investisseurs. »  
– Dirigeant de l'industrie

## Réglementation souple

Un autre outil important que le gouvernement peut se donner pour stimuler la relance est un écosystème réglementaire qui encourage et facilite l'innovation. Dans le budget de 2018, le gouvernement a annoncé qu'il donnerait suite à un programme de réforme réglementaire axé sur le soutien à l'innovation et à l'investissement des entreprises, en rendant plus souple, transparent et agile le régime réglementaire du Canada afin d'accroître les opportunités. À titre d'exemple, le dédoublement des exigences réglementaires fédérales et provinciales crée des goulots d'étranglement, car il augmente les coûts pour les entreprises et peut avoir pour impact de les encourager à investir à l'étranger. Des examens réglementaires ciblés, visant à éliminer les goulots d'étranglement qui entravent la croissance économique, sont menés dans des secteurs à forte croissance et des domaines stratégiques. Ces examens portent entre autres sur les technologies propres (pour assurer la croissance du secteur et pour soutenir l'adoption des nouvelles technologies à l'échelle des secteurs), la numérisation et la neutralité technologique (en simplifiant les approbations réglementaires et en rendant les règlements plus adaptatifs aux changements technologiques), et les normes internationales (avec une plus grande harmonisation par l'intégration de normes internationales dans nos règlements).

56 L'infrastructure verte comprend les systèmes végétatifs naturels, les technologies vertes et l'infrastructure à faibles émissions de carbone afin de relever les défis urbains et climatiques, par exemple la gestion des eaux pluviales, les réseaux de transport en commun et l'énergie renouvelable.



Nous soutenons fermement ces efforts et nous encourageons l'accélération de ces changements visant une réglementation qui appuie l'innovation, la durabilité et la croissance. Nous pouvons simplifier le système en place et présenter de nouveaux domaines de croissance en harmonisant les normes de l'industrie ainsi qu'en offrant la codification et l'établissement de nouvelles normes. De plus, les efforts continus en vue de réduire la paperasse à l'égard des opérations commerciales et des échanges sur les marchés, de même que la numérisation et l'automatisation des processus d'approbation et des interactions du service à la clientèle aideront les entreprises à réduire le temps consacré aux activités qui ne créent pas de valeur.

Nous mentionnons que notre appel à l'action dans ce domaine rejoint ce que des conseils et des comités consultatifs ont déjà présenté au gouvernement. La COVID-19 nous aura au moins appris ce qu'est l'art du possible. Lorsqu'il le faut, nous pouvons agir très rapidement, de manière coordonnée entre les gouvernements et le secteur privé, afin de nous libérer des formalités administratives qui font obstacle à l'action et à l'agilité. En tant que Conseil, nous tenons à réitérer l'importance d'agir dans ce domaine, surtout dans les secteurs clés pour accélérer notre croissance.

### LEVIER ÉCONOMIQUE TRANSVERSAL : réglementation

Au début de la pandémie, la vitesse et la réceptivité du gouvernement, ainsi que sa capacité de se mobiliser rapidement afin d'offrir un éventail de prestations d'urgence et de mesures d'allègement se sont bien fait sentir. Il faudrait être animé d'un sentiment d'urgence comparable pour simplifier et moderniser notre système de réglementation afin de soutenir l'innovation et d'encourager l'investissement. On a insisté sur la nécessité de mettre en place un cadre réglementaire agile, transparent et réceptif dans cinq secteurs, y compris les ressources de l'avenir, les industries numériques, les technologies propres, le transport et les biosciences et la santé. Les intervenants ont indiqué qu'ils étaient en faveur d'une relation de collaboration renouvelée entre l'industrie et les organismes de réglementation. La COVID-19 doit être l'impulsion qui servira à accélérer les travaux cruciaux de réforme réglementaire.

## Passer à l'action :

12. **Mener plus rapidement les examens réglementaires dans les secteurs où les retards ont des répercussions financières et sociales disproportionnées** (p. ex., technologies propres et ressources), mener des examens réglementaires ciblés pour soutenir la plupart des secteurs touchés (p. ex., le secteur pétrolier et gazier, et l'aérospatiale) et intensifier les efforts de réforme réglementaire en cours en vue d'éliminer les zones de chevauchement entre le gouvernement fédéral et les gouvernements provinciaux.

### ***Ce que nous avons entendu***

- « Pendant des années, on nous a parlé de cueillir les fruits sur les branches les plus basses et de saisir les occasions d'éliminer les exceptions à l'ALEC (Accord de libre-échange canadien). L'heure est venue de travailler avec les provinces et les territoires pour procéder à un examen. »  
– PDG, association nationale d'entreprises
- « Maintenant, nous devons plus que jamais réduire les barrières commerciales interprovinciales. L'élimination de ces barrières permettrait en outre d'optimiser le système de soins de santé virtuel. »  
– Dirigeant de l'industrie

## Utilisation stratégique de l’approvisionnement

Des études antérieures, dont le rapport Jenkins (2013)<sup>57</sup> et le rapport du Conseil consultatif en matière de croissance économique (2017)<sup>58</sup>, ont souligné l’importance de l’utilisation stratégique de l’approvisionnement pour appuyer les entreprises canadiennes. Au cours de nos séances de consultation et de nos délibérations, nous avons entendu des rappels fréquents du rôle clé que le pouvoir d’achat des gouvernements fédéral, provinciaux et municipaux joue afin de stimuler la demande et de créer des marchés pour de nouveaux produits. On pourrait recourir à l’approvisionnement stratégique afin d’accélérer et de soutenir l’innovation, d’aider les PME à prendre de l’expansion, acquérir de l’expérience et obtenir la crédibilité requise pour s’insérer dans les chaînes d’approvisionnement mondiales, ainsi que fournir un soutien économique aux communautés autochtones.

L’approvisionnement du gouvernement peut accélérer directement le développement de technologies et générer des « crédits d’investissement » qui encouragent les acteurs importants du secteur privé (p. ex., avantages industriels et technologiques). Nous encourageons le gouvernement à recourir judicieusement à ces pouvoirs pour atteindre des objectifs stratégiques – incluant le soutien pour les secteurs prioritaires, les entreprises ayant un potentiel de forte croissance, les technologies axées sur l’avenir, comme les technologies numériques et les technologies propres, ainsi que les biosciences et la santé. L’approvisionnement stratégique peut aider les entreprises dirigées par des Autochtones à croître, en plus de contribuer à la réconciliation en encourageant le

développement des entreprises entraînant des retombées socioéconomiques qui favorisent l’autodétermination.

La COVID-19 nous a rappelé brutalement la valeur de la résilience nationale et des chaînes d’approvisionnement intérieures. Nous devrions suivre l’exemple de pays comparables et appliquer une vision axée sur la sécurité nationale d’une façon plus générale afin de stimuler l’approvisionnement dans des domaines cruciaux au bien-être des Canadiens, comme le transport, la biotechnologie et les sciences de la vie. Lorsque le gouvernement est le premier acheteur de technologies innovantes dans ces domaines, cela permet à nos entreprises de prendre plus rapidement de l’expansion, de créer plus d’emplois et d’adopter une orientation axée sur les exportations. En outre, on peut utiliser l’approvisionnement stratégique afin de libérer des avantages économiques à l’échelle de l’écosystème d’innovation.

### LEVIER ÉCONOMIQUE TRANSVERSAL : approvisionnement stratégique

Nos recommandations spécifiques au secteur des technologies propres, du numérique et des sciences de la santé et biosciences sont incluses dans notre section Éclairage sectoriel. Elles comprennent un appel à l’utilisation stratégique de l’approvisionnement pour accélérer la demande de technologies fabriquées au Canada, encourager le déploiement industriel et assurer la résilience de nos chaînes d’approvisionnement et de nos capacités nationales.

Une approche ciblée pourrait mieux soutenir l’innovation nationale, accroître le potentiel d’exportation, créer des emplois intéressants dans les secteurs à forte croissance et assurer la compétitivité du Canada.

57 Le Canada d’abord – Exploiter l’approvisionnement militaire en s’appuyant sur les capacités industrielles clés – février 2013 - <https://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/app-acq/documents/eam-imp-fra.pdf> (consulté en octobre 2020)

58 Conseil consultatif en matière de croissance économique - <https://www.budget.gc.ca/aceg-ccce/pdf/learning-nation-fra.pdf> (consulté en octobre 2020)

## L'approvisionnement stratégique a fait l'objet de nombreuses recommandations

Plusieurs rapports ont appelé à l'action en matière d'approvisionnement. Notamment :

- Un **examen des politiques et des programmes aérospatiaux et spatiaux de 2012**, dirigé par David Emerson, a recommandé que le Canada tire parti des marchés publics pour bâtir notre industrie aérospatiale nationale<sup>59</sup>.
- Le **rapport Jenkins de 2013**, créé en lien avec la stratégie d'approvisionnement en matière de défense du gouvernement, a soutenu que le gouvernement du Canada pourrait utiliser l'approvisionnement comme outil pour développer des fournisseurs canadiens de calibre mondial<sup>60</sup>.
- Un **rapport de 2017 du Conseil consultatif en matière de croissance économique** a recommandé que le Canada modifie sa politique d'approvisionnement gouvernementale afin d'intégrer l'approvisionnement stratégique et l'innovation comme objectif fondamental. Ils ont noté que le gouvernement pourrait soutenir les entreprises à croissance rapide en utilisant des politiques d'approvisionnement stratégiques pour être un premier client, en particulier dans les secteurs réglementés tels que les soins de santé et l'énergie<sup>61</sup>.
- Le **rapport de 2018 des Tables de stratégies économiques** indique également que les marchés publics pourraient servir à accélérer l'adoption de l'innovation canadienne, à trouver des solutions aux grands défis et à envoyer des signaux puissants sur le marché<sup>62</sup>.

## Passer à l'action :

13. Accroître la résilience de la chaîne d'approvisionnement nationale par **l'approvisionnement gouvernemental stratégique**, particulièrement dans les secteurs stratégiques touchés par la COVID-19 ou dans les cas où il est possible de créer des économies d'échelle (p. ex., les soins de santé, les technologies propres, l'éducation et les entreprises autochtones). Il faudrait mettre en œuvre l'ensemble des recommandations présentées dans les rapports précédents sur l'approvisionnement.

### **Ce que nous avons entendu**

- « Les marchés publics devraient être utilisés comme un levier pour encourager la production au Canada. »  
– Dirigeant de l'industrie
- « L'aversion au risque dans les achats gouvernementaux crée des défis pour les entreprises en démarrage et les petites entreprises. »  
– Dirigeant de l'industrie

59 Examen des politiques et des programmes aérospatiaux et spatiaux - Volume 1: Au-delà de l'horizon : Les intérêts et l'avenir du Canada en aérospatiale – novembre 2012 <http://aerospacereview.ca/eic/site/060.nsf/eng/00048.html> (consulté en octobre 2020)


60 Le Canada d'abord – Exploiter l'approvisionnement militaire en s'appuyant sur les capacités industrielles clés – février 2013 - <https://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/app-acq/documents/eam-imp-fra.pdf> (consulté en octobre 2020)

61 Conseil consultatif en matière de croissance économique - <https://www.budget.gc.ca/aceg-ccce/pdf/learning-nation-fra.pdf> (consulté en octobre 2020)

62 Rapport des Tables sectorielles de stratégies économiques du Canada : L'impératif de l'innovation et de la compétitivité, septembre 2018 [https://www.ic.gc.ca/eic/site/098.nsf/fra/h\\_00020.html](https://www.ic.gc.ca/eic/site/098.nsf/fra/h_00020.html) (consulté en octobre 2020)



## REPENSER : CATALYSER LA CROISSANCE DU PIB POUR ATTEINDRE UNE CROISSANCE PLUS FORTE QU'AVANT LA COVID-19

Au fur et à mesure que nous  **Repensons** l'économie canadienne, nous pouvons nous appuyer davantage sur nos forces intrinsèques afin de nous placer en situation de réussite et de leadership pour les années à venir.

**RECOMMANDATION D : Le Canada doit se donner une stratégie industrielle qui repose sur quatre piliers pour créer une économie numérique, durable et innovante au bénéfice de l'ensemble des Canadiens**

La COVID-19 a mis en évidence la nécessité de renforcer et de bâtir une économie concurrentielle et résiliente. Sans une stratégie industrielle claire, fondamentale pour aider les secteurs canadiens à exceller dans un écosystème mondial de plus en plus innovateur, le Canada risque d'être déclassé<sup>63</sup>. Pour assurer la relance du Canada et lui donner un avantage concurrentiel, nous devons élaborer une stratégie industrielle qui nous permettra de relever nos défis et de nous projeter dans l'avenir. Cela implique de cerner les domaines et les secteurs où nous sommes les mieux placés pour rivaliser et jouer un rôle de chef de file à l'échelle mondiale, et qui reposent sur nos forces intrinsèques. Pour commencer, nous nous concentrons à juste titre sur les secteurs de notre économie qui sont en difficulté ou qui ont été les plus durement touchés par la pandémie; toutefois, nous devons aussi élargir notre point de vue afin d'inclure les secteurs stratégiques où nous pouvons redoubler d'efforts, aider les entreprises à prendre de l'expansion et accéder aux marchés mondiaux.

Nous devons garder à l'esprit l'évolution de la demande mondiale et le besoin d'orienter l'économie canadienne

dans cette direction. Autrement dit, notre croissance s'effectuera dans le domaine des échanges mondiaux et sur les marchés non conventionnels. Bien avant la COVID-19, la balance commerciale du Canada affichait un déficit. Cette position reflète les relations commerciales et d'investissement du Canada avec le reste du monde<sup>64</sup>. Cette situation, conjuguée aux répercussions financières de la pandémie, contraint les décideurs à relever deux défis en même temps, soit redresser le déficit commercial antérieur à la COVID-19 et faire face aux nouvelles pressions financières liées au marché mondial. Ce sont les deux défis que nous devons relever. En d'autres mots, le Canada doit redoubler d'efforts à l'échelle nationale et se repositionner de manière gagnante dans ses relations commerciales à l'échelle mondiale.

Nous sommes conscients qu'il peut sembler controversé d'appeler à l'élaboration d'une stratégie industrielle. Cependant, les dommages causés par la COVID-19 à l'ensemble de l'économie nous commandent d'adopter une approche agile et ciblée, axée sur le renforcement de nos avantages concurrentiels et sur la maximisation des retombées économiques et sociales. Tout au long de nos consultations, on nous a parlé des forces concurrentielles du Canada et des avantages économiques qu'il serait possible de concrétiser si nous avions une stratégie ciblée pour promouvoir des secteurs précis en vue d'accroître leur productivité. Nous devrions avoir l'objectif fondamental de cultiver des entreprises innovantes et de nouvelles technologies qui peuvent rivaliser à l'échelle mondiale en plus d'augmenter la productivité de l'économie<sup>65</sup>.

Nous avons eu la possibilité de rencontrer certains des leaders les plus éclairés du monde des affaires, du milieu syndical, du monde universitaire et de la société civile au cours de l'été; la vision qu'ils nourrissent pour le Canada nous a inspirés. Le fait d'avoir une stratégie industrielle permettrait de rallier les Canadiens autour d'une vision de l'avenir économique longtemps après que la menace de la COVID-19 se sera dissipée.

63 Martin Prosperity Institute - [https://www.brookings.edu/wp-content/uploads/2018/06/Canadas-Advanced-Industries\\_18-06-05\\_FINAL2.pdf](https://www.brookings.edu/wp-content/uploads/2018/06/Canadas-Advanced-Industries_18-06-05_FINAL2.pdf) (accessible en anglais seulement, consulté en octobre 2020)

64 Forum des politiques publiques - <https://ppforum.ca/fr/publications/deux-pics-a-franchie-les-deux-deficits-du-canada-et-comment-les-proportionner/> (consulté en octobre 2020)

65 Forum des politiques publiques - <https://ppforum.ca/wp-content/uploads/2020/04/UneNouvelle%C3%89toilePolairell-FPP-AVRIL2020-FR.pdf> (consulté en octobre 2020)

## Qu'est-ce qu'une stratégie industrielle?

Dans un article paru dans L'Observateur de l'OCDE, intitulé « La politique industrielle remise au goût du jour », Anne-Lise Prigent résume efficacement les réflexions sur la nouvelle politique industrielle pour le XXI<sup>e</sup> siècle :

*Que recouvre exactement une politique industrielle? Au sens large, l'innovation, l'infrastructure et les compétences, et des interventions ciblées pour dynamiser un secteur, une activité ou un groupe d'entreprises. Elle ne vise pas à soutenir les industries d'antan, mais des activités à forte valeur ajoutée dans l'agriculture, l'industrie et les services. [...] Une politique industrielle exige aujourd'hui coordination et échelonnement des mesures axées sur les compétences, la finance, les infrastructures, etc. Cela suppose d'investir dans l'élargissement et l'amélioration de l'offre de formation pour résoudre le problème de l'inadéquation des compétences, et d'offrir un meilleur accès au financement pour les entreprises investissant dans l'innovation et l'accroissement de la production. [U]ne politique industrielle suppose « des mesures ciblées pour transformer la production afin d'améliorer la productivité... renforcer les capacités nationales et créer des emplois de meilleure qualité<sup>66</sup>.*

Nous pouvons renforcer nos principaux leviers et soutenir une reprise résiliente au Canada par la mise en œuvre d'une stratégie industrielle fondée sur des données probantes et incarnée dans des investissements stratégiques. Une telle approche nous permettrait d'accroître la productivité, la compétitivité et l'attractivité future du Canada sur la scène mondiale, en réalisant des investissements dans les domaines liés à nos atouts fondamentaux et où la demande mondiale est présente, maintenant et pour l'avenir.

Nous avons identifié quatre piliers interreliés, qui pourraient devenir l'assise d'une stratégie industrielle qui entraînerait dans son sillage l'ensemble des secteurs de l'économie et qui aurait des répercussions économiques positives dans l'ensemble des provinces et des territoires. Ces quatre piliers sont : *devenir une économie numérique et axée sur les données; être le chef de file mondial sur le plan ESG dans les domaines des ressources, de l'énergie renouvelable et des technologies propres; bâtir un secteur manufacturier innovant et à haute valeur ajoutée pour lequel nous pouvons être un chef de file mondial; et tirer parti de notre avantage en agroalimentaire pour nourrir la planète*

L'interconnectivité entre ces quatre piliers est une force clé. Notre capacité de repérer des domaines qui recoupent plusieurs secteurs industriels afin de maximiser la création de valeur est le principe de cette stratégie. La diversité sectorielle représentée au sein de notre Conseil a fourni le regard unique, qui a permis de cerner ces croisements.

La mise en œuvre d'une stratégie industrielle n'est pas une tâche facile. Il faut prendre en considération des étapes importantes pour assurer sa réussite. Le Conseil formule les recommandations suivantes afin de mettre en œuvre la stratégie industrielle du Canada :

- Sa mise en œuvre doit être pilotée au plus haut niveau du gouvernement afin de garantir la participation de tous les ministères et un certain niveau de financement octroyé pour atteindre les objectifs de la stratégie industrielle (un Fonds de croissance pour l'industrie);
- Sa coordination et sa surveillance doivent être assurées par Innovation, Sciences et Développement économique Canada;
- Elle doit comprendre une composante de partenariat avec les secteurs public et privé, qui exige la participation d'un organisme relevant de l'État et présent sur le marché, comme la BDC;
- Dans ce contexte, on pourrait confier un nouveau mandat à la BDC et/ou à d'autres organisations afin qu'elle(s) crée(nt) et mette(nt) en œuvre de nouveaux partenariats avec le secteur privé, orientés vers la hausse des investissements, le développement de secteurs stratégiques et l'idée d'une responsabilité partagée à l'égard de la réussite du pays et du bien-être des Canadiens.

66 Observateur de l'OCDE - [https://www.observeurocde.org/news/fullstory.php/aid/3504/La\\_politique\\_industrielle\\_remise\\_au\\_go\\_FBT\\_du\\_jour.html](https://www.observeurocde.org/news/fullstory.php/aid/3504/La_politique_industrielle_remise_au_go_FBT_du_jour.html) (consulté en octobre 2020)

## Ces forces intrinsèques du Canada qui nous positionnent pour l'avenir

- **Abondance de ressources naturelles** : troisième rang mondial pour la quantité de ressources par habitant dans le monde, l'eau, l'agriculture, l'énergie, la forêt, les mines<sup>67</sup>.
- **Main-d'œuvre hautement qualifiée** : la plus grande proportion de la population de travailleurs titulaires d'un diplôme d'enseignement supérieur, avec 57 % des travailleurs canadiens (comparativement à la moyenne de 35 % de l'OCDE)<sup>68</sup>.
- **Écosystème financier de calibre mondial** : incluant un système bancaire stable et certaines des caisses de retraite les plus importantes dans le monde<sup>69</sup>.
- **Nation commerçante ayant des frontières ouvertes et un accès aux marchés de premier plan** : 14 accords de libre-échange couvrant 60 % du PIB mondial et lui donnant accès à 1,5 milliard de consommateurs dans 51 pays<sup>70</sup>.
- **Capacités de R et D solides et points névralgiques dans des domaines de recherche de premier plan** : hôte de quelques-uns des plus grands esprits et inventeurs, par exemple, dans le domaine de la technologie de l'IA avec des centres de recherche renommés (CIFAR, Mila, Institut Vecteur, Amii). Notons aussi nos capacités en matière de développement d'anticorps et de vaccins, ainsi que dans le domaine de l'oncologie et la médecine de précision dans les technologies médicales, sans oublier la santé numérique<sup>71</sup>.
- **Niveau élevé de qualité de vie** : les systèmes publics de santé et d'éducation bien développés, notre stabilité politique et économique, notre filet de sécurité sociale robuste et notre tradition d'ouverture permettent au Canada d'attirer les plus grands talents internationaux<sup>72</sup>.

Les pays comparables au Canada font des choix et des investissements stratégiques audacieux afin de bâtir leurs industries pour l'avenir. Ils investissent fortement dans des mesures de stimulation et ils déploient des aides sectorielles afin d'accroître la productivité de leurs secteurs clés. Des pays comme l'Italie et l'Allemagne ont mis en œuvre des mesures budgétaires agressives. D'autres pays comme les États-Unis, le Royaume-Uni, la Chine, l'Union européenne, la France, Israël et l'Inde soutiennent massivement et de plus en plus l'innovation, vu la transition accélérée vers une économie mondiale numérique, axée sur les données et décarbonée, à la suite de la pandémie<sup>73</sup>.

Dans ce nouveau contexte, nous devons assurer une position plus solide pour le Canada sur la scène mondiale : une position qui permet à davantage d'entreprises canadiennes de devenir des chefs de file mondiaux et qui génère de la richesse et assure la prospérité de tous les Canadiens. En mettant en œuvre la stratégie industrielle proposée, dont le cœur est de tirer parti de nos forces pour rivaliser à l'échelle mondiale, nous jetons les bases de la réussite.

67 Tables sectorielles de stratégies économiques - <https://www.ic.gc.ca/eic/site/098.nsf/fra/00026.html> (consulté en octobre 2020)

68 OCDE – Niveau d'éducation des adultes (indicateur) doi: 10.1787/36bce3fe-en (consulté en octobre 2020)

69 Banque du Canada - <https://www.bankofcanada.ca/wp-content/uploads/2016/06/fsr-june2016-bedard-page.pdf> (accessible en anglais seulement, consulté en octobre 2020)

70 Gouvernement du Canada - [https://www.deleguescommerciaux.gc.ca/canadexport/0003849.aspx?lang=fra&\\_ga=2.94418719.2091476556.1603994350-448695835.1603994350](https://www.deleguescommerciaux.gc.ca/canadexport/0003849.aspx?lang=fra&_ga=2.94418719.2091476556.1603994350-448695835.1603994350) (consulté en octobre 2020)

71 Affaires mondiales Canada - [https://www.international.gc.ca/investors-investisseurs/assets/pdfs/download/Niche\\_Sector-AI.pdf](https://www.international.gc.ca/investors-investisseurs/assets/pdfs/download/Niche_Sector-AI.pdf) (consulté en octobre 2020)

72 U.S. News - <https://www.usnews.com/news/best-countries/quality-of-life-rankings> (accessible en anglais seulement, consulté en octobre 2020)

73 McKinsey & Company - <https://www.mckinsey.com/~media/McKinsey/Industries/Public%20Sector/Our%20Insights/The%2010%20trillion%20dollar%20rescue%20How%20governments%20can%20deliver%20impact/The-10-trillion-dollar-rescue-How-governments-can-deliver-impact-vF.pdf>

## Pilier 1 : Devenir une économie numérique axée sur les données

Positionner le Canada en tant que **chef de file du numérique** par l'intermédiaire d'investissements judicieux en R et D et en connectivité afin de créer des **entreprises numériques nationales, de transformer les secteurs traditionnels, de conserver le talent canadien et de préparer les Canadiens pour l'avenir.**

La perturbation de l'économie par les technologies numériques était amorcée bien avant le début de la pandémie; toutefois, la crise a considérablement accéléré la transition vers le numérique à l'échelle mondiale. En quelques mois à peine, des pans de l'économie canadienne, y compris le commerce électronique et l'éducation, ont fait un bond de dix ans dans le temps en ce qui concerne leur adoption du numérique. À la lumière de cette nouvelle réalité, des gouvernements de partout dans le monde prennent des mesures pour soutenir cet élan (investissements dans les industries essentielles et stratégiques, plateformes numériques de prochaine génération, cadres juridiques, données, vie privée et propriété intellectuelle), conscients que leurs entreprises doivent adopter le numérique ou devenir obsolètes sur le marché mondial.

La pandémie a montré dans quelle mesure la résilience opérationnelle dépend de la capacité des entreprises d'adopter et de déployer des technologies numériques modernes et de tirer parti des données qui les accompagnent. Les entreprises numériques et transformées par les données devraient passer d'une contribution au PIB mondial de 12 000 milliards de dollars à 50 000 milliards de dollars au cours des quatre prochaines années<sup>74</sup>. Afin d'acaparer sa juste part de ce marché à l'échelle mondiale, le Canada devra mettre en place une infrastructure numérique solide, qui fournit la plateforme sur laquelle toutes les entreprises pourront étendre leur présence numérique. Comme nous l'avons déjà souligné, la prospérité future du Canada

est liée à sa capacité de combler le fossé numérique et de permettre à tous les Canadiens de participer à un avenir connecté sur le plan numérique.

### ÉTUDE DE CAS : Comment d'autres pays déploient de l'aide sectorielle pour accroître la productivité

- **Allemagne** : 50 milliards d'euros doivent être investis dans des domaines de l'avenir tels que l'économie de l'hydrogène, les technologies quantiques et l'intelligence artificielle (p. ex., offre de mesures incitatives pour attirer Tesla)<sup>75</sup>.
- **Espagne** : Système de garantie de prêt de 40 milliards d'euros pour les nouveaux investissements dans les domaines de la technologie et de l'économie verte<sup>76</sup>.
- **Union européenne** : La politique agricole commune prévoit une somme de 387 milliards d'euros (d'ici 2027) pour appuyer la transition vers un secteur agricole et un développement rural durables sur les plans économique, environnemental et social, et axés sur les marchés<sup>77</sup>.
- **Corée du Sud** : Plus de 2 milliards d'euros doivent être investis dans le renforcement des capacités numériques, y compris l'infrastructure liée aux TIC, l'intensification de la recherche sur l'IA et le renforcement des compétences<sup>78</sup>.
- **France** : Aide de 15 milliards d'euros pour l'industrie de l'aérospatiale, répartie équitablement entre les secteurs des transporteurs aériens et de l'aérospatiale<sup>79</sup>.
- **Norvège** : Plan de report d'impôt dont la valeur estimée s'élève à plus de 10 milliards de dollars pour l'industrie pétrolière et gazière et l'industrie d'approvisionnement, afin d'aider les entreprises à mener plus facilement leurs projets de développement prévus<sup>80</sup>.

74 IDC FutureScape: Worldwide IT Industry 2020 Predictions, Oct 2019 | Doc #US45599219 | IDC FutureScape |

75 Gouvernement d'Allemagne - <https://www.bundesregierung.de/breg-en/news/konjunkturpaket-1757640> (accessible en anglais seulement, consulté en octobre 2020)

76 The Globe and Mail <https://www.theglobeandmail.com/business/international-business/article-spain-unlocks-first-tranche-of-8-billion-from-new-credit-lines-for/> (accessible en anglais seulement, consulté en octobre 2020)

77 Commission européenne - [https://ec.europa.eu/info/food-farming-fisheries/key-policies/common-agricultural-policy/future-cap\\_fr#proposal](https://ec.europa.eu/info/food-farming-fisheries/key-policies/common-agricultural-policy/future-cap_fr#proposal) (consulté en octobre 2020)

78 The Diplomat - <https://thediplomat.com/2020/06/south-koreas-digital-new-deal/> (accessible en anglais seulement, consulté en octobre 2020)

79 France 24 - <https://www.fr24news.com/fr/a/2020/06/la-france-promet-15-milliards-deuros-daide-au-secteur-de-laviation.html> (consulté en octobre 2020)

80 Bloomberg - <https://news.bloombergtax.com/daily-tax-report/norway-hands-10-billion-in-tax-deferrals-to-ailing-oil-industry> (Accessed October 2020)

Le Canada est un chef de file mondial en matière de recherche et développement et fait bonne figure dans la création d'entreprises technologiques en démarrage; toutefois, seul un petit nombre d'entreprises numériques de propriété canadienne prennent de l'expansion à grande échelle à l'intérieur du pays. Le gouvernement a la chance d'avoir de nombreux outils à sa disposition. Outre l'approvisionnement stratégique et l'élimination des obstacles réglementaires, les programmes actuels d'aide à l'innovation (p. ex., PARI, FSI et RS&DE) peuvent être adaptés afin de combler l'écart qui existe actuellement pour aider les PME à devenir des entreprises moyennes supérieures ou de grandes entreprises. Des pays comme l'Allemagne, la France, la Chine et les États-Unis se sont concentrés à assurer l'expansion de leurs entreprises moyennes supérieures afin d'en faire des chefs de file mondiaux. À notre échelle, cela signifierait de repérer les entreprises sous contrôle canadien (publiques ou privées) dont les revenus annuels sont supérieurs à 75 millions de dollars et de soutenir leur croissance afin que leurs revenus atteignent 1,5 milliard de dollars.

L'actif le plus important de toute entreprise leader dans son marché, ce sont les personnes qui la composent, et le Canada ne peut pas bâtir une économie numérique et axée sur les données sans un bassin suffisant de talents. Le Canada a été longtemps une destination attrayante pour les talents mobiles à l'échelle mondiale et il a l'occasion de miser sur cette réputation de pays accueillant à un moment où d'autres nations se replient sur

elles-mêmes. Cependant, nous perdons plus de 60 % des diplômés en logiciels des plus grandes universités canadiennes<sup>81</sup>. Pour bâtir une main-d'œuvre gagnante, nous avons besoin de nouvelles solutions pour retenir et attirer les talents, et nous assurer que les employés ont un accès continu aux dernières formations axées sur les compétences recherchées.

La Charte du numérique, que le Canada a dévoilée récemment, contient les principes pour élaborer des mesures de protection de la vie privée, d'accès et de soutien qui libéreront l'innovation tout en préservant la confiance des Canadiens. Le gouvernement met actuellement en œuvre sa stratégie sur la PI, qui encourage de nouvelles possibilités de bassins de brevets et de services de PI afin de bâtir le savoir dans une économie de l'immatériel. Ces deux initiatives générales pourraient être opérationnalisées en partenariat avec l'industrie afin de promouvoir la collaboration avec les secteurs public et privé et ainsi tirer pleinement parti de la valeur de nos actifs. L'objectif devrait être de déverrouiller un usage responsable et novateur des données, et de faire en sorte que les entreprises canadiennes obtiennent la pleine valeur de leur PI. Le gouvernement offre déjà une gamme des services pour les innovateurs qui travaillent dans l'économie de l'immatériel; ces programmes devraient être intégrés dans les mesures de soutien relatives à la PI et à l'élaboration de stratégies afin d'accroître la valeur obtenue au Canada.

## Passer à l'action :

1. **Bâtir un Réseau numérique canadien mondial (qui pourrait s'appeler le Réseau numérique boréal) afin de faire du Canada une société numérique**
  - Élaborer une stratégie en vue de renforcer l'industrie numérique du Canada au pays et à l'étranger (p. ex., accélérer les normes et règlements nationaux en matière de données et de cybersécurité, augmenter le financement des délégués commerciaux pour aider à créer des avant-postes et des itinéraires commerciaux numériques pour la technologie canadienne).

« L'économie de l'immatériel, moteur principal de la croissance future, est cruciale pour chaque secteur (pétrole, agroalimentaire, technologies propres, etc.). Nous devons être des propriétaires dans l'économie future, et pas de simples locataires. »

*DIRIGEANT DE L'INDUSTRIE, TECHNOLOGIE DE L'INFORMATION*

81 The Globe and Mail - <https://www.theglobeandmail.com/business/technology/article-canada-facing-brain-drain-as-young-tech-talent-leaves-for-silicon/> (accessible en anglais seulement, consulté en octobre 2020)



- Renforcer la stratégie d'investissement dans les infrastructures afin d'augmenter l'importance du volet des infrastructures numériques comme le haut débit, les logiciels, l'IA et le réseau 5G entre autres, et tirer parti des programmes en place (p. ex., la Stratégie sur la connectivité et la Banque de l'infrastructure du Canada).
  - Tirer profit des forces du Canada (p. ex., image de marque et cadre de protection des renseignements personnels) afin d'élargir l'accès des entreprises canadiennes aux marchés internationaux (p. ex., collaborer avec des entreprises moyennes du segment supérieur, miser sur les normes canadiennes [comme la protection des renseignements personnels] pour promouvoir les exportations).
2. **Soutenir les entreprises moyennes supérieures du Canada**
- Se concentrer davantage sur les entreprises moyennes du segment supérieur pour qu'elles réalisent des gains à l'échelle mondiale (p. ex., attribuer une partie des capitaux patients aux entreprises moyennes du segment supérieur prêtes à prendre de l'expansion rapidement, adapter les critères d'admissibilité aux programmes existants comme le PARI afin de mieux les inclure).
  - En se fondant sur des initiatives comme Solutions innovatrices Canada, mettre en place des normes d'approvisionnement du gouvernement qui soutiennent la croissance des entreprises canadiennes (p. ex., le gouvernement en tant que premier client).
  - Encourager l'adoption des technologies numériques dans les grandes entreprises canadiennes, et la numérisation des services gouvernementaux.
3. **Bâtir un talent canadien très qualifié en tant qu'avantage concurrentiel à l'échelle mondiale**
- Mettre en place une plateforme de compétences numériques de premier plan afin de perfectionner les compétences du talent canadien ou de le requalifier.
  - Élaborer une stratégie de maintien en poste pour les talents recherchés formés au Canada par l'entremise de mesures incitatives et d'autres efforts (p. ex., compléments salariaux).
  - Élargir le volet du talent international afin d'attirer et de conserver de manière plus proactive le talent numérique au Canada, particulièrement au moment où d'autres pays ferment leurs portes aux talents recherchés.
4. **Tirer parti de la PI et promouvoir la valeur des données**
- Soutenir la création et la propriété de la PI dans les entreprises canadiennes (p. ex., coûts liés à une demande de PI, RS&DE applicable et éducation en matière de politiques).
  - Moderniser le régime de protection des renseignements personnels et de données en vue d'harmoniser les règlements entre administrations.
  - Créer un cadre national pour les règlements et les normes, qui régit les données (y compris les grandes bibliothèques de données de sources ouvertes) afin de promouvoir la collaboration entre les secteurs privé et public, d'offrir un nouveau financement pour les programmes de recherche et développement et mettre en commun les actifs du Canada en vue d'assurer la croissance de l'économie axée sur les données.
  - Intégrer la stratégie relative à la PI aux programmes de financement du gouvernement afin de garantir que les entreprises et les innovateurs du Canada disposent des meilleures ressources en PI et d'offrir des soutiens financiers pour le développement de la PI.

### Qu'entend-on par « entreprises moyennes supérieures »?

Il s'agit d'entreprises sous contrôle canadien (publiques ou privées) dont les revenus annuels sont supérieurs à 75 millions \$ et qui ont un fort potentiel de croissance.

### **Ce que nous avons entendu**

- « La connectivité doit être déployée dans l'ensemble des communautés et nous devons combler les écarts lorsqu'il n'y a aucune rentabilisation possible. Le coût sera élevé, mais nous n'avons pas les moyens de ne pas adopter cette approche. »  
– PDG, industries numériques
- « Nous devons nous éduquer sur la bonne gouvernance en matière de données numériques afin de réduire les risques de cybermenaces. »  
– PDG, compagnie d'assurances
- « Notre facteur critique est la transformation numérique, alors que notre plus grand risque est le déplacement numérique. Nous devons préparer les petites entreprises à l'économie numérique. Bon nombre d'entre elles éprouvent toujours des difficultés avec la base (p. ex., sites Web). Nous devons nous souvenir que la transformation numérique ne concerne pas uniquement l'intelligence artificielle. »  
– PDG, caisse de retraite

## **Pilier 2 : Être le chef de file mondial sur le plan ESG dans les domaines des ressources, des énergies renouvelables et des technologies propres**

*Positionner le Canada en tant que champion et fournisseur mondial de ressources exploitées dans le respect des facteurs ESG, (incluant pétrole et gaz, foresterie et exploitation minière), de l'énergie renouvelable ou à faible teneur en carbone et des technologies propres, tout en jouant un rôle de chef de file à l'échelle mondiale dans la décarbonation et la réduction des GES.*

Le Canada vient au troisième rang mondial, après la Chine et l'Arabie Saoudite, pour l'abondance de ses ressources naturelles.<sup>82</sup> Par conséquent, le Canada représente la plus importante la réserve de ressources exploitées dans un cadre démocratique au monde. Les ressources représentent près de la moitié de nos exportations.<sup>83</sup> Cela nous permet d'approvisionner la planète au moyen de nos ressources importantes en pétrole, en gaz naturel, en produits des mines et de la forêt, et de le faire d'une façon qui promeut les valeurs universelles et démocratiques auxquelles adhère le Canada. Ces valeurs incluent la règle de droit, les droits de la personne, la protection de l'environnement, la mobilisation de nos citoyens autochtones, l'inclusion et la diversité, et la saine gouvernance d'entreprise. Ces valeurs sont fondamentales aux principes environnementaux, sociaux et de gouvernance (ESG) utilisés pour évaluer les entreprises et positionnent le Canada comme un modèle de responsabilité parmi les fournisseurs de ressources. Cela, en reconnaissant les progrès que nous devons encore accomplir. Il faut manifestement offrir de meilleures possibilités aux Autochtones en matière d'implication et de propriété dans les industries des ressources naturelles afin de renforcer la participation de tous à notre succès commun.

### **L'occasion d'être un champion mondial**

Le Conseil croit que le Canada a une occasion unique de se faire le champion à l'échelle mondiale de l'exploitation des ressources dans le respect des principes ESG intégrant les facteurs environnementaux, sociaux et de gouvernance.

*Nous pouvons devenir un champion mondial de deux façons: en créant de nouvelles industries et des chaînes de valeur mondiales dans les technologies d'énergies propres, ainsi qu'en soutenant la décarbonation de l'économie, y compris dans le secteur pétrolier et gazier.*

Ces champions en matière de ressources ESG sont les extracteurs de ressources, les promoteurs, les transformateurs et les exportateurs, qui sont tous des chefs de file dans ce domaine.

<sup>82</sup> WorldAtlas - <https://www.worldatlas.com/articles/countries-with-the-most-natural-resources.html> (accessible en anglais seulement, consulté en octobre 2020)

<sup>83</sup> Statistique Canada - [Tableau de Statistique Canada : 12-10-0012-01](#) (consulté en octobre 2020)

Le Canada doit aussi faire mieux pour réduire ses émissions de carbone. Nous sommes l'un des plus importants émetteurs par habitant, ce qui s'explique en partie parce que le Canada est le deuxième plus grand pays au monde, qu'il a une faible densité de population, un hiver rigoureux, sans compter qu'il fournit des ressources considérables au monde entier. En fait, 45 % des émissions de GES du Canada sont liées à ses exportations<sup>84</sup>.

Le secteur des ressources comprend la nécessité de réduire les émissions de GES afin de lutter contre les changements climatiques et de répondre aux attentes de la société. Les entreprises pétrolières et gazières du Canada investissent davantage dans les technologies propres que toutes les autres industries réunies<sup>85</sup>. L'industrie a réalisé de bons progrès au cours de la dernière décennie, mais nous devons en faire plus, et rapidement. L'accélération de la décarbonation contribue à faire baisser les émissions dans le secteur des ressources, en plus de créer de nouvelles industries et des chaînes de valeur mondiales dans les domaines de l'énergie et des technologies propres, où le Canada pourrait être un chef de file. Le Canada peut et doit être un leader dans la transition énergétique.

Pour atteindre ses cibles de l'Accord de Paris de réduire d'ici 2030 ses émissions de 30 % (comparativement aux niveaux de 2005) et pour réaliser l'engagement zéro émission nette énoncé dans le discours du Trône, il faudra réaliser des investissements supplémentaires dans des voies de décarbonation du secteur des ressources et dans l'infrastructure de technologie propre. Les investissements dans ces voies et dans ces initiatives amélioreraient grandement le bilan des secteurs qui produisent le plus de GES (le transport, le secteur pétrolier et gazier, l'agriculture et la fabrication). Notre secteur des technologies propres est bien positionné afin de développer et de déployer des solutions pour appuyer la décarbonation dans tous les secteurs. Cela ne saurait être possible sans la collaboration du gouvernement et

du secteur des ressources – qui souhaitent faire partie de la solution.

Le gouvernement s'est engagé à investir dans l'énergie renouvelable et les solutions technologiques de prochaine génération, en plus de réduire les émissions de GES grâce à des technologies comme les petits réacteurs modulaires (PRM) et la CSUC. Le Conseil insiste sur les possibilités d'expansion de certains domaines d'énergie et de technologie propres dans lesquels nous possédons une expertise exportable, comme l'hydrogène, la technologie des batteries, les PRM, la CSUC et les biocarburants. Le Canada a des forces supplémentaires en technologie propre dans les domaines de l'énergie renouvelable, du stockage d'énergie, des réseaux intelligents, du transport et des technologies de l'eau, de la gestion des déchets, du recyclage et de l'économie circulaire.

De nouvelles occasions pour s'approprier une part du marché mondial vont émerger, au fur et à mesure que nous nous tournons vers l'innovation des produits et la production à valeur ajoutée dans notre secteur des ressources. Notre abondance de ressources, y compris du pétrole et du gaz de plus en plus « écoresponsable », et nos capacités de production de pointe nous placent en position de fournir des produits à valeur ajoutée et raffinés pour satisfaire à la demande mondiale dans un avenir rapproché. Tout en participant activement au développement des énergies renouvelables et à la décarbonation de son économie, le Canada doit répondre à la demande de la meilleure façon possible; il doit se présenter comme un fournisseur exemplaire. Dans le monde de l'après-COVID-19, le Canada aura cette énorme possibilité de tirer parti de ses capacités industrielles dans les ressources et la technologie propre. Ce faisant, nous accélérerons notre rythme de croissance et nous fournirons des ressources exploitées dans le respect des principes ESG et des technologies propres au monde entier.

84 D'après l'analyse agrégée de McKinsey de l'Inventaire national des GES de 2018 (compilé par le ministère de l'Environnement et Changement climatique Canada pour la CCNUCC) et les données sur les exportations et les importations de Statistique Canada. Conformément à la base de données de l'OCDE sur le commerce du CO<sub>2</sub> incorporé (TECO<sub>2</sub>), mise à jour en mars 2019, qui a déclaré que 40 % de l'empreinte carbone nationale était en production de biens destinés à l'exportation en 2015 (la dernière année pour laquelle l'OCDE disposait de données), étant donné que les exportations de pétrole ont augmenté d'environ 18 % entre 2015 et 2018.

85 Context Energy Examined - [https://context.capp.ca/energy-matters/2019/dyk\\_oil-and-gas-is-largest-spender-on-clean-tech-in-canada#:~:text=According%20to%20a%20study%2C%20Canadian,oil%20and%20natural%20gas%20industry.&text=The%20investments%20are%20being%20used,water%20use%20and%20land%20disturbance](https://context.capp.ca/energy-matters/2019/dyk_oil-and-gas-is-largest-spender-on-clean-tech-in-canada#:~:text=According%20to%20a%20study%2C%20Canadian,oil%20and%20natural%20gas%20industry.&text=The%20investments%20are%20being%20used,water%20use%20and%20land%20disturbance) (accessible en anglais seulement, consulté en octobre 2020)

## Passer à l'action :

### 5. **Soutenir tous les secteurs des ressources naturelles pour qu'ils deviennent des fournisseurs ESG mondiaux et des innovateurs en matière de produits**

- Bâter une industrie pétrolière résiliente en devenant un chef de file mondial en matière de CSUC afin de réduire l'empreinte carbone et de fournir une énergie éthique, qui repose sur les principes ESG; soutenir la commercialisation des petits réacteurs modulaires afin de réduire les émissions.
- Accélérer l'innovation des produits de bois d'ingénierie et de la biomasse, en plus de promouvoir des pratiques de gestion durable pour maximiser l'absorption nette de carbone par les forêts.
- Miser sur le leadership mondial dans les pratiques d'exploitation minière durable, en plus de faire croître une chaîne d'approvisionnement des matières essentielles à l'échelle commerciale (p. ex., éléments de terres rares, nickel) requise pour de nombreuses technologies nouvelles (p. ex., VE, stockage de l'énergie, capteurs et applications de traitement des données) afin d'améliorer la résilience de la chaîne d'approvisionnement nationale et nord-américaine.
- Mettre l'accent sur des solutions d'origine végétale et accélérer le développement de biocarburants à teneur en carbone faible ou nulle.

### 6. **Tirer parti des technologies propres pour accélérer les exportations et l'adoption nationale, et décarboner les principaux secteurs industriels**

- Mobiliser les capitaux (et les capitaux patients) pour stimuler l'investissement du secteur privé dans les domaines des technologies propres, notamment aux fins d'expansion.
- Produire du carburant hydrogène (bleu, vert, gris) à grande échelle et construire l'infrastructure connexe aux fins de consommation nationale et d'exportation.
- Bâter la chaîne d'approvisionnement des batteries (des minerais essentiels jusqu'aux pièces précises requises aux fins d'assemblage) au Canada afin de satisfaire aux besoins d'approvisionnement nord-américains et mondiaux.

- Devenir un carrefour de calibre mondial pour l'aviation durable et le biocarburant pour avions à réaction (p. ex., soutien des activités de R et D pour les entreprises d'aviation).
- Établir une stratégie ciblée pour le perfectionnement des talents techniques et commerciaux (p. ex., commercialisation des produits, marchés de capitaux, protection de la PI, développement de la chaîne d'approvisionnement mondiale) afin de favoriser l'expansion des entreprises de technologies propres, tout en cultivant des occasions d'emploi pour les collectivités mal desservies.
- Promouvoir la force du Canada en matière de technologie propre dans les domaines de l'énergie renouvelable, des biocarburants, de stockage de l'énergie, des réseaux intelligents, du transport et des technologies de l'eau.

### 7. **Inciter tous les secteurs à respecter les engagements de Paris en leur offrant une voie de décarbonation optimale sur le plan des coûts et du temps**

- Élaborer un plan national ou pancanadien émission zéro nette d'ici 2050, et collaborer ensuite avec chaque secteur (p. ex., ressources, énergie, fabrication, agriculture, transport et technologies propres) ainsi que des entreprises privées du secteur pour assurer leur harmonisation et l'exécution de leur partie du plan.
- Permettre aux entreprises d'utiliser des crédits provenant de n'importe quelle région au Canada et à l'échelle internationale pour respecter les obligations en matière de réduction du carbone.
- Élaborer des mesures incitatives pour les projets écoénergétiques et de décarbonation (p. ex., mesures incitatives comme l'article 45Q des États-Unis), y compris la mise en place d'un réseau électrique interconnecté et les énergies renouvelables.
- Investir dans les infrastructures vertes pour soutenir la transition vers une économie zéro émission nette, p. ex., SCUC, déploiement de postes de recharge de véhicules électriques (VE) à l'échelle du pays, immeubles écoénergétiques et solutions climatiques basées sur la nature et affirmer la volonté du Canada d'être un leader de la transition énergétique et des technologies propres.

### **Ce que nous avons entendu**

- « À l'avenir, les industries des ressources peuvent aider à changer fondamentalement les perspectives pour les collectivités économiques et leur permettre de prendre en main leur destin économique. »
  - Groupe de travail sur l'avenir économique du Canada du Conseil canadien des affaires
- « Le pétrole demeurera un secteur important; 96 % des véhicules vendus l'an dernier fonctionnaient à l'essence. Nous devons investir pour améliorer la performance environnementale de l'industrie et devenir la référence en matière de pétrole responsable. »
  - PDG, association pancanadienne
- « L'énergie durable représente pour le Canada la possibilité de devenir un chef de file mondial dans des domaines essentiels. Le Canada peut produire la prochaine génération de batteries; nous avons du nickel de classe 1 à Sudbury, qui pourrait faire de nous l'OPEP de l'avenir. »
  - Dirigeant de l'industrie
- « La demande future de matériaux essentiels ne fera que continuer de croître avec la révolution de l'énergie propre. La sécurité de l'approvisionnement en matériaux essentielles est devenue une préoccupation importante pour les gouvernements à la lumière de la perturbation causée par la COVID-19 dans les chaînes d'approvisionnement mondiales... Nous avons tous les minéraux (pour les véhicules électriques, le stockage de l'énergie, les applications et des capteurs pour le traitement de données et les produits pharmaceutiques) et l'accès aux technologies de transformation de pointe au Canada. Il est important que le Canada ait la capacité commerciale de transformer ceux-ci en matériaux technologiques hautement spécialisés qui alimentent les applications d'énergie verte et propre – à l'échelle commerciale. »
  - Dirigeant de l'industrie

## **Pilier 3 : Bâtir un secteur manufacturier innovant et à haute valeur ajoutée pour lequel nous pouvons être un chef de file mondial**

*Établir le Canada en tant qu'innovateur mondial dans les secteurs de la fabrication de grande valeur en soutenant l'investissement privé dans la recherche et développement, en améliorant la productivité, en commercialisant l'innovation et en exportant dans le monde, tout en renforçant la résilience de notre économie.*

Le secteur manufacturier a toujours été un moteur économique au Canada. Notre pays a une expérience solide en fabrication de pointe dans les secteurs de l'automobile, de l'aérospatiale, de la transformation

des aliments et de la fabrication d'équipement. Ces sous-secteurs génèrent un effet multiplicateur considérable à l'échelle de l'économie canadienne, en créant des emplois le long de la chaîne d'approvisionnement et en tant qu'acheteurs de matières premières. Qui plus est, la fabrication ajoute de la valeur dans d'autres secteurs clés, comme la santé et les biosciences, les ressources de l'avenir, les technologies propres et l'agriculture, par la transformation des idées ou des matières premières en produits et processus nouveaux ou améliorés. De plus, la fabrication de pointe peut fournir l'équipement et les outils qui aident d'autres secteurs à obtenir des avantages concurrentiels tels que le respect des objectifs environnementaux, une meilleure rentabilité et répondre à la demande croissante sur la main-d'œuvre immigrée.

## LEVIER ÉCONOMIQUE TRANSVERSAL : recommandations liées à la fabrication de pointe, au talent et à la main-d'œuvre

Les personnes sont cruciales dans le domaine de la fabrication de pointe, et ce, peu importe à quel point la technologie est sophistiquée. L'accompagnement de la main-d'œuvre dans le développement technologique est l'un des défis importants à relever pour soutenir le secteur. Dans nos recommandations visant la main-d'œuvre, nous suggérons de fournir un soutien accru aux programmes de formation. Ce soutien est tout aussi important pour les travailleurs qui possèdent une expertise précise en fabrication et qui doivent continuellement s'améliorer afin de suivre les avancées en termes de technologies et de processus.

Toutefois, depuis le début des années 2000, la production des industries de fabrication est en baisse, mais elle demeure la deuxième contribution la plus importante du secteur privé au PIB du Canada, à 10 %. Avec la COVID-19, la fabrication a vu son PIB baisser de 30 %, ce qui s'explique notamment par les chocs subis dans les secteurs de l'automobile, de l'aérospatiale et de la machinerie<sup>86</sup>. La pandémie mondiale a renforcé l'importance d'une industrie de fabrication solide, notamment dans les domaines qui appuient la santé et la sécurité à l'échelle nationale. À l'échelle mondiale, les considérations stratégiques poussent les principaux pays à repenser leurs chaînes d'approvisionnement afin de répondre au défi la COVID-19 et en fonction de leurs intérêts nationaux. Cette situation est généralement perçue comme une renaissance de la fabrication, au Canada et dans le monde entier.

Tout au long de nos consultations, on nous a dit que le moment était venu pour le Canada de questionner la place qu'il occupe dans les chaînes d'approvisionnement mondiales. Cela inclut de rapatrier certains domaines de fabrication, tout en cherchant à pénétrer de nouveaux marchés et à reconfigurer notre présence internationale. Heureusement, on trouve dans le secteur de la fabrication du Canada des domaines où le pays peut devenir un chef de file, par exemple, dans le développement et l'offre de produits à valeur élevée dont le monde entier a besoin pour

assurer un avenir durable. Nous pouvons miser sur ces produits afin d'accélérer la relance, tout en bâtissant un secteur de fabrication axé sur l'avenir et plus résilient.

Pour tirer avantage de ces possibilités, les investissements au cours des 12 à 18 prochains mois pourraient aider à attirer des investissements mondiaux clés dans nos domaines de force. Par exemple, le Canada compte des sociétés en santé et en biosciences ayant l'avantage scientifique pour devenir des entreprises phares d'envergure internationale en biotechnologie. Nous avons des ressources qui fournissent les matières premières sur lesquelles s'appuient les technologies modernes, mais il nous reste encore à en tirer pleinement parti grâce à une production à valeur ajoutée à grande échelle. Nous avons également des entreprises innovantes qui développent la prochaine génération d'équipement et de technologies de fabrication, qui incorpore l'automatisation, l'intelligence artificielle, l'apprentissage automatique et la robotique pour atteindre de nouveaux niveaux de productivité, de sécurité et de précision.

Le Conseil a identifié trois secteurs canadiens prêts pour une croissance à l'échelle mondiale en raison de leur taille considérable, de leur utilisation réussie de l'innovation et des retombées qu'ils entraînent pour d'autres entreprises dans la chaîne d'approvisionnement. En mettant l'accent sur ces secteurs, le secteur canadien de la fabrication se positionnera pour l'avenir et nous permettra de saisir les possibilités émergentes et de profiter des nouveaux secteurs de croissance :

- Notre secteur de la **santé et des biosciences** a montré sa valeur dans cette crise sanitaire et économique mondiale impossible à surmonter sans des solutions biotechnologiques, comme des tests diagnostiques, des traitements thérapeutiques, et le développement de vaccins. Avant le début de la pandémie, on observait un essor de l'investissement dans les entreprises biotechnologiques canadiennes : les investisseurs à la recherche de rendement étaient attirés. Notamment, l'activité annuelle de financement en fonds propres des entreprises biotechnologiques canadiennes a atteint 1,6 milliard de dollars au cours de la première moitié de l'année 2020<sup>87</sup>. Dans les

86 Statistique Canada - Tableau de Statistique Canada: 36-10-0434-02 (consulté en octobre 2020)

87 The Globe and Mail - <https://www.theglobeandmail.com/business/article-biotech-blind-spot-how-canadas-big-investors-missed-the-boom/> (accessible en anglais seulement, consulté en octobre 2020)

années à venir, nous aurons la possibilité de continuer de miser sur l'écosystème robuste du secteur de la santé et des biosciences du Canada et de tirer profit des avancées dans des domaines comme les données massives, l'intelligence artificielle, les thérapies géniques et cellulaires, la médecine régénérative et l'impression 3D pour stimuler les percées transformatrices dans le secteur des biotechnologies.

- Notre secteur des **ressources à valeur ajoutée** est un autre domaine possédant un important potentiel de croissance, car le Canada dispose d'une réserve importante de technologies et de ressources pour améliorer le rendement et pour atténuer les répercussions sur l'environnement. Par exemple, les éléments de terres rares sont des intrants essentiels dans un grand nombre de technologies de pointe, y compris les batteries rechargeables. Nous avons la possibilité d'établir un « avantage précurseur » dans le cadre d'une production prospective, hautement spécialisée et à grande valeur ajoutée (p. ex., batteries et pièces pour les VE, captage et utilisation du carbone, petits réacteurs modulaires).
- Nos **secteurs manufacturiers à haute valeur ajoutée** contribuent également à un potentiel de croissance supplémentaire pour le Canada. Dans le domaine de l'**aérospatiale**, le Canada est le seul pays à se classer parmi les 5 premiers au monde dans tous les sous-segments des simulateurs de vol civils, des moteurs et des avions<sup>88</sup>. De plus, le secteur aérospatial canadien contribue également de manière disproportionnée à l'innovation, avec une intensité de R et D cinq fois plus élevée que le reste du secteur manufacturier<sup>89</sup>. Les entreprises aérospatiales tirent également parti des technologies émergentes et y investissent beaucoup plus, ce qui constitue maintenant une occasion de pérenniser l'avantage du Canada dans le domaine de l'aviation et de l'aérospatiale et d'accélérer l'innovation dans les ressources, avec la priorité croissante à la décarbonation dans le secteur aérien. Cela implique des activités visant à améliorer l'efficacité énergétique et à développer de nouvelles technologies et l'ingénierie des systèmes pour viser un avenir carboneutre dans

le transport aérien. L'expansion de l'activité sectorielle dans cette direction porteuse d'avenir stimulera la R et D et la création de connaissances, ce qui peut générer des effets d'entraînement et avantages dans d'autres secteurs.

- Dans le secteur de l'**automobile**, le Canada est l'un des dix premiers producteurs mondiaux de véhicules légers<sup>90</sup>. Avec plus de 100 ans en tant que pays manufacturier d'automobiles, notre secteur de fabrication est bien positionné avec l'infrastructure et l'expertise en R et D nécessaires pour se hisser parmi les meneurs dans les technologies automobiles émergentes telles que les véhicules électriques et les piles à combustible. Nous avons maintenant le potentiel de traduire ces atouts, dans l'aérospatiale et l'automobile, en un leadership mondial en matière de durabilité.

En mettant l'accent sur la conception de produits dont le monde entier, et nous, avons besoin pour atteindre un avenir durable, le Canada pourrait devenir un chef de file mondial. Pour ce faire, il faudra investir des capitaux patients dans les domaines à fort coefficient de recherche qui ont le potentiel de produire des technologies transformatrices. Les partenaires de l'industrie ont soulevé un besoin de stimuler la collaboration entre les chercheurs et les entreprises d'autres domaines axés sur l'avenir, par exemple les carburants hydrogènes, les matériaux et les minerais pour les batteries de VE, les technologies de soins virtuelles et les technologies d'aérospatiale et d'aviation durable. Cela comprend des mesures incitatives pour accélérer l'investissement en R et D et la commercialisation au sein des entreprises pour accélérer leur croissance et maximiser le potentiel d'exportation et la résilience de la chaîne d'approvisionnement. Dans son discours du Trône, le gouvernement a annoncé des plans en vue d'encourager la production des technologies durables.

Le temps de la renaissance de notre secteur manufacturier est venu avec l'ambition d'être l'économie la plus concurrentielle au monde en ce qui concerne les produits à valeur élevée dont le Canada et le monde entier ont besoin pour assurer un avenir durable.

88 Gouvernement du Canada - [https://www.ic.gc.ca/eic/site/ad-ad.nsf/fra/h\\_ad03964.html](https://www.ic.gc.ca/eic/site/ad-ad.nsf/fra/h_ad03964.html) (consulté en octobre 2020)

89 Gouvernement du Canada - [https://www.ic.gc.ca/eic/site/ad-ad.nsf/fra/h\\_ad03964.html](https://www.ic.gc.ca/eic/site/ad-ad.nsf/fra/h_ad03964.html) (consulté en octobre 2020)

90 Gouvernement du Canada - <https://www.ic.gc.ca/eic/site/auto-auto.nsf/fra/accueil> (consulté en octobre 2020)

## Passer à l'action :

### 8. Stimuler l'investissement en innovation et en commercialisation

- Mettre en place des mesures de soutien pour garantir que les produits canadiens et la propriété intellectuelle restent différenciés (p. ex., explorer des incitatifs pour les entreprises qui transforment la propriété intellectuelle produite au pays en produits fabriqués localement)
- Élaborer une stratégie afin de stimuler l'investissement du secteur privé local et international dans les sous-secteurs prioritaires, potentiellement par l'intermédiaire d'un financement mixte et d'un fonds de capitaux patients, en mettant l'accent sur les produits à fort coefficient de recherche.

### 9. Accélérer la création et l'adoption de la technologie

- Accroître les encouragements à l'investissement (p. ex., pour l'équipement de fabrication autonome de prochaine génération), directement liés aux résultats (p. ex., perfectionnement des compétences et des talents, commercialisation, exportations et rendement environnemental) afin de permettre une expansion rapide.
- Encourager l'adoption de la technologie améliorant la productivité (p. ex., financer des programmes de renforcement des capacités de production, offrir des services de diagnostic afin d'aider les entreprises à bien comprendre les technologies disponibles et les applications qu'elles permettent).

### 10. Établir un lien entre les grappes technologiques et les entreprises de fabrication

- Mettre sur pied l'infrastructure pour encourager la collaboration interfonctionnelle dans des secteurs naissants et en croissance (p. ex., rencontres technologiques axées sur les innovations en biosciences, incubateurs se spécialisant dans le développement de carburants d'aviation alternatifs).

### 11. Acquérir les compétences et les talents en prévision de la fabrication 4.0

- Assurer une main-d'œuvre de haute compétence (p. ex. bourses d'excellence ciblées, remboursements de cours, remise de visas accélérée pour les travailleurs hautement qualifiés et leurs familles).

- Soutenir les travailleuses et travailleurs issus de minorités pour que les progrès quant à la parité en emploi ne soient pas perdus à cause de la COVID-19 et se poursuivent dans le futur (p. ex. partage du travail mise à jour du programme, efforts de perfectionnement ciblés).

#### **Ce que nous avons entendu**

- « Notre vision d'un plan de sauvetage consisterait à améliorer la productivité globale. Non pas de créer quelques champions seulement, mais plutôt d'accroître les niveaux de productivité tout au long de la chaîne de valeur. »  
– Association nationale de l'industrie
- « Le secteur de la fabrication a l'occasion de renaître au Canada »  
– PDG, association nationale d'entreprises
- « Notre industrie automobile a mis sur pied un réseau d'infrastructure de production de haute technologie qui peut servir à beaucoup plus que la construction de voitures. Il en va de même pour l'aérospatiale : c'est l'infrastructure créée qui importe. »  
– PDG, association nationale d'entreprises
- « Nous devrions surinvestir dans des secteurs ciblés afin de mettre sur pied une infrastructure de production de haute technologie qui peut être multifonctionnelle. »  
– Dirigeant de l'industrie
- « Nous faisons bien plus que notre poids dans le secteur de l'aérospatiale. J'ai été témoin de cette croissance au Canada et cette industrie qui fait l'envie du monde entier n'est pas le fruit du hasard. Nous l'avons créée grâce à des partenariats entre les gouvernements et les entreprises afin de favoriser la R et D. »  
– Dirigeant de l'industrie, entreprise aérospatiale
- « Nous devons aider les industries qui seront les industries de l'avenir, et pas seulement celles qui sont importantes à l'heure actuelle. Nous voulons que les industries existantes offrent une valeur ajoutée à l'avenir. »  
– Expert financier



## Pilier 4 : Tirer parti de notre avantage en agroalimentaire pour nourrir la planète

***Tirer parti de la production agroalimentaire et de la transformation bioalimentaire à valeur ajoutée du Canada, de notre abondance en ressources naturelles et de nos forces en IA pour devenir un chef de file mondial en agriculture de précision, menant à un système alimentaire durable, traçable et salubre fournissant des produits de grande qualité, y compris des aliments transformés, aux marchés locaux et mondiaux.***

En raison de la pandémie, certaines économies mondiales ont adopté une attitude défensive afin de limiter les opérations commerciales transfrontalières, de limiter les exportations et de protéger les réserves nationales de produits agricoles. Malgré cela, de nombreux pays dépendent toujours des importations de produits dignes de confiance, fiables et salubres, faisant du secteur agroalimentaire canadien un moteur important de la croissance dans le contexte de la reprise.

Le Canada est le deuxième négociant en produits agricoles en importance par habitant, de même que l'un des principaux exportateurs de denrées de base, dont le blé, l'avoine et le bœuf vivant<sup>91</sup>. De même, l'industrie de transformation des aliments et des boissons est la deuxième plus importante industrie de fabrication du Canada (en production de valeur) et l'employeur le plus important dans le secteur de la fabrication<sup>92</sup>. Pour nous assurer que nous tirons pleinement parti de cette position, les entreprises agroalimentaires canadiennes ont besoin de solutions à long terme pour assurer la disponibilité constante de la main-d'œuvre. Environ 4 000 exploitations agricoles partout au Canada dépendent du Programme des travailleurs étrangers temporaires pour pallier les pénuries de main-d'œuvre.

Le secteur agricole du Canada se trouve également dans une bonne position pour connaître une croissance à long terme. En dépit des baisses prévues dans l'offre agricole mondiale dues aux changements climatiques et à la dégradation des terres cultivables, les prévisions de rendement au Canada devraient connaître une augmentation pour bon nombre des principales plantes de grande culture<sup>93</sup>. Alors que nous nous efforçons d'approvisionner le monde, nous voulons renforcer nos fournisseurs locaux et dans la mesure du possible tirer parti de leur croissance pour atteindre nos ambitions mondiales. Parallèlement, la hausse des niveaux de consommation dans les marchés émergents, notamment en Extrême-Orient, contribuera à faire augmenter la demande mondiale pour les principaux produits alimentaires. Le Canada peut se prévaloir de l'occasion de s'approprier une plus grande part de marché grâce à l'adoption accrue d'outils numériques de pointe (p. ex., l'agriculture de précision) qui améliorent la productivité et la durabilité le long de la chaîne d'approvisionnement.

Néanmoins, pour profiter pleinement de l'augmentation de la demande mondiale de produits alimentaires, nous devons solutionner stratégiquement nos lacunes actuelles en matière d'infrastructures commerciales pour que les entreprises canadiennes puissent acheminer rapidement leurs produits sur les marchés mondiaux. Au cours de la dernière décennie, la confiance mondiale envers l'infrastructure commerciale canadienne a diminué. Auparavant classé au 10<sup>e</sup> rang dans le monde (en 2007), le Canada occupe désormais le 20<sup>e</sup> rang (en 2018) selon la Banque mondiale<sup>94,95</sup>. Pour maintenir sa position concurrentielle commerciale à long terme, le Canada a besoin d'un réseau de transport moderne et multimodal qui appuiera le potentiel de développement du commerce dans l'économie de l'avenir.

91 Financement agricole Canada - <https://www.fcc-fac.ca/fcc/about-fcc/reports/capt-report-f-2016.pdf>, et mises à jour d'Agriculture et Agroalimentaire Canada (consulté en octobre 2020)

92 Gouvernement du Canada - <https://www.agr.gc.ca/fra/produits-alimentaires/aliments-et-boissons-transformes/aperçu-de-l-industrie-de-la-transformation-des-aliments-et-des-boissons/?id=1174563085690> (consulté en octobre 2020)

93 Statistique Canada - <https://www150.statcan.gc.ca/n1/daily-quotidien/200831/dq200831a-fra.htm> (consulté en octobre 2020)

94 La Banque mondiale - <https://ipi.worldbank.org/international/global/2007> (accessible en anglais seulement, consulté en octobre 2020)

95 La Banque mondiale - <https://ipi.worldbank.org/international/global> (accessible en anglais seulement, consulté en octobre 2020)

Le système de réglementation du Canada participe aussi à la position concurrentielle générale du pays; ainsi, le gouvernement doit maintenir la souplesse réglementaire pour appuyer la croissance et l'expansion des entreprises canadiennes. Les obstacles réglementaires internes entravent l'innovation et la position concurrentielle. Depuis l'émergence de la COVID-19, le gouvernement canadien a fait preuve de souplesse dans les processus de réglementation du secteur de l'agroalimentaire, avec, notamment, des exemptions temporaires pour le mouvement interprovincial des produits de viande et de volaille ainsi ou l'allègement de certaines exigences en matière d'étiquetage pour des produits de service alimentaire qui n'ont aucune incidence sur la salubrité des aliments. Notre vision est que le gouvernement doit continuer à prioriser la souplesse en matière de réglementation à long terme.

Le Canada possède également des forces uniques en biosciences et une main-d'œuvre hautement qualifiée dont on peut tirer parti pour développer et commercialiser des produits innovants, incluant les engrais à zéro carbone, le phénotypage, les cultures résistantes aux sécheresses, et les produits et protéines à base de végétaux. Investir dans ces innovations permettra aux agriculteurs de faire croître leurs entreprises agroalimentaires comme entreprises concurrentielles à l'échelle mondiale. Parallèlement, le Canada cherchera à exploiter les nouveaux talents extérieurs au secteur agroalimentaire, à mesure qu'il priorisera les possibilités de numérisation.

Nous envisageons que les emplois agroalimentaires de l'avenir seront comblés à partir du bassin des esprits les plus talentueux du Canada en provenance d'industries telles que le numérique, les biosciences et la technologie propre. De manière similaire, les innovations dans le secteur agroalimentaire sont susceptibles d'aider à l'avancement de l'innovation dans d'autres industries. Par exemple, les biocarburants renouvelables fabriqués

à partir de sources agricoles et alimentaires offrent des possibilités considérables d'aider le Canada à atteindre ses objectifs en matière de durabilité et de lutte contre les changements climatiques. Le discours du Trône comportait d'ailleurs un engagement de réduire les émissions dans les secteurs de l'agriculture et de la foresterie, tout en renforçant la chaîne d'approvisionnement alimentaire du Canada.

## Passer à l'action :

### 12. **Bâtir les infrastructures et l'accès aux marchés nécessaires pour les vagues de croissance futures**

- Accélérer les investissements dans les infrastructures commerciales afin de dégager les goulots d'étranglement critiques pour le transport de marchandises (p. ex., transport ferroviaire et ports multimodaux, accès au Nord, etc.).
- Élaborer un « Plan continu d'infrastructure national pour les corridors commerciaux et les points d'entrée » sur 50 ans pour assurer une approche à long terme en matière de planification et de financement des infrastructures.
- Continuer à accroître l'accès aux marchés internationaux au moyen d'accords bilatéraux axés sur l'élimination des obstacles commerciaux tarifaires et non tarifaires.

### 13. **Déployer des investissements dans des secteurs concurrentiels**

- Soutenir les investissements dans la transformation à valeur ajoutée de matières premières afin de permettre aux acteurs canadiens de capturer une part plus importante de la valeur découlant des activités de transformation (p. ex., maintenir un objectif d'investissement et l'élan pour la protéine végétale, un accent supplémentaire sur d'autres domaines comme les carburants renouvelables).

- Encourager le développement et la commercialisation de produits de biosciences innovants (p. ex., engrais à zéro carbone, phénotypage, cultures résistantes, produits à base de végétaux) et les processus (p. ex., augmenter le captage et l'enfouissement du carbone dans le sol).

#### 14. **Accroître la numérisation afin d'améliorer la productivité**

- Accélérer les investissements dans les infrastructures à large bande afin de permettre la connectivité haute vitesse, particulièrement dans les collectivités rurales et autochtones, et accroître l'adoption des technologies numériques essentielles aux améliorations de la productivité.
- Stimuler les investissements numériques dans l'ensemble des chaînes d'approvisionnement pour réduire les exigences en matière d'inventaire et améliorer l'efficacité générale (p. ex., chaîne de blocs et automatisation des lignes de transformation).

#### 15. **Moderniser les systèmes de réglementation et bâtir un bassin de talents du XXI<sup>e</sup> siècle**

- Moderniser le système de réglementation en mettant l'accent sur l'élimination des obstacles au commerce intérieur pour favoriser la croissance du secteur agroalimentaire canadien et aider les entreprises à croître et à devenir concurrentielles à l'échelle mondiale.
- Attirer de nouveaux talents dans le secteur agroalimentaire, en accordant une attention particulière aux compétences numériques et en affaires.
- Moderniser le Programme des travailleurs étrangers temporaires pour solutionner les pénuries de main-d'œuvre à long terme.

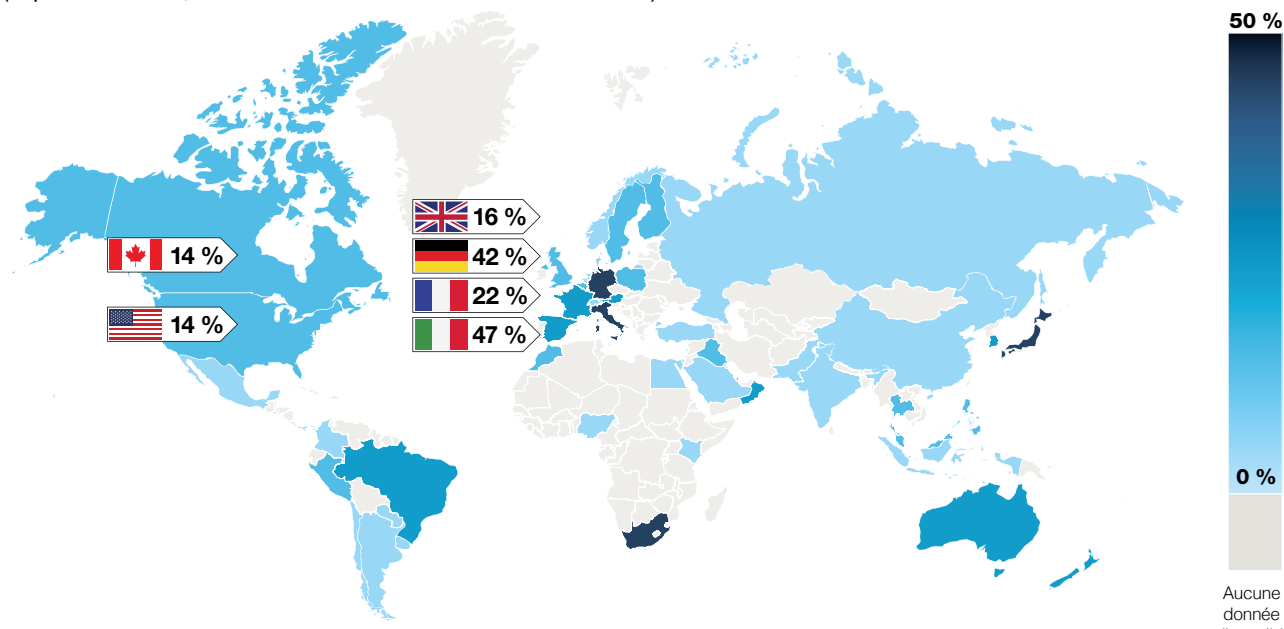
#### **Ce que nous avons entendu**

- « Nous devons créer des produits qui satisfont aux besoins des nouveaux consommateurs axés sur la nutrition, la santé et la durabilité. Nous devons commercialiser ces possibilités et miser sur la croissance des revenus moyens dans le monde; l'accès au marché est essentiel pour y parvenir. »
  - Cadre dans le secteur agroalimentaire
- « Le Canada est un chef de file mondial en agriculture, mais nous avons toujours une mentalité « d'extraction ». L'intégration de la transformation à valeur ajoutée au pays est essentielle à la croissance du secteur à long terme. »
  - Cadre dans le secteur agroalimentaire

## RECOMMANDATION E : Mettre en place de nouveaux partenariats avec le secteur privé et des investissements reposant sur un cadre budgétaire et financier solide

Figure 8 : Ampleur des mesures de relance dans des pays comparables au Canada

(septembre 2020, taille des mesures de relance en % du PIB)



Source : McKinsey & Company, *The \$10 trillion rescue: How governments can deliver impact*, septembre 2020 (consulté en septembre 2020)

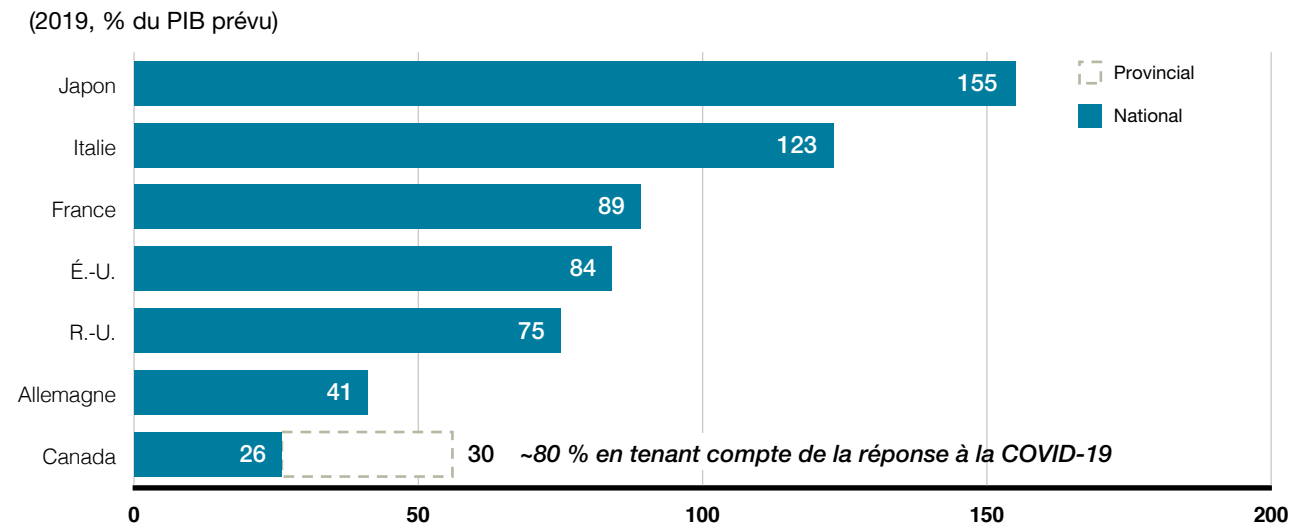
Afin de réussir à mettre en œuvre les recommandations du Conseil, il faudra un cadre financier robuste et la création de partenariats renouvelés avec les secteurs public et privé. Le ratio de la dette au PIB du Canada a toujours été l'un des plus bas parmi les pays membres du G7. D'ailleurs, ce bilan fédéral solide a permis au Canada de lancer l'une des interventions budgétaires les plus ambitieuses dans le monde afin de lutter contre la COVID-19<sup>96</sup>.

Pour les gouvernements dans le monde, la pandémie continuera d'entraîner des dépenses prioritaires et urgentes. De même, les mesures proposées dans le plan d'action du conseil exigeront de réaliser des investissements supplémentaires. Néanmoins, il sera important pour le Canada de préserver sa bonne situation financière à moyen terme et d'éviter les

augmentations importantes de notre ratio dette-PIB. Au fur et à mesure que le gouvernement réalise les investissements requis pour relever les défis auxquels les Canadiens sont confrontés, il devrait également avoir l'objectif de préserver les fondements budgétaires durement gagnés par le Canada. Pour ce faire, une partie des interventions les plus importantes mises en œuvre pour soutenir l'économie tout au long de la pandémie devraient éventuellement prendre fin ou doivent démontrer un rendement sur le capital investi à long terme (p. ex., les investissements en capital humain, matériel et intellectuel). Il est tout aussi important de s'assurer que les mesures d'aide nouvelles ou élargies ne découragent pas le secteur privé d'investir. Un tel investissement pourrait favoriser notre position concurrentielle.

96 McKinsey & Company - <https://www.mckinsey.com/~media/McKinsey/Industries/Public%20Sector/Our%20Insights/The%2010%20trillion%20dollar%20rescue%20How%20governments%20can%20deliver%20impact/The-10-trillion-dollar-rescue-How-governments-can-deliver-impact-vF.pdf> (accessible en anglais seulement, consulté en octobre 2020)

**Figure 9 : Ratio de la dette nette au PIB en 2019**



Sources : Données mondiales du Fonds monétaire international, Base de données des Perspectives de l'économie mondiale, 2019; Données canadiennes tirées des Services économiques RBC, des Tableaux financiers fédéral et provinciaux du Canada, 2020 et du Fraser Institute, *The Growing Debt Burden for Canadians*, 2020 (consulté en septembre 2020)

Dans ce contexte, il faut mettre en place des partenariats renouvelés avec les secteurs public et privé, par la mise en œuvre des cadres et des mesures incitatives appropriés, pour accélérer la relance économique en mobilisant le capital privé.

## Maintenir un cadre financier solide et rigoureux

Avant la pandémie de COVID-19, le Canada affichait un déficit de sa balance commerciale 2009. En plus de ce déficit, la pandémie a causé de nouvelles pressions budgétaires, dont une augmentation de la dette publique, une hausse des demandes en matière de sécurité sociale et de soins de santé, ainsi qu'une érosion accrue du prix des plus grandes exportations du Canada (c.-à-d. le pétrole et le gaz). Toutefois, la pandémie pousse les gouvernements du monde entier à examiner et à envisager des changements importants à la politique budgétaire, y compris l'utilisation de nouveaux outils pour atteindre les objectifs d'inflation et d'indicateurs alternatifs, comme les taux de chômage, pour orienter les mesures budgétaires<sup>97</sup>.

À court terme, le Canada a été en mesure de répondre de façon dynamique et déterminée à la pandémie au moyen de mesures de politique budgétaire visant à éviter l'effondrement de la demande tout en atténuant quelques-unes des répercussions sur les groupes plus vulnérables.

Il est nécessaire de mettre en place un cadre financier rigoureux pour que le Canada conserve une cote de crédit solide et qu'il continue d'avoir accès à des capitaux à faible coût. Il est plus important que jamais que les gouvernements canadiens aient un plan à moyen et à long terme afin de rétablir les finances publiques et qu'ils sachent le communiquer efficacement à leurs citoyens, leurs marchés, leurs partenaires commerciaux à l'échelle mondiale et leurs investisseurs, pour que tous sachent comment ils comptent y arriver.

Tout au long du présent rapport, nous identifions des mesures qui généreront d'importants rendements économiques pour le Canada et nous demandons que ces investissements soient ancrés dans un cadre financier solide et prévisible pour assurer la prospérité continue de notre pays.

<sup>97</sup> Fonds monétaire international - <https://www.imf.org/fr/News/Articles/2020/10/06/sp100620-the-long-ascent-overcoming-the-crisis-and-building-a-more-resilient-economy> (consulté en octobre 2020)"

## Passer à l'action :

1. Élaborer un plan réaliste et prévisible pour relancer et repenser notre économie permettant de répondre à **quatre objectifs budgétaires clairs** :
  - Le Canada doit demeurer un **chef de file reconnu** parmi les pays industrialisés dans la **gestion des finances publiques** et le niveau de la dette et du déficit<sup>98</sup>;
  - Une conception prudente des programmes doit faire en sorte qu'une hausse du financement public **n'écartera pas les investissements privés** au Canada;
  - Les nouvelles dépenses **appuieront surtout la croissance future** (p. ex., les investissements en capital humain, matériel et intellectuel afin d'améliorer la capacité productive et le potentiel d'exportation) plutôt que la seule consommation à court terme; **les résultats feront l'objet d'une gestion et d'un suivi rigoureux.**
  - Le Canada préservera la **compétitivité de son régime fiscal.**

### **Ce que nous avons entendu**

- « Nous devons reconnaître le déficit budgétaire. Nous ne pouvons pas continuer de distribuer des revenus que nous ne générons pas nous-mêmes. »
  - Expert financier
- « Notre économie doit composer avec les forces de la numérisation, des inégalités en hausse, de la démondialisation et des changements climatiques, et les gouvernements disposent de fonds limités. Nous avons besoin de solutions et d'investissements qui offrent des deux pour un ou des trois pour un; des résultats qui améliorent l'économie, tout en créant des emplois et en réduisant les émissions. Au fur et à mesure que l'investissement privé revient sur le marché, on veut le deux pour un : il doit s'agir d'un investissement qui est à la fois bon et durable. »
  - Expert financier
- « Nous devons réévaluer nos cadres, nous travaillons avec de vieux outils issus des crises passées. »
  - Dirigeant de l'industrie
- « Nous avons une occasion de reconstituer notre régime fiscal et d'utiliser des incitations fiscales pour atteindre les objectifs économiques et politiques. Le gouvernement doit tirer des enseignements de la vitesse à laquelle on retire les couches de réglementation afin de concevoir quelque chose de plus souple et de plus flexible. »
  - Dirigeant de l'industrie

98 Forum des politiques publiques – <https://ppforum.ca/fr/publications/deux-pics-a-franchise-les-deux-deficits-du-canada-et-comment-les-proportionner/> (consulté en octobre 2020)

## Mettre en place de nouveaux partenariats avec le secteur privé

Notre plan d'action pour l'avenir doit maximiser les occasions d'encourager et de stimuler le secteur privé, et multiplier les opportunités d'établir des partenariats avec le privé, afin d'augmenter les investissements. Le nouvel environnement économique a renforcé l'importance de mettre en place des partenariats renouvelés entre les secteurs public et privé afin de multiplier les investissements publics avec le capital privé (p. ex., un environnement d'intérêt prolongé pour les investisseurs, des exigences supplémentaires relatives aux liquidités pour les secteurs les plus durement touchés et une occasion sans précédent de regrouper des entreprises bien placées). Pour y parvenir, le Canada devrait miser sur ses forces actuelles, incluant des investisseurs institutionnels qui sont des chefs de file et l'un des systèmes financiers les plus sécuritaires dans le monde; des antécédents en matière de partenariats avec les secteurs public et privé pour l'exécution de grands projets d'immobilisation; et de l'expérience relative à l'attrait de capitaux.

Tout au long de nos séances de consultation, nous avons constaté un grand désir de mettre en place des partenariats renouvelés avec le secteur privé. Nous devons tirer parti des ressources du secteur public et du savoir-faire du secteur privé afin de faire progresser nos avantages industriels et concurrentiels. Nous avons ce qu'il faut pour devenir un chef de file mondial dans plusieurs industries (p. ex., les technologies propres, les industries numériques, la fabrication à haute valeur ajoutée et l'agroalimentaire); nous devons toutefois mieux organiser nos secteurs public et privé afin qu'ils collaborent en vue d'exploiter le plein potentiel de notre économie. Nous avons entendu parler de différentes façons d'accroître ces partenariats, par exemple en concevant des programmes pour attirer des capitaux privés.

Pour être un véritable chef de file, le Canada doit compter sur des partenariats avec les secteurs public et privé plus solides, par l'intermédiaire desquels il peut aligner la stratégie en tant qu'outil pour stimuler la

croissance, l'innovation et la compétitivité. En adoptant cette approche, chaque groupe d'intervenants est mieux servi que s'il est isolé, et le Canada est mieux placé pour miser sur ses avantages concurrentiels. Dans certains cas, des organisations indépendantes ayant des liens uniques avec les secteurs privé et public offriraient un mécanisme unique pour unifier et mettre en œuvre un tel partenariat.

L'une des leçons retenues de l'intervention du Canada pour lutter contre la pandémie est combien de choses nous pouvons accomplir lorsqu'on travaille ensemble. Nous avons vu que lorsque les gouvernements fédéral et provinciaux travaillent ensemble, en partenariat avec le secteur privé et la société civile, nous pouvons procéder rapidement à un revirement afin de relever les défis émergents. Par exemple, au début de la pandémie, lorsqu'il était difficile d'acheter de l'EPI à l'international, des entreprises canadiennes se sont levées afin de restructurer leurs usines pour produire des masques, des visières, des blouses médicales et d'autres EPI pour les travailleurs en première ligne.

Miser sur cette approche de partenariats nous permettra de protéger les éléments fondamentaux de l'économie, et de prendre des mesures audacieuses et décisives pour mettre le Canada sur la voie de la réussite future. Les germes de cette collaboration ont déjà été semés grâce à des efforts collaboratifs antérieurs, comme le Conseil consultatif en matière de croissance et les Tables sectorielles de stratégies économiques (TSSE), instaurées en avril 2017.

Par l'intermédiaire du Conseil sur la stratégie industrielle, le ministre de l'Innovation, des Sciences et de l'Industrie a demandé à l'industrie de travailler de façon collaborative afin d'évaluer les défis et de tracer une voie à suivre. La relance des Tables sectorielles de stratégies économiques mettra en place en cadre pour un partenariat continu en examinant les besoins sectoriels, ce qui permettra à l'industrie de soutenir l'élaboration de politiques gouvernementales ancrées dans une compréhension mutuelle et une approche commune. Il existe également d'autres forums de partenariats, comme le Conseil du partenariat pour le secteur canadien de l'automobile, dont on peut tirer parti.

## Passer à l'action :

2. Collaborer avec le secteur privé dans le but de livrer les recommandations et tirer profit des approches éprouvées, y compris :
  - **mettre sur pied de nouveaux forums de dialogue régulier et transparent** sur les possibilités d'investissement entre le gouvernement et l'écosystème financier du Canada;
  - **établir un cadre pour le partage des risques** dans les partenariats avec les secteurs public et privé pouvant être adapté pour les projets particuliers (p. ex., partage des risques, premières pertes, médiation);
  - en collaboration avec les provinces, **établir une stratégie nationale unifiée pour attirer des capitaux mondiaux** dans le pays tout en maintenant des normes élevées en matière de gouvernance d'entreprise et de divulgation;
  - **offrir des mesures incitatives ciblées pour atténuer le risque et accélérer les investissements, et pour créer des possibilités gagnant-gagnant en vue de permettre aux investisseurs** d'obtenir des niveaux de rendement appropriés **tout en aidant l'économie.**

### **Ce que nous avons entendu**

- « Les entreprises et le gouvernement ne se connaissent pas aussi bien qu'ils le devraient. Nous devons renforcer les partenariats entre le gouvernement et l'industrie. »
  - Dirigeant de l'industrie
- « Il est possible d'utiliser le capital du secteur privé pour aider dans la conception, la création et le maintien des projets d'infrastructure. »
  - Dirigeant de l'industrie
- « Au sujet de l'assurance médicaments, un partenariat entre les secteurs public et privé peut aider à combler les lacunes et optimiser les prix.»
  - Dirigeant de l'industrie
- « Il doit y avoir une adhésion au niveau provincial afin de mobiliser les capitaux privés pour investir dans les énergies renouvelables. »
  - PDG, caisse de retraite



# 4. CONCLUSION : UN APPEL À L'ACTION AFIN D'OBTENIR DES RÉSULTATS CONCRETS POUR LES CANADIENS

Nous imaginons l'économie canadienne de demain assure la santé et la prospérité de tous les Canadiens. La relance économique et sociale à la suite de la COVID-19 nous fournit une occasion qui n'arrive qu'une fois dans une génération. Un moment d'arrêt, forcé, douloureux, mais qui permet aussi de repenser la suite. Nous choisissons de nous tourner audacieusement vers une économie compétitive, inclusive, durable et résiliente. Nous ne devons pas laisser passer cette occasion de mieux rebâtir. C'est pour cette raison qu'à la suite de nos nombreuses consultations avec les Canadiens et d'échanges soutenus entre les membres du Conseil, nous avons proposé avec soin des recommandations pour concrétiser cette vision.

***Le Conseil espère que les commentaires et les recommandations présentés dans ce rapport inspireront à l'action et contribueront significativement au programme économique et stratégique du gouvernement.***

Au fur et à mesure qu'elles seront mises en œuvre, nos recommandations auront le potentiel d'accélérer la croissance et de générer les économies requises pour avoir un effet réel. Nous sommes convaincus que nos idées aideront notre pays : elles répondent efficacement aux secteurs dont les besoins sont les plus grands; doublent la mise dans nos forces reconnues; et solidifient la trajectoire de relance en positionnant stratégiquement le Canada pour assurer sa réussite à l'échelle mondiale. Pour y arriver, il faudra adopter une approche à court et à long terme afin de pallier les lacunes de financement, créer de nouveaux emplois et gérer les obstacles à la croissance.

Nous devons tirer parti des bons investissements et partenariats pour que les rendements espérés puissent se concrétiser. Notre pays a besoin de nouvelles approches pour attirer et encourager les investissements, former les femmes et les hommes pour qu'ils puissent occuper de nouveaux emplois ou de nouveaux rôles, tirer parti de nos relations commerciales dans des chaînes d'approvisionnement nouvellement transformées, et travailler avec le secteur public sur la conception de programmes afin de maximiser les avantages pour l'économie et pour les Canadiens.

En tant que leaders de l'industrie, nous savons également que l'exécution compte. Nos recommandations ne peuvent pas être mises en œuvre de façon isolée. Les gouvernements et le secteur privé du Canada doivent collaborer, en continuant de renforcer leur confiance mutuelle, afin de mettre en œuvre les mesures que nous avons présentées. L'une des plus grandes forces du Canada réside dans la solidarité et dans l'esprit de collaboration de son peuple, qu'il faut maintenir, renforcer dans ce paysage géopolitique en évolution. Le fondement de la mise en œuvre existe déjà : le Conseil a cherché à tirer parti des programmes gouvernementaux existants et à les rajuster, et le secteur privé investit déjà massivement afin de placer le Canada sur la voie de la croissance.

***Les recommandations du Conseil se renforcent mutuellement, couvrent le mandat de plusieurs organisations fédérales et appellent à créer des partenariats avec les secteurs public et privé importants pour mobiliser l'investissement privé à l'appui d'une stratégie industrielle ambitieuse.***

Chacune des recommandations du Conseil respecte l'un des principes suivants afin de garantir une approche budgétaire prudente, associée à une stimulation du PIB réel et à des investissements du secteur privé :

- **Elles déclenchent des investissements privés considérables sans exiger des fonds gouvernementaux supplémentaires.**

À titre d'exemple, étant donné que l'incertitude sur le plan réglementaire fait entrave à l'investissement, l'élimination des obstacles réglementaires peut avoir

un effet libérateur sur l'économie, sans exiger de réaliser des investissements. Le gouvernement peut accélérer les examens réglementaires dans les secteurs où les retards ont des répercussions financières et sociétales disproportionnées (p. ex., déverrouiller le financement de grands projets lorsque des capitaux privés sont prêts à être déployés). De plus, il peut renforcer l'utilisation de l'approvisionnement en tant qu'outil stratégique pour favoriser l'expansion d'entreprises canadiennes et pour bâtir des champions nationaux.

### Incidence sur le PIB réel et l'emploi

Les investissements que nous proposons généreraient des effets multiplicateurs nombreux à l'échelle de l'économie canadienne et concrétiseraient des avantages économiques qui vont au-delà de la croissance du PIB. Dans un article du FMI publié en octobre 2020 et intitulé *Public Investment for the Recovery* (en anglais seulement), on indique ce qui suit : « En temps d'incertitude, l'augmentation de l'investissement public de 1 % du PIB pourrait renforcer la confiance à l'égard de la relance et augmenter le PIB de 2,7 %, les investissements privés de 10 % et l'emploi de 1,2 % si les investissements sont de grande qualité et que les fardeaux de la dette actuels des secteurs privé et public n'affaiblissent pas la réponse du secteur privé aux mesures de stimulation. »

Le budget fédéral de 2016 indiquait que, dans les conditions propices (p. ex., quand les ressources de l'économie sont sous-utilisées et que le taux d'intérêt des politiques se situe près de sa limite inférieure en vigueur), l'investissement public devrait avoir des retombées plus importantes à court terme (par l'intermédiaire du multiplicateur budgétaire) étant donné qu'il ne déplace pas l'investissement privé. Il supposait aussi, selon la relation historique entre la croissance de l'emploi et le PIB réel du Canada, qu'une augmentation de 1 % du PIB réel se traduirait immédiatement par une augmentation de 0,2 % de l'emploi, qui atteindrait environ 0,6 % après huit trimestres. À titre d'exemple, au niveau d'emploi actuel de 18,5 millions, une augmentation de 0,2 % signifierait 37 000 emplois pour la première année, tandis qu'une augmentation de 0,6 % après deux ans signifierait en moyenne 55 000 emplois par année.

Il existe différentes approches pour estimer la création d'emploi; toutefois, l'investissement dans les secteurs public et privé s'accompagne toujours d'un certain niveau de rendement, particulièrement en temps de crise. Nous avons présenté un niveau de rendement possible du PIB lié aux montants d'investissement qui sert à illustrer la croissance économique possible.

Mais, au-delà de ces estimations, dans le discours du Trône, on a indiqué que notre relance exigera de créer un million de nouveaux emplois pour ramener l'emploi au Canada à ses niveaux antérieurs à la pandémie. Les investissements que nous proposons peuvent aider le gouvernement à réussir cette mission.

- **Elles visent la croissance en réorientant les programmes existants ou en réaffectant les fonds inutilisés là où un investissement public supplémentaire est requis.**

Les recommandations n'exigent pas toutes de nouvelles affectations budgétaires nettes. Certaines pourraient tirer profit des programmes de stimulation actuels (p. ex., financement de la BDC de 20 milliards de dollars disponible, capital-risque, croissance et capital de transition, et services consultatifs, ou les 10 milliards de dollars d'EDC pour les échanges commerciaux, les finances, l'assurance-crédit à l'exportation ou les services de contrats). D'autres lancent un appel pour l'accélération des mesures actuelles (p. ex., Fonds pour la large bande universelle comprenant plus d'un milliard de dollars sur 10 ans pour soutenir des projets de large bande et le financement de 30 milliards de dollars à la Banque de l'infrastructure du Canada pour des projets de connectivité). Les gouvernements ont également des possibilités de soutenir les secteurs cruciaux à la transition énergétique (p. ex., le pétrole et le gaz) à coûts modiques, voire nuls.

- **Elles privilégient les secteurs d'investissements publics qui mobiliseront le capital privé et qui accéléreront les tendances qui augmentent la productivité** dans la foulée de la pandémie, qui appuient la stratégie industrielle renouvelée du Canada (p. ex., la numérisation, les ressources ESG et technologies propres, la fabrication de pointe et agroalimentaire). Les projets d'investissement public peuvent stimuler l'investissement privé plus directement quand ils sont menés dans les domaines des communications numériques, de l'électrification et de l'infrastructure du transport, qui permettent à de nouvelles entreprises de voir le jour<sup>99</sup>.

Des estimations préliminaires de haut niveau ont été réalisées afin d'illustrer les rendements potentiels issus des recommandations du Conseil. À la lumière de ces travaux, on a estimé que des investissements de 85 à 115 milliards de dollars pour les volets **Redémarrer** et **Relancer** pourraient ramener les niveaux du PIB à ses niveaux antérieurs à la pandémie, voire les dépasser, par l'injection de 100 à 155 milliards de dollars projetés à court terme.

En outre, grâce à des investissements audacieux de 130 à 170 milliards de dollars dans les mesures pour **Repenser** notre économie, il serait possible d'ajouter 0,8% à 1,1 % au PIB canadien sur une base annuelle. Ceci augmenterait potentiellement le PIB d'environ 235 à 310 milliards de dollars en 2030.

Il faut s'assurer de la mobilisation, de la coordination et de l'harmonisation de l'ensemble des secteurs pour tirer pleinement parti du plan d'action. Il est nécessaire d'avoir un mécanisme de mise en œuvre solide pour déployer efficacement les investissements et pour garantir que le plan s'adapte en fonction des commentaires recueillis sur le terrain. Le Conseil et les Tables sectorielles de stratégies économiques pourraient contribuer à cet effet.

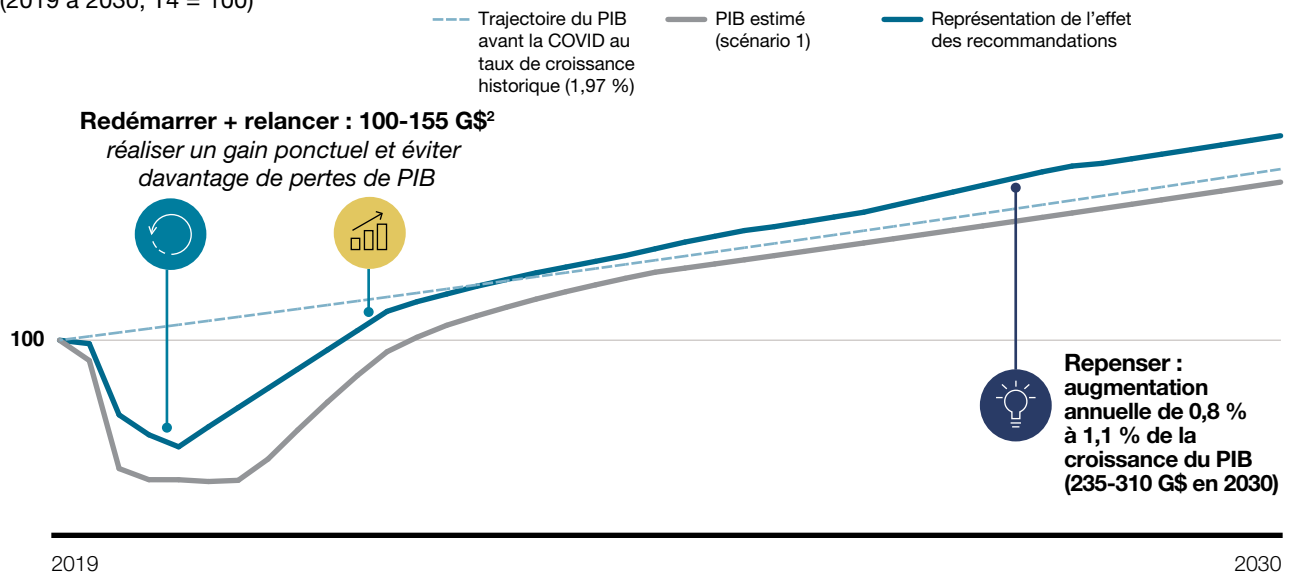
De plus, un plan ayant ce niveau d'ambition appelle à un engagement à garantir les investissements qui doivent être réalisés.

***Dans ce contexte, nous sommes d'avis que l'une des options prometteuses serait d'instaurer un fonds de croissance industrielle (« Fonds de croissance de l'industrie ») aligné sur les objectifs de la stratégie industrielle recommandée par le Conseil.***

99 Fonds monétaire international - <https://blogs.imf.org/2020/10/05/public-investment-for-the-recovery/> (accessible en anglais seulement, consulté en octobre 2020)

Figure 10 : Effet illustratif des recommandations sur le PIB

(2019 à 2030, T4 = 100)



Source : Taux de croissance historique fondé sur les données de Statistique Canada, Tableau 36-10-01 04-01 (consulté en juillet 2020); PIB projeté et incidence illustrative des recommandations fondées sur l'analyse McKinsey pour le Conseil.

Ce **Fonds de croissance de l'industrie** devrait être suffisamment important pour avoir une véritable incidence : il devrait s'établir initialement à environ 30 à 35 milliards de dollars. Le montant adéquat pourrait être plus élevé, selon l'adoption du pays et la capacité d'aller de l'avant avec un Réseau numérique canadien mondial (Réseau numérique boréal), comme il est décrit à la section 3, sous la recommandation C du présent rapport. Il est nécessaire de le mettre en place, si nous voulons réellement être des chefs de file par rapport aux pays qui déjà investissent massivement dans leurs secteurs de force.

Le **Fonds de croissance de l'industrie** pourrait regrouper les investissements proposés et les propositions au même endroit, particulièrement en raison des diverses entités en cause. **Il permettrait au Canada d'atteindre le bon niveau d'investissements et**

**d'orienter les actions prioritaires vers les quatre piliers de la stratégie industrielle** (c.-à-d. devenir une économie numérique, être le chef de file mondial sur le plan ESG dans les domaines des ressources et des technologies propres, bâtir un secteur manufacturier innovant et tirer parti de notre avantage en agroalimentaire pour nourrir la planète).

L'exécution n'est pas simple; plusieurs approches sont possibles. Comme l'objectif est que nos recommandations à l'intention des Canadiens se concrétisent, le Conseil offre des options qui stimuleront les investissements et les partenariats dans l'économie. Par exemple, il pourrait être envisagé de tirer parti des fonds de pension privés. Le gouvernement pourrait assurer la gestion du fonds ou en donner le mandat à une société d'État existante. Un mécanisme de mise en œuvre solide enverrait le signal que le gouvernement est déterminé à

exécuter la stratégie industrielle proposée et rallierait les organisations fédérales derrière sa réalisation.

Comme nous l'avons exprimé tout au long du présent rapport, le Canada est un pays exceptionnel, ayant une volonté solide de collaborer et de créer une solidarité et une ambition renouvelées, dans l'objectif audacieux de positionner ses petites et moyennes entreprises en tant que chefs de file sur la scène mondiale. Le Canada a aussi le potentiel d'attirer davantage d'investissements étrangers, en devenant un chef de file des principes ESG, particulièrement dans des secteurs comme les technologies propres et les ressources. Nous sommes reconnus pour nos principes et notre culture qui reposent sur les valeurs que sont la durabilité et la saine gouvernance.

Nous sortirons de la crise actuelle, nous relèverons les défis auxquels notre pays se heurtait déjà et que la pandémie a mis à nu. Nous devons le faire en stimulant

la croissance des entreprises canadiennes et en générant de la prospérité et de la richesse pour tous les Canadiens. Voilà pourquoi le Conseil sur la stratégie industrielle et les Tables sectorielles de stratégies économiques sont déterminés à continuer de travailler avec cohésion sur la stratégie exposée dans le présent plan.

***Nous demandons à nos collègues, à nos partenaires fédéraux et provinciaux et à tous les Canadiens de travailler avec nous afin de réaliser notre aspiration commune pour l'avenir du Canada. Ensemble, nous bâtissons une économie numérique, durable et innovante pour tous les Canadiens.***

# 5. ÉCLAIRAGE SECTORIEL : RÉFLEXIONS APPROFONDIES SUR LES DIFFÉRENTS SECTEURS

## Points sensibles et potentiels sectoriels du Canada

Ce qui compose en partie l'économie diversifiée du Canada, c'est un niveau sophistiqué d'activité dans une gamme étendue de secteurs. En notre qualité de membres du Conseil, qui œuvrons dans certains de ces secteurs, nous connaissons, pour avoir dû y faire face, certains points sensibles de notre économie et nous voyons l'importance de les aborder dans le cadre de notre plan de relance et de notre croissance.

Dans nos recommandations, nous lançons un appel pour des mesures urgentes afin de stabiliser les secteurs les plus durement touchés et de protéger leur prospérité à long terme – l'aérospatiale, l'aviation, le tourisme et l'accueil le commerce de détail et les ressources. Au moyen de réflexions sectorielles approfondies et de données probantes, nous avons élaboré nos recommandations afin de cibler également les secteurs moins touchés où nous pouvons accélérer la relance et accroître le potentiel

de croissance – l'agroalimentaire, la santé et les biosciences, la technologie propre et les industries numériques. Cette section présente ces réflexions détaillées sur ces points sensibles de notre économie et les possibilités de renforcement pour les secteurs dans l'ordre suivante : ressources de l'avenir, fabrication de pointe, commerce de détail, tourisme et accueil, transport, agroalimentaire, industries numériques et santé et biosciences.

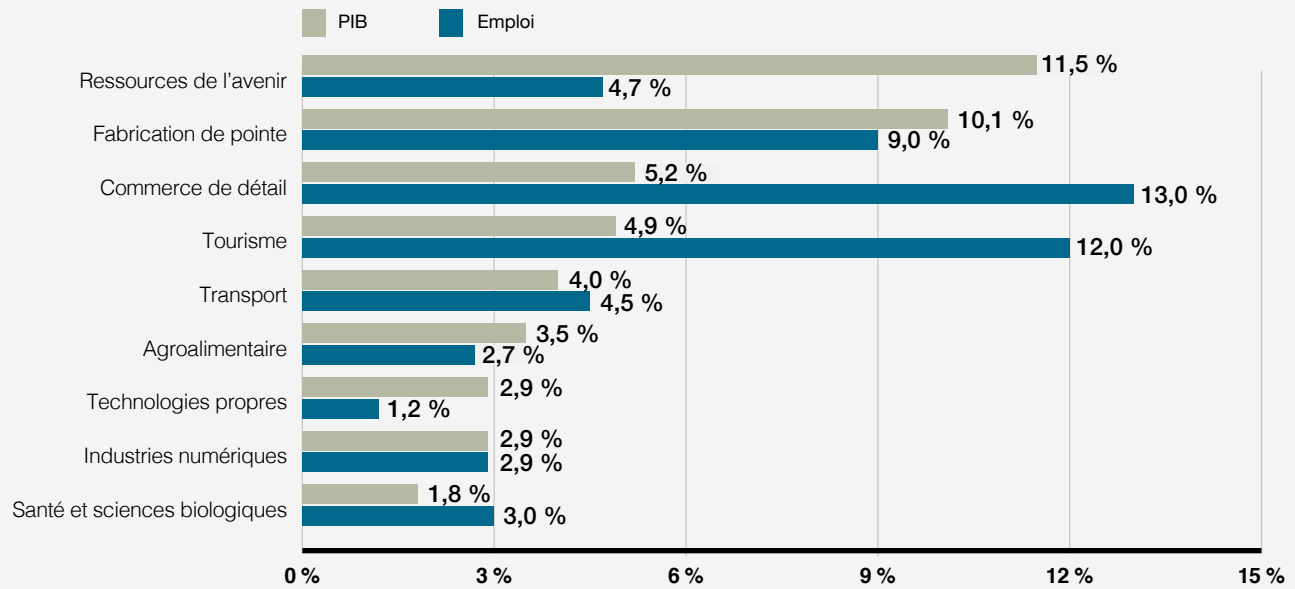
## Ressources de l'avenir

Le secteur des ressources constitue le plus grand contributeur aux dépenses de capital au Canada à 31 % du total et il a le plus grand effet multiplicateur économique pour l'économie, représentant près de 11,5 % du PIB. Il est également le principal contributeur aux échanges commerciaux du Canada, qui sont principalement axés sur le pétrole brut, représentant près de 40 % des exportations ou environ 250 milliards de dollars en 2019<sup>100</sup>.

100 Statistique Canada - Tableau de Statistique Canada : 12-10-0012-01 (consulté en octobre 2020)

**Figure 11 : Part du PIB canadien par secteur**

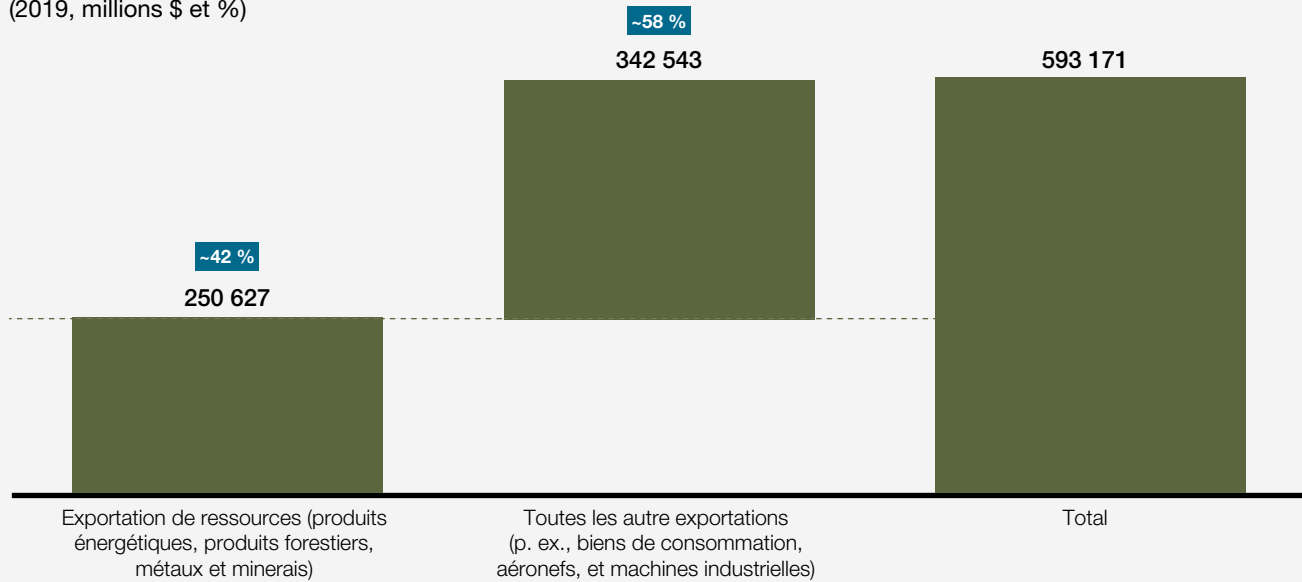
(2019, PIB en dollars par %, emplois par nombre de personnes en %)



Source : Statistique Canada, Tableau 36-10-0434-02 and 14-10-0023-01 (consulté en juillet 2020)

**Figure 12 : Exportations canadiennes par produits**

(2019, millions \$ et %)



Source : Statistique Canada, Tableau 12-10-0012-01 (consulté en octobre 2020)

Le secteur apporte des contributions sociales importantes pour le Canada. Plus de 900 collectivités dépendaient économiquement d'au moins un secteur de ressources naturelles (incluant les 3,3 milliards de dollars dépensés par des sociétés pétrolières et gazières seulement pour l'approvisionnement auprès de sociétés détenues par des Autochtones)<sup>101</sup>. Le secteur minier est le deuxième employeur d'Autochtones en importance du secteur privé<sup>102</sup>. Le secteur de l'industrie forestière construit des chemins pour soutenir les déplacements vers les collectivités éloignées, en plus d'élaborer des plans de récolte éclairés par des discussions avec les peuples autochtones. Tous les secteurs des ressources sont un moteur du développement dans les collectivités nordiques et éloignées, assurant le développement de l'emploi, de la formation, de l'approvisionnement, et des infrastructures.

Le secteur des ressources du Canada affirme un leadership en matière d'environnement. Le secteur minier du Canada est un chef de file dans la production

de nombreux minerais requis pour le développement de la technologie propre. En fait, le Canada est cinquième plus grand producteur de nickel (sa présence est encore plus forte en ce qui a trait au nickel de classe 1)<sup>103</sup>, une composante essentielle des batteries au nickel-cadmium dans les VE et il est le deuxième plus important producteur d'uranium, un élément essentiel dans le carburant pour les réacteurs nucléaires<sup>104</sup>. Des acteurs de l'industrie pétrolière et gazière du Canada détiennent deux des cinq projets de capture, stockage et utilisation du carbone (CSUC) à l'échelle mondiale et le secteur a une capacité immense d'augmenter la mise en application de ces processus tout en réduisant significativement les émissions de GES du Canada. Les pressions des marchés de capitaux et des investisseurs qui s'accroissent sur les plans environnemental, sociétal et de la gouvernance donnent l'occasion au secteur des ressources du Canada de fournir des matières essentielles produites de la façon la plus responsable et la plus durable au monde.

« Ce fut un immense plaisir de travailler avec des dirigeants aussi accomplis de diverses industries canadiennes afin de discuter de la façon de se rétablir à la suite de la COVID-19 et de tracer la voie à suivre pour le pays. Dans le secteur des ressources, nous sommes emballés par cette possibilité d'aider le Canada à se remettre rapidement et d'incarner les valeurs canadiennes d'inclusions, de la primauté du droit, des droits de la personne, de la consultation des Autochtones et de la conscience environnementale afin d'offrir nos ressources, notre innovation et nos technologies propres au monde entier et de créer un monde meilleur pour tous. »

*MARK LITTLE, MEMBRE DU CONSEIL, PRÉSIDENT ET CHEF DE LA DIRECTION DE SUNCOR ÉNERGIE INC.*

101 Ressources naturelles Canada - [https://www.rncan.gc.ca/sites/www.rncan.gc.ca/files/emmc/pdf/10%20faits%20sur%20les%20ressources%20naturelles%20au%20Canada\\_2020\\_F.pdf](https://www.rncan.gc.ca/sites/www.rncan.gc.ca/files/emmc/pdf/10%20faits%20sur%20les%20ressources%20naturelles%20au%20Canada_2020_F.pdf) (consulté en octobre 2020)

102 Ressources naturelles Canada - [https://www.rncan.gc.ca/our-natural-resources/minerals-mining/les-mineraux-et-leconomie/20604?\\_ga=2.249738050.533538760.1603065944-1280270973.1599226781](https://www.rncan.gc.ca/our-natural-resources/minerals-mining/les-mineraux-et-leconomie/20604?_ga=2.249738050.533538760.1603065944-1280270973.1599226781) (consulté en octobre 2020)

103 Ressources naturelles Canada - [https://www.rncan.gc.ca/our-natural-resources/minerals-mining/faits-sur-le-nickel/20601?\\_ga=2.220287196.533538760.1603065944-1280270973.1599226781](https://www.rncan.gc.ca/our-natural-resources/minerals-mining/faits-sur-le-nickel/20601?_ga=2.220287196.533538760.1603065944-1280270973.1599226781) (consulté en octobre 2020)

104 Ressources naturelles Canada - [https://www.rncan.gc.ca/energie/sources-denergie-et-reseau-de-distribution/energie-nucleaire-uranium/uranium-au-canada/propos-de-luranium/7696?\\_ga=2.220287196.533538760.1603065944-1280270973.1599226781](https://www.rncan.gc.ca/energie/sources-denergie-et-reseau-de-distribution/energie-nucleaire-uranium/uranium-au-canada/propos-de-luranium/7696?_ga=2.220287196.533538760.1603065944-1280270973.1599226781) (consulté en octobre 2020)



## Points sensibles :

### Secteur pétrolier et gazier :

- L'insuffisance de la capacité de transport et de l'accès aux marchés entrave le rendement économique complet dans tous les secteurs des ressources. Cette situation est particulièrement aiguë dans le secteur pétrolier et gazier (capacité insuffisante du pipeline et congestion des voies ferrées en raison de la concurrence d'autres produits ont entraîné des réductions de prix ou des réductions de production). Le soutien du gouvernement fédéral au pipeline Trans Mountain aura un impact positif sur la réduction des goulots d'étranglement du pipeline.
- Une réglementation souple et prévisible qui évite les exigences de conformité redondantes et qui réduit les délais d'approbation est essentielle pour accélérer et encourager les projets et les investissements, ainsi que pour empêcher la fuite des capitaux des secteurs des ressources canadiens (comme le pétrole et le gaz, l'exploitation minière et la foresterie).
- Les pressions en matière de facteurs ESG des investisseurs offrent l'occasion d'intensifier la réduction des émissions à court terme dans le secteur des ressources et de mettre en évidence le rendement du Canada, qui arrive au premier rang dans les catégories « S » (social) et « G » (gouvernance). Le Canada est une puissance mondiale en matière de ressources naturelles (49 % des exportations), et la transformation efficace du secteur doit être gérée par rapport à la concurrence mondiale et les impératifs de la lutte contre les changements climatiques. L'accélération de la réduction des émissions sera un passage obligé afin de devenir le chef de file mondial sur le plan ESG dans les domaines des ressources et d'atteindre les objectifs liés aux changements climatiques du Canada pour 2030 et 2050.
- La baisse des prix a obligé les entreprises pétrolières et gazières à réduire les dépenses en capital de 33 % (perte de 10 milliards de dollars en 2020 et ces pertes ne seront pas récupérées avant 2021 et les années subséquentes), avec

une réduction de 50 % touchant directement le secteur des services<sup>105</sup>. Les autres secteurs des ressources sont confrontés à des difficultés modérées en matière de liquidité et le financement des projets demeurera à un faible niveau.

- Les perspectives de prix sont incertaines et les stocks mondiaux de brut et autres produits restent élevés. L'accord OPEP + visant à réduire les étapes d'approvisionnement au fil du temps et est valable jusqu'au 3 avril 2022 (avec une révision de la prolongation en décembre 2021), mais on ne sait pas si cela est suffisant pour soutenir les prix compte tenu des prévisions de la demande mondiale.

### Matières de base et exploitation minière :

- La baisse des prix des matières premières a une incidence sur les marchés et accroît le besoin d'améliorer l'efficacité. Les prix des métaux ont chuté jusqu'à environ 20 % (les principaux métaux canadiens, dont le cuivre, le zinc, le nickel et le fer, ont été moins touchés). Cette baisse a affecté les marges, malgré la baisse des prix du pétrole et la dévaluation de la devise canadienne (environ 8 %) <sup>106</sup>.
- Les arrêts de production et la chute des achats des consommateurs finaux ont entraîné une baisse de la demande. Même si cette situation est aggravée par les arrêts de production à l'échelle mondiale, on s'attend à une relance rapide, comme on l'a vu en Chine.
- Même si l'on observe des perturbations considérables dans l'approvisionnement mondial, les opérations canadiennes ont été peu touchées. En fait, la majorité des produits canadiens devraient continuer d'être confrontés à des perturbations dans l'approvisionnement mondial, ce qui améliore les perspectives relatives aux prix. L'exploitation minière est considérée comme une activité essentielle au Canada; par conséquent, les répercussions devraient être limitées sur les opérations. Cependant, la poursuite des activités pendant la pandémie a suscité des inquiétudes en ce qui concerne la sécurité des travailleurs et a augmenté les coûts liés à l'exploitation minière.

105 S&P Global Market Intelligence - <https://www.spglobal.com/marketintelligence/en/news-insights/latest-news-headlines/update-12-oil-majors-to-slash-capex-by-43-6b-amid-price-collapse-coronavirus-57718263> (accessible en anglais seulement, consulté en octobre 2020)

106 KITCO - <https://www.kitco.com> (accessible en anglais seulement, consulté en octobre 2020)

**Industrie forestière :**

- Les répercussions sur la pâte et le papier varient; la demande de produits graphiques demeure faible et la COVID-19 accélère le ralentissement. D'autre part, la demande de mouchoirs et de produits d'emballage en fibre demeure forte ou stable en raison des préoccupations hygiéniques et de la croissance du commerce électronique.
- Une baisse de la demande en bois d'œuvre a été enregistrée et les prix se sont effondrés par plus de 30 % après le déclenchement de la pandémie. Cet effondrement était largement imputable à une baisse (environ 40 % entre mai et janvier) dans les mises en chantier aux États-Unis, avec une incertitude économique qui devrait avoir une incidence durable sur la demande<sup>107</sup>.
- Les éclosions de dendroctone du pin ponderosa et d'autres infestations de punaises dans les forêts de l'Ouest canadien ont réduit la disponibilité de bois utilisable, déstabilisant l'industrie et forçant certaines fermetures.

**Passer à l'action :**

- **Offrir des mesures incitatives supplémentaires aux entreprises viables en amont afin de relancer leurs dépenses d'immobilisations** et s'assurer que les programmes en place offrent aussi un financement provisoire aux entreprises de services jusqu'à la reprise des investissements.
- **Simplifier la réglementation et élaborer un cadre clair sur les exigences environnementales;** s'assurer que les règlements correspondent aux options les plus rentables et efficaces afin d'encourager l'investissement au Canada et non à l'étranger.
- **Rebâtir la confiance des investisseurs** en lançant le signal que le gouvernement collaborera activement et à long terme avec le secteur des ressources qu'il considère comme une partie essentielle de la solution pour un monde à zéro émission nette.

- **Mettre en œuvre les premières recommandations des Tables sectorielles de stratégies économiques sur les ressources de l'avenir et investir davantage dans l'infrastructure de transport,** en plus de réduire les conflits intersectoriels (p. ex., concurrence avec les produits agricoles pour les voies ferroviaires) afin d'améliorer la capacité concurrentielle à long terme et diminuer les réductions de prix.
- **Aider les secteurs des ressources naturelles à devenir des champions mondiaux de la durabilité et de l'économie circulaire,** en particulier le secteur pétrolier et gazier, en offrant des incitations à la décarbonation, en élaborant un plan complet de réduction des émissions et en mettant en évidence leurs performances ESG, entre autres.

**Ce que nous avons entendu**

- « Les pressions en matière de liquidités ont des répercussions sur les investissements dans les projets d'extraction du pétrole et de forage – de nombreuses entreprises ont des opérations où la capacité de production est inutilisée. »  
– Cadre du secteur pétrolier et gazier
- « Les règlements sont trop prescriptifs et ne sont pas axés sur les résultats. Cela limite les mesures que peuvent prendre les acteurs de l'industrie, en plus de prolonger inutilement les échéanciers. En outre, ces exigences ne sont pas cohérentes à l'échelle des provinces, des territoires et des différents ordres de gouvernement. »  
– Cadre du secteur pétrolier et gazier
- « Les acteurs canadiens sont désavantagés sur la scène mondiale en raison de l'insuffisance de la capacité pipelinrière. »  
– Spécialiste du secteur pétrolier et gazier
- « Les ressources naturelles représentent l'un de nos avantages concurrentiels. Il y a une occasion de positionner le Canada en tant que chef de file en matière de ressources propres. »  
– Ancien président d'université

107 NASDAQ - <https://www.nasdaq.com/market-activity/commodities/lbs> (en anglais seulement, consulté en octobre 2020)

## Fabrication de pointe

Le Canada possède des domaines de force historiques dans la fabrication – fabrication automobile, aérospatiale, alimentaire et de machinerie. Des secteurs comme l’aérospatiale ont été un élément de fierté nationale et, ensemble, ces secteurs sont importants pour des facteurs économiques comme l’activité de R et D et les exportations. Depuis le début des années 2000, toutefois, certains de ces sous-secteurs ont été en déclin en termes de contribution au PIB (passant d’environ 16 % à environ 10 %) <sup>108</sup> et de niveaux d’emploi. L’impact de la pandémie a été mitigé, mais important. Dans l’ensemble, les exportations du secteur et sa contribution au PIB ont affiché une baisse bien au-delà de 30 % <sup>109</sup>. En ce qui concerne les sous-secteurs, les secteurs de l’automobile, de l’aérospatiale et de la machinerie ont été confrontés à des répercussions particulièrement négatives. Depuis le début de la pandémie, il n’y a eu aucune nouvelle commande dans l’aérospatiale et on prévoit que la relance s’échelonne sur trois à cinq ans. À titre comparatif, les fabricants d’aliments et de produits chimiques ont été moins touchés et la relance atteint des niveaux de contribution au PIB similaires à 2019.

### Points sensibles :

- La productivité a ralenti dans les entreprises de fabrication canadiennes alors que la pandémie a accentué le besoin d’accroître la productivité, qui permet une meilleure compétitivité et une plus grande résilience. Tandis que la productivité mondiale du secteur de la fabrication a plus que doublé depuis 1995, durant la même période, la productivité du Canada a augmenté à un rythme beaucoup plus lent (environ 20 %), car l’investissement de capitaux et en innovation a ralenti <sup>110</sup>.

« Reconstruire en mieux... en tirant profit des 200 années de réussite de la fabrication canadienne pour bâtir des produits faisant avancer la société, l’économie et notre qualité de vie. Le prochain chapitre devra amener le Canada à produire ce dont les Canadiens et le monde ont besoin pour un avenir plus durable et prospère en mettant l’accent sur la stimulation de l’innovation, en tirant parti de la numérisation tout en composant avec la nécessité de la diversité de la main-d’œuvre et de l’environnement. Reconstruire en mieux chez les manufacturiers fera avancer la société, l’économie et notre qualité de vie. »

*RHONDA BARNET, MEMBRE DU CONSEIL, PRÉSIDENTE ET CHEF DE L’EXPLOITATION, AVIT MANUFACTURING*

En date de 2018, la densité de robots du Canada dans le secteur de la fabrication était classée au 13<sup>e</sup> rang mondial, moins du quart de la densité de la nation au premier rang, la Corée du Sud. De plus, les investissements en innovation représentent 30 à 40 % de ceux des nations concurrentes, comme la France et les États-Unis dans l’industrie intensive en R et D de l’aérospatiale <sup>111</sup>.

- Les femmes et les travailleurs issus des minorités dans le secteur de la fabrication ont été touchés de façon disproportionnée au début de la pandémie et, depuis, ils sont moins nombreux à avoir récupéré leur emploi, ce qui a une incidence négative sur les gains en matière d’emploi. Avant le début de la pandémie, les femmes employées dans l’industrie de la fabrication réalisaient des progrès en matière d’emploi. Cependant, l’essentiel de ces progrès a été perdu. Bien qu’elles ne représentaient qu’environ

108 Statistique Canada - Tableau de Statistique Canada : 36-10-0434-02 (consulté en octobre 2020)

109 OECD - OECD (2020), PIB par heure travaillée (indicateur). [https://www.oecd-ilibrary.org/economics/gdp-per-hour-worked/indicator/french\\_3d624297-fr](https://www.oecd-ilibrary.org/economics/gdp-per-hour-worked/indicator/french_3d624297-fr) (consulté en octobre 2020)

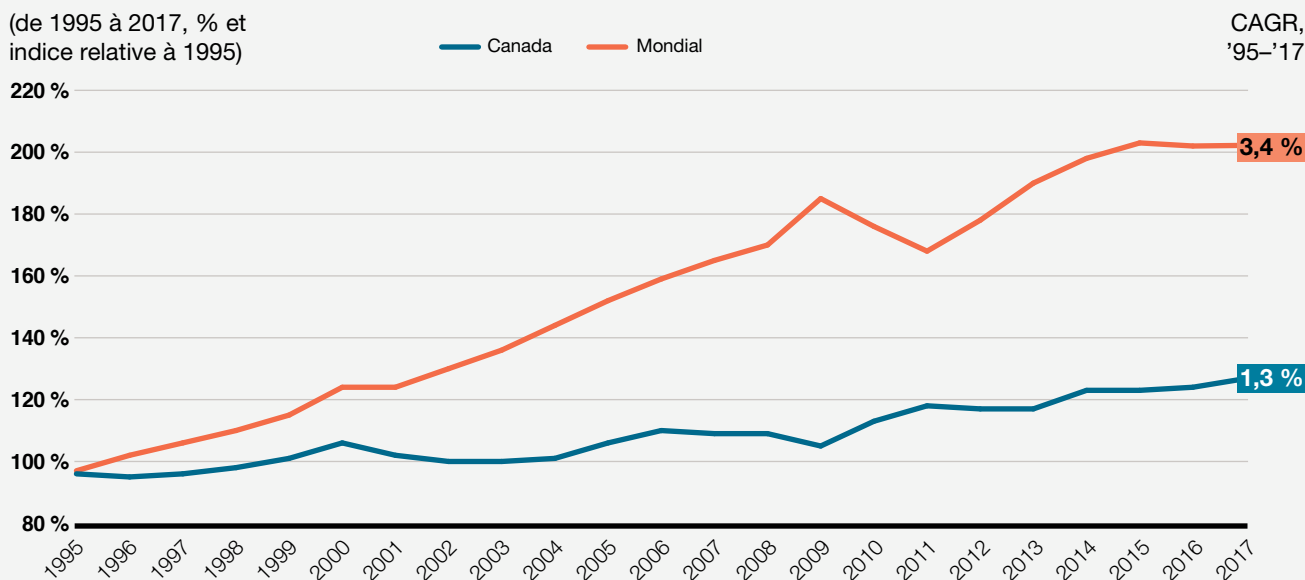
110 OECD - OECD (2020), PIB par heure travaillée (indicateur). [https://www.oecd-ilibrary.org/economics/gdp-per-hour-worked/indicator/french\\_3d624297-fr](https://www.oecd-ilibrary.org/economics/gdp-per-hour-worked/indicator/french_3d624297-fr) (consulté en octobre 2020)

111 International Federation of Robotics (IFR) - <https://ifr.org/news/robot-density-rises-globally/> (accessible en anglais seulement, consulté en octobre 2020)

30 % des emplois, 38 % des 300 000 emplois perdus dans le secteur étaient occupés par des femmes. Tout aussi troublant, les femmes n'ont représenté que 15 % des 79 000 emplois récupérés. Les pertes d'emploi ont été encore plus graves pour les femmes ayant de jeunes enfants<sup>112</sup>.

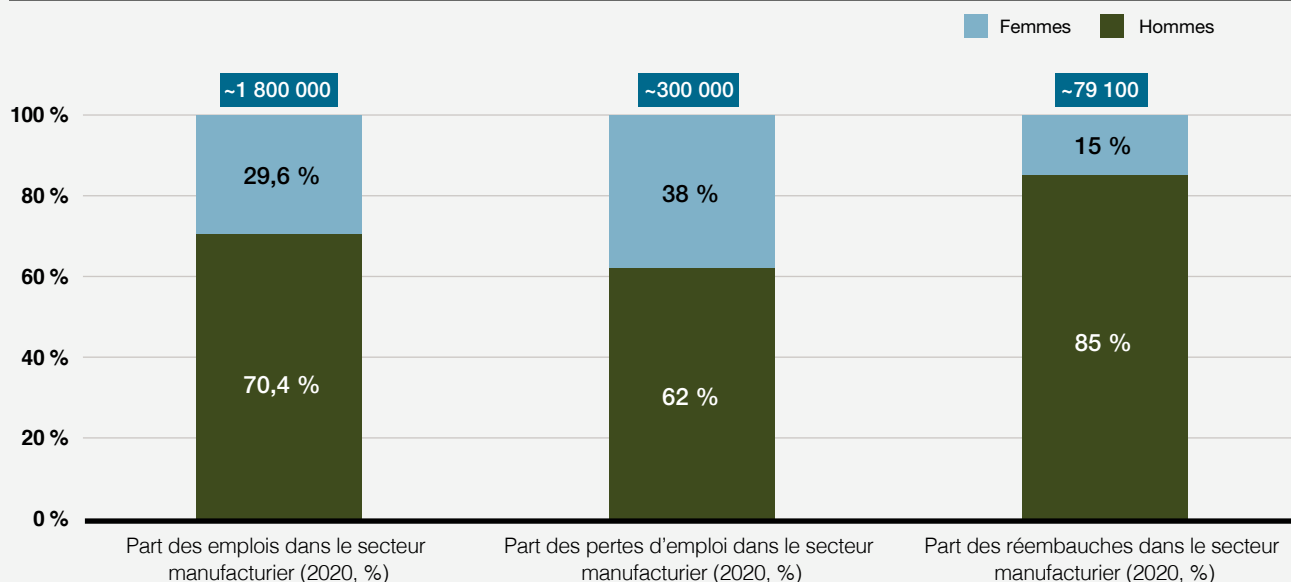
- Deux des plus grandes grappes aérospatiales, les États-Unis et la France, ont bénéficié d'un approvisionnement gouvernemental important de la Défense. En revanche, en l'absence d'une aide supplémentaire, le secteur canadien court le risque de consolidation, de perte de propriété nationale et de perte de pertinence sur la scène mondiale.

**Figure 13 : Productivité manufacturière selon le PIB par heure travaillée**



Source : OCDE, PIB par heure travaillée, 2017 (consulté en juillet 2020)

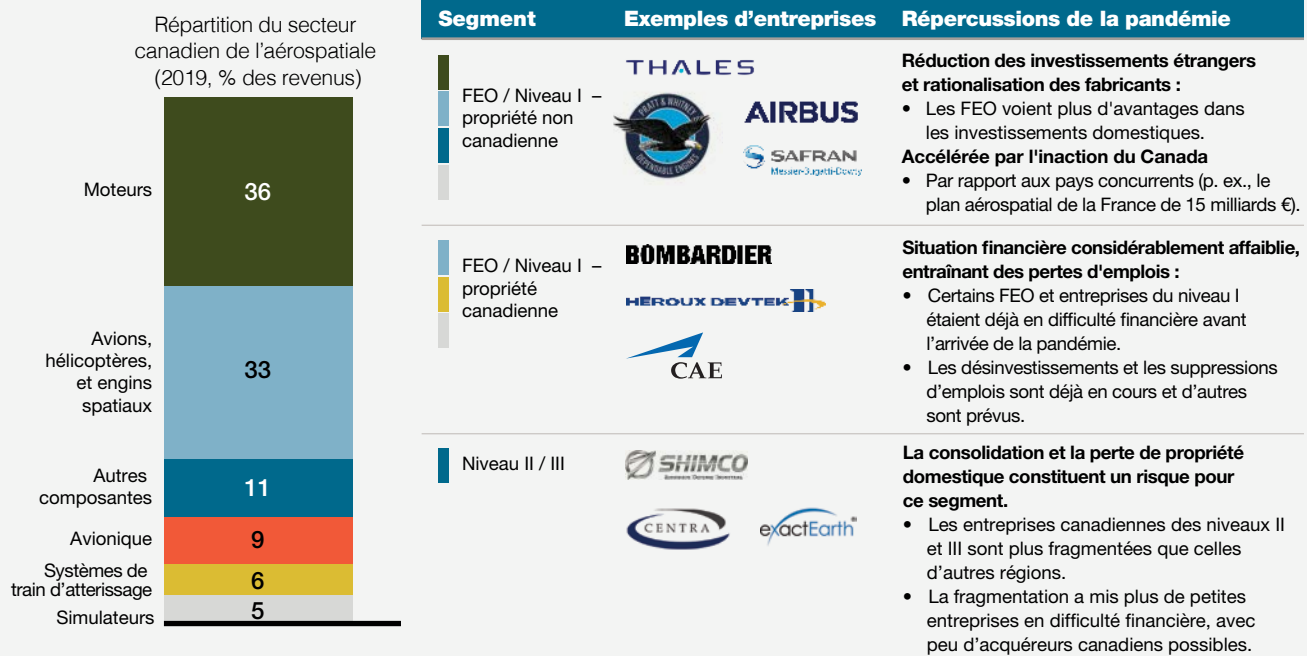
**Figure 14 : Parts des emplois dans le secteur manufacturier, pertes d'emplois et réembauches**



Sources : Statistique Canada, Tableau 33-10-0232-01; Statistique Canada, Tableau 14-10-0022-01 (consulté en juin 2020)

112 Statistique Canada – Tableau de Statistique Canada : 14-10-0022-01 (consulté en octobre 2020)

Figure 15 : Aperçu du secteur canadien de l'aérospatiale



FEO : Fabrication d'équipement d'origine.

Sources : ISDE, État de l'industrie aérospatiale canadienne, 2019; recherche de presse (consulté en juillet 2020); et entrevues avec des experts menés par le CSI.

### Passer à l'action :

- **Positionner l'industrie canadienne pour l'avenir afin de saisir les nouvelles opportunités et repérer les potentiels de croissance** (p. ex., soutenir la fabrication de véhicules électriques, attirer des investissements dans la mise au point de technologies de l'hydrogène, acquérir les compétences et les talents pour l'industrie 4.0).
- **Mettre en œuvre des mesures fiscales favorisant l'investissement pour encourager la création et l'adoption de technologies**, comme la prochaine génération d'équipement de fabrication autonome, directement liées aux résultats (p. ex., l'investissement technologique, la formation, la commercialisation, les exportations et le bilan environnemental).
- **Appuyer les investissements en innovation et en commercialisation** afin de garantir que le développement de produits canadiens et l'élaboration de PI demeurent solides et différenciés (p. ex., breveter des systèmes qui récompensent les entreprises pour la transformation de PI fabriquée à l'échelle nationale en produits fabriqués localement).

- **Fournir des liquidités pour appuyer le secteur aérospatial**, incluant les entreprises phares et les fournisseurs de niveau 1, 2 et 3, et encourager l'accroissement des investissements dans la compétitivité du secteur aérospatial canadien, incluant les nouvelles technologies (p. ex. les biocarburants, l'IA, la technologie autonome).
- **Rouvrir la frontière pour des livraisons sélectionnées et la conclusion de transactions nécessitant une présence en personne**, en particulier dans le secteur aérospatial et la fabrication de machinerie lourde (p. ex., l'installation d'équipements essentiels à l'achèvement des livraisons).
- **Commercialiser la marque du Canada pour encourager davantage d'achats nationaux et étrangers**, avec un accent sur les ventes interentreprises (B2B) et les ventes entreprise-gouvernement sur la scène mondiale (p. ex., lancer une campagne de marketing nationale et internationale, comme #MieuxfabriqueauCanada).
- **Appuyer la demande dans le secteur automobile lorsque les périodes de fortes ventes s'essoufflent afin d'assurer la viabilité des entreprises canadiennes** (p. ex., le programme de prime à la casse en janvier).

### **Ce que nous avons entendu**

- « La nouvelle demande s'est évaporée dans le secteur de l'[aérospatiale] et, alors que d'autres pays comme la France ont dévoilé une aide massive pour leur secteur national, le Canada n'a rien fait. »
  - Spécialiste de l'aérospatiale
- « Dans un marché du travail où les coûts sont plus élevés, la productivité est essentielle. Elle est le fruit d'une fabrication de grande valeur ajoutée, ou d'une automatisation et d'une efficacité à grande échelle. Le Canada n'a pas investi suffisamment dans l'un ou l'autre et la productivité en a souffert. »
  - Cadre du secteur de la fabrication
- « L'un des plus grands défis que posent les investissements dans la R et D est la prévisibilité des soutiens, comme le FSI et le PARI. Au début de l'année, je ne sais jamais quel sera le budget de R et D réel, ce qui fait en sorte qu'il est difficile de planifier les projets. »
  - Cadre dans le secteur de la fabrication

## Commerce de détail

Le commerce de détail est l'un des principaux secteurs de l'économie canadienne (5,2 % du PIB, 13 % de l'emploi) et il emploie plus de femmes, de jeunes et de nouveaux Canadiens que n'importe quel autre secteur.<sup>113</sup> Avant la COVID-19, les détaillants discrétionnaires (p. ex., les grands magasins, les magasins de vêtements, etc.) perdaient des parts

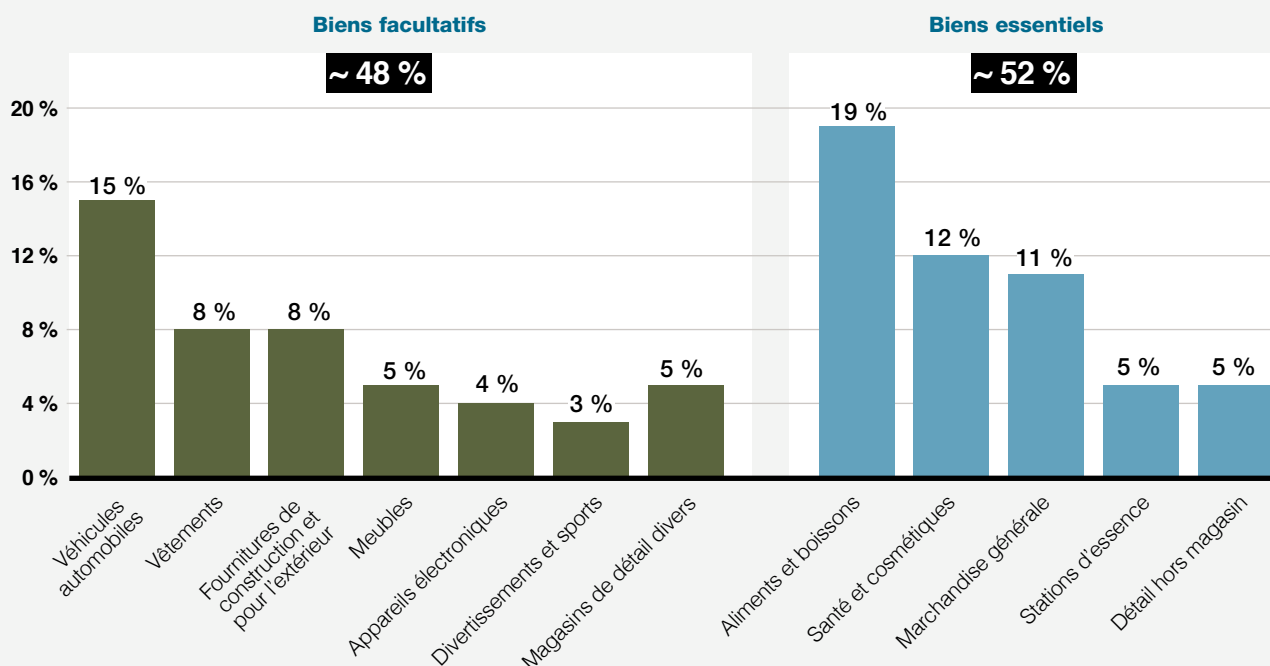
de marché au profit des acteurs du commerce électronique. Avec l'avènement de la COVID-19, les détaillants discrétionnaires ont été parmi les plus durement touchés. De leur côté, les détaillants non discrétionnaires ont vu leurs ventes augmenter au commencement de la pandémie, car les ménages ont accumulé des réserves de produits essentiels et ont davantage cuisiné à la maison.

« Le commerce de détail de biens non essentiels en particulier a été durement touché par la pandémie; il y a eu des répercussions profondes sur les moyens de subsistance de nombreux Canadiens, surtout des femmes, les jeunes, les minorités et les nouveaux Canadiens. Il est crucial de rebâtir le secteur pour l'emploi et pour l'économie; il faut veiller à redonner confiance aux consommateurs, investir dans le commerce électronique et mettre en place des programmes ciblés pour soutenir les entreprises à moyen terme en leur fournissant un soutien à la liquidité, au crédit et au loyer. »

*PAVITER BINNING, MEMBRE DU CONSEIL, PRÉSIDENT, WITTINGTON INVESTMENTS LIMITED*

**Figure 16 : PIB du secteur du commerce de détail par sous-secteur**

(2019, % de la contribution au PIB)



Source : Statistique Canada, Tableau 36-10-0434-04 (consulté en juillet 2020)

113 Statistique Canada - Tableau de Statistique Canada : 36-10-0434-02 et Tableau de Statistique Canada : 14-10-0023-01 (consulté en octobre 2020)

Les derniers chiffres de vente montrent que la part du commerce électronique dans la vente au détail a augmenté pour atteindre des niveaux records, car le confinement en raison de la COVID-19 a poussé les Canadiens à augmenter leurs achats en ligne<sup>114</sup>. D'autres phénomènes liés à la pandémie ont aussi nuï au commerce de détail : la perte de confiance des consommateurs; les fermetures de magasins; l'érosion des marges de profit en raison de l'augmentation des coûts pour respecter les nouvelles normes sanitaires et de sécurité; les pénuries de main-d'œuvre en raison de contre-indications à retourner au travail, et des perturbations des inventaires, partiellement en raison de la fermeture des frontières et de la disponibilité du crédit.

### Points sensibles :

- Avant la COVID-19, les sous-secteurs dans le commerce du détail affichaient un rendement inégal : les épiceries et les pharmacies étaient stables, alors que les secteurs discrétionnaires (p. ex., les grands magasins, magasins de vêtements) subissaient déjà la pression considérable exercée par de grands acteurs du commerce électronique. Les fermetures de magasins imputables à la COVID-19 ont exacerbé cette pression sur le secteur discrétionnaire.
- La confiance envers l'économie canadienne demeure faible et l'achalandage dans le commerce de détail demeure bien en deçà des niveaux historiques.
- De nombreuses PME n'ont pas l'infrastructure numérique nécessaire pour tirer profit de la transition des consommateurs vers le commerce électronique (on prévoit une baisse de revenus en 2020 deux fois plus importante pour le commerce en personne que pour le commerce électronique).

- Les pressions sur les liquidités et les marges de profit demeurent, car les détaillants se sont empressés de liquider l'inventaire du printemps et ont utilisé leur fonds de roulement pour acheter l'inventaire d'été et d'automne au moment de la réouverture. Les détaillants ont également engagé des coûts pour effectuer la transition vers le numérique, s'adaptant aux changements dans les modalités des assurances pour les fournisseurs, et en assurant des normes adéquates en matière de sécurité sanitaire.
- Les détaillants discrétionnaires continuent d'éprouver des difficultés concernant l'accès à des liquidités et au crédit, les coûts sont également plus élevés. L'incertitude entourant la probabilité de nouvelles vagues de COVID-19 pourrait affecter encore la confiance des consommateurs. Le secteur a également dû composer avec les répercussions des changements dans le comportement des consommateurs et sur l'achalandage dans les magasins traditionnels dans les régions urbaines et suburbaines. La pandémie a accéléré les réorganisations et les faillites; les entreprises détenues par les femmes (la baisse de revenus en 2020 est deux fois plus importante comparativement à d'autres), les détaillants discrétionnaires et les PME seront particulièrement touchés<sup>115</sup>.

### Passer à l'action :

- **Encourager les détaillants PME à effectuer la transition vers le numérique** pour améliorer leur capacité concurrentielle contre les géants du commerce électronique et tirer profit de la transformation du comportement des consommateurs (p. ex., au moyen d'incitatifs financiers); **s'assurer que l'organisation et les infrastructures sont en place pour soutenir la transition vers le numérique à l'échelle de la chaîne de valeur du commerce au détail** (p. ex., expédition et livraison, accès à la large bande) et **accélérer les approbations réglementaires et la délivrance de permis** pour soutenir la technologie numérique.

114 The Globe and Mail - <https://www.theglobeandmail.com/business/article-online-retail-sales-doubled-as-canadians-turned-to-e-commerce-during/> (accessible en anglais seulement, consulté en octobre 2020)

115 Conseil sur la stratégie industrielle - Sondage auprès des petites et moyennes entreprises, n=726



- **Rebâtir la confiance des consommateurs canadiens** en collaborant avec le secteur privé en matière de sécurité et en gérant les éclosions, en plus de fournir un allègement ciblé aux ménages vulnérables afin de maintenir les dépenses non discrétionnaires.
- **Stimuler la consommation nationale** afin d'accroître les revenus des entreprises touchées (p. ex., visibilité des grappes de produits locaux).
- **Envisager de prolonger le soutien aux liquidités, le crédit et l'allègement des loyers pour les détaillants les plus durement touchés**, en priorisant les entreprises dont les perspectives financières étaient saines avant la COVID-19 et en adoptant des pratiques exemplaires de programmes similaires dans d'autres pays (p. ex., assurance pour les fournisseurs).
- **Aider les travailleurs les plus touchés par les réorganisations** – incluant les femmes, les nouveaux Canadiens et les jeunes – et envisager des mesures pour **soutenir l'emploi futur** (p. ex., requalification des employés des sièges sociaux et du personnel de commerces de détail).

### ***Ce que nous avons entendu***

- « Même si des détaillants discrétionnaires ont investi dans l'infrastructure en ligne, il subsiste des préoccupations importantes à savoir si Postes Canada sera en mesure de répondre à la demande accrue, notamment à l'approche la période des Fêtes. »  
– PDG, entreprise de commerce de détail
- « Les détaillants qui dépendent d'un fort achalandage éprouvent des difficultés. À l'échelle du commerce de détail discrétionnaire, l'achalandage dans les rues fréquentées (dans les centres-villes) et dans les centres commerciaux affiche une baisse considérable, car les consommateurs sont toujours nerveux à l'idée d'entrer dans des lieux fermés. »  
– PDG, commerce de détail
- « Le coût des paiements représente un énorme point de friction avec la transition vers le numérique. Auparavant, les détaillants payaient 7 milliards de dollars en frais d'interchange, mais le trafic a augmenté considérablement et continuera de le faire, affectant directement le résultat net. »  
– PDG, commerce de détail
- « Les femmes représentent une part disproportionnée des travailleurs de première ligne et des propriétaires d'entreprise dans le commerce de détail. Les mesures d'intervention qui soutiennent les emplois dans le commerce de détail soutiennent aussi de façon disproportionnée les emplois des femmes. »  
– Dirigeant de l'industrie

## Tourisme et accueil

Avant la COVID-19, le secteur du tourisme et de l'accueil affichait une croissance d'année en année. Responsable d'environ 4,9 % du PIB du Canada, ce secteur a fourni plus de 25 milliards de dollars en recettes fiscales et 13 % des emplois, répartis dans les collectivités urbaines et rurales partout au Canada<sup>116</sup>.

Sa présence dans des régions clés l'a emporté sur l'impact de plusieurs autres grandes industries. Les activités du secteur ont eu plusieurs retombées comme le développement régional, la revitalisation urbaine et l'emploi résilient.

Le secteur du tourisme et de l'accueil a également été un moteur d'inclusivité, les femmes, les Autochtones et les minorités visibles étant propriétaires d'un plus grand nombre de PME dans ce secteur que dans d'autres secteurs.

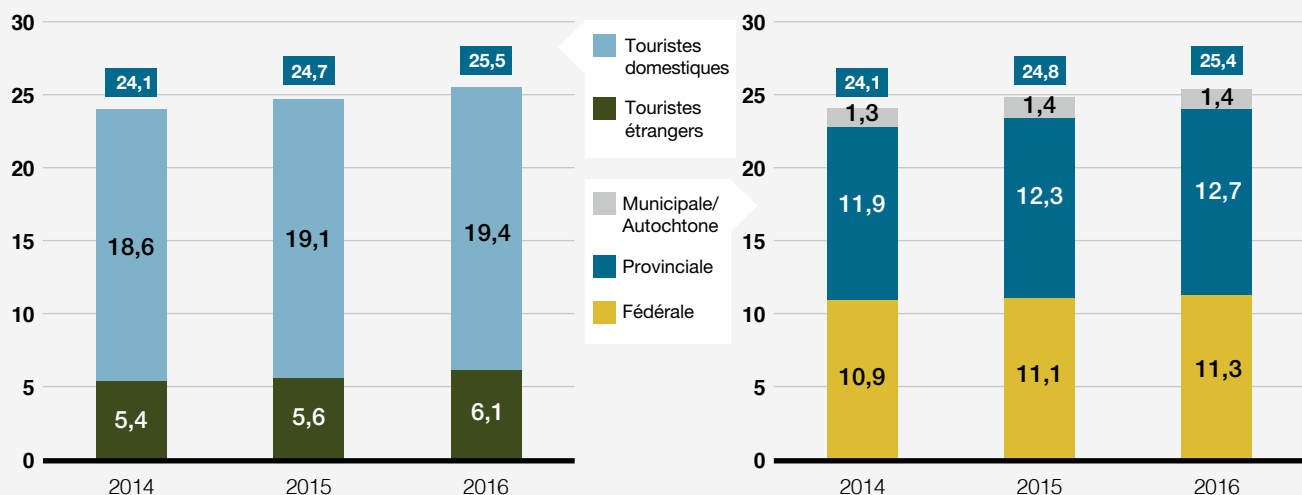
La crise de la COVID-19 a pratiquement décimé des attractions phares du tourisme. L'industrie du divertissement, des jeux de hasard, les musées, les lieux

historiques, les hôtels et hébergements, les services alimentaires et les débits de boisson ont été désertés. Certains de ces établissements, comme les restaurants, sont des pierres angulaires de nos collectivités sur les plans économique et culturel. Bon nombre de Canadiens ont obtenu leur premier emploi dans cette industrie afin de payer leurs études ou d'y faire carrière.

Historiquement, les programmes fédéraux dans le tourisme ont accusé un certain retard par rapport à d'autres interventions rurales (p. ex., l'agriculture); cette fois, le secteur aura besoin d'aide rapidement pour raviver la demande nationale. Des possibilités de croissance se manifesteront néanmoins, notamment en regard de l'attrait grandissant du tourisme d'aventure. Le Canada jouit d'une marque et d'une réputation mondiale en tant que principale destination axée sur la nature, bénéficiant de plus de 100 attractions de calibre mondial (p. ex., le parc Garibaldi en Colombie-Britannique, le parc de Prince Albert en Saskatchewan, Drumheller en Alberta, la Gaspésie au Québec, le Auyuittuq au Nunavut).

Figure 17 : Contribution du tourisme aux recettes gouvernementales

(de 2014 à 2016, \$ et milliards)



Source : Statistique Canada, Tableau 36-10-0461-01 (consulté en juillet, 2020)

116 Statistique Canada - Tableau de Statistique Canada : 36-10-0434-02 (consulté en octobre 2020)

Figure 18 : Part provinciale/territoriale du PIB par secteur

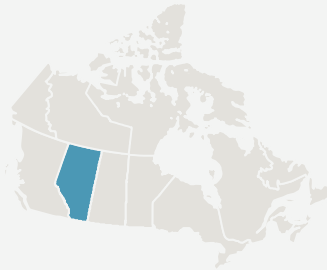
(2017, % du PIB par industrie)

**Finance et assurances**



**~80 %**  
en Ontario et  
au Québec

**Extraction pétrolière et gazière**



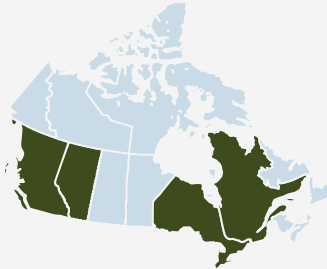
**90 %**  
en Alberta

**Commerce de détail**



**~60 %**  
en Ontario et  
au Québec

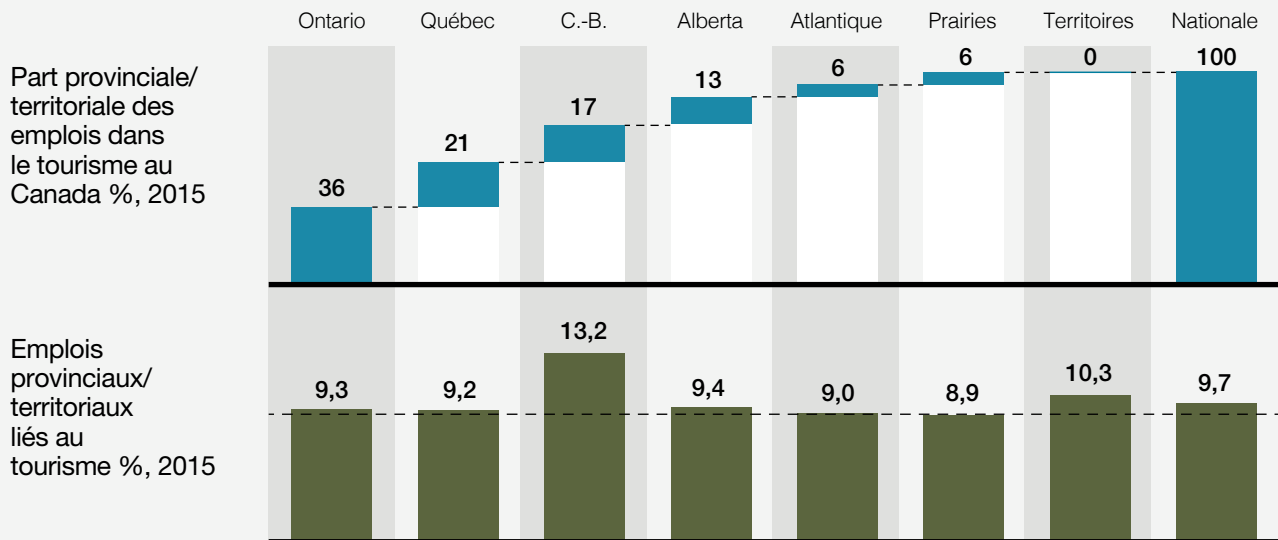
**Tourisme**



**20 %** en C.-B.  
**20 %** en Alb.  
**30 %** en Ont.  
**20 %** au Qc

Sources : Statistique Canada, Tableau 36-10-0402-01; Statistique Canada, Compte satellite du tourisme du Canada, 2015 (consulté en juillet 2020)

Figure 19 : Emplois et part de l'emploi attribuable au tourisme dans les provinces et territoires du Canada



Sources : Statistique Canada, Compte satellite du tourisme du Canada, 2015 ; Statistique Canada, Module provincial et territorial des ressources humaines du Compte satellite du tourisme, 2015 (consulté en juillet 2020)

« Le secteur du tourisme et de l'accueil est extrêmement important. Il représente environ 10 % des emplois canadiens. Il a aussi été l'un des premiers et des plus durement touchés par la pandémie. Le tourisme canadien avait enregistré une année record en 2019 et cette réussite s'est fait sentir d'un bout à l'autre du pays; mais 2020 a apporté du chômage et le chemin pour regagner nos succès d'hier sera difficile. En tant qu'élément clé du tissu de notre pays, nous savons que nous pouvons rebâtir notre secteur et contribuer une fois de plus à présenter l'image de marque du Canada à un public mondial. »

*BEN COWAN-DEWAR, MEMBRE DU CONSEIL, COFONDATEUR ET PRÉSIDENT-DIRECTEUR GÉNÉRAL DE CABOT LINKS*

### Points sensibles :

- Les revenus du tourisme sont touchés de façon dramatique par la pandémie de COVID-19, qui a frappé au début de la période la plus achalandée et la plus rentable pour le tourisme. La saison estivale, qui représente près de 60 % des revenus annuels, a été perdue<sup>117</sup>. Malgré une baisse générale de l'achalandage, certaines attractions, dont les parcs nationaux, ont pu profiter d'une affluence de visiteurs nationaux, toutefois moins lucratifs que les visiteurs étrangers.
- On s'attend à ce que les dommages structurels au secteur soient très étendus sans l'adoption urgente de mesures d'allègement, car les sociétés ont épuisé leurs liquidités pour maintenir les opérations. En fait, 80 % des entreprises courent le risque de devoir déposer leur bilan en l'absence d'une autre intervention et on ne prévoit aucune relance avant 2023<sup>118</sup>.
- Les préoccupations en matière de santé et sécurité devraient tempérer la demande à moyen terme, faisant de la surcapacité une nouvelle normalité.

### Passer à l'action :

- **Fournir de l'équité et quasi-équité** qui permettent aux entreprises phares de résister à la faible demande et à la surcapacité à moyen terme, en tirant parti des meilleurs instruments disponibles.
- **Élaborer de nouveaux modèles de financement au-delà des instruments traditionnels fondés sur la dette** (p. ex., fonds d'action communs, mise en commun des recettes, instruments de titrisation) pouvant déverrouiller des possibilités de relance et de croissance dans les secteurs comme le tourisme et l'accueil, en collaboration avec des partenaires clés (sociétés d'État, institutions financières, investisseurs institutionnels).
- **Accélérer la reprise des voyages domestiques et internationaux, adopter des moyens novateurs de gérer les risques et restaurer la confiance**, p. ex. :
  - Fournir dès l'arrivée un dépistage gratuit à l'intérieur d'un cadre fondé sur le risque pour accélérer la reprise des voyages internationaux;
  - Collaborer avec les provinces et les territoires afin de réexaminer les fermetures des frontières interprovinciales et coordonner un effort rapide pour relancer les voyages intérieurs (p. ex., à l'aide de promotions et de relations publiques);
  - Créer des contrats de voyage avec d'autres pays à faible risque.

117 Destination Canada - [https://www.destinationcanada.com/sites/default/files/archive/1005-Soutenir%20le%20secteur%20touristique%20du%20Canada%20pendant%20la%20crise%20liee%20a%20la%20COVID-19%20%28pages%201%20a%2029%29/Sustaining%20Canada%26%23039%3Bs%20Tourism%20Sector%20Through%20COVID-19\\_Pages%201-29\\_FR\\_2020-04-20.pdf](https://www.destinationcanada.com/sites/default/files/archive/1005-Soutenir%20le%20secteur%20touristique%20du%20Canada%20pendant%20la%20crise%20liee%20a%20la%20COVID-19%20%28pages%201%20a%2029%29/Sustaining%20Canada%26%23039%3Bs%20Tourism%20Sector%20Through%20COVID-19_Pages%201-29_FR_2020-04-20.pdf) (consulté en octobre 2020)

118 Conseil sur la stratégie industrielle - Sondage mené en juin et en juillet auprès de PME, n=726

### **Ce que nous avons entendu**

- « Les entreprises touristiques subiront un hiver nucléaire si nous ne fournissons pas un allègement immédiat. Des entreprises seront en faillite d’ici l’automne. »  
– PDG, association de l’industrie touristique
- « Nous devons redémarrer le tourisme national afin de stabiliser le secteur, et ensuite penser à une reprise sécuritaire des voyages internationaux. D’autres pays ont adopté des moyens novateurs pour gérer les risques, comme le dépistage obligatoire de tous les voyageurs entrant au pays et des tests hebdomadaires pour tous les travailleurs de la restauration. »  
– Cadre du secteur du tourisme
- « Le secteur a besoin de capitaux patients. La priorité devrait être de sauver les entreprises que nous possédons, parce que si nous les laissons faire faillite, nous devons faire une plus grande reconstruction. »  
– Cadre du secteur du tourisme
- « Il est essentiel de redonner confiance aux consommateurs afin d’assurer la survie des restaurants. Les restaurants ont pris certaines des mesures les plus rigoureuses en place...et très peu de données portent à croire que les personnes s’exposent à un danger au restaurant. »  
– Association d’entreprises pancanadienne

## Transport

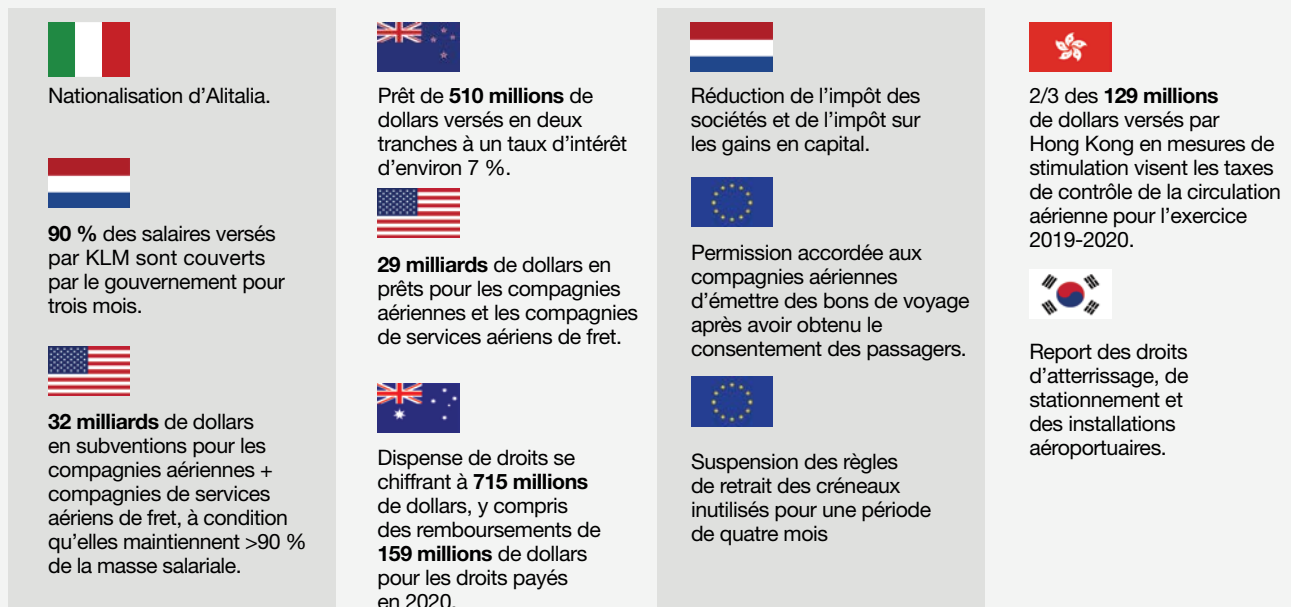
Le transport joue un rôle essentiel dans l’économie canadienne, représentant environ 4 % du PIB et 4,5 % de l’emploi<sup>119</sup>. Le fret est le sous-secteur le plus important du transport; cependant, le transport aérien est essentiel à l’économie, particulièrement pour un pays aussi dispersé sur le plan géographique que le Canada.

Le secteur du transport a éprouvé l’un des chocs les plus graves et c’est dans ce secteur que la relance se fera le plus attendre (aucune relance n’est prévue avant 2024), les voyages et le transit aériens étant plus touchés que les secteurs qui dépendent du fret. Les voyages aériens, un secteur essentiel à l’économie, ont connu une baisse d’environ 50 % en 2020<sup>120</sup>. Par conséquent, les gouvernements dans le monde ont annoncé d’importantes mesures de stimulation budgétaires.

119 Statistique Canada - [Tableau de Statistique Canada : 36-10-0434-02](#) et [Tableau de Statistique Canada : 14-10-0023-01](#) (consulté en octobre 2020)

120 Statistique Canada - [Tableau de Statistique Canada : 36-10-0434-02](#) (consulté en octobre 2020)

Figure 20 : Mesures fiscales mises en œuvre par d'autres gouvernements pour le transport aérien



Sources : Communiqués de presse des gouvernements, recherches de presse, 2020 (consulté en septembre 2020).

## Points sensibles :

La COVID-19 a fait apparaître de nouvelles faiblesses dans l'industrie et exacerbé celles qui existaient.

- Une baisse catastrophique du nombre d'utilisateurs a exercé un stress immense sur un système d'utilisateur payeur, ce qui a exigé de lui venir en aide de toute urgence pour éviter son effondrement.
- On ne prévoit aucune relance dans les entreprises de transport aérien avant 2024, notamment que les coûts d'immobilisation sont élevés et qu'il est difficile de les réduire.
- Les interdictions visant les voyages aériens internationaux, la fermeture des frontières et l'anxiété des consommateurs ont réduit les déplacements aériens, entraînant des baisses de revenus, des pertes d'emploi considérables pour les transporteurs aériens et les aéroports, et l'élimination de liaisons régionales pouvant être essentielles à la croissance des économies locales.
- L'impact des pénuries de main-d'œuvre dans les secteurs du fret a été exacerbé, car la COVID-19 rend le travail plus difficile à exécuter dans ce

secteur (p. ex., la hausse des préoccupations en matière de sécurité pour les camionneurs et pour les marins qui sont incapables d'accoster et de revenir au Canada).

- Certains éléments de nos infrastructures commerciales et de transport essentielle sont désuets, surencombrés, et souffrent d'un manque de données et d'un financement limité. Au cours des dernières années, des investissements publics et privés ont été réalisés dans les infrastructures, ce qui a permis d'accroître l'efficacité et d'améliorer le service à la clientèle. Néanmoins, l'écart entre l'investissement requis dans les infrastructures et les fonds disponibles cause des problèmes comme l'insuffisance de capacité dans les ports de l'Ouest, et des services de transport public moins abordables que ceux offerts dans les villes européennes.
- Les confinements imposés par le gouvernement réduisent le besoin de prendre le transport en commun, dont l'utilisation a baissé d'environ 60 % à Toronto et à Montréal<sup>121</sup>. La demande devrait toutefois rebondir une fois les restrictions levées, comme on l'a vu à Hong Kong et à Auckland.

121 CBC - <https://www.cbc.ca/news/canada/coronavirus-covid19-public-transit-1.5509927> (accessible en anglais seulement, consulté en octobre 2020)

- Les préoccupations entourant la résilience de la chaîne d’approvisionnement peuvent mener au rapatriement de certaines activités et au double approvisionnement, ce qui pourrait éventuellement accroître le volume de fret et l’accès au désarri-mage dans l’ensemble des ports du Canada.
- Le ralentissement dans les secteurs de la fabrication et de l’énergie affecte le volume de

fret, (p. ex., les arrêts de production dans la fabrication automobile et aérospatiale ont réduit les échanges commerciaux d’environ 50 % depuis janvier, alors que le déclin de la demande pour le pétrole brut et la capacité de production inutilisée ont réduit les échanges commerciaux, principale-ment les exportations, de produits énergétiques d’environ 50 %<sup>122</sup>).

« La situation que nous traversons fait appel à toutes nos capacités à innover, à travailler ensemble et à créer un nouvel environnement durable propice à une reprise économique et à la croissance. Le secteur du transport, durement touché, est essentiel à la mission de tous les secteurs économiques. Avec le bon soutien, il prouvera une fois de plus son rôle de catalyseur économique de premier plan. Je suis fier de porter le message de l’industrie du transport. »

*SYLVIE VACHON, MEMBRE DU CONSEIL, PRÉSIDENTE-DIRECTRICE GÉNÉRALE ADMINISTRATION PORTUAIRE DE MONTRÉAL*

**Figure 21 : Confiance des passagers aériens**

(mai 2020, % des répondants)



**Les voyageurs aériens se disent inquiets notamment en ce qui a trait à l’attente dans l’aéroport, au passage aux douanes et à l’embarquement.**



**85 %**

des voyageurs nord-américains se disent inquiets de voyager en avion.

### Niveaux d’anxiété du voyageur tout au long de son parcours



Source : Rapport de McKinsey & Compagnie, *Make it better, not just safer: The opportunity to reinvent travel*, 15 juin 2020 (consulté en juillet 2020)

122 Statistique Canada - Tableau de Statistique Canada : 12-10-0121-01 (consulté en octobre 2020)

## Passer à l'action :

- Fournir des mesures de liquidité ciblées pour les acteurs essentiels du secteur de l'aviation, les aéroports et les systèmes de transit, afin de faciliter la relance conformément aux attentes des contribuables et à l'instar de ce qui a été fait dans d'autres régions et pays.
- Rouvrir les frontières de façon sélective (p. ex., « bulles » ou « corridors » de voyage) et pour les travailleurs hautement essentiels (p. ex., travailleurs du secteur automobile) pour accélérer la relance des voyages aériens.
- Établir des protocoles de sécurité adéquats et investir dans l'infrastructure de soutien afin de renforcer la confiance des consommateurs (p. ex., trajets sans contact, application de réservation de sièges pour le transit qui aide à gérer la capacité et la sécurité, et dépistage rapide pour augmenter les déplacements).
- Élaborer des programmes ciblés inclusifs afin de solutionner les pénuries de main-d'œuvre dans le transport de fret (p. ex., les camionneurs) et soutenir la formation à l'égard des technologies de pointe afin d'accélérer leur adoption dans l'ensemble des modes de transport.
- Encourager l'adoption de systèmes intelligents et de technologies prédictives pour accroître l'efficacité et réduire la congestion (p. ex., des systèmes de contrôle qui gèrent mieux le trafic aérien dans un espace dense, réduisent le bruit des aéronefs et les émissions des aéronefs, et des systèmes de signalisation et de contrôle automatique modernes pour améliorer l'efficacité et la sécurité ferroviaires).
- Investir dans l'infrastructure routière et commerciale pour améliorer l'intermodalité et réduire la congestion (p. ex., ajouter des trajets ou des trains au système de transit, réduire la dépendance des ports à l'égard des voies ferrées, des carrefours d'échanges commerciaux supplémentaires pour soutenir les changements éventuels dans les routes commerciales).

### Ce que nous avons entendu

- « Un allègement pour le secteur de l'aviation canadienne est à la fois un problème critique d'infrastructure et un problème global de compétitivité. Le Canada possède actuellement un désavantage structurel comparativement aux points de référence des É.-U. et de l'Europe en raison de sa confiance envers le modèle utilisateur-payeur. »
  - Cadre du secteur aérien
- « Le transport aérien est nécessaire afin d'assurer la liaison de notre pays d'un océan à l'autre. Cet aspect est particulièrement essentiel dans un pays comme le Canada, qui est dispersé sur le plan géographique, et où l'accès à des collectivités rurales peut être limité. »
  - Cadre du secteur aérien
- « Les conducteurs camions long courrier affichent un taux de postes à pourvoir d'environ 9 %, ce qui est considérablement plus élevé que la moyenne de chômage national de 3 %. »
  - Cadre d'une société de logistique
- « De nombreux projets d'infrastructures de transport sont en cours, mais ces projets ne sont pas nécessairement stratégiques, les ports et le rail, plus particulièrement, sont également sous-financés. »
  - Spécialiste du transport



## Agroalimentaire

L'agroalimentaire est un secteur clé de l'économie canadienne (3,5 % du PIB, 2,7 % de l'emploi)<sup>123</sup>. Il s'agit d'un cordon vital pour le pays, mais également d'un important facteur de croissance économique et d'excédent commercial. Le Canada pourrait compenser les pertes subies dans d'autres secteurs en doublant la mise dans le secteur de l'agroalimentaire, l'une des industries les moins touchées par la pandémie (sa contribution au PIB a augmenté de 2 % en juin). Qui plus est, en réalisant des investissements numériques stratégiques et en adoptant la technologie, le secteur serait bien placé pour tirer profit des économies

réalisées au chapitre de la production, améliorer la traçabilité et la confiance des Canadiens et accroître la salubrité des aliments.

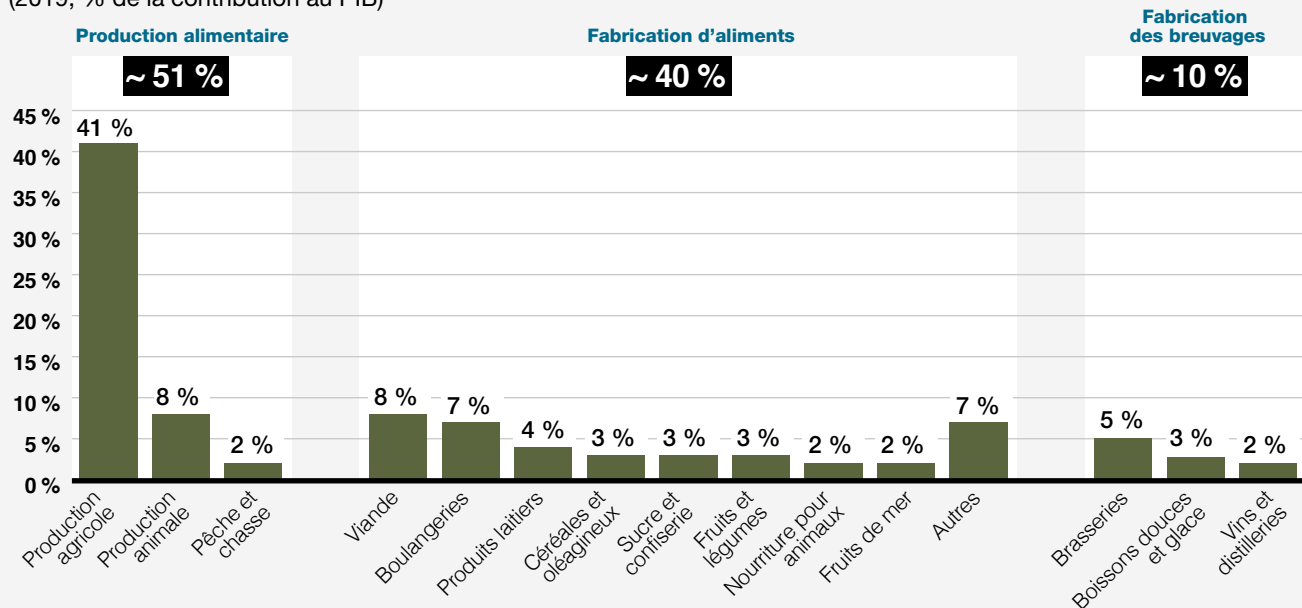
Cependant, ce secteur a été aux prises avec de nouveaux défis : il faut maintenant plus de temps et de ressources pour garantir la sécurité des employés et des consommateurs; il y a une augmentation des coûts et des délais relatifs à l'expédition des produits; et des changements dans la demande nécessitent le repositionnement de la production traditionnelle et des modèles de prestation. De plus, le secteur demeure confronté à des pénuries accrues de main-d'œuvre et à d'autres enjeux antérieurs à la pandémie.

« La pénurie mondiale en eau potable et en terres arables représente une occasion pour le Canada d'assumer un leadership dans les efforts internationaux pour nourrir la population mondiale en hausse, et le consommateur de l'avenir. Notre agriculture durable, appuyée par des technologies numériques, par la production d'aliments à valeur ajoutée, par des carburants et des fibres conçus à partir de nos produits de base, sera un levier de croissance puissant de la nouvelle économie canadienne. »

MURAD AL-KATIB, MEMBRE DU CONSEIL ET PRÉSIDENT-DIRECTEUR GÉNÉRAL, AGT FOOD AND INGREDIENTS

Figure 22 : PIB agroalimentaire par sous-secteur

(2019, % de la contribution au PIB)



Source : Statistique Canada, Tableau 36-10-0434-04 (consulté en août 2020)

123 Statistique Canada - Tableau de Statistique Canada : 36-10-0434-02 (consulté en août 2020)

## Points sensibles :

- La pandémie a exigé des entreprises agroalimentaires qu'elles s'adaptent à la demande et aux perturbations relatives à l'approvisionnement causées par la pandémie, notamment en travaillant avec les autorités afin d'améliorer la souplesse réglementaire pendant la COVID-19.
  - Les mesures de confinement ont considérablement transformé la demande en matière de produits agroalimentaires, la faisant glisser des services alimentaires à l'épicerie et au détail, créant des perturbations dans la gestion des inventaires, car certains producteurs et transformateurs n'ont pas la souplesse nécessaire pour s'ajuster à cette transformation du marché<sup>124</sup>.
  - Les arrêts de production mondiaux et les tensions commerciales ont temporairement stimulé la demande en matière d'exportations de produits agroalimentaires canadiens, y compris le grain et le porc. Toutefois, la volatilité des prix peut affecter la rentabilité des producteurs à court terme.
  - Les éclosions de COVID-19 dans des installations ont entraîné des fermetures temporaires et ont créé des arriérés, particulièrement dans les établissements de traitement des viandes. Un phénomène similaire dans les établissements de transformation américains a exacerbé les répercussions sur les producteurs de viande canadiens qui dépendent de ces installations.
- L'absence d'un accès à large bande dans de nombreux emplacements ruraux limite l'innovation et l'adoption de technologies qui augmentent la productivité (couverture de 60 % seulement à travers le Canada)<sup>125</sup>.
- Les goulots d'étranglement liés aux infrastructures et à la logistique risquent de perturber la circulation des marchandises et de limiter la capacité du Canada de répondre à la demande mondiale croissante.
  - La transformation à valeur ajoutée limitée nuit à la capacité des acteurs canadiens de saisir la pleine valeur découlant des activités de transformation.
  - Les obstacles internes au commerce, y compris le chevauchement de régimes de réglementation, créent un marché national fragmenté, et contre-carrtent l'innovation et la capacité concurrentielle.
  - Les pénuries de main-d'œuvre, une préoccupation permanente pour les producteurs, ont été exacerbées par la pandémie. Malgré les exemptions relatives aux restrictions de voyage, la diminution du nombre d'arrivées de travailleurs étrangers temporaires a créé des inquiétudes quant aux risques de pénuries plus sévères pour la saison des récoltes.
  - Enfin, les producteurs locaux sont des acteurs importants de la revitalisation des territoires et de l'achat local; leur contribution à la vitalité des milieux et à la sécurité alimentaire est importante.

## Passer à l'action :

- **Accélérer les investissements dans les infrastructures commerciales** pour dégager les goulots d'étranglement pour le transport des marchandises.
- **Élaborer un « Plan d'infrastructures national pour les corridors commerciaux et les points d'entrée »** pour dégager les principaux goulots d'étranglement multimodaux dans les voies ferrées, les conteneurs et les ports.
- **Soutenir les investissements dans la transformation à valeur ajoutée de matières premières** afin de permettre aux acteurs canadiens de capturer une part plus importante de la valeur découlant des activités de transformation (p. ex., protéine végétale, carburants renouvelables).

124 The Globe and Mail - <https://www.theglobeandmail.com/business/article-as-restaurants-close-and-demand-for-groceries-surges-food/> (accessible en anglais seulement, consulté en octobre 2020)

125 Gouvernement du Canada - [https://www.ic.gc.ca/eic/site/139.nsf/fra/h\\_00002.html](https://www.ic.gc.ca/eic/site/139.nsf/fra/h_00002.html) (consulté en octobre 2020)

- **Moderniser le système de réglementation en mettant l'accent sur la souplesse et l'élimination des obstacles au commerce interne** pour favoriser la croissance du secteur agroalimentaire canadien et aider les entreprises à croître et à devenir concurrentielles à l'échelle mondiale.
- **Continuer à accroître l'accès aux marchés internationaux** au moyen d'accords bilatéraux axés sur l'élimination des obstacles commerciaux tarifaires et non tarifaires.
- **Accélérer les investissements dans les infrastructures technologiques** afin de permettre la connectivité internet haute vitesse en zone rurale et accroître l'adoption des technologies numériques afin d'améliorer la productivité de l'industrie.
- **Stimuler les investissements numériques dans l'ensemble des chaînes d'approvisionnement** afin de permettre la collecte de données importantes qui permettront à l'IA et à l'analyse prédictive d'optimiser la production, de réduire l'usage de pesticides et de renforcer la confiance du public envers la salubrité et la traçabilité des aliments dans les chaînes d'approvisionnement mondiales.
- **Moderniser le PTET** pour traiter le manque de main-d'œuvre préexistant à long terme.
- **Devenir un chef de file dans la production d'aliments durable sur le plan environnemental** afin de relever les défis environnementaux et de répondre à l'intérêt croissant des consommateurs à l'égard de la durabilité.

### **Ce que nous avons entendu**

- « Notre manque général de numérisation est tranquillement devenu une urgence limitée, à laquelle nous sommes maintenant confrontés. Notre défi sera de rattraper nos pairs, et ce, rapidement afin de rester pertinents. »  
– Spécialiste de l'agriculture
- « Les entreprises agroalimentaires ne seront pas en mesure d'intensifier les exportations avant que nous nous attaquions à l'absence criante d'infrastructure par des investissements ciblés autour des corridors commerciaux. »  
– Cadre dans le secteur agroalimentaire
- « Nous devons créer des produits qui satisfont aux besoins des nouveaux consommateurs axés sur la nutrition, la santé et la durabilité. Nous devons commercialiser ces produits et miser sur la croissance des revenus moyens dans le monde; et l'accès au marché est essentiel pour y parvenir. »  
– Cadre dans le secteur agroalimentaire
- « Le Canada est un chef de file mondial en agriculture, mais nous avons toujours une mentalité "d'extraction"; l'intégration de la transformation à valeur ajoutée au pays est essentielle à la croissance du secteur à long terme. »  
– Cadre dans le secteur agroalimentaire

## Technologies propres

L'industrie des technologies propres du Canada est unie autour d'intérêts sectoriels partagés, possédant un écosystème actif de sociétés, d'universités, de grappes, d'incubateurs, d'accélérateurs et d'associations. Composé d'environ 800 entreprises et représentant environ 3 % du PIB<sup>126</sup>, le secteur comprend un ensemble diversifié de technologies à des niveaux de maturité variables et ayant des usages intersectoriels liés à l'énergie, à l'eau, à l'agriculture, à la foresterie, à la gestion des déchets, à la biodiversité, aux minerais et aux produits adoptés, comme l'équipement écoénergétique et la mobilité durable.








Les technologies propres sont également un catalyseur de croissance économique, d'amélioration du bilan environnemental et de renforcement concurrentiel à long terme dans l'ensemble des secteurs. Elles peuvent contribuer à la réconciliation et à l'égalité

par le développement économique, la création d'emplois et la résilience au climat dans les collectivités autochtones et éloignées. Les technologies propres fabriquées au Canada vont ainsi au-delà de l'innovation et participent à la réussite commerciale, aux retombées économiques, à la création d'emploi et à l'atteinte des objectifs climatiques. Elles pourraient être au cœur d'une nouvelle conversation sur l'énergie, l'environnement et l'économie, sur la base d'objectifs communs dans un contexte plus serein que la polarisation actuelle.

Le Canada possède des avantages concurrentiels croissants dans les technologies propres, par exemple la production d'hydrogène, les technologies de l'eau, les réseaux intelligents à énergie renouvelable, les batteries et le stockage d'énergie, la gestion des déchets, la CSUC, les PRM et le transport durable<sup>127</sup>. Même si elles dépendent fortement des É.-U., les exportations de technologies propres canadiennes ont connu

**Figure 23 : Domaines technologiques des sous-secteurs des technologies propres**

(mars 2019, nombre de domaines technologiques dans chaque sous-secteur)

Sous-secteurs des technologies propres selon la classification de Statistique Canada		Nombre de domaines technologiques
 <b>Activités de protection de l'environnement</b> Protection de l'air et du climat, traitement et gestion des déchets, protection et assainissement des sols, des sédiments et de l'eau.		99
 <b>Activités liées aux ressources durables</b>		147
<b>Énergie</b>  Carburants de remplacement, électricité renouvelable, chauffage, réseau intelligent et stockage d'énergie (CUSC et PRM)		
<b>Eau</b>  Réduction de l'utilisation, la gestion et le recyclage de l'eau		15
<b>Agriculture, sylviculture et biodiversité</b>  Agriculture, aquaculture, faune et flore sauvage, sylviculture		22
<b>Minéraux</b>  Exploitation minière verte, substituts des matières à base minérale		7
<b>Marchandises adaptées</b>  Équipements économes en énergie, mobilité durable		42

Source : Statistique Canada, catalogue numéro 16-511-X, Les technologies propres et l'enquête sur les biens et services environnementaux : un guide de référence technique, mars 2019 (consulté en juillet 2020)

126 Statistique Canada <https://www150.statcan.gc.ca/n1/daily-quotidien/181217/dq181217d-fra.htm> (consulté en octobre 2020)

127 Affaires mondiales Canada - [https://www.international.gc.ca/investors-investisseurs/assets/pdfs/download/vp-technologies\\_propres.pdf](https://www.international.gc.ca/investors-investisseurs/assets/pdfs/download/vp-technologies_propres.pdf) (consulté en octobre 2020)

« L'atteinte de l'avenir à zéro émission nette du Canada d'ici 2050 nécessite une stratégie industrielle ciblée qui accélère l'innovation et qui stimule la commercialisation rapide des technologies propres dans tous les secteurs de notre économie. Le Canada possède les compétences et l'ambition pour devenir un chef de file mondial dans l'atteinte d'un avenir à faibles émissions de carbone, mais les travaux pour déployer les technologies propres fabriquées au Canada, faire croître les sociétés qui les produisent et les garder au pays doivent s'amorcer dès maintenant. »

*KAREN HAMBERG, MEMBRE DU CONSEIL, VICE-PRÉSIDENTE, AFFAIRES EXTÉRIEURES ET DURABILITÉ, WESTPORT FUEL SYSTEMS INC.*

une croissance considérable depuis 2016<sup>128</sup>. La croissance rapide prévue dans les marchés mondiaux pour les technologies propres créera de nouvelles industries et chaînes de valeur dans lesquelles le Canada pourrait être concurrentiel en tirant parti de ses forces uniques. Pour réaliser ces avantages, les défis en matière d'innovation doivent être relevés au fur et à mesure que nous préparons ce secteur en vue d'une croissance accélérée.

### Points sensibles :

- Une situation d'innovation et de commercialisation affaiblie à cause de la fermeture des frontières, des restrictions relatives aux voyages, de la vulnérabilité de la chaîne d'approvisionnement et de l'incertitude des marchés qui ont entraîné le retard, le report ou l'annulation de transactions; autant d'éléments qui pourraient causer l'affaiblissement de la position concurrentielle sur les marchés dans un secteur où le financement d'expansion est déjà manquant, car :
  - les programmes gouvernementaux ont essentiellement été axés sur les premières étapes de l'innovation et de la recherche, pas sur la commercialisation et l'expansion;
  - les technologies propres sont à fort coefficient de capitaux sont aux prises avec plusieurs passages à vide en matière de capital au long de leur cycle de développement.
- Un marché national petit et réfractaire au risque ainsi que l'absence d'une réglementation rigoureuse comparée à la meilleure technologie disponible

limitent l'adoption nationale des technologies propres (publiques et privées) et l'accès aux marchés mondiaux. Cette situation est exacerbée par la pandémie de COVID-19, car les sociétés nationales et internationales réduisent les dépenses non essentielles.

- Bien qu'il y a eu initialement des préoccupations relatives aux liquidités, attribuables aux annulations de projets et aux baisses de revenus, les derniers rapports laissent entendre que des investisseurs et des mesures de soutien aux liquidités des gouvernements ont empêché des faillites massives. Cependant, le ralentissement économique actuel et la petite taille du marché national pour les technologies propres créent un besoin relatif à une aide supplémentaire en matière de liquidités, notamment pour les entreprises qui n'ont pas encore réalisé de revenus.
- La rareté de talents, notamment les talents en entrepreneuriat et en affaires dans les domaines du financement, de la mobilisation des capitaux, du développement des affaires et du lancement de produits, entrave l'accélération de la commercialisation et de l'expansion. Il est nécessaire de mettre l'accent sur la diversité et l'inclusion, car la majorité de la main-d'œuvre dans les technologies propres est masculine. En 2017, 81 % des PME de technologies propres étaient majoritairement détenues par des hommes, comparativement à 64 % pour l'ensemble des PME<sup>129</sup>.

128 EDC - <https://www.edc.ca/fr/blogue/marches-mondiaux-technologies-propres.html> (consulté en octobre 2020)

129 Innovation, Sciences et Développement économique Canada - [https://www.ic.gc.ca/eic/site/061.nsf/fra/h\\_03119.html](https://www.ic.gc.ca/eic/site/061.nsf/fra/h_03119.html) (consulté en octobre 2020)

## Passer à l'action :

- **S'assurer que notre stratégie industrielle priorise la commercialisation et l'expansion des entreprises canadiennes et de leurs technologies propres habilitantes** (p. ex., la décarbonation, l'économie circulaire, les solutions biologiques, etc.) qui créent une base industrielle de sociétés de technologies propres qui peuvent être des acteurs concurrentiels ou dominants à l'échelle mondiale.
- **Mobiliser les capitaux (y compris les capitaux patients) afin de stimuler une économie durable et l'investissement du secteur privé dans les domaines de technologies propres prioritaires**, notamment aux fins d'expansion et d'accélération dynamique du déploiement de la prochaine génération des systèmes de technologie propre.
- **Fournir une aide ciblée pour les technologies propres dans les domaines de grande priorité où le Canada possède des avantages concurrentiels**, y compris, sans toutefois s'y limiter, ce qui suit :
  - Produire du carburant hydrogène (bleu, vert, gris) à grande échelle et construire l'infrastructure connexe aux fins de la consommation nationale et de l'exportation.
  - Développer un carrefour de la CSUC en Alberta, en collaboration avec le secteur pétrolier et gazier, afin de réduire les émissions locales et développer une expertise exportable.
  - Bâtir la chaîne d'approvisionnement des batteries (des minerais essentiels jusqu'aux VE) au Canada afin de satisfaire aux besoins d'approvisionnement nord-américains et mondiaux.
  - Faire de Montréal un carrefour de calibre mondial pour l'aérospatiale et l'aviation durable, incluant le soutien des activités de R et D pour les entreprises d'aviation et les biocarburants.
- Promouvoir la force du Canada en matière de technologie propre dans les domaines de l'énergie renouvelable, des biocarburants, de stockage de l'énergie, des réseaux intelligents, du transport, de la gestion des déchets, de l'efficacité énergétique, des petits réacteurs modulaires et des technologies de l'eau.
- **Prioriser et accélérer le déploiement des technologies propres commercialisables et disponibles sur le marché faites au Canada dans tous les secteurs** pour atteindre les cibles de 2030; s'harmoniser avec l'industrie en ce qui concerne les voies de décarbonation et le potentiel commercial des technologies propres, déterminer les investissements prioritaires afin de comprimer les échéanciers en matière d'innovation et d'éliminer les obstacles réglementaires.
- **Accélérer l'accès aux marchés mondiaux** au moyen d'une stratégie d'exportation pour réaliser la cible de 20 milliards d'ici 2025, incluant des accords commerciaux avec des partenaires autres que les États-Unis.
- **Élargir l'approvisionnement public** pour accélérer la demande de technologies propres fabriquées au Canada et stimuler le déploiement industriel. Faciliter la connexion des utilisateurs de technologies et les fournisseurs de solutions, incluant les collectivités autochtones, et la fourniture de marchés de référence nationaux aux fins de démonstration de la technologie.
- **Établir une stratégie et un plan d'action ciblés** comprenant des cibles afin d'obtenir, de perfectionner et de faire croître les talents techniques et d'entreprises disponibles dans les technologies propres en provenance de tous les secteurs industriels, tout en augmentant le nombre de possibilités d'emploi pour les collectivités mal desservies.

### Ce que nous avons entendu

- « Nous devons rebâtir avec une base industrielle qui est plus forte et mieux positionnée pour l'économie de l'avenir, pas pour l'économie du passé. Il existe une concurrence mondiale pour les talents, les capitaux et les entrepreneurs en technologies propres. Nous devons être dans la course. »
  - Cadre dans le secteur des technologies propres
- « Il n'y a aucun règlement pour stimuler l'investissement dans les technologies propres. De plus, la technologie canadienne est souvent perçue comme présentant un risque plus grand. Le gouvernement a la possibilité d'éliminer ce risque en l'adoptant en premier ou en incitant l'industrie à être un premier utilisateur. »
  - Cadre dans le secteur des technologies propres
- « Il y a une guerre mondiale pour l'obtention des talents en technologie propre. Nous devons nous assurer que les talents veulent venir au Canada ou rester au Canada pour résoudre nos défis environnementaux, et pour bâtir des sociétés de technologies propres de l'avenir. »
  - Cadre dans le secteur des technologies propres

## Industries numériques

Le secteur est défini de façon générale pour inclure les entreprises qui fabriquent des produits numériques, qui assurent la prestation de services liés à des outils numériques, qui sont exploitées au moyen d'un modèle d'exploitation numérique (c.-à-d. natifs numériques) et qui appuient la numérisation des industries traditionnelles. Lorsque l'on inclut toutes ces entreprises, le secteur représente environ 2,9 % du PIB et 1 % de l'emploi (excluant les entreprises de télécommunications)<sup>130</sup>. La pandémie a eu des répercussions mitigées sur les industries numériques. Certaines entreprises numériques dans des secteurs durement touchés comme la vente au détail et le transport aérien ont subi des impacts négatifs majeurs, tandis que d'autres fournisseurs numériques sont restés relativement stables, parfois avec un faible impact positif. Les entreprises dotées d'un modèle d'exploitation numérique ont généralement prospéré tant au niveau national que mondial.

Les technologies numériques (IA, infonuagique, mégadonnées, Internet des objets, chaîne de blocs, impression en 3D, robotique) transformaient déjà la vie, les entreprises et les gouvernements avant la COVID-19. La pandémie a accéléré le rythme d'adoption de ces technologies en raison des avantages supplémentaires qu'elles pouvaient offrir en situation de crise. La COVID-19 a accéléré de trois à sept ans la transition numérique<sup>131</sup>, augmentant de façon importante l'utilisation des outils numériques

« Nous sommes à la croisée des chemins. Au cours des quatre prochaines années, l'essentiel de l'économie mondiale sera englobée par le numérique ou par des entreprises transformées numériquement. Soit nous passons à côté de cette possibilité et deviendrons simplement des consommateurs numériques, soit nous investissons maintenant pour devenir les bâtisseurs dignes de confiance de sociétés numériques qui seront des chefs de file mondiaux. Il s'agit d'un moment de définition pour le Canada et pour la prospérité future des Canadiens. »

*JOHN BAKER, MEMBRE DU CONSEIL, PRÉSIDENT ET CHEF DE LA DIRECTION DE D2L CORPORATION*

130 Statistique Canada - Tableau de Statistique Canada : 36-10-0434-02 (consulté en octobre 2020)

131 McKinsey & Company - <https://www.mckinsey.com/business-functions/strategy-and-corporate-finance/our-insights/how-covid-19-has-pushed-companies-over-the-technology-tipping-point-and-transformed-business-forever> (disponible en anglais seulement, consulté en octobre 2020)

pour le travail, l'éducation, les soins de santé, ce qui crée de nouvelles possibilités pour les entreprises du secteur. Ces sociétés numériques ont été mieux en mesure de tirer parti des possibilités de marché. Les gouvernements dans le monde élaborent les politiques et les infrastructures afin de tirer parti des investissements numériques et de faire progresser les nouvelles technologies qui viendront hausser la productivité et renforcer l'innovation.

En dehors du secteur numérique, les industries canadiennes ont beaucoup à faire pour améliorer leur situation numérique et combler l'écart. En règle générale, les entreprises canadiennes ont sous-investi comparativement à d'autres pays de l'OCDE en matière d'adoption de la technologie. Par conséquent, la productivité du Canada dans des secteurs clés comme la fabrication et les ressources naturelles accuse du retard par rapport aux entreprises américaines dans le même secteur.

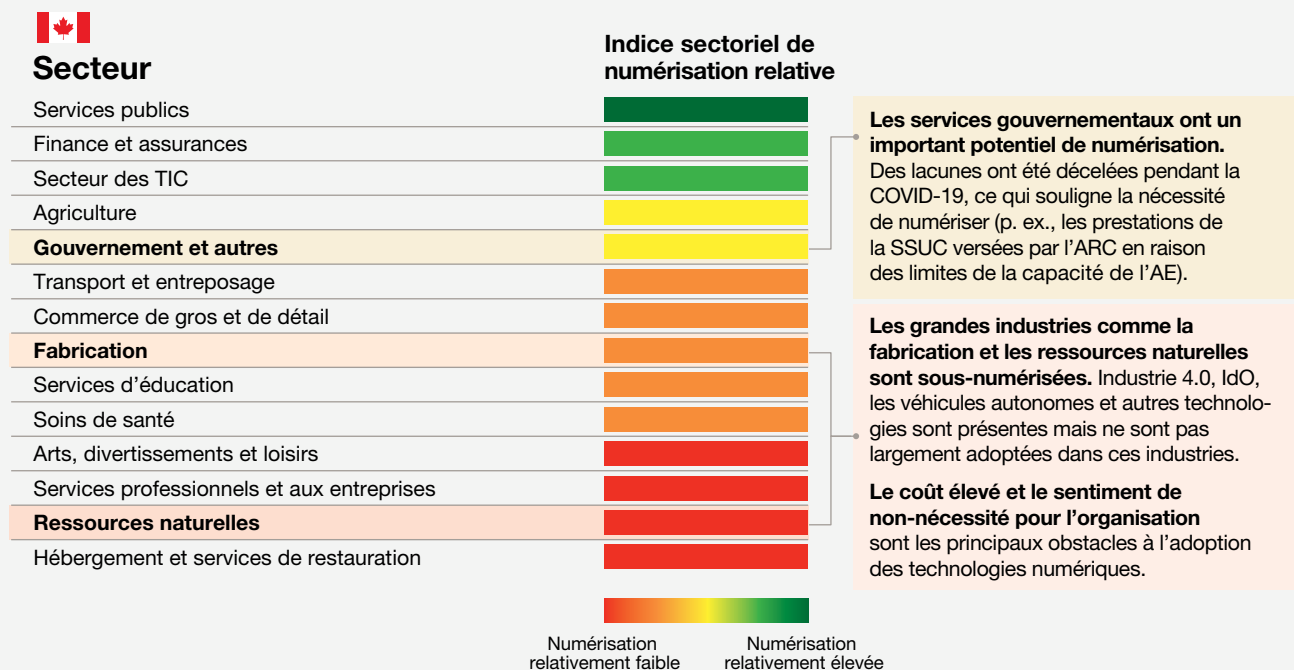
Le Forum économique mondial (FEM) a suggéré que les gouvernements qui cherchent à stimuler la reprise

économique après la pandémie devraient appuyer la compétitivité numérique en tant qu'élément clé de l'économie immatérielle<sup>132</sup>. Les entreprises numériques ont besoin de politiques et de réglementations différentes pour encourager l'investissement étant donné que les modèles d'affaires des entreprises numériques diffèrent de ceux des entreprises traditionnelles. Ces mesures pourraient inclure la protection et la souveraineté des données, l'infrastructure numérique et d'autres politiques qui encouragent le développement des technologies numériques. L'amélioration de ces mesures soutient non seulement la croissance des entreprises nationales, mais elle est également essentielle pour attirer les investissements directs étrangers (IDE) des entreprises numériques.

Au cours de la prochaine décennie, on prévoit que la numérisation transformera l'économie et la façon d'exploiter les entreprises. Les entreprises chercheront de l'aide pour adopter les technologies numériques et s'assureront d'avoir les ressources financières et les compétences pour y parvenir.

**Figure 24 : Indice de numérisation pour les secteurs canadiens**

(2018, degré de numérisation)



Sources : IHS Global Insights, 2018; Le Forum économique mondial, *The Global Information Technology Report*, 2015 (consulté en juillet 2020)

132 Forum économiques mondial - <https://www.weforum.org/agenda/2020/04/covid-19-digital-foreign-direct-investment-economic-recovery/> (disponible en anglais seulement, consulté en octobre 2020)



## Points sensibles :

- L'expansion des sociétés numériques a été un défi au Canada et il existe un écart désavantageux dans les mesures de soutien pour les entreprises numériques de taille moyenne supérieure, ce qui fait en sorte que des entreprises sont vendues tôt ou sous-investissent dans la croissance.
- L'exode des cerveaux des talents numériques, technologiques et analytiques en forte demande a sévi dans les écoles canadiennes; dans certains domaines, comme le génie logiciel, plus de 66 % des étudiants quittent le Canada dès l'obtention de leur diplôme<sup>133</sup>. La pandémie pourrait toutefois avoir créé des opportunités.
- La commercialisation de la PI dans les entreprises canadiennes représente un défi, comme le démontre le fait que moins de 50 % des brevets, sur plus de 350 brevets en IA créés au Canada depuis 2007, demeurent sous propriété canadienne. En outre, seulement environ 2 % des PME sont propriétaires d'un ou de plusieurs brevets<sup>134</sup>.

## Passer à l'action :

- **Soutenir une stratégie industrielle numérique**, comprenant un appui aux sociétés de taille moyenne supérieure pour leur permettre de devenir des chefs mondiaux, un nouveau fonds d'infrastructures de R et D en logiciels pour créer une stratégie d'attraction en R et D, le dé plafonnement de la limite de 500 employés pour l'admissibilité des entreprises aux programmes (p. ex., PARI), et la construction d'un Réseau numérique canadien mondial (Réseau numérique boréal) doté de nouveaux avant-postes commerciaux et de voies à l'échelle mondiale.
- **Approvisionnement gouvernemental** : Accroître la part de l'approvisionnement en logiciels et technologies provenant de sociétés moyennes

supérieures et éliminer les biais contre les PME et les sociétés moyennes supérieures ainsi que les sociétés appartenant à des Autochtones, des membres des minorités visibles ou des femmes. Réduire les risques des projets et demeurer agile en utilisant les meilleurs produits en leur genre utilisant des interfaces de programmation (API) ouvertes afin de faciliter l'adaptation, l'intégration et l'extraction de données. Travailler avec les PME et les sociétés moyennes supérieures pour élaborer de nouvelles normes, et se pencher sur de nouvelles technologies et feuilles de route.

- **Stratégie de perfectionnement et de maintien en poste des talents** : Offrir des incitatifs aux talents numériques en forte demande afin de ralentir « l'exode des cerveaux » des institutions canadiennes. Commercialiser les forces du Canada en innovation et en entrepreneuriat afin d'accroître notre réputation internationale en tant que carrefour numérique au moyen de possibilités équivalentes à celles d'autres carrefours mondiaux. Élaborer une nouvelle stratégie pour le perfectionnement des compétences, y compris une infrastructure d'apprentissage numérique nationale.
- **Stratégie en matière de PI et de données** : Accroître le soutien pour l'éducation sur la PI, les répertoires de micro-brevets auprès des sociétés moyennes supérieures et de partenaires du milieu universitaire, soutenir les coûts liés à la PI dans le cadre de programmes de RS&DE pour les sociétés sous contrôle canadien.
- **Accroître les avantages socioéconomiques au moyen d'un partage de données intelligent et sécurisé** entre les organisations et à l'échelle de tous les secteurs. Renforcer la protection de la vie privée afin de protéger nos citoyens et d'éviter de miner les droits démocratiques, tout en éliminant les obstacles pour les sociétés.

133 The Globe and Mail - <https://www.theglobeandmail.com/business/technology/article-canada-facing-brain-drain-as-young-tech-talent-leaves-for-silicon/> (consulté en octobre 2020)

134 Jim Balsillie, présentation liminaire au *Canadian Manufacturing Technology Show* - Canadian Manufacturing - <https://www.canadianmanufacturing.com/features/who-owns-your-patent/> (consulté en octobre 2020)

- **Stratégies commerciales et d'investissement direct étranger (IDE)** : Des stratégies de négociations commerciales qui renforcent le secteur de l'immatériel du Canada, et bâtir de nouveaux avant-postes commerciaux et de nouvelles voies commerciales. Modifier les politiques en matière d'IDE pour comprendre les effets d'entraînement potentiellement négatifs de l'économie de l'immatériel.

### **Ce que nous avons entendu**

- « De grandes sociétés viendront au Canada. Nous sommes les seuls suffisamment naïfs à vouloir les payer pour venir sans nous assurer que les Canadiens reçoivent des avantages suffisants. »
  - Cadre dans le secteur de l'intelligence artificielle
- « L'Australie est très orientée sur la rétention des talents en ayant recours à des mesures incitatives comme l'accélération de l'accès à la citoyenneté pour les diplômés les plus en demande. »
  - Cadre dans le secteur du tourisme
- « L'industrie canadienne n'attire que très peu les universités et la plupart des budgets des universités sont de 200 000 à 300 000, ce qui signifie qu'elles dépendent des investissements des entreprises pour le développement de la propriété intellectuelle. Malheureusement, beaucoup de cet argent vient de l'extérieur du Canada. »
  - Conseiller économique

## Santé et biosciences

Le secteur de la santé et des biosciences est l'une des industries à plus forte croissance dans l'économie canadienne (1,8 % du PIB et 3 % de l'emploi)<sup>135</sup>. Le secteur est composé d'entreprises menant des activités dans les domaines de la R et D scientifique et dans la commercialisation de la biotechnologie, des technologies médicales et des technologies de la santé numériques et axées sur l'IA. Une augmentation soutenue des investissements dans les entreprises de biotechnologie et de technologies médicales au cours des dernières années, témoigne d'un élan d'innovation dans ce secteur. D'ailleurs, plusieurs équipes canadiennes du domaine sont engagées dans la recherche de traitements et de vaccins contre la COVID-19.

Le secteur de la santé et des biosciences devrait être touché par un ensemble de phénomènes déclenchés par la COVID-19 et influençant la demande et les approvisionnements. Depuis le début de la pandémie, on a constaté une hausse de la demande de certains produits, dispositifs médicaux et médicaments essentiels. La pandémie a poussé à la limite des chaînes d'approvisionnement dans le milieu pharmaceutique, alors que les principaux fournisseurs dans le monde, en Chine et en Inde, ont imposé des ralentissements et des restrictions d'exportation. Les gouvernements ont dû se pencher sur un vaste éventail de mesures pour le rapatriement et l'accumulation de stocks, restructurant des chaînes d'approvisionnement et de fabrication au Canada afin de produire des EPI et des dispositifs en forte demande.

La COVID-19 a également causé une interruption des interventions non urgentes, des rendez-vous médicaux et des essais cliniques, ce qui a entraîné une baisse de nouvelles ordonnances et des commandes de certains dispositifs médicaux. Les fabricants d'équipement médicaux, ainsi que les grossistes de produits pharmaceutiques et de biens personnels, ont été touchés à leur tour par les effets de la pandémie sur le système de soins de santé. La demande comprimée est susceptible de stimuler une relance

<sup>135</sup> Statistique Canada - Tableau de Statistique Canada : 36-10-0434-02 (consulté en octobre 2020)

« L'apport de l'innovation en biosciences sur la santé humaine et le mieux-être va croître de façon exponentielle au cours de ce siècle. Le Canada, en raison de ses forces reconnues en science, en découverte, en innovation et en entrepreneuriat ainsi qu'en raison de sa main-d'œuvre éduquée, diversifiée et talentueuse, se trouve dans une bonne position pour transformer cette possibilité en moteur économique stimulé. L'heure est venue pour le Canada de libérer le meilleur de son intellect, son avantage concurrentiel et de mobiliser tous les secteurs de notre économie; construire de manière audacieuse et en mieux permettra d'assurer un avenir durable pour le Canada. »

*KARIMAH ES SABAR, MEMBRE DU CONSEIL, PRÉSIDENTE-DIRECTRICE GÉNÉRALE ET ASSOCIÉE, QUARK VENTURE LP*

rapide au fur et à mesure que l'activité économique reprend et que la confiance des consommateurs revient. Afin de répondre à ces goulots d'étranglement en matière d'approvisionnement, le gouvernement a intensifié ses efforts en matière d'approvisionnement et de fabrication nationaux, alors que Santé Canada a accéléré l'autorisation de produits en forte demande au moyen de mesures provisoires liées à la COVID-19. Ces mesures ont créé la possibilité de tirer parti des leçons apprises. La COVID-19 a mis en évidence l'importance d'un système de réglementation moderne et souple. À titre d'exemple, en réponse à la pandémie, le gouvernement du Canada a accordé une souplesse temporaire en matière de réglementation pour l'acceptation de spécifications techniques reconnues à l'échelle internationale pour l'ÉPI, ainsi qu'une souplesse réglementaire et des directives sur la façon de mener les essais cliniques.

### Points sensibles :

- Goulots d'étranglement en matière d'approvisionnement pour les ingrédients pharmaceutiques actifs, notamment ceux liés à la COVID-19 en raison des arrêts de production dans des pays clés (p. ex., l'Inde a imposé des interdictions d'exportation touchant 26 médicaments largement utilisés)<sup>136</sup>.

- Nécessité relativement à un développement et à un approvisionnement axé sur la création de valeur, c'est-à-dire les médicaments novateurs axés sur la PI, les solutions numériques et axées sur les données, les dispositifs, les diagnostics, les vaccins, la procédure.
- La COVID-19 a mis en évidence la nécessité d'améliorer la souplesse réglementaire pour assurer l'accès à des dispositifs et à des médicaments étrangers; l'adoption rapide par le gouvernement d'approches souples et provisoires à l'égard de la gestion des soins de santé a montré à quelle rapidité il peut faire évoluer ses processus lorsque cela est nécessaire.
- L'adoption de plateformes de santé numériques, qui accusait un retard avant l'avènement de la COVID-19, a augmenté considérablement pendant la pandémie et pourrait devenir une tendance à long terme, ce qui a une incidence sur la chaîne de valeur pour les produits pharmaceutiques et les technologies médicales (47 % des Canadiens ont eu recours à une forme quelconque de télésanté pendant la pandémie)<sup>137</sup>.

136 The New York Times - <https://www.nytimes.com/2020/03/03/business/coronavirus-india-drugs.html> (consulté en octobre 2020)

137 CBC - <https://www.cbc.ca/news/health/virtual-care-cma-survey-1.5603713> (disponible en anglais seulement, consulté en octobre 2020)

- L'absence de capital de croissance et de mesures incitatives à la commercialisation donnait déjà lieu à un exode des grandes entreprises de biotechnologie et des meilleurs talents avant la COVID-19. Cette absence a également limité la capacité du Canada de bénéficier de l'injection de capital dans les entreprises pharmaceutiques et de biotechnologie (le financement de capitaux propres annuel des entreprises de biotechnologie canadiennes a augmenté de 28 % tous les ans entre 2014 et la première moitié de 2020). Il y a une possibilité d'ancrer au Canada un certain nombre de sociétés à forte croissance<sup>138</sup>.
- Donner aux organisations sanitaires fédérales un **mandat mixte en matière de santé et de développement économique** afin d'optimiser la valeur des investissements de la reprise.
- Cibler les investissements afin de **bâtir une infrastructure numérique de calibre mondial afin de soutenir la stratégie numérique de santé et favoriser les avancements axés sur les données dans les soins de santé** (p. ex., accroître l'accès à la télésanté, notamment pour les collectivités rurales et autochtones ainsi que pour les aînés, et lancer un projet pilote sur une plateforme numérique entièrement « interexploitable » à l'échelle des systèmes des provinces et des territoires).

### Passer à l'action :

- **Ajuster les stratégies d'approvisionnement en santé pour assurer la résilience des capacités nationales** conformément aux domaines d'intérêt stratégique.
- Collaborer avec les provinces et les territoires **pour adopter l'approvisionnement axé sur la valeur dans tous les systèmes de santé du Canada et dans les domaines fédéraux de responsabilité en matière de santé** (p. ex., envisager d'accroître l'utilisation d'incitatifs d'achat et d'incorporation combinés pour passer à l'approvisionnement axé sur la valeur dans les transferts fédéraux en santé aux provinces et aux territoires).
- **Rationaliser les processus d'approbation réglementaire** et comparer les progrès par rapport aux pratiques exemplaires des acteurs internationaux afin d'établir des relations fédérales, provinciales et territoriales dynamiques, et de mieux habiliter un système de réglementation qui facilite l'entrée de produits novateurs sur le marché national, améliore la collaboration entre les laboratoires universitaires et les autorités sanitaires, et qui crée de façon générale un environnement d'affaires accueillant pour les investissements.
- **Envisager du financement provisoire relatif à la COVID-19** pour appuyer les entreprises canadiennes précommerciales ayant un fort potentiel commercial (p. ex., des prêts sans intérêt).
- **Promouvoir les investissements du secteur privé à l'échelle nationale et internationale** dans les entreprises de biotechnologie et de technologies médicales, y compris la mise sur pied de fonds industriels de stade avancé et de fonds d'investissement en capital, en collaboration avec les provinces et les territoires (p. ex., réduire à 75 % les critères en matière de propriété pour l'accès à l'encouragement fiscal aux fins de recherche scientifique et développement expérimental et prolonger l'admissibilité des entreprises pour comprendre les étapes plus avancées de la croissance ou du PARI 2.0).
- **Collaborer avec des administrateurs de valeurs mobilières** pour accroître les mesures incitatives destinées aux entreprises canadiennes des sciences de la vie pour être cotées à la fois par TSX et par les bourses américaines.
- **Renforcer la mise sur pied de réseaux d'essai cliniques** afin de stimuler la coordination de la recherche et d'attirer du nouveau financement des entreprises multinationales. Mobiliser les caisses de retraite afin de créer un fonds de capital de risque à grande échelle.

138 The Globe and Mail - <https://www.theglobeandmail.com/business/article-biotech-blind-spot-how-canadas-big-investors-missed-the-boom/> (consulté en octobre 2020)

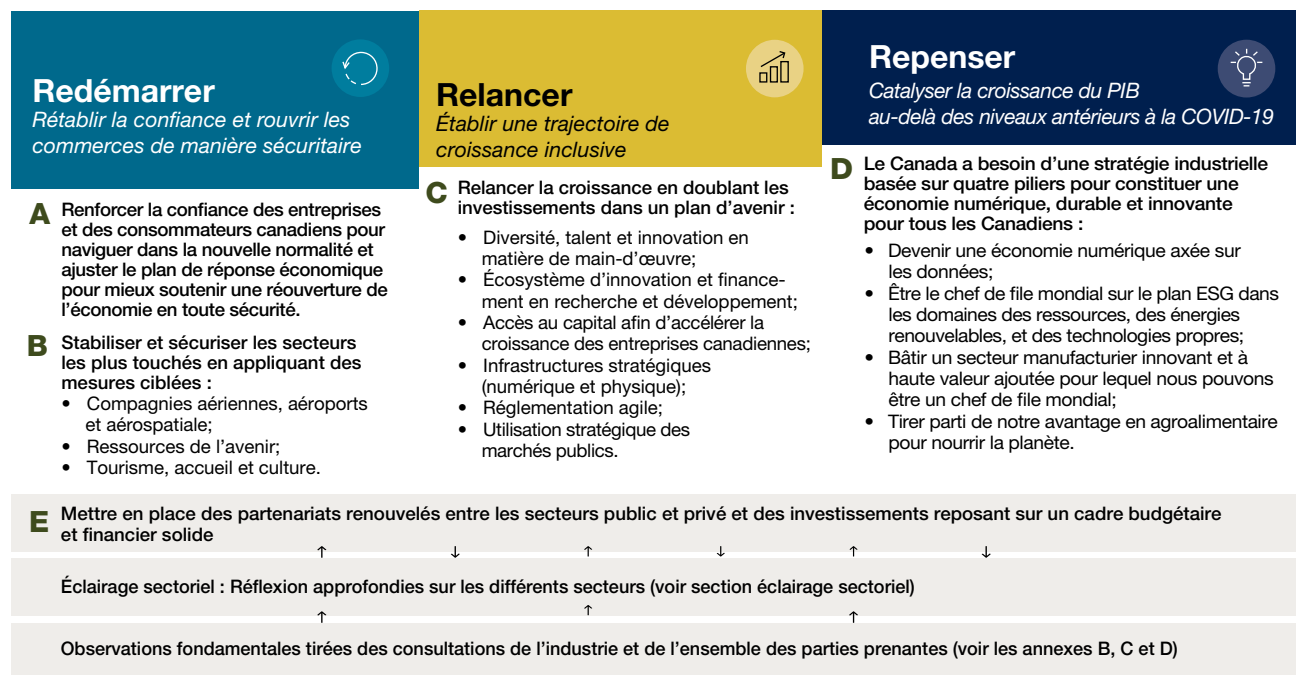
### **Ce que nous avons entendu**

- « Nous devons nous préparer aux crises futures, non seulement la préparation aux pandémies (p. ex., l'amélioration des capacités de test, le développement d'un vaccin, l'EPI fabriqué localement). Les pays qui sont des chefs de file en matière de soins de santé ont commencé à s'orienter vers l'approvisionnement axé sur la valeur, l'exécution et l'innovation. »
  - Spécialiste des soins de santé
- « On dénombre plus de 40 autorités sanitaires au Canada, ce qui a ralenti l'adoption des nouvelles technologies et des plateformes de santé numériques. »
  - Cadre en capital de risque
- « Maintenant, nous devons plus que jamais réduire les barrières commerciales interprovinciales. En particulier, l'élimination de ces barrières permettrait d'optimiser le système de soins de santé virtuel. »
  - Cadre en biosciences
- « Dès que nos sociétés de biotechnologie atteignent une certaine taille, elles sont achetées par les États-Unis ou elles y migrent. »
  - Cadre en biotechnologie
- « Il est important que nous prenions notre investissement unique le plus important, soit notre système de santé, et que nous le transformions en moteur économique. Les soins de santé devraient être une priorité nationale. »
  - Cadre en biosciences

# LISTE DES ACRONYMES UTILISÉS

<b>ADR</b>	Agence de développement régional	<b>OPEP</b>	Organisation des pays exportateurs de pétrole
<b>AE</b>	Assurance-emploi	<b>PARI</b>	Programme d'aide à la recherche industrielle
<b>ALEC</b>	Accord de libre-échange canadien	<b>PCE</b>	Programme de crédit aux entreprises
<b>B2B</b>	Business-to-business	<b>PCU</b>	Prestation canadienne d'urgence
<b>BDC</b>	Banque de développement du Canada	<b>PI</b>	Propriété intellectuelle
<b>CNRC</b>	Centre national de recherche du Canada	<b>PIB</b>	Produit intérieur brut
<b>CSUC</b>	Capture, stockage et utilisation du carbone	<b>PME</b>	Petites et moyennes entreprises
<b>CUEC</b>	Compte d'urgence pour les entreprises canadiennes	<b>PRM</b>	Petit réacteur modulaire
<b>EDC</b>	Exportation et développement Canada	<b>PTET</b>	Programme des travailleurs étrangers temporaires
<b>EPI</b>	Équipement de protection individuel	<b>R et D</b>	Recherche et développement
<b>ESG</b>	Environnement, social, gouvernance	<b>RS&amp;DE</b>	Recherche scientifique et développement expérimental
<b>ETP</b>	Équivalent à temps complet	<b>SSUC</b>	Subvention salariale d'urgence du Canada
<b>FEM</b>	Forum économique mondial	<b>STIM</b>	Sciences, technologies, ingénierie et mathématiques
<b>FSI</b>	Fonds stratégique d'investissement	<b>TDCC</b>	Technologies du développement durable Canada
<b>GES</b>	Gaz à effet de serre	<b>TIC</b>	Technologies de l'information et des communications
<b>GNL</b>	Gaz naturel liquifié	<b>TSSE</b>	Table sectorielle de stratégie économique
<b>IA</b>	Intelligence artificielle	<b>TVA</b>	Taxe sur la valeur ajoutée
<b>IDE</b>	Investissement direct étranger	<b>VE</b>	Véhicule électrique
<b>IRCC</b>	Immigration, réfugiés et citoyenneté Canada		
<b>OCDE</b>	L'Organisation de coopération et de développement économiques		

# ANNEXE A : RÉSUMÉ DES RECOMMANDATIONS DU CONSEIL



## RECOMMANDATION A : Renforcer la confiance des entreprises et des consommateurs canadiens pour mieux soutenir une réouverture de l'économie en toute sécurité

1. **Renforcer la coordination et le partage des meilleures pratiques avec les provinces et les territoires et adopter une approche de gestion des risques**, puisque la COVID-19 sera parmi nous pendant un certain temps (p. ex., une approche coordonnée à l'égard de l'ouverture des frontières fondée sur des principes solides de gestion du risque et le lancement de projets pilotes afin de mettre à l'essai des approches innovantes de gestion du risque).
2. **Mobiliser pleinement le secteur privé afin de garantir que les mesures de santé publique et les innovations pertinentes sont en place pour appuyer un redémarrage sécuritaire** (p. ex., s'allier à des consortiums de l'industrie pour augmenter les capacités de dépistage et réduire les délais d'analyse, pour étendre la recherche des contacts en vue d'accélérer l'activité économique et, éventuellement, pour déployer une campagne de vaccination à grande échelle).
3. Élaborer, en collaboration avec des institutions financières canadiennes et des sociétés d'État fédérales à vocation financière, **des mécanismes visant à faciliter la restructuration et le refinancement d'entreprises rentables en temps normal, qui font face à des périodes de relance prolongées**. Ainsi, les entreprises pourront sortir de la crise en ayant des modèles opérationnels plus viables.

4. **Encourager davantage la participation au marché du travail et la requalification professionnelle au fur et à mesure que les programmes d'urgence prennent fin**, en se basant sur les changements annoncés récemment (p. ex., compléter la transition de la Prestation canadienne d'urgence [PCU] à l'assurance-emploi avec des programmes de compétences axés sur l'innovation pour aider des travailleurs affectés à se réorienter ou se requalifier – particulièrement les femmes et les Canadiens des minorités culturelles, et revoir le modèle de formation de l'assurance-emploi).
5. **Tirer parti de l'image de marque « Canada » et en faire la promotion au pays et à l'étranger, en insistant sur la valeur ajoutée et sur l'innovation** (p. ex., encourager l'achat chez nous et le soutien aux entreprises locales et lancer des campagnes de messages de santé publique à l'étranger afin de donner confiance à d'éventuels étudiants internationaux).

**RECOMMANDATION B : Stabiliser et sécuriser les secteurs les plus touchés en appliquant des mesures ciblées**

### Compagnies aériennes, aéroports et aérospatiale

1. **Fournir un soutien à plus long terme** (p. ex., jusqu'au retour aux niveaux d'activités d'avant la pandémie) afin de permettre aux entreprises particulièrement touchées ou d'intérêt stratégique national de supporter leurs coûts fixes et de permettre l'amélioration de la performance environnementale des flottes, conformément à ce que font d'autres administrations concurrentielles (afin de compléter ou de remplacer des programmes existants).
2. **Accélérer la reprise des déplacements intérieurs et internationaux** en adoptant des façons innovantes et prudentes de gérer les risques et de rebâtir la confiance (p. ex., dépistage rapide pour les visiteurs internationaux provenant d'administrations à faible risque et réduction considérable de la durée de la quarantaine).

### Ressources de l'avenir

3. **Offrir des mesures incitatives supplémentaires aux entreprises en amont** afin qu'elles maintiennent des opérations viables à long terme et relancent leurs dépenses d'investissement en tenant compte des facteurs d'environnement, de responsabilité sociale et de gouvernance (ESG) en matière de ressources, et garantir que les programmes de crédit aux entreprises en place offrent un financement provisoire aux entreprises de services jusqu'à la reprise de l'investissement.

### Tourisme, accueil et culture

4. **Fournir des capitaux patients** afin de permettre aux entreprises phares dont l'image de marque est excellente et qui ont un modèle opérationnel viable à long terme (mais qui éprouvent des difficultés temporaires d'accès au capital) de surmonter cette période de faible demande et de surcapacité, particulièrement dans les petites collectivités où les répercussions peuvent être disproportionnées.
5. **Collaborer avec le secteur privé** afin de garantir l'offre d'un financement suffisant pour la restructuration et la transformation, en mobilisant le capital privé à des taux attrayants et en veillant à donner aux entrepreneurs la possibilité de transformer leur entreprise dans la foulée de la pandémie.

**RECOMMANDATION C : Relancer la croissance en doublant les investissements dans un plan d'avenir**

### Diversité, talent et innovation en matière de main-d'œuvre

1. **Étendre la portée des programmes de formation et les financer davantage** en partenariat avec les provinces et les territoires afin d'encourager un modèle et une infrastructure d'apprentissage numérique plus agiles pour répondre aux demandes futures (p. ex., soutenir le perfectionnement des compétences et la formation afin de pallier les pénuries de main-d'œuvre).



2. **Tirer parti de l'occasion de maintenir en poste et d'attirer des talents mondiaux très qualifiés**, particulièrement dans les domaines du numérique et des données, à l'heure où d'autres pays interdisent ou réduisent l'accès à des permis de travail (p. ex., embaucher de nouveaux diplômés en science, en technologie, en ingénierie et en mathématiques et des détenteurs de visa H-1B, et contribuer à l'intégration en emploi des conjoints accompagnateurs).
3. **Élaborer une stratégie nationale d'innovation en matière de main-d'œuvre** afin de créer un système d'apprentissage continu harmonisé aux besoins des entreprises, assurant ainsi que les diplômés sont bien placés pour occuper les emplois de l'avenir, tout en comblant l'écart entre les sexes et en faisant progresser l'inclusion et la diversité dans la main-d'œuvre (p. ex., les compétences requises pour la fabrication 4.0, les programmes de stage et programmes mixtes, les micro-diplômes et la souplesse en ce qui concerne l'apprentissage en ligne).
5. **Continuer de renforcer la Charte numérique et la stratégie de propriété intellectuelle du Canada et bâtir un système de réglementation numérique moderne** pour mieux gérer, protéger (ce qui comprend l'application de mesures contre le vol de données) et commercialiser nos actifs (p. ex. lignes directrices sur l'utilisation des drones, éducation à la propriété intellectuelle, frais de dépôt de propriété intellectuelle pour les entreprises admissibles à la RS&DE, groupes de microbrevets).
6. **Recapitaliser, élargir et moderniser les principaux programmes gouvernementaux pour stimuler les investissements privés immédiats et à long terme dans l'innovation et la recherche et développement** (p. ex., le Fonds stratégique pour l'innovation (FSI), Technologies du développement durable Canada (TDDC), RS&DE, intégrer l'adoption de la technologie dans le mandat du PARI).

## Écosystème d'innovation et financement en recherche et développement

4. **Atténuer le risque des projets innovants et encourager les entreprises à se numériser et s'automatiser afin de propulser leur productivité**, particulièrement les PME et les entreprises moyennes supérieures (p. ex., miser sur les centres d'accès aux technologies, songer à confier aux supergrappes un mandat pour l'adoption de la technologie, en mettant un accent accru sur les entreprises moyennes supérieures, encourager le secteur privé à investir dans des technologies et des actifs immatériels, comme la fabrication 4.0, accroître l'adoption du numérique et la prestation de services dans les domaines des soins de santé et de l'éducation qui ont des demandes considérables à la suite de la pandémie, et investir dans des projets d'infrastructure logicielle).
7. **Considérer confier un plus grand rôle aux sociétés d'État financières – la Banque de développement du Canada, Exportation et développement Canada et Financement agricole Canada – pour appuyer la relance de l'économie** en partenariat avec le secteur privé et conformément à la stratégie générale visant à stimuler la productivité et l'innovation :
  - Demander aux sociétés d'État financières d'accepter un niveau de risque plus élevé et de fournir un capital supplémentaire considérable aux entreprises canadiennes;
  - Mettre en place de nouveaux fonds à missions particulières afin d'aider les entreprises à prendre de l'expansion, ce qui comprend le financement des rondes plus importantes en capital de risque, qui se sont avérées difficiles à conclure au Canada;

## Accès au capital afin d'accélérer la croissance des entreprises canadiennes

- Ordonner à ces institutions de soutenir davantage les entreprises les plus grandes et les plus concurrentielles du Canada afin de les aider à atteindre le sommet (p. ex., investissement de R et D en innovation pour la production numérique et investissement en vue d'adopter les plus récentes technologies);
  - Renforcer les capacités propres des secteurs clés en les orientant vers les priorités stratégiques industrielles.
8. **Veiller à pallier les lacunes d'accès au capital (p. ex., les fonds pour l'entrepreneuriat chez les femmes, les fonds de développement des communautés autochtones et les fonds de recherche en biosciences) en partenariat avec le secteur privé :**
- Développer les fonds de croissance axés sur la diversité qui existent à l'heure actuelle en vue d'élargir l'accès au capital et de stimuler une croissance inclusive;
  - Développer les modèles de partenariat qui ont fait leurs preuves en matière de capital de croissance, incluant des mesures incitatives qui visent à mobiliser les capitaux privés et à approfondir l'expertise en investissement à l'échelle nationale (p. ex., Initiative de catalyse du capital de risque).
9. **Mettre en œuvre plus rapidement, d'ici 2026, le plan qui vise à assurer la couverture Internet et à donner accès à une connexion Internet de grande qualité à l'ensemble des Canadiens**, en collaboration avec le secteur privé et d'autres ordres de gouvernement.
10. **Avec l'appui de la Banque de l'infrastructure du Canada, lancer des projets bâtisseurs d'avenir :**
- Définir une perspective stratégique pour les priorités en infrastructure qui augmentent le plus la productivité du pays;
  - Rendre possible un bassin de projets et faciliter les investissements nécessaires en augmentant l'acceptabilité des modèles d'utilisateur-payeur.
  - Encourager de façon plus proactive l'exécution de ces projets, y compris les catégories de biens non traditionnelles (p. ex., infrastructure numérique et infrastructure verte, et petits réacteurs modulaires).
  - Créer des processus d'approbation accélérés dans tous les ordres de gouvernement en vue d'élargir la portée et d'accroître la rapidité des investissements<sup>139</sup>.
11. **Investir dans une infrastructure commerciale stratégique qui élimine les goulots d'étranglement cruciaux** (p. ex., élaborer une stratégie sur les corridors pour les produits en vrac et pour les conteneurs). L'infrastructure doit être axée sur les échanges. Les chemins de fer, les routes, les ports, les aéroports, les pipelines et la capacité technologie sont prioritaires, car nous affichons des déficits infrastructurels bien documentés dans ces domaines. Nous ne pourrions pas suivre le rythme de la demande dans les marchés à croissance rapide si nous n'accélérons pas considérablement les investissements en infrastructure.

## Réglementation souple

12. **Mener plus rapidement les examens réglementaires dans les secteurs où les retards ont des répercussions financières et sociales disproportionnées** (p. ex., technologies propres et ressources), mener des examens réglementaires ciblés pour soutenir la plupart des secteurs touchés (p. ex., le secteur pétrolier et gazier, et l'aérospatiale) et intensifier les efforts de réforme réglementaire en cours en vue d'éliminer les zones de chevauchement entre le gouvernement fédéral et les gouvernements provinciaux.

139 L'infrastructure verte comprend les systèmes végétatifs naturels, les technologies vertes et l'infrastructure à faibles émissions de carbone afin de relever les défis urbains et climatiques, par exemple la gestion des eaux pluviales, les réseaux de transport en commun et l'énergie renouvelable.

## Utilisation stratégique des marchés publics

13. Accroître la résilience de la chaîne d'approvisionnement nationale par **l'approvisionnement gouvernemental stratégique**, particulièrement dans les secteurs stratégiques touchés par la COVID-19 ou dans les cas où il est possible de créer des économies d'échelle (p. ex., les soins de santé, les technologies propres, l'éducation et les entreprises autochtones). Il faudrait mettre en œuvre l'ensemble des recommandations présentées dans les rapports précédents sur l'approvisionnement.

**RECOMMANDATION D : Le Canada doit se donner une stratégie industrielle qui repose sur quatre piliers pour créer une économie numérique, durable et innovante au bénéfice de l'ensemble des Canadiens**

## Devenir une économie numérique axée sur les données

### 1. **Bâtir un Réseau numérique canadien mondial (Réseau numérique boréal) afin de faire du Canada une société numérique**

- Élaborer une stratégie en vue de renforcer l'industrie numérique du Canada au pays et à l'étranger (p. ex., accélérer les normes et règlements nationaux en matière de données et de cybersécurité, augmenter le financement des délégués commerciaux pour aider à créer des avant-postes et des itinéraires commerciaux numériques pour la technologie canadienne).
- Renforcer la stratégie d'investissement dans les infrastructures afin d'augmenter l'importance du volet des infrastructures numériques comme le haut débit, les logiciels, l'IA et le réseau 5G entre autres, et tirer parti des programmes en place (p. ex., la Stratégie sur la connectivité et la Banque de l'infrastructure du Canada).

- Tirer profit des forces du Canada (p. ex., image de marque et cadre de protection des renseignements personnels) afin d'élargir l'accès des entreprises canadiennes aux marchés internationaux (p. ex., collaborer avec des entreprises moyennes du segment supérieur, miser sur les normes canadiennes [comme la protection des renseignements personnels] pour promouvoir les exportations).

### 2. **Soutenir les entreprises moyennes supérieures du Canada**

- Se concentrer davantage sur les entreprises moyennes du segment supérieur pour qu'elles réalisent des gains à l'échelle mondiale (p. ex., attribuer une partie des capitaux patients aux entreprises moyennes du segment supérieur prêtes à prendre de l'expansion rapidement, adapter les critères d'admissibilité aux programmes existants comme le PARI afin de mieux les inclure).
- En se fondant sur des initiatives comme Solutions innovatrices Canada, mettre en place des normes d'approvisionnement du gouvernement qui soutiennent la croissance des entreprises canadiennes (p. ex., le gouvernement en tant que premier client).
- Encourager l'adoption des technologies numériques dans les grandes entreprises canadiennes, et la numérisation des services gouvernementaux.

### 3. **Bâtir un talent canadien très qualifié en tant qu'avantage concurrentiel à l'échelle mondiale**

- Mettre en place une plateforme de compétences numériques de premier plan afin de perfectionner les compétences du talent canadien ou de le requalifier.
- Élaborer une stratégie de maintien en poste pour les talents recherchés formés au Canada par l'entremise de mesures incitatives et d'autres efforts (p. ex., compléments salariaux).
- Élargir le volet du talent international afin d'attirer et de conserver de manière plus proactive le talent numérique au Canada, particulièrement au moment où d'autres pays ferment leurs portes aux talents recherchés.

#### 4. Tirer parti de la PI et promouvoir la valeur des données

- Soutenir la création et la propriété de la PI dans les entreprises canadiennes (p. ex., coûts liés à une demande de PI, RS&DE applicable et éducation en matière de politiques).
- Moderniser le régime de protection des renseignements personnels et de données en vue d'harmoniser les règlements entre administrations.
- Créer un cadre national pour les règlements et les normes, qui régit les données (y compris les grandes bibliothèques de données de sources ouvertes) afin de promouvoir la collaboration entre les secteurs privé et public, d'offrir un nouveau financement pour les programmes de recherche et développement et mettre en commun les actifs du Canada en vue d'assurer la croissance de l'économie axée sur les données.
- Intégrer la stratégie relative à la PI aux programmes de financement du gouvernement afin de garantir que les entreprises et les innovateurs du Canada disposent des meilleures ressources en PI et d'offrir des soutiens financiers pour le développement de la PI.

### Être le chef de file mondial sur le plan ESG dans les domaines des ressources, des énergies renouvelables, et des technologies propres

#### 5. Soutenir tous les secteurs des ressources naturelles pour qu'ils deviennent des fournisseurs ESG mondiaux et des innovateurs en matière de produits

- Bâtir une industrie pétrolière résiliente en devenant un chef de file mondial en matière de CSUC afin de réduire l'empreinte carbone et de fournir une énergie éthique, qui repose sur les principes ESG; soutenir la commercialisation des petits réacteurs modulaires afin de réduire les émissions.

- Accélérer l'innovation des produits de bois d'ingénierie et de la biomasse, en plus de promouvoir des pratiques de gestion durable pour maximiser l'absorption nette de carbone par les forêts.
- Miser sur le leadership mondial dans les pratiques d'exploitation minière durable, en plus de faire croître une chaîne d'approvisionnement des matières essentielles à l'échelle commerciale (p. ex., éléments de terres rares, nickel) requise pour de nombreuses technologies nouvelles (p. ex., VE, stockage de l'énergie, capteurs et applications de traitement des données) afin d'améliorer la résilience de la chaîne d'approvisionnement nationale et nord-américaine.
- Mettre l'accent sur des solutions d'origine végétale et accélérer le développement de biocarburants à teneur en carbone faible ou nulle.

#### 6. Tirer parti des technologies propres pour accélérer les exportations et l'adoption nationale, et décarboner les principaux secteurs industriels

- Mobiliser les capitaux (et les capitaux patients) pour stimuler l'investissement du secteur privé dans les domaines des technologies propres, notamment aux fins d'expansion.
- Produire du carburant hydrogène (bleu, vert, gris) à grande échelle et construire l'infrastructure connexe aux fins de consommation nationale et d'exportation.
- Bâtir la chaîne d'approvisionnement des batteries (des minerais essentiels jusqu'aux pièces précises requises aux fins d'assemblage) au Canada afin de satisfaire aux besoins d'approvisionnement nord-américains et mondiaux.
- Devenir un carrefour de calibre mondial pour l'aviation durable et le biocarburant pour avions à réaction (p. ex., soutien des activités de R et D pour les entreprises d'aviation).

- Établir une stratégie ciblée pour le perfectionnement des talents techniques et commerciaux (p. ex., commercialisation des produits, marchés de capitaux, protection de la PI, développement de la chaîne d’approvisionnement mondiale) afin de favoriser l’expansion des entreprises de technologies propres, tout en cultivant des occasions d’emploi pour les collectivités mal desservies.
  - Promouvoir la force du Canada en matière de technologie propre dans les domaines de l’énergie renouvelable, des biocarburants, de stockage de l’énergie, des réseaux intelligents, du transport et des technologies de l’eau.
7. **Inciter tous les secteurs à respecter les engagements de Paris en leur offrant une voie de décarbonation optimale sur le plan des coûts et du temps**
- Élaborer un plan national ou pancanadien émission zéro nette d’ici 2050, et collaborer ensuite avec chaque secteur (p. ex., ressources, énergie, fabrication, agriculture, transport et technologies propres) ainsi que des entreprises privées du secteur pour assurer leur harmonisation et l’exécution de leur partie du plan.
  - Permettre aux entreprises d’utiliser des crédits provenant de n’importe quelle région au Canada et à l’échelle internationale pour respecter les obligations en matière de réduction du carbone.
  - Élaborer des mesures incitatives pour les projets écoénergétiques et de décarbonation (p. ex., mesures incitatives comme l’article 45Q des États-Unis), y compris la mise en place d’un réseau électrique interconnecté et les énergies renouvelables.
  - Investir dans les infrastructures vertes pour soutenir la transition vers une économie zéro émission nette, p. ex., SCUC, déploiement de postes de recharge de véhicules électriques (VE) à l’échelle du pays, immeubles écoénergétiques et solutions climatiques basées sur la nature et affirmer la volonté du Canada d’être un leader de la transition énergétique et des technologies propres.

## Bâtir un secteur manufacturier innovant et à haute valeur ajoutée pour lequel nous pouvons être un chef de file mondial

### 8. Stimuler l’investissement en innovation et en commercialisation

- Mettre en place des mesures de soutien pour garantir que les produits canadiens et la propriété intellectuelle restent différenciés (p. ex., explorer des incitatifs pour les entreprises qui transforment la propriété intellectuelle produite au pays en produits fabriqués localement).
- Élaborer une stratégie afin de stimuler l’investissement du secteur privé local et international dans les sous-secteurs prioritaires, potentiellement par l’intermédiaire d’un financement mixte et d’un fonds de capitaux patients, en mettant l’accent sur les produits à fort coefficient de recherche.

### 9. Accélérer la création et l’adoption de la technologie

- Accroître les encouragements à l’investissement (p. ex., pour l’équipement de fabrication autonome de prochaine génération), directement liés aux résultats (p. ex., perfectionnement des compétences et des talents, commercialisation, exportations et rendement environnemental) afin de permettre une expansion rapide.
- Encourager l’adoption de la technologie améliorant la productivité (p. ex., financer des programmes de renforcement des capacités de production, offrir des services de diagnostic afin d’aider les entreprises à bien comprendre les technologies disponibles et les applications qu’elles permettent).

### 10. Établir un lien entre les grappes technologiques et les entreprises de fabrication

- Mettre sur pied l’infrastructure pour encourager la collaboration interfonctionnelle dans des secteurs naissants et en croissance (p. ex., rencontres technologiques axées sur les innovations en biosciences, incubateurs se spécialisant dans le développement de carburants d’aviation alternatifs).

### 11. **Acquérir les compétences et les talents en prévision de la fabrication 4.0**

- Assurer une main-d'œuvre solide (p. ex., bourses d'études ciblées, remboursements de cours, visas accélérés pour les travailleurs hautement qualifiés et leurs familles).
- Soutenir les femmes et les travailleurs des minorités dans la fabrication pour veiller à ne pas perdre les progrès réalisés en ce qui concerne la parité en emploi en raison de la COVID-19 et à ce que cette parité se poursuive dans l'avenir (p. ex., mise à jour du programme de travail partagé, efforts ciblés de perfectionnement des compétences).

## Tirer parti de notre avantage en agroalimentaire pour nourrir la planète

### 12. **Bâtir les infrastructures et l'accès aux marchés nécessaires pour les vagues de croissance futures**

- Accélérer les investissements dans les infrastructures commerciales afin de dégager les goulots d'étranglement critiques pour le transport de marchandises (p. ex., transport ferroviaire et ports multimodaux, accès au Nord, etc.).
- Élaborer un « Plan continu d'infrastructure nationale pour les corridors commerciaux et les points d'entrée » sur 50 ans pour assurer une approche à long terme en matière de planification et de financement des infrastructures.
- Continuer à accroître l'accès aux marchés internationaux au moyen d'accords bilatéraux axés sur l'élimination des obstacles commerciaux tarifaires et non tarifaires.

### 13. **Déployer des investissements dans des secteurs concurrentiels**

- Soutenir les investissements dans la transformation à valeur ajoutée de matières premières afin de permettre aux acteurs canadiens de capturer une part plus importante de la valeur découlant des activités de transformation (p. ex., maintenir un objectif d'investissement et l'élan pour la protéine végétale, un accent supplémentaire sur d'autres domaines comme les carburants renouvelables).

- Encourager le développement et la commercialisation de produits de biosciences innovants (p. ex., engrais à zéro carbone, phénotypage, cultures résistantes, produits à base de végétaux) et les processus (p. ex., augmenter le captage et l'enfouissement du carbone dans le sol).

### 14. **Accroître la numérisation afin d'améliorer la productivité**

- Accélérer les investissements dans les infrastructures à large bande afin de permettre la connectivité haute vitesse, particulièrement dans les collectivités rurales et autochtones, et accroître l'adoption des technologies numériques essentielles aux améliorations de la productivité.
- Stimuler les investissements numériques dans l'ensemble des chaînes d'approvisionnement pour réduire les exigences en matière d'inventaire et améliorer l'efficacité générale (p. ex., chaîne de blocs et automatisation des lignes de transformation).

### 15. **Moderniser les systèmes de réglementation et bâtir un bassin de talents du XXI<sup>e</sup> siècle**

- Moderniser le système de réglementation en mettant l'accent sur l'élimination des obstacles au commerce intérieur pour favoriser la croissance du secteur agroalimentaire canadien et aider les entreprises à croître et à devenir concurrentielles à l'échelle mondiale.
- Attirer de nouveaux talents dans le secteur agroalimentaire, en accordant une attention particulière aux compétences numériques et en affaires.
- Moderniser le Programme des travailleurs étrangers temporaires pour solutionner les pénuries de main-d'œuvre à long terme.

## RECOMMANDATION E : Mettre en place de nouveaux partenariats avec le secteur privé et des investissements reposant sur un cadre budgétaire et financier solide

### Cadre financier solide et rigoureux

1. **Élaborer un plan réaliste et prévisible** pour relancer et repenser notre économie permettant de répondre à **quatre objectifs budgétaires clairs** :
  - Le Canada doit demeurer un **chef de file reconnu** parmi les pays industrialisés dans la **gestion des finances publiques** et le niveau de la dette et du déficit;
  - Une conception prudente des programmes doit faire en sorte qu'une hausse du financement public **n'écartera pas les investissements privés** au Canada;
  - Les nouvelles dépenses **appuieront surtout la croissance future** (p. ex., les investissements en capital humain, matériel et intellectuel afin d'améliorer la capacité productive et le potentiel d'exportation) plutôt que la seule consommation à court terme; **les résultats feront l'objet d'une gestion et d'un suivi rigoureux.**
  - Le Canada préservera la **compétitivité de son régime fiscal.**

### Partenariats avec le secteur privé

2. Collaborer avec le secteur privé dans le but de livrer les recommandations et tirer profit des approches éprouvées, y compris :
  - **mettre sur pied de nouveaux forums de dialogue régulier et transparent** sur les possibilités d'investissement entre le gouvernement et l'écosystème financier du Canada;
  - **établir un cadre pour le partage des risques** dans les partenariats avec les secteurs public et privé pouvant être adapté pour les projets particuliers (p. ex., partage des risques, premières pertes, médiation);

- en collaboration avec les provinces, **établir une stratégie nationale unifiée pour attirer des capitaux mondiaux** dans le pays tout en maintenant des normes élevées en matière de gouvernance d'entreprise et de divulgation;
- **offrir des mesures incitatives ciblées pour atténuer le risque et accélérer les investissements, et pour créer des possibilités gagnant-gagnant en vue de permettre aux investisseurs** d'obtenir des niveaux de rendement appropriés **tout en aidant l'économie.**

## Recommandations propres aux secteurs

### Ressources de l'avenir

- **Offrir des mesures incitatives supplémentaires aux entreprises viables en amont afin de relancer leurs dépenses d'immobilisations** et s'assurer que les programmes en place offrent aussi un financement provisoire aux entreprises de services jusqu'à la reprise des investissements.
- **Simplifier la réglementation et élaborer un cadre clair sur les exigences environnementales;** s'assurer que les règlements correspondent aux options les plus rentables et efficaces afin d'encourager l'investissement au Canada et non à l'étranger.
- **Rebâtir la confiance des investisseurs** en lançant le signal que le gouvernement collaborera activement et à long terme avec le secteur des ressources qu'il considère comme une partie essentielle de la solution pour un monde à zéro émission nette.
- **Mettre en œuvre les premières recommandations des Tables sectorielles de stratégies économiques sur les ressources de l'avenir et investir davantage dans l'infrastructure de transport,** en plus de réduire les conflits intersectoriels (p. ex., concurrence avec les produits agricoles pour les voies ferroviaires) afin d'améliorer la capacité concurrentielle à long terme et diminuer les réductions de prix.

- **Aider les secteurs des ressources naturelles à devenir des champions mondiaux de la durabilité et de l'économie circulaire, en particulier le secteur pétrolier et gazier**, en offrant des incitations à la décarbonation, en élaborant un plan complet de réduction des émissions et en mettant en évidence leurs performances ESG, entre autres.

## Fabrication de pointe

- **Positionner l'industrie canadienne pour l'avenir afin de saisir les nouvelles opportunités et repérer les potentiels de croissance** (p. ex., soutenir la fabrication de véhicules électriques, attirer des investissements dans la mise au point de technologies de l'hydrogène, acquérir les compétences et les talents pour l'industrie 4.0).
- **Mettre en œuvre des mesures fiscales favorisant l'investissement pour encourager la création et l'adoption de technologies**, comme la prochaine génération d'équipement de fabrication autonome, directement liées aux résultats (p. ex., l'investissement technologique, la formation, la commercialisation, les exportations et le bilan environnemental).
- **Appuyer les investissements en innovation et en commercialisation** afin de garantir que le développement de produits canadiens et l'élaboration de PI demeurent solides et différenciés (p. ex., breveter des systèmes qui récompensent les entreprises pour la transformation de PI fabriquée à l'échelle nationale en produits fabriqués localement).
- **Fournir des liquidités pour appuyer le secteur aérospatial**, incluant les entreprises phares et les fournisseurs de niveau 1, 2 et 3, et encourager l'accroissement des investissements dans la compétitivité du secteur aérospatial canadien, incluant les nouvelles technologies (p. ex., les biocarburants, l'IA, la technologie autonome).
- **Rouvrir la frontière pour des livraisons sélectionnées et la conclusion de transactions nécessitant une présence en personne**, en particulier dans le secteur aérospatial et la fabrication de machinerie lourde (p. ex., l'installation d'équipements essentiels à l'achèvement des livraisons).

- **Commercialiser la marque du Canada pour encourager davantage d'achats nationaux et étrangers**, avec un accent sur les ventes interentreprises (B2B) et les ventes entreprise-gouvernement sur la scène mondiale (p. ex., lancer une campagne de marketing nationale et internationale, comme #MieuxfabriqueauCanada).
- **Appuyer la demande dans le secteur automobile lorsque les périodes de fortes ventes s'essouffent afin d'assurer la viabilité des entreprises canadiennes** (p. ex., le programme de prime à la casse en janvier).

## Commerce de détail

- **Encourager les détaillants PME à effectuer la transition vers le numérique** pour améliorer leur capacité concurrentielle contre les géants du commerce électronique et tirer profit de la transformation du comportement des consommateurs (p. ex., au moyen d'incitatifs financiers); **s'assurer que l'organisation et les infrastructures sont en place pour soutenir la transition vers le numérique à l'échelle de la chaîne de valeur du commerce au détail** (p. ex., expédition et livraison, accès à la large bande) et **accélérer les approbations réglementaires et la délivrance de permis** pour soutenir la technologie numérique.
- **Rebâtir la confiance des consommateurs canadiens** en collaborant avec le secteur privé en matière de sécurité et en gérant les éclosions, en plus de fournir un allègement ciblé aux ménages vulnérables afin de maintenir les dépenses non discrétionnaires.
- **Stimuler la consommation nationale** afin d'accroître les revenus des entreprises touchées (p. ex., visibilité des grappes de produits locaux).
- **Envisager de prolonger le soutien aux liquidités, le crédit et l'allègement des loyers pour les détaillants les plus durement touchés**, en priorisant les entreprises dont les perspectives financières étaient saines avant la COVID-19 et en adoptant des pratiques exemplaires de programmes similaires dans d'autres pays (p. ex., assurance pour les fournisseurs).



- **Aider les travailleurs les plus touchés par les réorganisations** – incluant les femmes, les nouveaux Canadiens et les jeunes – et envisager des mesures pour soutenir l’emploi futur (p. ex., requalification des employés des sièges sociaux et du personnel de commerces de détail).

## Tourisme et accueil

- **Fournir de l’équité et quasi-équité** qui permettent aux entreprises phares de résister à la faible demande et à la surcapacité à moyen terme, en tirant parti des meilleurs instruments disponibles.
- **Élaborer de nouveaux modèles de financement au-delà des instruments traditionnels fondés sur la dette** (p. ex., fonds d’action communs, mise en commun des recettes, instruments de titrisation) pouvant déverrouiller des possibilités de relance et de croissance dans les secteurs comme le tourisme et l’accueil, en collaboration avec des partenaires clés (sociétés d’État, institutions financières, investisseurs institutionnels).
- **Accélérer la reprise des voyages domestiques et internationaux, adopter des moyens novateurs de gérer les risques et restaurer la confiance**, p. ex. :
  - Fournir dès l’arrivée un dépistage gratuit à l’intérieur d’un cadre fondé sur le risque pour accélérer la reprise des voyages internationaux;
  - Collaborer avec les provinces et les territoires afin de réexaminer les fermetures des frontières interprovinciales et coordonner un effort rapide pour relancer les voyages intérieurs (p. ex., à l’aide de promotions et de relations publiques);
  - Créer des contrats de voyage avec d’autres pays à faible risque.
- **Rouvrir les frontières de façon sélective** (p. ex., « bulles » ou « corridors » de voyage) **et pour les travailleurs hautement essentiels** (p. ex., travailleurs du secteur automobile) pour accélérer la relance des voyages aériens.
- **Établir des protocoles de sécurité adéquats et investir dans l’infrastructure de soutien afin de renforcer la confiance des consommateurs** (p. ex., trajets sans contact, application de réservation de sièges pour le transit qui aide à gérer la capacité et la sécurité, et dépistage rapide pour augmenter les déplacements).
- **Élaborer des programmes ciblés inclusifs afin de solutionner les pénuries de main-d’œuvre dans le transport de fret** (p. ex., les camionneurs) et soutenir la formation à l’égard des technologies de pointe afin d’accélérer leur adoption dans l’ensemble des modes de transport.
- **Encourager l’adoption de systèmes intelligents et de technologies prédictives pour accroître l’efficacité et réduire la congestion** (p. ex., des systèmes de contrôle qui gèrent mieux le trafic aérien dans un espace dense, réduisent le bruit des aéronefs et les émissions des aéronefs, et des systèmes de signalisation et de contrôle automatique modernes pour améliorer l’efficacité et la sécurité ferroviaires).
- **Investir dans l’infrastructure routière et commerciale** pour améliorer l’intermodalité et réduire la congestion (p. ex., ajouter des trajets ou des trains au système de transit, réduire la dépendance des ports à l’égard des voies ferrées, des carrefours d’échanges commerciaux supplémentaires pour soutenir les changements éventuels dans les routes commerciales).

## Transport

- **Fournir des mesures de liquidité ciblées pour les acteurs essentiels du secteur de l’aviation, les aéroports et les systèmes de transit**, afin de faciliter la relance conformément aux attentes des contribuables et à l’instar de ce qui a été fait dans d’autres régions et pays.

## Agroalimentaire

- **Accélérer les investissements dans les infrastructures commerciales** pour dégager les goulots d’étranglement pour le transport des marchandises.
- **Élaborer un « Plan d’infrastructures national pour les corridors commerciaux et les points d’entrée »** pour dégager les principaux goulots

d'étranglement multimodaux dans les voies ferrées, les conteneurs et les ports.

- **Soutenir les investissements dans la transformation à valeur ajoutée de matières premières** afin de permettre aux acteurs canadiens de capturer une part plus importante de la valeur découlant des activités de transformation (p. ex., protéine végétale, carburants renouvelables).
- **Moderniser le système de réglementation en mettant l'accent sur la souplesse et l'élimination des obstacles au commerce interne** pour favoriser la croissance du secteur agroalimentaire canadien et aider les entreprises à croître et à devenir concurrentielles à l'échelle mondiale.
- **Continuer à accroître l'accès aux marchés internationaux** au moyen d'accords bilatéraux axés sur l'élimination des obstacles commerciaux tarifaires et non tarifaires.
- **Accélérer les investissements dans les infrastructures technologiques** afin de permettre la connectivité internet haute vitesse en zone rurale et accroître l'adoption des technologies numériques afin d'améliorer la productivité de l'industrie.
- **Stimuler les investissements numériques dans l'ensemble des chaînes d'approvisionnement** afin de permettre la collecte de données importantes qui permettront à l'IA et à l'analyse prédictive d'optimiser la production, de réduire l'usage de pesticides et de renforcer la confiance du public envers la salubrité et la traçabilité des aliments dans les chaînes d'approvisionnement mondiales.
- **Moderniser le PTET** pour traiter le manque de main-d'œuvre préexistant à long terme.
- **Devenir un chef de file dans la production d'aliments durable sur le plan environnemental** afin de relever les défis environnementaux et de répondre à l'intérêt croissant des consommateurs à l'égard de la durabilité.

## Technologies propres

- **S'assurer que notre stratégie industrielle priorise la commercialisation et l'expansion des entreprises canadiennes et de leurs technologies propres habilitantes** (p. ex., la décarbonation,

l'économie circulaire, les solutions biologiques, etc.) qui créent une base industrielle de sociétés de technologies propres qui peuvent être des acteurs concurrentiels ou dominants à l'échelle mondiale.

- **Mobiliser les capitaux (y compris les capitaux patients) afin de stimuler une économie durable et l'investissement du secteur privé dans les domaines de technologies propres prioritaires**, notamment aux fins d'expansion et d'accélération dynamique du déploiement de la prochaine génération des systèmes de technologie propre.
- **Fournir une aide ciblée pour les technologies propres dans les domaines de grande priorité où le Canada possède des avantages concurrentiels**, y compris, sans toutefois s'y limiter, ce qui suit :
  - Produire du carburant hydrogène (bleu, vert, gris) à grande échelle et construire l'infrastructure connexe aux fins de la consommation nationale et de l'exportation.
  - Développer un carrefour de la CSUC en Alberta, en collaboration avec le secteur pétrolier et gazier, afin de réduire les émissions locales et développer une expertise exportable.
  - Bâtir la chaîne d'approvisionnement des batteries (des minerais essentiels jusqu'aux VE) au Canada afin de satisfaire aux besoins d'approvisionnement nord-américains et mondiaux.
  - Faire de Montréal un carrefour de calibre mondial pour l'aérospatiale et l'aviation durable, incluant le soutien des activités de R et D pour les entreprises d'aviation et les biocarburants.
  - Promouvoir la force du Canada en matière de technologie propre dans les domaines de l'énergie renouvelable, des biocarburants, de stockage de l'énergie, des réseaux intelligents, du transport, de la gestion des déchets, de l'efficacité énergétique des petits réacteurs modulaires et des technologies de l'eau.
- **Prioriser et accélérer le déploiement des technologies propres commercialisables et disponibles sur le marché faites au Canada dans tous les secteurs** pour atteindre les cibles de 2030; s'harmoniser avec l'industrie en ce qui

concerne les voies de décarbonation et le potentiel commercial des technologies propres, déterminer les investissements prioritaires afin de comprimer les échéanciers en matière d'innovation et d'éliminer les obstacles réglementaires.

- **Accélérer l'accès aux marchés mondiaux** au moyen d'une stratégie d'exportation pour réaliser la cible de 20 milliards d'ici 2025, incluant des accords commerciaux avec des partenaires autres que les États-Unis.
- **Élargir l'approvisionnement public** pour accélérer la demande de technologies propres fabriquées au Canada et stimuler le déploiement industriel. Faciliter la connexion des utilisateurs de technologies et les fournisseurs de solutions, incluant les collectivités autochtones, et la fourniture de marchés de référence nationaux aux fins de démonstration de la technologie.
- **Établir une stratégie et un plan d'action ciblés** comprenant des cibles afin d'obtenir, de perfectionner et de faire croître les talents techniques et d'entreprises disponibles dans les technologies propres en provenance de tous les secteurs industriels, tout en augmentant le nombre de possibilités d'emploi pour les collectivités mal desservies.

## Industries numériques

- **Soutenir une stratégie industrielle numérique** – comprenant un appui aux sociétés de taille moyenne supérieure pour leur permettre de devenir des chefs mondiaux, un nouveau fonds d'infrastructures de R et D en logiciels pour créer une stratégie d'attraction en R et D, le déplafonnement de la limite de 500 employés pour l'admissibilité des entreprises aux programmes (p. ex., PARI), et la construction d'un Réseau numérique canadien mondial (Réseau numérique boréal) doté de nouveaux avant-postes commerciaux et de voies à l'échelle mondiale.
- **Approvisionnement gouvernemental** – Accroître la part de l'approvisionnement en logiciels et technologies provenant de sociétés moyennes supérieures et éliminer les biais contre les PME et les sociétés moyennes supérieures ainsi que les sociétés appartenant à des Autochtones, des membres des

minorités visibles ou des femmes. Réduire les risques des projets et demeurer agile en utilisant les meilleurs produits en leur genre utilisant des interfaces de programmation (API) ouvertes afin de faciliter l'adaptation, l'intégration et l'extraction de données. Travailler avec les PME et les sociétés moyennes supérieures pour élaborer de nouvelles normes, et se pencher sur de nouvelles technologies et feuilles de route.

- **Stratégie de perfectionnement et de maintien en poste des talents** – Offrir des incitatifs aux talents numériques en forte demande afin de ralentir « l'exode des cerveaux » des institutions canadiennes. Commercialiser les forces du Canada en innovation et en entrepreneuriat afin d'accroître notre réputation internationale en tant que carrefour numérique au moyen de possibilités équivalentes à celles d'autres carrefours mondiaux. Élaborer une nouvelle stratégie pour le perfectionnement des compétences, y compris une infrastructure d'apprentissage numérique nationale.
- **Stratégie en matière de PI et de données** – Accroître le soutien pour l'éducation sur la PI, les répertoires de micro-brevets auprès des sociétés moyennes supérieures et de partenaires du milieu universitaire, soutenir les coûts liés à la PI dans le cadre de programmes de RS&DE pour les sociétés sous contrôle canadien.
- **Accroître les avantages socioéconomiques au moyen d'un partage de données intelligent et sécurisé** entre les organisations et à l'échelle de tous les secteurs. Renforcer la protection de la vie privée afin de protéger nos citoyens et d'éviter de miner les droits démocratiques, tout en éliminant les obstacles pour les sociétés.
- **Stratégies commerciales et d'investissement direct étranger (IDE)** – Des stratégies de négociations commerciales qui renforcent le secteur de l'immatériel du Canada, et bâtir de nouveaux avant-postes commerciaux et de nouvelles voies commerciales. Modifier les politiques en matière d'IDE pour comprendre les effets d'entraînement potentiellement négatifs de l'économie de l'immatériel.

## Santé et biosciences

- **Ajuster les stratégies d’approvisionnement en santé pour assurer la résilience des capacités nationales** conformément aux domaines d’intérêt stratégique.
- Collaborer avec les provinces et les territoires **pour adopter l’approvisionnement axé sur la valeur dans tous les systèmes de santé du Canada et dans les domaines fédéraux de responsabilité en matière de santé** (p. ex., envisager d’accroître l’utilisation d’incitatifs d’achat et d’incorporation combinés pour passer à l’approvisionnement axé sur la valeur dans les transferts fédéraux en santé aux provinces et aux territoires).
- **Rationaliser les processus d’approbation réglementaire** et comparer les progrès par rapport aux pratiques exemplaires des acteurs internationaux afin d’établir des relations fédérales, provinciales et territoriales dynamiques, et de mieux habiller un système de réglementation qui facilite l’entrée de produits novateurs sur le marché national, améliore la collaboration entre les laboratoires universitaires et les autorités sanitaires, et qui crée de façon générale un environnement d’affaires accueillant pour les investissements.
- Donner aux organisations sanitaires fédérales **un mandat mixte en matière de santé et de développement économique** afin d’optimiser la valeur des investissements de la reprise.
- Cibler les investissements afin de **bâtir une infrastructure numérique de calibre mondial afin de soutenir la stratégie numérique de santé et favoriser les avancements axés sur les données dans les soins de santé** (p. ex., accroître l’accès à la télésanté, notamment pour les collectivités rurales et autochtones ainsi que pour les aînés, et lancer un projet pilote sur une plateforme numérique entièrement « interexploitable » à l’échelle des systèmes des provinces et des territoires).
- **Envisager du financement provisoire relatif à la COVID-19** pour appuyer les entreprises canadiennes précommerciales ayant un fort potentiel commercial (p. ex., des prêts sans intérêt).
- **Promouvoir les investissements du secteur privé à l’échelle nationale et internationale** dans les entreprises de biotechnologie et de technologies médicales, y compris la mise sur pied de fonds industriels de stade avancé et de fonds d’investissement en capital, en collaboration avec les provinces et les territoires (p. ex., réduire à 75 % les critères en matière de propriété pour l’accès à l’encouragement fiscal aux fins de recherche scientifique et développement expérimental et prolonger l’admissibilité des entreprises pour comprendre les étapes plus avancées de la croissance ou du PARI 2.0).
- **Collaborer avec des administrateurs de valeurs mobilières** pour accroître les mesures incitatives destinées aux entreprises canadiennes des sciences de la vie pour être cotées à la fois par TSX et par les bourses américaines.
- **Renforcer la mise sur pied de réseaux d’essai cliniques** afin de stimuler la coordination de la recherche et d’attirer du nouveau financement des entreprises multinationales. Mobiliser les caisses de retraite afin de créer un fonds de capital de risque à grande échelle.

# ANNEXE B : PARTICIPATION DES INTERVENANTS ET DU PUBLIC

Le Conseil sur la stratégie industrie a procédé à une vaste consultation au cours de son cycle de réunions. Sans tout cet apport, les travaux du Conseil n'auraient pas été possibles. Voici un aperçu du plan de mobilisation publique du Conseil et la démarche qui en a découlé. Le Conseil sur la stratégie industrielle a mené près de 100 séances de consultation avec des intervenants de partout au Canada représentant plus de 1 000 entreprises, des collèges et universités, des associations, des organismes communautaires, des communautés autochtones et des groupes de jeunes. Nous avons soigneusement documenté les commentaires des participants au cours de ces séances, de même que les mémoires écrits qui nous ont été acheminés. Dans une forme ou une autre, les commentaires que nous avons reçus ont été essentiels afin d'ancrer les travaux dans la réalité des Canadiens.

## Plan de participation du public

Le Conseil sur la stratégie industrielle a rencontré les intervenants afin d'obtenir des points de vue sur ce qui suit :

- les répercussions nationales et régionales de la COVID-19 sur les secteurs respectifs des membres du Conseil;
- l'incidence des programmes d'aide gouvernementale à ce jour (y compris ce qui a fonctionné, ce qui n'a pas fonctionné et où se trouvent les lacunes);
- leurs plans prospectifs (p. ex., liquidité, accès à de l'équipement de protection individuelle [EPI], la disponibilité de la main-d'œuvre, les chaînes d'approvisionnement, la demande des consommateurs, etc.) pour la reprise des opérations commerciales à court et à moyen terme;
- les initiatives que le secteur pourrait prendre pour compléter les efforts du gouvernement en matière de relance et de croissance économiques;
- d'autres enjeux, préoccupations et commentaires adressés au Conseil pour fins d'examen.

## Processus de participation publique

Le processus de participation publique du Conseil sur la Stratégie industrielle s'est déroulé en quatre étapes :

1. Engagement bilatéral avec des chefs de file et des intervenants clés de l'industrie
  - Discussions avec des chefs de file et dirigeants de l'industrie profondément engagés dans l'économie du Canada, les banques du Canada, les institutions nationales, le milieu universitaire et l'industrie.
2. Réunions avec des associations pancanadiennes
  - Associations pancanadiennes : rencontres avec les représentants d'associations pancanadiennes représentant les intérêts économiques des Canadiens.
  - Groupes d'influence : rencontres avec des groupes tels que le Cercle des présidents, Cirano, QG 100, et le Réseau des femmes d'affaires du Québec.

3. Consultation en ligne : Le Conseil a développé, sur son site Internet, une plateforme ouverte et accessible invitant les Canadiens à parler de leurs expériences et à partager leurs réflexions sur la façon de bâtir une économie forte et résiliente.
4. Présentations écrites : Plus de 100 présentations ont été soumises à la présidente, directement ou par l'intermédiaire des voies ministérielles, incluant par le site Web du Conseil, pour partager leurs points de vue.
5. Avec l'appui de McKinsey, un sondage a été mené auprès de 726 petites et moyennes entreprises pour éclairer les séances de travail du Conseil et fournir, en temps opportun, un aperçu des dynamiques sectorielles découlant de la COVID-19.
6. Mobilisation sectorielle
  - Les membres du Conseil ont dirigé une mobilisation sectorielle dans leurs secteurs respectifs auprès de PDG et d'associations reconnues.

## Ce que nous avons entendu

Un consensus général a émergé de notre processus de consultation à l'effet que le moment est venu de mettre le Canada en position de gagner. Plusieurs thèmes communs ont émergé dans presque toutes les sessions de mobilisation du Conseil. Ces thèmes ont été abordés dans notre rapport.

1. Le Canada est en bonne position comparativement à d'autres pays et a la capacité de répondre de façon appropriée aux besoins.
2. Les orientations stratégiques du Canada devraient permettre d'atteindre de multiples objectifs en même temps (c'est-à-dire améliorer l'économie tout en stimulant les progrès dans d'autres aspects stratégiques).
3. Il faut considérer les impacts de la crise sur les finances publiques et les tendances à long terme.
4. Les propositions de relance résiliente doivent tenir compte des trois éléments suivants :
  - L'économie – créer des avantages et des emplois durables et pertinents;
  - L'environnement – réconcilier la compétitivité et une résilience climatique propres;
  - L'équité et la faisabilité – une attention particulière doit être accordée aux jeunes, aux femmes, aux personnes autochtones et aux groupes vulnérables.

# ANNEXE C : LISTE DES INTERVENANTS

Les membres du Conseil expriment leur gratitude à tous ceux qui ont pris le temps de parler avec nous et de nous faire part de leurs points de vue. Leurs réflexions ont aidé à façonner nos travaux et nos recommandations. Repenser le Canada pour la prospérité de tous les Canadiens a été un effort collectif.

## Associations pancanadiennes, organisations provinciales et autres groupes d'entreprises

- Al Benoit et Dustyn Panson, au nom de Clément Chartier, Ralliement national des Métis
- Allison Burket, Ian Robb, Michelle Travis, UNITE HERE
- Anne-Marie Hubert et Ruth Vachon, Ernst & Young – Réseau des Femmes d'affaires du Québec
- Arvind Gupta, Palette
- Ben Bergen, Dana O'Born, Patrick Searle, Conseil canadien des innovateurs
- Bharat Masrani, Jeffrey Nathanson, Howie Millard, Banque TD
- Chantal Bouvier et 10 PDG, Cercle des Présidents du Québec
- Charles Emond, CDPQ
- Charles Brindamour, Intact
- Claude Auchu, Ig2
- Clément Gignac, Pierre Miron, Industrielle Alliance Groupe Financier
- Dale Burgess, Marc Dupont, Régime de retraite des enseignantes et des enseignants de l'Ontario
- Dan Kelly, Jasmin Guenette, Corinne Pohlmann, Fédération canadienne de l'entreprise indépendante
- Daniel-Robert Gooch, Conseil des aéroports du Canada
- Darryl White, BMO
- David Chaundy, Conseil économique des provinces de l'Atlantique
- David Dodge, Bennett Jones LLP
- David McKay, RBC
- Dean Connor, Jacques Goulet, Sunlife
- Denise Amyot, Christine Trauttmansdorff, Collèges et instituts Canada
- Dennis Darby, Manufacturiers et exportateurs du Canada
- Dominic Barton, ambassadeur canadien en Chine
- Dominique Gautier, Rahul Gangal, Roland Berger, au nom de l'Association des industries aérospatiales du Canada
- Don Walker, Galen Weston, Dave McKay et 40 PDG, reunion privée
- Doug Murphy, Corus Média
- Ed Clark, Vector Institute for AI
- Ed Greenspon, Anna Jahn, Brian Bohunicky, Forum des politiques publiques
- Ed Sims, WestJet
- Eric Martel, Bombardier
- Frank McKenna, Groupe financier TD
- Goldy Hyder, Susan Scotti, Conseil canadien des affaires
- Guy Cormier, Desjardins
- Guy Leblanc, Investissement Québec
- Hassan Yussuff, Congrès du travail du Canada
- Heather Monroe-Blum, Office d'investissement du régime de pensions du Canada
- Helene Chartier, Charles Sirois et 15 PDG, QG100

- Ian London, Constantine Karayannopoulos, CREEN
- Indira Samarasekera, Bennett Jones LLP
- Jacques Bernier, Teralys Capital
- Janie Béique, Fonds FTQ
- Jean Boivin, BlackRock
- Jean-Marc Eustache, Howard Leibman, Bernard Bussières, Air Transat
- Jeffrey Orr, Corporation Financière Power
- Jim Balsillie, mécène, président du Conseil canadien des innovateurs et ancien co-PDG de Research in Motion (RIM)
- Jim Leech, Université Queen's
- Kevin Uebelein, Alberta Investment Management Corporation
- Kim Furlong, Matt Ivis, Canadian Venture Capitalists Association
- Linda Hasenfratz, Linamar
- Lorraine Mitchelmore, Suncor Énergie
- Lorraine Pintal, Marc Lalonde, Madeleine Careau, Groupe des onze
- Louis Têtu, Coveo
- Louis Vachon, Banque Nationale
- Marc Parent, CAE
- Mark Machin, Tim Downing, Office d'investissement du régime de pensions du Canada
- Megan McElwain, Trevin Stratton, Jarred Cohen, Food Service Advisory Council
- Michael Holden, Alicia Planincic, Business Council of Alberta
- Mirko Bibic, Robert Malcomson, Bell Canada
- Natan Obed, Jenny Tierney, Elizabeth Ford, Inuit Tapiriit Kanatami
- Nathalie de Marcellis-Warin et 25 jeunes professionnels, Cirano
- Patrick Pichette, Inovia Capital
- Paul Davidson, Wendy Therrien, Universités Canada
- Perrin Beatty, Trevin Stratton, Chambre de commerce du Canada
- Perry Bellegarde, Assemblée des Premières Nations
- Philippe Balducchi, Pierre Cardin, Airbus
- Philippe Jetté, Cogeco Inc. and Cogeco Communications Inc.
- Pierre Rivard, David Isaac, Vicky Sharpe, Fonds d'infrastructure des Premières Nations
- Richard Florizone, IISD
- Roseanne Runte, Pierre Normand, Fondation canadienne pour l'innovation
- Sarah Watts-Rynard, Polytechnics Canada
- Serge Godin, CGI
- Sheri Somerville, Glenn Davis, Chambre de commerce de l'Atlantique
- Sophie Brochu, Hydro Québec
- Sophie D'Amours, Université Laval
- Stéphane Paquet, Montréal International and Kim Thomassin, CDPQ
- Stewart Elgie, uOttawa, Richard Florizone, IISD
- Sue Paish, Supergrappe des technologies numériques
- Susan Black, Michael Burt, Pedro Antunes, Darren De Jean, Bryan Benjamin, Conference Board du Canada
- Tashia Batstone, Bruce Ball, Gord Beal, Francis Fong, Sarah Anson-Cartwright, James Richardson, CPA Canada
- Tom Jenkins, Open Text
- Victor Dodig, CIBC
- William Robson, Institut C.D. Howe

## Organisations paragouvernementales

- Governor Tiff Macklem, Jill Vardy, Banque du Canada
- Mairead Lavery, Peter Hall, Exportation et développement Canada



- Michael Denham, Banque de développement du Canada
- Neil Cunningham, Nadia Mattei, Office d'investissement des régimes de pensions du secteur public (PSP)

## Consultations sectorielles

### Fabrication de pointe :

- Alexandre Gagnon, Pratt & Whitney
- Carlyne Hughes, Ford Canada
- Dennis Darby, Manufacturiers et exportateurs du Canada
- Frank Voss, Toyota
- Heather Chalmers, GE
- Jean Marc Leclerc, Honda
- Lorraine Shalhoub, FCA Canada
- Mark Gilmour, Estee Lauder
- Michael McCain, Les Aliments Maple Leaf
- Peter G. Hall, Exportation et développement Canada
- Pierre Pyun, Bombardier
- Ricardo Prospero, Tenaris
- Rob Wildeboer, Martinrea
- Sean Donnelly, ArcelorMittal Dofasco G.P.
- Simon Drexler, ATS Automation

### Transport :

- Anthony Norejko, Association canadienne de l'aviation d'affaires
- Caroline Healey, Association des chemins de fer du Canada
- Cynthia Garneau, Via Rail
- Daniel-Robert Gooch, Conseil des aéroports du Canada
- Howard Liebman, Transat A.T.
- Karen Kancens, La Fédération maritime du Canada
- Mathieu Larouche, Armateurs du Saint-Laurent
- Mike McNaney, Francesca Iacurto, Conseil national des lignes aériennes du Canada

- Philippe Rainville, Aéroports de Montréal
- Stephen Laskowski, Alliance canadienne du camionnage
- Steve Vanagas, TransLink

### Technologies propres :

- Andrée-Lise Méthot and Catherine Bérubé, Cycle Capital
- Andrew Morden, Fatigue Science
- Anna Stukas, Carbon Engineering
- Ben Sparrow, Saltworks
- Chris Reid, Ekona Power
- Jeff Moore, MineSense
- Jonathan Rhone, Axine Water
- Karn Manhas, Terramera
- Leah Lawrence, Christine Charbonneau, Zoë Kolbuc, Ziyad Rahme, TDDC
- Marty Reed, Evok Innovations
- Mike Andrade, Morgan Solar
- Mischa Steiner-Jovic, Awesense
- Robert Niven, Carbon Cure
- Tom Rand, Arc Tern Venture

### Commerce de détail :

- Horacio Barbeito, Walmart Canada
- Iain Nairn, La Baie d'Hudson
- Jenn Harper, Cheekbone Beauty Cosmetics
- Mike Walsh, Léon
- Paul Simmonds, Robert Simmonds

### Tourisme et accueil :

- Charlotte Bell, Association de l'industrie touristique du Canada
- David Lefebvre, Restaurants Canada
- Keith Henry, L'Association touristique autochtone du Canada
- Philip Mondor, Ressources humaines Tourisme Canada
- Susie Grynol, Association des hôtels du Canada

## Industries numériques :

- Ali Asaria, Tulip Retail
- Allen Lau, Wattpad
- Cathy Worden, Cisco
- Christian Dandeneau, ID Fusion Software
- Dan Ciuriak, Centre for International Government Innovation
- Ed Greenspon, Forum des politiques publiques
- Ian Crosby, Bench
- Ian Rae, CloudOps
- J. Paul Haynes, eSentire
- Janet Bannister, Real Ventures
- Jason Myers, Bold Commerce
- Jean-François Gagné, Element AI
- John Bernard, Donna Cona
- Julia Rivard Dexter, Squiggle Park
- Keith McIntosh, PQA Testing
- Kurtis McBride, Miovision
- Maithili Mavinkurve, Sightline Innovation
- Marlene Floyd, Kevin Peesker, Microsoft Canada
- Michael Litt, Vidyad
- Natalie Raffoul, Brion Raffoul LLP
- Sabrina Geremia, Google Canada
- Sean Mullin, Brookfield Institute for Innovation and Entrepreneurship
- Tea Nicola, WealthBar
- Yung Wu, MaRS

## Sciences biologiques et la santé :

- Allen Eaves, STEMCELL Technologies
- Andrew Casey, BIOTECanada
- Brian Lewis, Medtech Canada
- Carl Hansen, AbCellera
- Dermot Kelleher, Faculté de médecine – Université de la Colombie-Britannique

- Jacques Bernier, Teralys Capital
- Jennifer Chan, Merck Canada
- Martin Leblanc, Caprion Biosciences
- Michael Rudnicki, Réseau de Cellules Souches
- Neil Fraser, Medtronic
- Oliver Technow, BioVectra
- Raj Malik, Medtech Canada
- Samuel Abraham, InspireHealth & Vancouver Prostate Centre
- Simon Pimstone, Xenon Pharmaceuticals

## Agroalimentaire :

- Carey Bonnell, Ocean Choice International
- Carla Ventin, Food and Consumer Products of Canada
- Dave Quist, Western Canadian Wheat Growers
- David Moss, Canadian Cattlemen's Association
- Dennis Laycraft, Canadian Cattlemen
- Duane Haave, Agricultural Producers Association of Saskatchewan
- Erin Gowriluk, Grain Growers of Canada
- Errol Halkai, Fédération canadienne de l'agriculture
- Gordon Bacon, Pulse Canada
- Hélène Methot, Centre d'expertise en production ovine du Québec
- Jim Everson, Conseil canadien du canola
- John Ross, Conseil canadien du porc
- Justine Taylor, Ontario Greenhouse Growers Association
- Kathleen Sullivan, Aliments et boissons Canada
- Keith Jones, Alliance commerciale Canadienne du Chanvre
- Keith Mussar, Association Canadienne des Importateurs et Exportateurs
- Lee Moats, LLAMM Acres Ltd
- Marie Eve Levert, L'initiative de la famille Bauta sur la sécurité des semences au Canada

- Nicole Mackellar, Grain Farmers of Ontario
- Patty Rosher, Keystone Agricultural Producers
- Phil Boyd, Les éleveurs de dindon du Canada
- Rick White, Canadian Canola Growers Association
- Rod Scarlett, Canadian Honey Council
- Roy vanWyk, Institut Canadien des Semences
- Sylvie Cloutier, Conseil de la transformation alimentaire du Québec

## Ressources de l'avenir :

- Adrienne E Bosch, BP Canada Energy Group ULC
- Al Monaco, Enbridge
- Ben Brunnen, Association canadienne des producteurs pétroliers
- Bill Clapperton, Canadian Natural Resources Limited
- Bob Shepherd, PetroChina Canada
- Brian Schmidt, Tamarack Valley Energy
- Bryan Gould, Aspenleaf Energy Limited
- Byron Lutes, Mancal Energy Inc.
- Byron Nodwell, Longshore Resources
- Cameron Proctor, PrairieSky Royalty Ltd.
- Chris Bloomer, Association canadienne de pipelines d'énergie
- Christine Healy, Total E&P Canada
- Dave Lye, Encana Corp.
- David Gowland, Crescent Point Energy
- David Schick, Association canadienne des carburants
- Derek Evans, MEG Energy
- Derek Nighbor, Association des produits forestiers du Canada
- Donna Phillips, Canbriam Energy Inc.
- Doug Bartole, InPlay Oil Corp.
- Ian Dundas, Enerplus
- James Makowecki, ConocoPhillips Canada
- Janet Annesley, Husky Energy

- Jilin Fu, PetroChina Canada
- Jim Campbell, Association canadienne de pipelines d'énergie
- Jonathan Wright, NuVista Energy Ltd.
- Kevin Jabusch, Enhance Energy Inc.
- Kevin Stashin, NAL Resources Management Limited
- Mark Fitzgerald, PETRONAS Canada
- Michael Crothers, Shell Canada
- Pierre Gratton, L'Association minière du Canada
- Rob Broen, Athabasca Oil Corp.
- Robert Armfield, Nexen Energy ULC
- Robert J. Peabody, Husky
- Shannon Joseph, Association canadienne des producteurs pétroliers
- Steve Spence, Osum Oil Sands Corp.
- Sue Riddell Rose, Perpetual Energy Inc.
- Tim McMillan, Association canadienne des producteurs pétroliers
- Timothy Egan, Association canadienne du gaz
- Tomonori Ikeno, Japan Canada Oil Sands Limited
- Wendy Hanrahan, TC Energy Corp.
- Wes Jickling, Canada's Oil Sands Innovation Alliance

## Associations :

- Canada Biocarburants avancés Canada
- Association canadienne du gaz
- Conseil du bâtiment durable du Canada
- Alliance canadienne du GNL
- Efficacité énergétique Canada
- Association nationale de foresterie autochtone
- Petroleum Services Association of Canada
- Association canadienne des prospecteurs et entrepreneurs
- WaterPower Canada
- Women in Renewable Energy (WiRE)

## Ministres et sous-ministres

### Ministres

Des discussions approfondies ont eu lieu avec l'honorable Navdeep Bains, ministre de l'Innovation, des Sciences et de l'Industrie.

Des discussions complémentaires ont également eu lieu avec :

- L'honorable Chrystia Freeland, vice-première ministre et ministre des Finances
- L'honorable Catherine McKenna, ministre de l'Infrastructure et des Collectivités
- L'honorable François-Philippe Champagne, ministre des Affaires étrangères
- L'honorable Jean-Yves Duclos, président du Conseil du Trésor
- L'honorable Jonathan Wilkinson, ministre de l'Environnement et du Changement climatique
- L'honorable Marc Garneau, ministre des Transports
- L'honorable Marie-Claude Bibeau, ministre de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire
- L'honorable Mary Ng, ministre de la Petite Entreprise, de la Promotion des exportations et du Commerce international
- L'honorable Mélanie Joly, ministre du Développement économique et des Langues officielles
- L'honorable Pablo Rodriguez, leader du gouvernement à la Chambre des communes
- L'honorable Seamus O'Regan, ministre des Ressources naturelles
- L'honorable Steven Guilbeault, ministre du Patrimoine canadien
- L'honorable Bill Morneau, (Ancien) ministre des Finances

### Sous-ministres

- Ian Shugart, greffier du Conseil privé et secrétaire du Cabinet
- Philip Jennings, sous-secrétaire du Cabinet, Planifications et consultations, Bureau du Conseil privé
- Anil Arora, statisticien en chef du Canada
- Chantal Maheu, sous-ministre du Travail et sous-ministre déléguée de l'Emploi et du Développement social Canada
- Christine Hogan, sous-ministre de l'Environnement et du Changement climatique Canada
- Christyne Tremblay, sous-greffière du Conseil privé, secrétaire associée du Cabinet, et sous-ministre des Affaires intergouvernementales (anciennement sous-ministre des Ressources naturelles)
- Guylaine F. Roy, sous-ministre des Femmes et de l'Égalité des genres
- Hélène Laurendeau, sous-ministre du Patrimoine canadien
- Iain Stewart, président de l'Agence de la santé publique du Canada (anciennement président du Conseil national de recherches du Canada)
- Kelly Gillis, sous-ministre de l'Infrastructure et des Collectivités
- Michael Keenan, sous-ministre des Transports
- Neil Yeates, conseiller spécial, Santé Canada (ancien sous-ministre dans la fonction publique fédérale)
- Paul Rochon, sous-ministre, Finances Canada
- Simon Kennedy, sous-ministre d'Innovation, Sciences et Développement économique
- Stephen Lucas, sous-ministre de Santé Canada
- Annette Gibbons, sous-ministre déléguée, Agriculture et Agroalimentaire
- Ava Yaskiel, sous-ministre déléguée, Finances Canada
- Les Linklater, chef fédéral responsable des tests pour la COVID-19, recherche des contacts et stratégies de gestion de données (aussi sous ministre délégué, Services publics et Approvisionnement Canada)
- Paul Thompson, sous-ministre délégué, Innovation, Sciences et Développement économique Canada

## Autres présentateurs

- Calin Rovinescu, Air Canada
- Chris Avery, Canadian North
- Cynthia Garneau, VIA Rail
- David Robinson, Destination Canada
- Dean Stoneley, Ford
- Deborah Flint, GTAA
- Dominic Barton, ambassadeur du Canada en Chine
- Dominique Boies, Enerkem
- Gilles Labbé, Héroux-Devtek
- Iain Klugman, Communitex
- Ilse Treurnicht, Comité consultatif sur un système bancaire ouvert
- Jerry Dias, UNIFOR
- Louis Têtu, Coveo
- Marc Parent, CAE
- Michael Sabia, BIC
- Paul Soubry, New Flyer
- Randall MacEwan, Ballard Power
- Stephen Laskowski, Alliance canadienne du camionnage
- Steve Oldham, Carbon Engineering
- Tabatha Bull, Canadian Council for Aboriginal Business
- Tom Jenkins, OpenText
- Wendy Zatylny, Association des administrations portuaires canadiennes

Le Conseil a aussi pris en compte une abondance d'avis et documents transmis acheminés par le site web ou des correspondances aux membres. La liste de ces éléments figure à l'annexe D.

# ANNEXE D : RAPPORTS, ARTICLES ET AUTRES DOCUMENTS SOUMIS AU CONSEIL

Le titre des documents apparaît dans la langue de transmission et de présentation au Conseil.

## Aéro Montréal

- Alliance for the Aerospace Recovery
- Fonds de croissance (consolidation)

## Airbus Canada

- Présentation interne Airbus du 6 avril dernier
- Présentation Groupement des Industries Françaises Aéronautiques et Spatiales (GIFAS)

## Air Transat

- Air Passenger Market Analysis: Limited recovery continues to be driven by domestic markets by the International Air Transport Association
- Soumission au Conseil sur la stratégie industrielle
- ADM Aéroports de Montréal Announces New Exceptional Measures to Maintain Operations by Aéroports de Montréal
- L'amélioration médiocre du trafic de passagers se poursuit en juillet

## Alliance de l'industrie touristique du Québec

- COVID-19: Analyse des impacts économiques sur l'industrie touristique et des mesures de soutien recommandées

## Associations d'entrepreneurs

- Notes des consultations avec QG100
- Notes des consultations avec le Cercle des présidents du Québec

## Association des Chemins de fer du Canada

- Mémoire pour les consultations pré-budgétaires 2021

## Association des produits forestiers du Canada

- Canada's Forest Sector: A Pandemic Recovery Partner – Doing Our Part to Build a More Inclusive, Sustainable, and Prosperous Canada

## Association internationale du transport aérien

- Air Passenger Market Analysis: Limited recovery continues to be driven by domestic markets by the International Air Transport Association
- L'amélioration médiocre du trafic de passagers se poursuit en juillet

## Association nationale de foresterie autochtone

- Fifth Report on Indigenous-held Forest Tenures in Canada 2020
- COVID-19 Response-Solutions Framework: Indigenous Forest Sector, Forest-based Natural Resource Development & Infrastructure, Champions

## Association touristique autochtone du Canada

- Impacts of COVID-19 on Canada's Indigenous Tourism Sector par le Conference Board of Canada
- State of the Indigenous Tourism Industry/Situation de l'industrie touristique autochtone par Keith Henry

- Forward Together: A Strategic Recovery Plan for the Indigenous Tourism Industry in Canada

### Associations Canadienne des Prospecteurs et Entrepreneurs

- Written Submission for the Industry Strategy Council
- Les actions accréditatives et le crédit d'impôt pour l'exploration minière (CIEM) – Des outils d'investissement typiquement Canadiens

### Banque du Canada

- Monetary Policy Report, October 2020

### Bell Canada

- Industry Strategy Council: COVID-19 Impact Assessment

### BlackRock

- How large is the coronavirus macro shock? Putting the near-term record-breaking shock in the long-term context
- Dealing with the next downturn: From unconventional monetary policy to unprecedented policy coordination
- Policy revolution: Macroeconomic policy has undergone a revolution in just three months. But without proper guardrails and a clear exit strategy, we believe it is a slippery slope.

### Business Council of Alberta

- Relaunch, recovery and beyond: A prosperity framework for Alberta
- Five Ideas for Resilient Recovery Panel

### CGI, Inc., Département des Affaires économiques

- Aide-mémoire dans le cadre des discussions pour le mandat du Conseil sur la stratégie industrielle (septembre 2020)

### Chambre de commerce du Canada

- Roadmap to Recovery by the Canadian Business Resilience Network
- 50 Years of Cutting and Pasting: Modernizing Canada's Tax System
- The Road to Recovery: Week Six Final Report by the Business Resilience Service
- Strengthening Canadian Supply Chain Resiliency
- Canadian Survey on Business Conditions – Key Insights by the Canadian Business Resilience Network at the Canadian Chamber of Commerce and Deloitte
- Our Restaurants, ISC Call Follow-up Note par la Chambre de commerce du Canada

### CIBC

- Considerations to Address the Equity Gap in Canada For SMEs

### Comptables professionnels agréés Canada

- What we heard – Rebuilding the Canadian economy/Ce que nous avons entendu – Relancer l'économie
- Pre-budget Submission in Advance of the 2021 Federal Budget/Mémoire pour les consultations prébudgétaires en prévision du budget fédéral 2021
- Rebuilding the economy: What does Canada need for a better future?/Relance de l'économie canadienne: que faut-il pour bâtir l'avenir? (video)

### Conseil canadien des innovateurs

- New federal recovery panel has opportunity to build a stronger Canada out of pandemic's rubble by Natalie Raffoul and Benjamin Bergen
- Forget Recovery – It's Time for an Economic Reorientation in Canada by Benjamin Bergen
- A Plan For Economic Recovery & Reorientation: How Canada Achieves Post-Pandemic Prosperity/ Plan de reliance et de reorientation économiques: Comment le Canada peut assurer sa prospérité au lendemain de la pandémie

### Conseil des aéroports du Canada

- Positioning Canada’s airports for a strong, inclusive and sustainable COVID-19 recovery

### Conseil du bâtiment durable du Canada

- Written Submission for the Industry Strategy Council on the Impacts of COVID-19 on the Resources Sector

### Conseil économique des provinces de l’Atlantique

- COVID-19: Key Issues for Atlantic Canada’s Economy – The Economic Impact and Recovery Prospects
- Surviving the Economic Recovery: Living with COVID-19

### Corus Média

- Written Submission for the Pre-Budget Consultations in Advance of the 2021 Budget

### Conseil national des lignes aériennes du Canada and International Air Transport Association

- The Importance of Air Transport to Canada: The air transport sector makes a major contribution to Canada’s economy by the International Air Transport Association
- Joint Submission to the Industry Strategy Council by the International Air Transport Association and the National Airlines Council of Canada

### CVCA

- Sustaining Canada’s Innovation Ecosystem Post-COVID-19: A Third Venture Capital Program

### Efficacité énergétique Canada

- Written Submission for the Pre-Budget Consultations in Advance of the Upcoming Federal Budget
- Energy efficiency’s role in Canada’s economic recovery by Brendan Haley

### Ernst & Young

- Summary of our EY Stewardship Asset Owner Paper – 29 July 2020

### Ernst & Young, Réseau des Femmes d’affaires du Québec

- Shaping the Future of the Canadian Business Landscape – Women Entrepreneurs survey

### Exportation et développement Canada

- COVID-19 Crisis: Challenges Mount for Many Canadian Sectors
- EDC BCAP Guarantee: Market Intelligence Gathering | Shareholder Presentation
- COVID-19 Survey – EDC Research Panel: Continued insights on the initial impacts of COVID-19 on Canadian exporters

### Fédération canadienne de l’entreprise indépendante

- Canada could lose an additional 158,000 small businesses to COVID-19
- COVID-19: State of Small Business – Stakeholders Briefing

### Fondation canadienne pour l’innovation

- Springboard Fund Proposal/Proposition pour le Fonds des tremplins d’innovation
- 10,000 Projects/10 000 projets
- International Excellence Infrastructure Fund Proposal

### Fonds des medias du Canada

- COVID-19 Flexibility Measures to CMF Programs/ Mesures d’assouplissement des programmes du FMC en réponse à la COVID-19

### Génome Canada

- Genomics on a Mission: Mobilizing the Bioeconomy for Canada’s Recovery



### Groupe des onze

- Mémoire du Groupe des onze pour la relance des grandes institutions culturelles de Montréal

### Groupe de travail pour une reprise économique résiliente

- Bridge to the Future: Final Report From the Task Force For a Resilient Recovery/Un pont vers l'avenir: Rapport final du groupe de travail pour une relance économique résiliente

### Industrielle Alliance Groupe financier

- Industry Strategy Council Chart Pack (deck)

### Innoventures Canada

- Innoventures Canada (I-CAN) and Canada's Research and Technology Organizations – An Introduction

### Inuit Tapiriit Kanatami

- Strategic Options Paper: COVID-19 Inuit-Specific Supports for Businesses, Students, and Families

### L'Association des industries de l'aérospatiale

- Renewing Canada's commitment to making the country a global leader in aerospace – Draft report
- How to make Canada stronger after the pandemic: Extract from a recent position paper, préparé par Roland Berger
- COVID-19 impact – Realignment of global A&D industry and Canada's top table rights under threat

### Le Congrès du travail du Canada

- Vision syndicale de la relance économique

### Le Conseil canadien des affaires

- Un meilleur avenir pour les Canadiens: Rapport et recommandations du Groupe de travail sur l'avenir économique du Canada

- Business Council of Canada Submission to the Pre-Budget Consultations in Advance of the Upcoming Federal Budget

### Le Forum des politiques publiques

- Une nouvelle étoile polaire

### Le Pacte pour la transition

- 101 Idées pour la relance : Les bases d'un plan d'action pour une transition verte et juste

### Manufacturiers et exportateurs du Canada

- Manufacturing Our Future: Leveraging Manufacturing For Long-Term Canadian Prosperity

### OpenText

- Le Canada d'abord – Exploiter l'approvisionnement militaire en s'appuyant sur les capacités industrielles clés- Rapport du conseiller spécial à la ministre des Travaux publics et des Services gouvernementaux
- Innovation Canada: Le pouvoir d'agir – Rapport spécial sur l'achat et l'approvisionnement
- COVID-19 has accelerated digital adoption – the time to transform is now par Janusz Moneta, Lucy Sinclair, Think with Google
- Le gouvernement fédéral appuie le rapport du Sénat sur un corridor national- Comité sénatorial permanent des banques et du commerce
- Planning for Infrastructure to Realize Canada's Potential: The Corridor Concept by Andrei Sulzenko and G. Kent Fellows, The School of Public Policy at the University of Calgary SSP Research Papers

### Palette

- Response to Industry Strategy Council Briefing

### Petroleum Services Association of Canada

- Canadian LNG Upstream Workforce Study
- Kick-Start Canada – Get Canada Working Infographic
- PSAC Strategic Petroleum Reserve Infographic

### Pierre Rivard, David Isaac, Vicky Sharpe, Fonds d'infrastructure des Premières Nations

- An Indigenous Infrastructure Fund
- It is time for an Indigenous Infrastructure Fund
- Indigenous Infrastructure Fund Backgrounder

### Québec International

- Recommandations pour la relance économique de la grande région de Québec

### Réseau canadien de recherche sur les éléments de terres rares

- The Canadian Critical Minerals and Materials Facilitation Office (CMMFO): Establishing Canada's Clean Economy Through Critical Minerals and Materials Supply Chains
- Re: Growing Canada's Clean Economy with Critical Mineral & Material Supply Chains

### Rising Economy Taskforce

- Rising Economy Taskforce Committee Reports: Recommendations for the Economic Recovery of the South Islands

### Rogers Communications Inc.

- Seizing our digital future: Canada's opportunity to leap forward in the networked economy par Joe Natale, PDG, Rogers Communications Inc.

### Scientifique en chef du Québec

- Proposition du scientifique en chef du Québec – La recherche pour une relance durable de notre économie et pour relever nos grands défis

### Sollio Groupe Coopératif

- Relance économique: notre vision

### Supergrappe des technologies numériques

- Accelerating Canada's Future: Annual Report 2019–2020

### Task Force for Real Jobs, Real Recovery

- Securing Canada's Economic Future: Natural resources for real jobs and real recovery

### TELUS

- TELUS submission to the Industry Strategy Council

### Universités Canada

- Supporting and Leveraging Universities to Strengthen Canada's Economic Recovery/ Soutenir les universités et miser sur elles pour favoriser la relance de l'économie canadienne
- Fostering Growth through Regional Innovation Adoption Hubs (ébauche)
- Proposal for a Canadian Knowledge Mobilization Fund (ébauche)

## WaterPower Canada

- Economic Strategy Tables – Impacts of COVID-19 on the Resources Sector

## WestJet

- Industry Strategy Council: WestJet Background & Priorities

## Women in Renewable Energy

- Navigating COVID-19 & The Future of Energy par Aisha Bukhari, Chris Turner, Disha Mittal, Joanna Osawe

## Ressources supplémentaires

- Canadian Biotechnology: Solving for Today. Building for Tomorrow. Par BIOTECanada
- Crisis Working Group Report: Household Income and Credit Support (Communiqué #8: Ottawa Needs a Temporary Income-Support System Built to Last) par l'Institut C.D. Howe
- Opportunity Zones: An Opportunity for Ontario by Lorenzo Gonzalez and Sean Speer of Ontario 360 à l'École Munk des affaires internationales
- The Infrastructure that Matters Most: The Need for Investment in Canada's Trade Infrastructure
- 10 Things the Federal Government Can Do to Fully Engage Women in the Workforce par Council for Women's Advocacy

## Mémoires transmis par le site Web

- Ashleigh Ooi, Ecostrat Inc.
- Gregor Maric, INVOKE
- Ian Marsh, DEW Engineering
- Michela M. Toscano, IONICA
- Pari Johnston, Génome Canada
- Suzanne Grant, CATA Alliance
- Thomas Warner, BDO
- Tracey Ganert, Voila Lash and Beauty
- Wendy Sears, Lewis and Sears

## Mémoires transmis par la poste

- Aéro Montréal
- Alliance canadienne du GNL
- Association canadienne des producteurs pétroliers
- Association canadienne du gaz
- Biocarburants avancés Canada
- CAE
- Association canadienne de l'aviation d'affaires
- Conseil canadien des affaires
- Conseil des aéroports du Canada
- Cogeco Inc. and Cogeco Communications Inc.
- CREEN
- Dan Ciuriak, Centre for International Governance Innovation

- Dermot Kelleher, Faculté de Médecine, Université de la Colombie-Britannique
- Ernst & Young
- Fonds FTQ
- Association des produits forestiers du Canada
- Gay Lea Foods Co-operative
- Génome Canada
- Groupe des onze
- Association touristique autochtone du Canada
- Lg2
- Louis Têtu, Coveo
- Merck Canada Inc.
- Mondelez Canada
- Société canadienne de la SP
- Association nationale de foresterie autochtone
- Nixon Hospitality
- OpenText
- Petroleum Services Association of Canada
- Port de Québec
- Association canadienne des prospecteurs et entrepreneurs
- Rising Economy Taskforce
- Rogers Communications Inc.
- Samuel Abraham, Centre de la prostate de Vancouver
- Conseil canadien des normes
- Réseau des cellules souches
- STEMCELL Technologies
- WestJet
- Yoan St-Onge, étudiant aux études supérieures en administration publique, Collège militaire royal du Canada
- Zymeworks Inc.

# ANNEXE E : CONSEIL SUR LA STRATÉGIE INDUSTRIELLE – MEMBRES

- **Monique F. Leroux**, C.M., O.Q., FCPA, FCA, présidente du Conseil sur la stratégie industrielle; vice-présidente du conseil de Gestion Fiera Inc. et ex-présidente et chef de la direction, Mouvement Desjardins
- **Murad Al-Katib**, président et chef de la direction, AGT Food and Ingredients – secteur de l’agroalimentaire
- **John Baker**, C.S.M., président et chef de la direction, D2L Corporation – secteur des industries numériques
- **Rhonda Barnett**, présidente et chef de l’exploitation, AVIT Manufacturing – secteur de la fabrication de pointe
- **Paviter Binning**, président, Wittington Investments, Limited – secteur du commerce de détail
- **Ben Cowan-Dewar**, cofondateur et président-directeur général, Cabot Links – secteur du tourisme et de l’accueil
- **Karimah Es Sabar**, présidente-directrice générale et associée, Quark Venture LP – secteur des sciences biologiques et de la santé
- **Karen Hamberg**, vice-présidente, Affaires extérieures et durabilité, Westport Fuel Systems Inc. – secteur des technologies propres
- **Mark Little**, président et chef de la direction, Suncor Énergie Inc. – secteur des ressources de l’avenir
- **Sylvie Vachon**, présidente-directrice générale, Administration portuaire de Montréal – secteur du transport

---

## Membres d’office :

- **Simon Kennedy**, sous-ministre, Innovation, Science et Développement économique Canada
- **Mona Nemer**, C.M., C.Q., MSRC, conseillère scientifique en chef du Canada

# ANNEXE F : LA FEUILLE DE ROUTE DU CONSEIL

# REDÉMARRER, RELANCER, REPENSER LA PROSPÉRITÉ DE TOUS LES CANADIENS

UN PLAN DE CROISSANCE AMBITIEUX POUR BÂTIR UNE ÉCONOMIE NUMÉRIQUE, DURABLE ET INNOVANTE

**REDÉMARRER**

Rétablir la confiance et rouvrir les commerces de manière sécuritaire

**RELANCER**

Établir une trajectoire de croissance inclusive

**REPENSER**

Catalyser la croissance du PIB pour atteindre une croissance plus forte qu'avant la COVID-19

Observations fondamentales tirées des consultations de l'industrie et de l'ensemble des parties prenantes

**A Renforcer la confiance des entreprises et des consommateurs canadiens pour naviguer dans la nouvelle normalité et ajuster le plan de réponse économique pour mieux soutenir une réouverture de l'économie en toute sécurité**

Résultat de l'enquête menée par le Conseil sur la stratégie industrielle :

- 726 répondants
- Provenant des 13 provinces et territoires
- Entreprises de plusieurs secteurs et toutes tailles
- 78 % des répondants s'inquiétaient de la viabilité financière de leur entreprise
- Tourisme : Perte attendue de 50 % des revenus
- Commerce de détail : Perte attendue de 32 % des revenus
- Fabrication de pointe : Perte attendue de 30 % des revenus
- Baisse prévue de 44 % des recettes des entreprises dirigées par des femmes en 2020
- 64 % des répondants ont eu de la difficulté à obtenir du crédit
- Perte de 41 % des revenus pour les entreprises qui font de la vente directement aux consommateurs
- Perte de 39 % des revenus pour les entreprises qui vendent en ligne

Source : Sondage McKinsey, 25 juin au 14 juillet 2020

- Renforcer la coordination et le partage des meilleures pratiques avec les provinces et les territoires et adopter une approche de gestion des risques
- Mobiliser pleinement le secteur privé pour les mesures de santé publique
- Mettre en place des mécanismes visant à faciliter la restructuration et le refinancement des entreprises rentables en temps normal
- Encourager la participation au marché du travail et des mécanismes de requalification plus agiles
- Exploiter et promouvoir la marque « Canada » à l'échelle nationale et internationale, en mettant l'accent sur la valeur ajoutée et l'innovation

**B Stabiliser et sécuriser les secteurs les plus touchés en appliquant des mesures ciblées**

Transporteurs aériens, aéroports et aérospatiale

- Fournir un soutien à plus long terme (p. ex. entreprises d'intérêt national)
- Accélérer la reprise des déplacements intérieurs et internationaux avec une stratégie innovante et prudente de gestion des risques

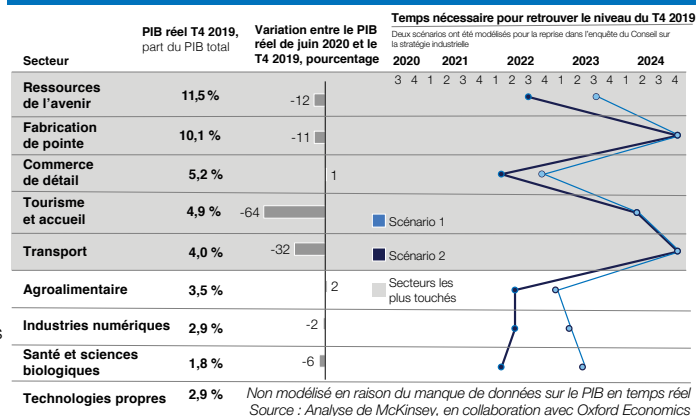
Ressources de l'avenir

- Mesures incitatives pour les opérateurs en amont pour maintenir des opérations viables/redynamiser les dépenses d'investissement

Tourisme, accueil et culture

- Fournir des capitaux patients aux entreprises ayant une valeur de marque élevée
- Collaborer avec le secteur privé pour attirer les capitaux privés

Les différents secteurs de l'économie ont été touchés de façon inégale et la reprise à venir sera probablement inégale aussi d'un secteur à l'autre



**C Relancer la croissance en doublant les investissements dans un plan d'avenir**

Diversité, talent et innovation en matière de main-d'œuvre

- Élargir le champ d'application et augmenter le financement des programmes de formation et de requalification
- Attirer des talents mondiaux hautement qualifiés
- Élaborer une stratégie nationale d'innovation en matière de main-d'œuvre

Utilisation stratégique des marchés publics

- Améliorer la résilience de la chaîne d'approvisionnement grâce à l'approvisionnement gouvernemental stratégique

Écosystème d'innovation et financement en recherche et développement

- Atténuer le risque et encourager les industries à se numériser, s'automatiser et stimuler la productivité
- Renforcer la Charte numérique et la stratégie en matière de propriété intellectuelle du Canada, et bâtir un système de réglementation numérique moderne
- Recapitaliser, élargir et moderniser les principaux programmes gouvernementaux

Les gouvernements ont déployé des aides sectorielles pour mettre en œuvre des plans de relance ambitieux

- Allemagne** : 50 G€ seront investis dans les domaines d'avenir : économie de l'hydrogène, technologies quantiques, IA
  - Espagne** : Régime de garantie de prêt de 40 G€ pour les nouveaux investissements dans les domaines de la technologie et de l'économie verte
  - Union européenne** : 387 G€ pour la transition vers un secteur agricole durable sur le plan environnemental et social et axé sur le marché et pour développement rural
  - Corée du Sud** : >2 G\$ seront investis pour renforcer les capacités numériques, dans le cadre d'un « New Deal coréen » de 85 G\$
  - France** : 15 G€ en soutien au secteur de l'aviation, répartis équitablement entre les compagnies aériennes et le secteur aérospatial
- Source : Recherche dans la presse, annonces du gouvernement en août 2020

Infrastructures stratégiques – numériques et matérielles

- Accélérer le plan pour assurer la couverture et l'accès à une connexion Internet de grande qualité : 100 % d'ici 2026
- Lancer des projets stratégiques avec le soutien de la Banque de l'infrastructure du Canada (BIC)
- Investir dans l'infrastructure commerciale stratégique qui élimine les goulots d'étranglement

Réglementation souple

- Mener plus rapidement les examens réglementaires dans les secteurs où les retards ont des répercussions financières et sociales disproportionnées

Accès aux capitaux pour accélérer la croissance des entreprises canadiennes

- Considérer un plus grand rôle pour la BDC, EDC et Financement agricole Canada
- Veiller à ce que les lacunes dans l'accès aux capitaux soient comblées (p. ex. fonds pour l'entrepreneuriat féminin, etc.)

**D Le Canada doit se donner une stratégie industrielle qui repose sur quatre piliers pour créer une économie numérique, durable et innovante au bénéfice de l'ensemble des Canadiens**

Devenir une économie numérique axée sur les données

- Bâtir un Réseau numérique canadien mondial afin de faire du Canada une société numérique
- Soutenir les entreprises canadiennes de taille moyenne supérieure
- Bâtir un talent canadien très qualifié en tant qu'avantage sur le plan mondial
- Tirer parti de la propriété intellectuelle et promouvoir la valeur des données

Être le chef de file mondial sur le plan ESG dans les domaines des ressources, des énergies renouvelables, et des technologies propres

- Soutenir tous les secteurs des ressources naturelles pour qu'ils deviennent des fournisseurs ESG mondiaux et des innovateurs en matière de produits
- Tirer parti des atouts des technologies propres pour accélérer les exportations et l'adoption nationale et décarboner les secteurs industriels clés
- Inciter tous les secteurs à respecter les engagements de l'Accord de Paris

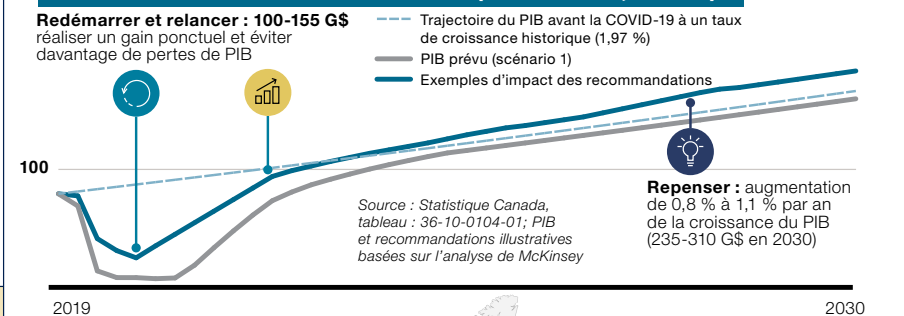
Bâtir un secteur manufacturier innovant et à haute valeur ajoutée pour lequel nous pouvons être un chef de file mondial

- Stimuler l'investissement en innovation et en commercialisation
- Accélérer la création et l'adoption de la technologie
- Établir un lien entre les grappes technologiques et les entreprises de fabrication
- Acquérir les compétences et les talents pour la fabrication 4.0

Tirer parti de notre avantage en agroalimentaire pour nourrir la planète

- Bâtir les infrastructures et l'accès au marché nécessaires à la croissance future
- Déployer des investissements dans des secteurs où le Canada est concurrentiel
- Accroître la numérisation afin d'améliorer la productivité
- Moderniser les systèmes de réglementation et bâtir un bassin de talents du XXI<sup>e</sup> siècle

Effet illustratif des recommandations sur le PIB (de 2019 à 2030, T4 = 100)



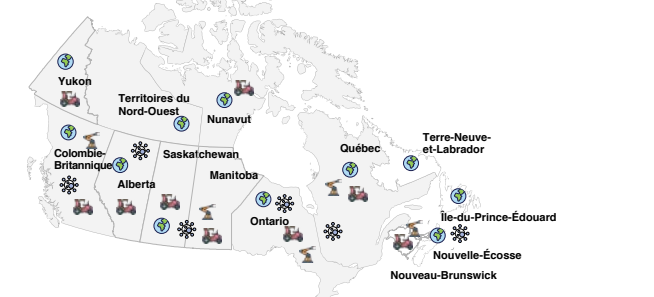
**E Mettre en place de nouveaux partenariats avec le secteur privé et des investissements reposant sur un cadre budgétaire et financier solide**

Maintenir un cadre budgétaire solide et rigoureux

- Élaborer un plan de relance économique et repenser l'économie pour atteindre quatre objectifs budgétaires clairs :
  - Le Canada demeure un chef de file reconnu parmi les pays industrialisés dans la gestion des finances publiques et le niveau de la dette et du déficit
  - Une conception prudente de programmes pour assurer que l'accroissement du financement public ne nuit pas à l'investissement privé au Canada
  - Les nouvelles dépenses appuient principalement la croissance future plutôt que de simplement alimenter la consommation à court terme
  - Le Canada maintient la compétitivité de son régime fiscal

Mettre en place de nouveaux partenariats avec le secteur privé

- Collaborer avec le secteur privé pour livrer les recommandations et tirer profit des approches éprouvées :
  - Créer de nouveaux forums de dialogue sur les possibilités d'investissement entre le gouvernement et l'écosystème financier du Canada
  - Établir un cadre pour le partage des risques dans les partenariats publics-privés
  - Établir une stratégie nationale unifiée pour attirer des capitaux mondiaux
  - Offrir des mesures incitatives ciblées pour atténuer les risques, accélérer les investissements, et créer des occasions gagnantes pour les investisseurs



**Un rapport du  
Conseil sur  
la stratégie  
industrielle  
du Canada**

**CONSEIL SUR  
LA STRATÉGIE  
INDUSTRIELLE** | **INDUSTRY  
STRATEGY  
COUNCIL**

**ic.gc.ca**